LA REVUE

LITTÉRATURE, HISTOIRE, ARTS ET SCIENCES

DES DEUX MONDES

1er MARS 1950

LE PACTE DE L'ATLANTIQUE ET L'ASSISTANCE MILITAIRE.....	MARCEL PLAISANT..... *de l'Institut*	3
LA BATAILLE DES NATIONS (Août-Novembre 1813). — III.....	LOUIS MADELIN..... *de l'Académie française*	18
LA VIE SOCIALE EN FRANCE DE 1900 à 1950.....	ÉDOUARD DOLLÉANS.....	37
LE POLLEN NOIR. — *Première partie.*	GUY MAZELINE.....	71
QUAND FINIRA LE PLAN MARSHALL.....	C.-J. GIGNOUX.....	99
ITALIE RETROUVÉE. — *SICILE.* - II.	JEAN-LOUIS VAUDOYER.... *de l'Académie française*	113
L'ALLEMAGNE PARTAGÉE ENTRE L'EST ET L'OUEST.....	MAURICE MURET..... *de l'Institut*	135
SOUVENIR DE L'ABBÉ MUGNIER..	ALBERT FLAMENT.....	144
POÈMES.....	PAUL LORENZ.....	152
PIERRE CAMO.....	PHILIPPE CHABANEIX.....	155
LE PEINTRE FERNAND MAILLAUD.	HENRY HUGAULT.....	159
REVUE SCIENTIFIQUE. — *LA BOMBE H*.....	RENÉ SUDRE.....	164
REVUE DRAMATIQUE. — *TARTUFFE.* — *OTHELLO*.....	R. BOURGET-PAILLERON....	172

A TRAVERS LA PRESSE. — MENUS-PROPOS. — LES LIVRES.

LE NUMÉRO : 130 francs

15, rue de l'Université - PARIS

LA REVUE

LITTÉRATURE, HISTOIRE, ARTS ET SCIENCES

DES DEUX MONDES

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT :

France métropolitaine et Union française, six mois... **1.500 fr.**
— — — un an (24 numéros)... **3.000 fr.**
Étranger, six mois (12 numéros)..... **2.300 fr. français.**
Étranger, un an (24 numéros)..... ..... **4.500 fr. français.**

On s'abonne aux bureaux de **La Revue**, chez les libraires, ainsi que par correspondance adressée 15, rue de l'Université, Paris (7e).

Dans ce dernier cas, prière d'envoyer le montant de l'abonnement par mandat, par chèque postal Paris 5888-40, ou par chèque bancaire au nom de **La Revue.**

Pour tout changement d'adresse, prière d'envoyer la somme de 20 francs en timbres-poste, ainsi qu'une ancienne étiquette. Pour toute demande de renseignements, prière de joindre un timbre pour la réponse.

Conformément aux usages actuels, seuls les textes dactylographiés, avec interlignes, seront examinés. Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

La reproduction et la traduction des œuvres publiées dans **La Revue** *sont interdites dans tous les pays.*

LES LIVRES

LES PENSEES DES ROIS DE FRANCE, recueil général établi, annoté et commenté par Gabriel Boissy ; 1 vol. in-8°. Albin Michel.

La première édition de ce livre remonte à 1920. Dans l'introduction que M. Gabriel Boissy publiait alors il précisait l'objet du livre : rendre à maints souverains de notre pays leur véritable figure que des « historiens polémistes », des « chroniqueurs partisans » avaient dénaturée. « Le lecteur s'apercevra, écrivait l'auteur, combien, évoquée par eux-mêmes, l'image de ces souverains est plus vive, plus racée, plus profonde que celle machinée par les historiens de haut ou bas étage, de loyale ou perfide lignée. » Et il déclarait avoir écarté « ces propos fameux et brillants, mais plus ou moins légendaires ou arrangés » et s'être astreint à ne citer que « des extraits des œuvres, mémoires, notes, discours ou lettres émanées immédiatement de la main des monarques ou écrites sous leur dictée ». Rassembler tous ces textes représentait au surplus un dépouillement considérable de collections, de volumes, de documents. Hugues Capet ouvre la série des rois, puis viennent les principaux souverains du Moyen âge et de la Renaissance. A partir des Bourbons, une part plus large est faite aux citations. Henri IV est à l'honneur, mais aussi Louis XIII et Louis XIV. Louis XVI est largement représenté et, au XIXe siècle, Louis XVIII et Louis-Philippe. On lira avec un vif intérêt ces textes dont certains sont très peu connus.

LE PACTE ATLANTIQUE
ET
L'ASSISTANCE MILITAIRE

Un an bientôt écoulé depuis la signature du Pacte Atlantique à Washington le 4 avril 1949, six mois passés depuis les débats parlementaires qui accusèrent la ratification du traité chez les différents pays signataires n'ont certainement pas donné à cet instrument diplomatique ce recul de l'histoire souvent trompeur, et qui nous abuse parfois d'un mirage. Toutefois si denses furent les événements dans ce délai, si rapide l'évolution d'une politique d'exécution et d'une polémique que déjà notre vision de l'acte s'est modifiée, et que nous pouvons mesurer, comme des réactions d'un ferment, la virulence ou l'infirmité relative du principe que les négociateurs avaient voulu consacrer. Dès maintenant, il est déjà permis d'avancer que l'acte vaut davantage par les virtualités qu'il condense que par le texte qu'il propose. D'une part, il aura marqué un temps d'arrêt et comme l'impression d'une pause ; d'autre part, il a peut-être précipité le déclenchement des parades et des contre-gardes.

Enfin voici que les huit bénéficiaires européens du Pacte Atlantique : Grande-Bretagne, Danemark, Norvège, Belgique, Pays-Bas, France, Luxembourg et Italie viennent de signer le 27 janvier 1950 à Washington les traités bilatéraux, séparés mais synchrones, qui stipulent les conditions de livraison des armes. Le traité franco-américain en vue de l'application de l'aide militaire fut précédé d'une négociation laborieuse. Il soulèvera des critiques et provoquera peut-être le renouvellement de certaines discussions passionnées. Son résultat le plus immédiat est de placer à nouveau

le Pacte Atlantique au premier plan de l'actualité : il en éclaire certains aspects. En tous les cas une confrontation de l'acte principal et de son règlement d'exécution paraît venir à son heure, avant que les querelles partisanes ne risquent d'oblitérer notre jugement ou de jeter le trouble dans des éléments d'appréciation qui doivent tomber sous une considération sereine.

***

Alors que les traités sont généralement élaborés dans la clandestinité et qu'un secret abrite ces travaux jusqu'à ce qu'ils apparaissent au jour de la signature, les termes du Pacte Atlantique furent volontairement rendus publics par le secrétaire d'Etat des Etats-Unis le 18 mars 1949, trois semaines avant la signature, le 4 avril, afin que libre cours fût laissé à l'opinion publique de chaque pays, si bien qu'à tous fût donnée la plus large faculté d'en discuter les clauses.

Accusé d'impérialisme le gouvernement américain a voulu renchérir sur les ouvertures de la critique et du libre examen.

Et cependant jamais instrument diplomatique ne souffrit davantage des travestissements et des procès de tendance au point que si hardie fut la propagande adverse, qu'elle parut quelquefois avoir réussi à imposer sa version accommodée à sa passion.

De ce traité l'article 5 est le cœur. Il pose ce principe qu'une attaque contre l'une des parties sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties : si une telle agression se produit, chacune d'elles dans l'exercice de son droit de légitime défense assistera la partie lésée en prenant aussitôt telle mesure qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée pour rétablir et assurer la sécurité dans la région de l'Atlantique Nord.

Dans cette clause il y a des notions connues : celle de garantie mutuelle, celle de la généralisation de la blessure, celle d'interdépendance des intérêts et de solidarité dans l'action : pareils principes recevaient déjà leur sanction dans le pacte de la Société des Nations, les traités d'assistance mutuelle conclus sous ses auspices, le protocole de Genève, et les traités de Locarno. Mais ces traités supposaient une appréciation, une délibération, et même une juridiction du *casus belli* avec toutes les incertitudes qui en résultent, la précarité de la promesse, la lenteur du secours et le doute sur la conclusion.

Mais voici que nous abordons une notion inconnue : l'article 5 du Pacte Atlantique est en référence directe avec l'article 51 de la Charte des Nations Unies préparée à San Franscisco qui consacre le droit de légitime défense, déjà défini en droit privé, mais qui introduit en droit international le concept tout nouveau de la légitime défense collective. En dehors et au-dessus des traités se trouve donc réservé le droit naturel de légitime défense dans le cas où un membre des Nations Unies est l'objet d'une agression armée jusqu'à ce que le Conseil de sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix. Nous voici en face d'un droit d'une singulière puissance que la langue anglo-saxonne dénomme « droit inhérent » comme un droit d'héritage que nous trouvons dans notre patrimoine humain et que les Français, fils du XVIII^e siècle, décorent du titre de droit naturel. En résumé cet article 5 du Pacte Atlantique qui est enclavé dans l'article 51 de la Charte des Nations Unies, — ce qui démontre la solidarité étroite des deux conventions, — a réussi à promouvoir une réaction instinctive au rang du droit international.

La conséquence en apparaît aussitôt : à défaut d'un automatisme absolu, une obligation, immédiate dans son exécution, engage tous ceux qui ripostent par un acte de légitime défense. L'action commandée par les événements échappe à la délibération et ressort de la nécessité, de la sécurité pressante : l'acte est engendré par les faits. Sans doute sont réservés pour l'Amérique les prérogatives du président et du Congrès, comme aussi bien pour la France les droits du Parlement, mais, sous l'éclair de l'urgence, l'instance détermine l'action.

D'un coup nous mesurons combien nous sommes loin de la déclaration Molotoff du 29 janvier 1949, aussi bien que du mémorandum de l'Union Soviétique du 31 mars 1949 dont tous les manifestes, ordres du jour, et notions postérieures ne constituent que des répétitions eu égard à la désolante prolixité qui afflige les productions diplomatiques du Kremlin. Il suffit de confronter les accusations de « politique agressive effrénée » (29 janvier) et de pacte à « caractère agressif flagrant » (31 mars) avec la brève analyse que nous venons d'esquisser. Le Pacte est, et ne peut être qu'essentiellement défensif puisqu'il n'est dirigé contre personne : défensif par son obligation immédiate ancienne comme le monde, défensif par son objet qui tend à sauvegarder la liberté des peuples dans des conditions strictement limitées qui révèlent

la part contenue des sacrifices réciproques, défensif par son exécution qui mesure l'emploi de la force armée à l'extrême rigueur lorsque tous autres moyens auront été épuisés pour rétablir et assurer la sécurité.

***

Mais par delà cette exégèse, si probe fût-elle, ne faut-il pas considérer les intentions qui dépassent les obligations selon certains, ou qui restent bien en retrait de la lettre, selon d'autres ? Les défenseurs de ce pacte qui croient accomplir un devoir en faisant ressortir la portée véritable de l'engagement, parce qu'il fut si gravement adultéré dans une certaine partie de l'opinion publique, ne seront-ils pas exposés à la critique de Pascal dans la *Septième Provinciale* tandis qu'il reproche à certains messieurs, alors qu'ils ne peuvent pas empêcher l'action, de purifier au moins l'intention et de corriger ainsi le vice du moyen par la pureté de la fin ?

Les Américains ont cette grande supériorité d'être des gens simples et très directs dans l'émission de leurs désirs. Ecoutons les : « La Commission pense que ce traité représente exactement la volonté du peuple américain et de tout autre peuple de la communauté Nord-Atlantique de travailler pour la paix. Exception faite de la note discordante exprimée par la propagande du Gouvernement des Soviets et de ses satellites, il existe un sentiment général que ce traité a déjà apporté un nouvel espoir et une confiance dans l'avenir. »

Je dois à la courtoise attention de M. Tom Connally, sénateur du Texas, président de la Commission des Affaires étrangères du Sénat d'Amérique, la communication directe et personnelle qu'il voulut bien faire à son « symétrique » en France, de tous les documents édités par la Commission.

Quatre mois de travail dont seize jours consacrés à l'audition de plus de cent soixante-dix personnalités, appartenant au monde des affaires, du travail, de l'église, de l'agriculture, des vétérans de la guerre ; douze jours de débats publics, trois amendements rejetés aux majorités de 84 et 87 voix contre 11 et 6, représentent la somme des efforts consacrés par le Sénat des Etats-Unis à l'étude du Pacte Atlantique : trois cahiers blancs de 1.200 pages portent témoignage. Retenons que le deuxième amendement stipulait que la clause exécutoire du Pacte ne comporterait aucune obligation pour les Etats-Unis d'employer la force pour repousser une

attaque sur l'un des signataires à moins que le Congrès n'en ait donné spécifiquement l'autorisation. Cet amendement nettement restrictif, repoussé par 84 voix contre 11, laisse tout son jeu au déclenchement de la légitime défense, et à l'assistance immédiate, sous la responsabilité du président.

Quelle réponse plus topique que cette décision qui émane du garant aux dissertations savantes de ceux qui déclarent que le Pacte n'apporte rien de nouveau au bénéfice de la sécurité, qu'il est vide de substance, et dépourvu de garantie ! Car ce Pacte offre ceci de remarquable que pour les uns, il est chargé de contraintes excessives et importunes et nous engage sur la voie de la guerre, et que pour les autres, il n'est qu'une convention de plus où l'apparat des formules dissimule la vanité des obligations. Comme ces deux affirmations s'annulent, reste la valeur du traité.

Notre co-contractant américain nous a livré tout l'esprit qui se dégage de l'Acte lorsque la Commission des Affaires étrangères du Sénat déclare dans son rapport du 6 juin : « L'acceptation solennelle du principe par toutes les parties doit avoir un puissant effet, capable de détourner un agresseur quelconque, en rendant clair à l'avance que l'attaque se heurterait « à la résistance combinée de toutes les nations Nord-Atlantique ». Cette prise de position sans équivoque des Etats-Unis donne au Pacte sa figuration morale.

« Il ne faut pas tant prévoir la guerre », entendions-nous dire un jour à Genève par Sir Austen Chamberlain lorsqu'il refusait d'adhérer au protocole de 1924. Sans doute mieux vaut encore la prévenir, c'est-à-dire empêcher ses conditions de naître. Tout pacte de garantie devrait avoir une telle valeur comminatoire, une telle puissance préalable, inspirer une crainte si bien fondée qu'il paralysât l'adversaire avant qu'il n'ait conçu son dessein. En vérité, le bon pacte est celui qui n'a jamais l'occasion de jouer.

***

En ouvrant une faculté d'accession à de nouveaux invités en dehors des douze signataires, l'article 10 du Pacte a posé la question de l'Allemagne candidat au Pacte Atlantique. C'est un des points qui ont le plus longuement retenu les orateurs à l'Assemblée nationale pendant les nombreuses séances consacrées aux débats sur la ratification. La question avait été tranchée par la Commis-

sion des Affaires étrangères de l'Assemblée et relatée par son éminent interprète, M. René Mayer, dans les termes d'un rapport parfaitement ordonné où tous les sujets litigieux sont éclairés d'une lumière propice.

Prudente, la Commission a fait insérer dans l'article unique du projet de loi un alinéa 2 ainsi conçu : « L'accord prévu à l'article 10 du Traité en vue d'inviter un Etat, non partie à ce traité, à y accéder, ne pourra être donné par le Président de la République s'il n'y est autorisé par une loi. »

Dans le même esprit la Commission du Sénat américain avait considéré que l'admission d'un nouveau membre au Pacte aboutissait à la conclusion d'un nouveau traité avec ce membre et devait requérir le consentement préalable du Sénat pour chaque adhésion. Elle envisage l'admission éventuelle de la Germanie un jour, à condition que le peuple germanique ait donné des preuves de son attachement au régime de la liberté et aux principes de la démocratie.

En Italie le comte Sforza a déclaré sans ambages que l'Allemagne devrait être englobée dans le Pacte Atlantique.

Le Parlement français s'est montré infiniment plus réticent. Singulièrement au Luxembourg où le débat sur la ratification ne dura qu'une seule séance, malheureusement nocturne, le 28 juillet 1949, l'adhésion hypothétique de l'Allemagne souleva des réserves générales. Dans un rapport solide, abondant en faits et en raisons, l'honorable M. Pezet donna l'impression d'y être plus favorable que la majorité des commmissaires et de l'Assemblée. Le ministre des Affaires étrangères a bien senti la distance de cette position en retrait et son discours en porte le reflet lorsqu'il reconnaît que « même l'Allemagne ayant retrouvé ses organismes politiques démocratiques ne pourra entrer dans le Pacte Atlantique ». Interprète d'un sentiment commun, M. Georges Pernot déclara qu'avant de parler de l'égalité des droits, il faudrait parler de la réparation des dommages.

***

Au demeurant il est permis de dire que le débat sur le Pacte Atlantique qui se déroula au Luxembourg sur le plan très élevé ne perdit jamais de vue les réalités qui forment les termes d'aboutissement de la convention. Ainsi de l'aide militaire éventuelle qui fut envisagée dans sa nécessité immédiate. MM. Pierre de Gaulle,

Henry Torrès et Diethelm présentèrent même un amendement tendant à subordonner la ratification présidentielle à une nouvelle négociation avec l'Amérique afin d'obtenir des précisions utiles en ce qui concerne la composition des organismes et du Comité de défense et la fourniture des armements et des équipements aux armées françaises. Ni le ministre, ni nous-mêmes ne pouvions l'accepter sous cette forme, le Traité ayant été passé entre douze parties contractantes et formant un instrument diplomatique indivisible qui ne pouvait pas être exposé à une acceptation conditionnelle. Du moins l'idée fut elle reprise par nous avec ses auteurs pour faire l'objet d'une motion spéciale votée en même temps que la ratification : elle invite le Gouvernement à user de toute son autorité en vue d'obtenir : 1° des cosignataires du Pacte, des garanties nécessaires en ce qui concerne la composition des organismes subsidiaires et du Comité de défense quant à la représentation de la France ; 2° du gouvernement des Etats-Unis la fourniture des armements et des équipements modernes indispensables pour donner aux armées françaises les moyens de remplir effectivement les obligations de défense et d'assistance que comporte le Pacte Atlantique.

Si nous y insistons c'est parce que cette motion qui prend figure d'injonction représente la contribution originale propre à notre Assemblée dans la ratification du Pacte. C'est aussi parce que cette motion sénatoriale de sauvegarde devait jouer un rôle dans la phase diplomatique postérieure à la ratification.

***

Après sa ratification et pour qui considère l'activité qui s'est développée depuis les six mois révolus, le Pacte de l'Atlantique est animé d'une double vie : une vie en quelque sorte militaire par les arrangements et les mesures d'exécution qu'il a engendrés, et une vie diplomatique ou politique par les réactions qu'il a déterminées chez ceux qu'il protège et chez ceux qu'il avertit.

Le résultat final de l'approbation donnée au Pacte est d'augmenter les conditions de la sécurité dans une société internationale qui s'est agrégée autour de certains principes, mais aussi de laisser épanouir dans la communauté des peuples le sentiment d'une solidarité accrue pour conserver et défendre des établissements du droit qui constituent la garantie de l'indépendance et de la liberté.

Le jour même où le Parlement français accordait sa ratification au Pacte, le 28 juillet, le président Truman adressait un message au Congrès des Etats-Unis en lui transmettant son programme d'aide militaire. Celle-ci était envisagée sous trois formes : aide limitée en dollars ; transfert direct de certains articles essentiels d'équipement ; aide des experts dans la production et l'emploi du matériel de guerre. « Nous devons poursuivre ce programme rapidement et vigoureusement », concluait le Président. Un copieux discours de M. Dean Acheson à la Commission des Affaires étrangères lui faisait écho. Dès le 16 août, les sénateurs Vandenberg et Dulles déposaient des amendements au projet de loi sur l'aide militaire en stipulant que cette aide devra être en conformité avec les plans de défense généraux et que les plans entrant dans le cadre du traité l'emporteront sur les plans actuels qui lui sont étrangers.

Lorsqu'interviendra la loi américaine du 6 octobre 1949 qui fixe les données, les attributaires et les conditions de l'aide militaire dans le cadre du Pacte Atlantique, elle comportera à son article 101 cette formule que « l'aide servira à favoriser une défense « unifiée » de la zone nord-Atlantique ». Premier indice qui ne manquera pas d'amplification dans les actes subséquents et dans le dernier traité.

Cependant le gouvernement français remettait le 27 août une note aux onze puissances signataires du Pacte Atlantique en reproduisant dans le corps même de cette note diplomatique la notion spéciale du Conseil de la République que nous avons déjà relatée. La note se termine ainsi :

« En prenant la décision de transmettre aux signataires du pacte la motion votée en juillet par le Conseil de la République le gouvernement n'a fait que déférer au vœu exprimé à l'issue des débats par cette Assemblée et par M. Marcel Plaisant, président de la commission des affaires étrangères. Ce dernier s'était exprimé ainsi :

« Le ministre des Affaires étrangères a recueilli non seulement les objurgations pressantes de nos collègues qui désirent qu'une action efficace soit conduite auprès des cosignataires du pacte et auprès du gouvernement américain, mais encore il a pu voir que dans notre idée il était impossible de concevoir l'adoption de ce traité et sa vie future si en même temps une politique d'exécution et d'aide militaire effective ne vient pas l'accompagner pour lui donner toute son efficacité et montrer qu'en signant

des traités nous engageons l'avenir, et nous voulons que le pays reçoive toute satisfaction. »

***

Etablie sur ces assises diplomatiques et législatives, la politique Atlantique entre en septembre dans sa phase administrative. De septembre à décembre sont créés les organes prévus au Pacte : Comité de défense, Comité militaire, Groupes régionaux, Comité économique et financier, etc... Les réunions des ministres et des états-majors se succèdent dans les capitales. Le choix des sièges donne lieu à certaines rivalités : c'est ainsi que les Britanniques obtiennent que Londres soit le siège du groupe régional nord-européen, ce qui est normal, et du groupe régional ouest-européen qui aurait pu trouver en France son centre de gravité. Le groupe régional sud-européen et de la Méditerranée occidentale aura son siège à Paris. De ces réunions et de ces délibérations, qu'il faut embrasser dans leur ensemble, sont émanés des communiqués prolixes ou elliptiques, ambigus ou hermétiques, qui prouvent que les négociations furent laborieuses, voire ardues lorsqu'il s'est agi de rapprocher les plans des experts et des fameux « techniciens ». Quel abus n'a-t-on pas fait du terme et du prétexte dans les réunions internationales depuis cinq ans : certains croient avoir tout résolu en confiant un point litigieux aux « techniciens ». Vanité des mots ! comme si le conflit véritable qui est latent sous la divergence des formules ne devait pas ressortir finalement à l'arbitrage de l'autorité politique.

Le Conseil de l'Atlantique Nord qui tenait le 6 janvier 1950 sa troisième session approuva le plan de défense commune proposé par le Comité de défense tenu à Paris le 1er décembre. Le communiqué officiel vise ce plan en vue de la défense « intégrée » de la région de l'Atlantique Nord. Des commentateurs qualifiés ont bien voulu nous donner la glose de cette locution sibylline. Il s'entend que la défense de l'Europe occidentale serait conçue en fonction des nécessités stratégiques qui commandent la sécurité générale de toute la région Nord-Atlantique. Ce n'est pas querelle de mots. Il importe de déceler et de capter le sens du terme dès sa naissance car nous allons le retrouver à l'article 1er du traité du 27 janvier 1950 dont les conséquences ne sauraient être sous-estimées. La défense dite « intégrée » obéirait donc à un concept de solidarité, ou mieux

encore de mutualité entre les douze signataires qui sont cogarants. Cet assujettissement de chaque partie au plan d'ensemble aurait la vertu de conférer à l'aide un caractère d'indivisibilité qui renforce le jeu du pacte. La perspective est séduisante, mais nous voudrions bien qu'il ne suffise pas de la trouvaille d'un mot pour résoudre les difficultés fondamentales.

***

L'accord franco-américain signé le 27 janvier à Washington est précédé d'un frontispice annonçant que le monument doit s'insérer entre le traité de l'Atlantique Nord du 4 avril 1949 et la Charte des Nations Unies et qu'il a pour objet de maintenir et d'accroître la capacité individuelle et collective de résistance des peuples libres à une attaque armée.

Divisé en sept articles et suivi de cinq annexes, il règlemente les modalités de l'aide militaire, mais il laisse également entrevoir quelques têtes de chapitre sur des questions qui demeurent ouvertes et qui requerront un arrangement ultérieur.

En stipulant, à l'article premier, que chaque gouvernement mettra ou continuera à mettre à la disposition de l'autre et de tout autre gouvernement dont ils pourraient convenir dans chaque cas, les équipements, les matériels, les services ou telle autre assistance militaire que le gouvernement prêtant pourrait autoriser, l'accord fait de l'aide militaire une obligation polylatérale réciproque : ce n'est pas l'Amérique qui s'engage seule à une prestation ; ce sont les deux contractants qui prennent cet engagement vis-à-vis d'eux-mêmes comme aussi bien à l'égard des autres signataires du pacte. Cette assistance sera conçue de manière à contribuer à la défense « intégrée » de la région de l'Atlantique Nord et à faciliter la mise en œuvre des plans de la défense. Voici donc le terme « intégrée » qui reçoit une inscription dans un traité. Il ne s'agit pas de remonter d'une différentielle à son intégrale : les contractants donneront satisfaction aux besoins d'une partie dans l'obligation d'un tout : ils seront pourvus en fonction de la stratégie générale qui couvre la région atlantique. Dans les aménagements de l'exécution il appartiendra à ceux qui ont la charge de la défense des côtes occidentales de faire comprendre que leur protection locale la plus complète importe au salut de toute la région Atlantique.

Toujours dans un deuxième paragraphe du même article les

rédacteurs ont précisé que chaque gouvernement s'engage à mettre effectivement en usage l'aide reçue en vue de développer la défense « intégrée » de la région de l'Atlantique Nord. Deuxième citation qui met en relief l'insistance du dessein. Il est en outre stipulé qu'aucun gouvernement n'utilisera l'assistance ainsi fournie à des buts autres que ceux prévus. Dans l'intérêt de la sécurité commune chaque gouvernement s'engage à ne transférer à aucune personne, ni à aucun Etat tiers, la propriété ou possession de l'assistance reçue.

L'article 2 ouvre l'hypothèse d'un transfert aux Etats-Unis des matières premières et produits semi-ouvrés dont ils auraient besoin par suite de l'insuffisance de leurs propres ressources et qui pourraient être disponibles en France. Une telle obligation pouvait risquer de nous priver de certaines matières indispensables si elle n'avait pas été tempérée par une condition. Il est dit, en effet, que les arrangements pour ces transferts prendront en due considération les besoins de la consommation intérieure et du commerce d'exportation de la France.

L'article 3 est consacré à la garantie des secrets de fabrique qui peuvent se trouver inclus dans le matériel ; l'article 4 assure la protection de la propriété industrielle ; l'article 5 prévoit une provision pour les dépenses administratives ; l'article 6 organise le fonctionnement d'une mission d'assistance technique ; l'article 7 dispose que l'accord entrera en vigueur le jour de sa signature, et qu'il pourra être dénoncé s'il n'est pas ratifié par la France dans les quarante-cinq jours qui suivront sa signature, soit le 14 mars 1950.

La matière des brevets d'invention a paru tellement abstruse aux négociateurs de l'accord qu'ils ont du renoncer à la réglementer, si bien que l'article 4 est un renvoi à des arrangements ultérieurs appropriés. Cet aveu d'impuissance n'est pas pour nous déplaire ; c'est au moins un témoignage de franchise de la part des diplomates et de leurs scribes devant une des spécialités juridiques les plus hermétiques qui fut. Prolixe et confus l'article 4 ne résout rien mais s'avance déjà trop, lorsqu'il édicte que chaque gouvernement assumera la responsabilité du règlement de toutes les demandes de ses nationaux, ce qui pose autant de questions qu'il y a de mots.

Les fonctions et prérogatives de la mission d'assistance technique que chaque gouvernement accepte de recevoir pour observer le

progrès de l'assistance fournie conformément à l'action seront certainement travestis et âprement discutés. Cette clause dans un traité de droit public rappelle des stipulations identiques que nous rencontrâmes souvent dans les conventions de droit privé entre grandes sociétés internationales qui échangent des brevets et prévoient également l'ouverture des usines à des missions d'ingénieurs chargés d'assurer la mise au point d'un procédé nouveau. Afin d'éviter tout reproche d'immixtion dans l'administration intérieure de l'Etat, l'article 6 a prévu que le personnel de la mission exercera ses fonctions dans le cadre de l'ambassade, sous la direction et le contrôle du chef de la mission diplomatique de son pays. Il n'existera pas de rapports directs entre ce personnel d'assistance et les autorités françaises : la mission sera placée sous le contrôle d'un agent dépendant de l'ambassadeur qui pourra se trouver en relations avec un membre correspondant du département des Affaires étrangères, spécialement dévolu à cette coordination. Tout risque de confusion est conjuré : toute indépendance est sauvegardée : une annexe D donne à cet égard précisions et garanties utiles. Il est encore prévu dans plusieurs annexes que les fournitures fongibles pourront être échangées et que les équipements et matériels livrés jouiront de la franchise douanière.

Tel qu'il est, cet accord devrait procurer à la France d'ici le 1er juillet 1950, trois cents millions de dollars de matériel américain, soit une centaine de milliards de francs. L'armée de terre recevra du matériel de transmission, des armes antichars, des véhicules et des blindés ; ainsi que des canons à chenille de 105 mm. L'armée de l'air française recevra du matériel de rechange en appareils de radio et de radars, des moteurs, des canons de D. C. A., de quoi équiper les avions français dont la construction est prévue par le plan quinquennal de constructions aéronautiques.

***

Dans le discours prononcé le jour de la signature de l'accord bilatéral, le Président Truman justifie son approbation par les dispositions qui permettent la coordination de la défense de la zone Nord-Atlantique. Elles contiennent l'accord selon lequel les ressources, y compris l'aide militaire des Etats-Unis, seront utilisées avec le maximum d'efficacité et non pas utilisées pour constituer des défenses distinctes et sans coordination.

Mais cela n'est qu'un début : l'application du traité requiert une coopération et un effort constant et incessant de la part de tous ses membres, tandis que la préparation de la défense sera elle-même révisée et adaptée à la lumière d'une situation dont l'évolution est insaisissable.

C'est là une conception dont j'ai pu mesurer la force lors de mon séjour en novembre dernier en Amérique comme délégué de la France à l'Assemblée des Nations Unies. A New-York aussi bien qu'à Washington j'ai recueilli l'impression d'un intérêt très aigu et qui me parut sincère du Département d'Etat pour la France : intérêt fait de curiosité, de sympathie réelle, d'un désir certain de voir notre pays revenir à son équilibre, et retrouver ses normes dans toutes les disciplines. Cependant les hommes d'Etat et les diplomates américains ne séparent pas le sort de la France de celui de l'Europe occidentale : ils parlent même volontiers d'une entité européenne, d'une sphère d'intérêts économiques, comme si cette union était déjà réalisée. Ce n'est pas vaine formule de leur part, lorsqu'ils affirment leur désir du relèvement économique de l'Europe auquel ils sont disposés à participer. J'ai même entendu une voix d'une singulière autorité me dire que si l'Europe était restituée dans toute sa force de production et sa capacité de transaction le péril de guerre était conjuré. Par le travail et par le rythme des échanges nous obtiendrions la paix. La notion de rapports durables et de plus en plus étroits entre les nations occidentales et l'Amérique tend à déployer un réseau d'intérêts qui ouvre une ère atlantique. La pensée ne hante pas seulement les cerveaux des hommes politiques. J'ai pu me rendre compte que les industriels, les hommes d'affaires, les commissionnaires des grandes marques entraient dans cette vue d'une solidarité aux prolongements soutenus.

Jeune député, j'ai entendu à mon banc, notre illustre confrère M. Edouard Herriot évoquant le 11 janvier 1924 les liens qui unissent l'Amérique à la France, « cette fraternité dans l'idéal qui tient à nos communes origines politiques, à l'identité des principes sur lesquels nos deux démocraties sont fondées, communauté toujours vivante dans le cœur des Américains d'élite ».

J'oserai dire que nous pouvons aller moins haut et plus loin. Sur un plan moins élevé que ces liens spirituels, la part grandissante prise par l'Amérique dans l'évolution de la vie européenne, a peut-être réussi à créer des nouveaux points d'attraction. Un esprit

vraiment indépendant et qui est disposé à rechercher la part de vérité que peut contenir même la thèse qui lui paraît la plus adverse, demeure étonné de l'interprétation si irritante que donne certain parti aux relations franco-américaines ou plus largement aux rapports entre l'Amérique et l'Europe. Pour qui connaît tant soit peu les Etats-Unis et leur histoire ancienne ou récente, il a fallu un sursaut exorbitant de leurs traditions pour qu'ils en arrivassent à concevoir un rôle d'une telle ampleur dans les affaires du continent. Cette part prise et les ajustements financiers ou militaires, ou mieux encore paramilitaires tendant à se préciser et à fixer une configuration toujours plus nette, il apparaît que bien loin de poursuivre un assujettissement, la République étoilée ne manque jamais de renouveler aux Etats de l'Europe occidentale bénéficiaires de ses crédits, les exhortations à se redresser par leur propre substance, à donner un effort personnel, enfin à se sauver eux-mêmes en conservant leur indépendance.

***

Sans doute l'intérêt est grand pour les Etats-Unis de s'assurer des marchés permanents mais leur désir est non moins évident de se trouver avant 1952 devant une Europe restituée dans son intégrité et capable d'être maîtresse de son destin. L'année révolue que M. Dean Acheson vient de passer au département d'Etat fut pour plusieurs initiés une occasion de dresser un bilan : la politique américaine en Europe est généralement considérée comme un succès continu : l'action du ministre se confond avec l'accomplissement d'un programme de relèvement européen. Particulièrement le Pacte Atlantique et les traités d'exécution qui le prolongent font apparaître de nouveaux points d'interférence : il est permis de dire que cette ère Atlantique est chargée de forces latentes.

L'exposé de sa politique que M. Dean Acheson vient de faire devant la Commission des Affaires étrangères du Sénat paraît animé de la même conviction. Le problème de la diplomatie, a déclaré le secrétaire d'Etat, n'est pas de se précipiter dans des négociations ou des traités, c'est de créer les conditions qui rendront possible un accord viable. A cet égard la force militaire constitue un des instruments de la diplomatie, mais elle n'en est qu'un parmi d'autres. L'aide économique, un large appel aux sentiments

populaires de nationalisme ou de liberté, une compréhension de ces facteurs de force sont d'une importance vitale.

Nous revenons toujours au même dessein : en faisant aussi bien appel aux moyens spirituels que matériels la sécurité ne se dégage pas d'un texte ou d'un contrat si parfait fût-il, mais d'une communauté durable et d'intentions et de vie. A ceux qui parlent d'une façon si injurieuse d'un asservissement de notre pays à l'Amérique, la réponse la plus pertinente est dans ce ferme propos des Etats-Unis d'appuyer la France, et de voir s'accroître ses forces et ses ressources. Notre patrie, qui fit dans le passé tant de sacrifices pour tenir la garantie promise à l'indépendance des nations opprimées, ne peut retrouver ici qu'une équivalence d'attitude. C'est le cas de rappeler la parole d'Isocrate dans la Plataïque : « Songez que si vous vous êtes chargés de la dernière guerre, ce ne fut pas pour votre salut, mais en faveur des peuples privés de leur autonomie et de leur liberté au mépris des serments et des traités ».

MARCEL PLAISANT.

LA BATAILLE DES NATIONS

AOUT-NOVEMBRE 1813

III (1)

LA DERNIÈRE JOURNÉE DE LEIPZIG

Napoléon, cependant, prenait toutes les mesures nécessaires pour ramasser ses troupes et resserrer ses positions autour de la ville même ; les troupes, retirées du champ de bataille, ne traverseraient que peu à peu Leipzig ; les dernières forces qui auraient contenu jusqu'au bout l'ennemi, pourraient, à leur tour, sans être talonnées, abandonner le combat. Tous les corps qui avaient combattu la veille recevaient, le 17, au soir, l'ordre de rétrograder d'une lieue et de former, autour de la cité, un cercle rétréci. Ces troupes devaient dans la nuit gagner en bon ordre leurs nouvelles positions : si l'ennemi attaquait, on ne reculerait que lentement et en combattant ; c'est encore en combattant qu'on se replierait sur les faubourgs et, s'il le fallait, des faubourgs Est et Nord jusqu'au centre de la ville, par où s'écoulerait l'armée.

Encore fallait-il que la voie, où, de Leipzig, elle s'engagerait en retraite, se trouvât encore libre. La belle résistance de Margaron, prolongée par celle de Bertrand, avait sauvé Lindenau, qui couvrait l'accès des rivières au Nord-Ouest de Leipzig. Bertrand fut chargé, non seulement de garder à tout prix Lindenau, mais de balayer, bien en avant, la plaine de Lützen de tous les partis alliés qui pourraient troubler ou fermer le passage jusqu'à Weissenfels où coule la Saale, et au-delà. La mission était d'importance ; Napoléon entendit donc fortifier Bertrand et lui donna la division Guille-

(1) Voir *La Revue* des 1er et 15 février.

minot enlevée au corps Reynier, et, sous ce couvert, Rognat reçut mission d'aller, avec les troupes du génie, jeter sur la Saale les ponts nécessaires au-dessus de Weissenfels. Dès le 18 au matin, les ordres étaient en voie d'exécution.

***

Déjà — ce 18 à l'aube — les Alliés étaient en mouvement. Du Sud, trois énormes colonnes marchaient concentriquement sur la ville : à la droite française, celle du prince de Hesse-Hombourg, sur Poniatowski et Augereau ; au centre, celles de Kleist et de Wittgenstein réunies, sur Victor et la Garde ; à la gauche française, Klenau, Benningsen et Bubna, sur Macdonald, mais en engageant leur droite vers le Nord-Est pour venir menacer, par surcroît, la position de Ney aux prises avec Blücher — en tout 180.000 hommes auxquels Napoléon n'en pouvait opposer que 83.000. Cependant, dans l'angle formé par la Pleisse et l'Elster, le corps autrichien Merveldt réorganisé et passé à Sederer, piquait droit sur Leipzig, tandis que, menace plus redoutable encore, Giulay s'avançait vers l'Ouest de la ville, dans l'intention d'enlever Lindenau et de fermer ainsi la retraite aux Français. Enfin, Bernadotte et Blücher marchaient sur Marmont et Ney, fermant ainsi le cercle de fer où Napoléon semblait enfermé.

Suivant les instructions reçues, les troupes françaises rétrogradaient lentement ; elles s'arrêtèrent, et quoique pressées de toutes parts, se défendirent avec succès. A Dölitz, Poniatowski tint longtemps contre le prince de Hesse et ne recula que pour se reformer à Connewitz où il parut pouvoir résister encore de longues heures, appuyé par Augereau. Oudinot, à sa gauche, occupait la position voisine, le ruisseau de Connewitz, tandis qu'à sa droite on tenait ferme derrière Dölitz. L'artillerie ennemie entourait l'armée d'un cercle de feux tel que, de mémoire de soldat, jamais pareille canonnade ne s'était entendue.

Schwarzenberg cependant hésitait encore à pousser vivement l'attaque générale quand il fut averti de la réunion, au Nord du champ de bataille, de Blücher et de Bernadotte. Il donna incontinent l'ordre de redoubler les coups. Le village de Probstheida paraissant le point où les Français semblaient décidés à résister, Kleist et Wittgenstein déclenchèrent sur cet objectif une attaque d'une extrême violence ; les Prussiens, qui marchaient en tête,

se montraient animés d'une sombre résolution ; mais la position qui dominait la plaine — hauteur dont la pente était assez raide — avait été fortement occupée et Drouot y avait installé l'artillerie de la Garde, tandis que Victor s'y tenait avec 10.000 baïonnettes. Les Prussiens, escaladant le glacis, furent littéralement décimés par les canons de la Garde ; ils continuèrent néanmoins à foncer et, les bataillons se pressant, arrivèrent à pénétrer dans Probstheida. Ils s'y heurtèrent à Victor qui les rejeta assez loin pour que les batteries de Drouot pussent de nouveau cracher mitraille et boulets, qui, derechef, firent dans leurs rangs serrés de larges trouées. « Vacarme de tous les diables », écrira un soldat. Les Prussiens se reformèrent cependant au bas du glacis, prêts à reprendre l'assaut.

Mais Napoléon avait poussé sur Probstheida le corps Lauriston qu'il accompagnait, de sa personne, au milieu de boulets que l'artillerie ennemie, de son côté, faisait tomber comme grêle sur la position. L'Empereur, comme insensible à cette tempête, rangea lui-même derrière Lauriston les deux divisions Curial et Friant, de la Vieille Garde, et attendit le nouvel assaut de Kleist. Celui-ci, fortement appuyé par les Russes de Wittgenstein, se relança à l'attaque et, malgré les rafales de mitraille que Drouot déchaînait, Prussiens et Russes y mirent un tel élan, qu'ils pénétrèrent une seconde fois dans le village. Mais infatigablement, les soldats de Victor et de Lauriston les en rejetèrent encore et, après de sanglants combats, les précipitèrent en bas du glacis que Drouot couvrit, derechef, de mitraille. On a, aux récits de cette mêlée, l'impression que, de part et d'autre, régnait une sorte d'héroïque fureur ; les Prussiens étaient à peine rejetés qu'à la gauche, les défenseurs voyaient surgir les Autrichiens de Ziethus, arrivant un peu tard pour seconder l'attaque de Kleist ; une heure après ce nouvel assaut était repoussé ; les Français restaient maîtres de Probstheida, le front de fer opposé à l'ennemi résistait — particulièrement sur ce point essentiel de la défense — et 12.000 Alliés jonchaient le village, ses environs et le bas du glacis. L'échec était si cruel pour l'armée de Bohême qu'elle parut, un instant, s'affaisser. L'attaque ne se renouvela pas et, pendant les heures qui suivaient, Schwarzenberg ne fit parler que ses canons. Il attendait que Blücher et Bernadotte, dont l'approche lui était signalée, eussent fait encore de tels progrès, qu'il pût enfin leur donner la main — ce qui ne pouvait tarder longtemps.

***

Ils avaient en effet, dans la matinée, franchi la Partha et tentaient de se relier, à travers la plaine de Leipzig, —par l'Est de la ville,— à la droite de Schwarzenberg, sans y parvenir encore, grâce à la résistance qu'opposaient à leur marche, notamment à Schönfeld — à l'Est de Leipzig — les troupes de Marmont, cependant épuisées. Il était essentiel qu'à Schönfeld, comme à Probstheida, on continuât à tenir bon. Si le front craquait en un de ces nœuds de résistance, le péril — déjà grand — se précipiterait. Or, c'est dans cette région de Schönfeld qu'un incident allait soudain le faire craquer, dont le souvenir restera à tout jamais infamant pour ceux qui furent les tristes héros de la journée.

Tandis que Marmont se défendait bien dans Schönfeld contre Blücher, Ney, à sa droite, appuyait la défense, s'interposant, lui aussi, désespérément, entre les deux masses alliées, face à Bernadotte ; pour dégager son front, le prince de la Moskowa donna l'ordre à Reynier — arrêté avec son corps à Sellerhausen — d'enlever le village de Paunsdorf, situé en avant.

Le corps Reynier se composait, la veille encore, de trois divisions : celles de Guilleminot et de Durutte et la division saxonne ; suspectant, depuis quelques jours, et à juste titre, ces soldats allemands, Reynier avait pris soin de les encadrer entre ses deux autres divisions. Ainsi maintenus, ces Saxons n'avaient pas paru justifier les soupçons conçus : on se rappelle cependant que, la veille, des émissaires s'en étaient détachés, chargés de donner à Bernadotte l'assurance que leurs camarades abandonneraient les Français dès que l'occasion paraîtrait bonne. Par malheur, le matin même, la division Guilleminot, envoyée, nous le savons, par l'Empereur à Bertrand, à l'Ouest, avait quitté le corps Reynier ; ainsi, les Saxons n'étaient-ils plus liés qu'à Durutte et, par là, plus libres d'exécuter leur projet.

Sur l'ordre de Ney, les deux divisions de Reynier furent jetées sur Paunsdorf, les Saxons marchant en tête. Il est probable que Bernadotte, instruit de leurs intentions, les voyait marcher sur lui sans appréhension et, en effet, au moment où ils se trouvèrent en face des troupes du Prince royal de Suède, ces malheureux se portèrent au pas de course vers elles, la cavalerie et l'artillerie d'abord, puis l'infanterie ; ayant par cette course rapide pris la distance nécessaire, ces 10.000 hommes, opérant une rapide volte-

face, firent front à la malheureuse division Durutte qui les suivait sans méfiance. Tournant alors leurs pièces contre leurs compagnons d'armes, les artilleurs saxons canonnèrent ceux-ci presque à bout portant. Les soldats de Durutte, victimes de cette félonie, tourbillonnèrent et reculèrent en désordre. En vain Ney, accourant, essaya-t-il de les faire soutenir ; ils refluèrent, ayant à leurs trousses les forces de Bernadotte grossies des transfuges saxons. L'ex-maréchal français était maintenant décidé : Langeron, devant Schönfeld, se trouvant tout à fait démuni, le Prince royal lui envoyait 20 pièces qui, écrira cet autre singulier Français, « firent merveille ». Devant cette brusque et déloyale attaque, la ligne française fléchit tout entière autour de Sellerhausen ; car, Ney se repliant, Marmont, qui continuait à défendre Schönfeld, se trouvait en l'air, ou à peu près. Sept fois, le village fut perdu et, sept fois, il fut repris. Peut-être l'eût-on finalement gardé ; mais le trou creusé dans les rangs français, et par la défection des Saxons, et par la quasi-destruction de la division Durutte, ne pouvait être comblé, et il était loisible à Blücher de s'y engouffrer pour l'élargir ; la brèche était enfin créée, par où il pouvait courir vers Schwarzenberg, à travers notre armée ainsi coupée. De Schönfeld à Selleshausen, Marmont et Ney durent se replier pour n'aller reformer que sous Leipzig même la ligne brisée par la trahison saxonne.

Napoléon, averti de ce tragique incident, précipita vers cette brèche, cavalerie et artillerie de la Garde, et, laissant à Murat la bataille du Sud, un instant compromise, il prenait lui-même en main celle du Nord, à moitié perdue pour lui.

Déjà la liaison s'établissait entre les deux armées alliées : la division Bulow était arrivée, en se portant à l'Est, à donner la main à la division Bubna, de l'armée de Bohême. Nansouty, à la tête de la cavalerie de la Garde, ne put que les arrêter par des charges si furieuses qu'elles suffirent, appuyées par le canon de Drouot, à mettre fin, là aussi, à toute nouvelle attaque. On continua jusqu'à la chute du jour à se canonner sévèrement au Nord comme au Sud. La journée avait coûté 30.000 hommes aux Alliés, ce qui portait leurs pertes totales à 60.000 au cours des trois journées ; mais les armées françaises ne comptaient pas moins de 20.000 morts, blessés et prisonniers, pour cette seule journée du 18, sans parler des 10.000 Saxons passés à l'ennemi. En ces trois jours, Napoléon avait perdu plus de 40.000 hommes.

***

La retraite s'imposait, cette fois, immédiate. Napoléon ne rentra à Leipzig que pour l'organiser. Elle n'était pas facile en effet, devant s'opérer en pleine bataille et sur une seule route et, par surcroît, pendant une demi-lieue, ne se pouvant exécuter que sur une série de ponts et de chaussées, traversant bras de rivières et marécages. Il fallait donc que la ville fût encore défendue à outrance, tandis que s'en écouleraient, l'un après l'autre, les corps de l'armée vaincue. Pour couvrir le départ des camarades et rendre possible le leur, on demanderait à quelques-uns de ces corps de disputer les faubourgs sur lesquels on s'était replié pendant la nuit, et la journée du 19 allait être sans doute plus dure encore que les précédentes.

Au Nord, Reynier, réduit aux débris de la division Durutte, couvrirait le faubourg de Halle, appuyé par la division Dombrowski ; à l'Est, c'était Marmont qui, avec les restes de son malheureux 6e corps et une division du corps Souham, essaierait d'interdire à Bernadotte et à Blücher l'accès de la ville. Macdonald, enfin, avec Poniatowski et Lauriston, en disputerait le Sud à l'armée de Schwarzenberg. Ce pendant, la cavalerie et les survivants des corps Ney, Augereau et Victor, puis la Garde impériale, servant d'arrière-garde à ce premier convoi, s'achemineraient vers Lindenau, en direction d'Erfurt. Les corps laissés à la défense des faubourgs se replieraient alors sur la ville et s'efforceraient de s'engager à leur tour sur les ponts et la chaussée de Lindenau. Le colonel Montfort — du génie de la Garde — avait été chargé de miner le grand pont de l'Elster, que, les dernières unités l'ayant enfin franchi, il ferait aussitôt sauter.

Avant de quitter Leipzig, l'Empereur expédia aux garnisons des places de la Vistule, de l'Oder et de l'Elbe, avec l'avis de la retraite, des instructions précises ; Gouvion-Saint-Cyr, laissé — fort malheureusement — à Dresde avec les 30.000 hommes qui venaient de faire si cruellement défaut, sortirait de la place par le Nord, remonterait l'Elbe, irait ramasser les garnisons de Torgau, de Wittenberg, de Magdebourg — en tout 40.000 hommes — et amènerait ces 70.000 soldats à Davout qui, dans Hambourg, se trouverait à la tête de 100.000 hommes. Le prince d'Eckmühl appellerait alors à lui les garnisons de l'Oder et rentrerait en France comme il le pourrait, avec tous ces braves, par le Nord de l'Allemagne. Ainsi Napoléon retrouverait-il — peut-être —

après quelques semaines, une force qui, par un sort fatal, était, pendant toute cette campagne de l'automne de 1813, restée en partie inactive.

Cependant, il avait mis en marche ses premiers corps, dans la nuit du 18 au 19. Mais, si l'ennemi restait provisoirement sur ses positions, un énorme cercle de feux continuait à enserrer l'armée en retraite ; les boulets tombaient maintenant sur Leipzig et les ponts, et le désordre que causaient de continuelles paniques était, à certains moments, difficile à conjurer. Que serait-ce quand, le jour levé, l'ennemi assaillirait les faubourgs ! Ce sont là moments où la plus solide armée s'abîme et se perd, et celle qui se précipitait par une voie unique vers Erfurt, était éprouvée par quatre jours de combats terribles, faits pour épuiser la plus admirable vertu. L'encombrement résultant de la hâte que chacun mettait à gagner Lindenau était tel que, lorsqu'au lever du jour, « précédé d'un seul chasseur », écrit un témoin, l'Empereur voulut à son tour s'engager sur le pont de l'Elster, il eut peine à se faire jour. Il y arriva et put gagner lui-même Lindenau où il s'arrêta, entendant ne quitter les environs immédiats de la ville que lorsque toute son armée aurait passé les deux rivières. « J'observais alors sa physionomie, écrit le même témoin ; elle était triste et consternée. »

***

Les combats, déjà, avaient repris, cette fois à l'entrée des faubourgs. Dans le champ de bataille, maintenant si rétréci, « il n'y avait plus de place pour l'immensité des troupes qui se battaient, écrira Langeron : près de 450.000 hommes étaient sous les armes dans l'espace de sept ou huit *verstes*. Cinq ou six lignes de colonnes serrées les unes contre les autres n'avaient plus de place pour se déployer ; les ennemis (les Français) étaient entassés et refoulés vers les faubourgs et, en avant de toutes ces masses, 1.500 canons faisaient un bruit effroyable, aussi nourri que celui des fusils ». Poniatowski était assailli au Sud par le prince de Hesse-Hombourg essayant de forcer la Petersthor, tandis qu'à sa droite, Kleist et Wittgenstein, attaquant sur le même faubourg, pensaient, refoulant Macdonald et Lauriston, y pénétrer par une autre porte. A l'Est, Klenau et Benningsen entendaient arracher à Marmont et à Souham, après le faubourg de l'Est, la porte de Gruna ; au Nord-Est, c'était Bülow — de l'armée Bernadotte —

qui se jetait sur les faubourgs entre la porte de Gruna et la porte de Halle. York, précédant Blücher, était chargé de descendre, à l'Ouest de la ville, sur les rives de l'Elster et de la Pleisse, pour jeter le désordre dans la retraite et, s'il se pouvait, la couper. Si les corps laissés à la défense de ces faubourgs fléchissaient, c'était, en perspective, pour l'Armée, un désastre sans précédent.

A cette heure tragique, la vertu de ces soldats fut à la hauteur de la cruelle et magnifique mission qui leur était confiée. Tandis que les colonnes ennemies « se précipitaient dans les rues, écrira un des chefs russes, comme des torrents », ces vaillants Français devaient, pendant des heures se faire au besoin hacher pour assurer le salut de 100.000 camarades. Une journée entière, ils allaient se battre en désespérés : en avant de la porte de Halle, ils firent encore, des troupes alliées, un véritable carnage ; celles-ci qui avaient cru n'avoir qu'à passer sur le corps de soldats à bout de force, arrière-gardes sacrifiées, ne purent, pendant des heures, gagner cent pas. A l'Est et au Nord, il en était de même. Et ce n'est qu'après cette résistance nécessaire, que, lentement, suivant les instructions données, les défenseurs se replièrent des faubourgs sur l'armée en retraite.

Les soldats de Marmont et de Souham avaient pu, après avoir traversé la ville, passerle pont de l'Elster sans être inquiétés. Les troupes de Poniatowski, de Macdonald, de Lauriston et de Reynier — 20.000 hommes — s'apprêtaient à les suivre lorsque, soudain, le pont qu'ils devaient franchir sauta devant eux. Le colonel Montfort avait, on le sait, l'ordre de faire jouer les mines dès que l'ennemi se montrerait. Pris d'inquiétude à l'approche des dernières troupes qu'il croyait talonnées de près, il était allé à Lindenau se faire confirmer l'ordre en question, laissant à ses subalternes la consigne que, la veille, lui-même avait reçue. Troublés de leur responsabilité, — car il s'agissait du salut de l'armée en retraite, — ils étaient prêts à subir les effets de la première panique qui se produirait. L'apparition des lanciers polonais de Poniatowski leur avait-elle semblé celle de cavaliers ennemis ? Quoi qu'il en soit, un caporal, affolé, avait mis le feu aux poudres, et 20.000 hommes, parmi lesquels quatre commandants de corps, dont deux maréchaux et plus de vingt généraux, se trouvaient, de ce coup, dans l'impossibilité de passer la rivière. Presque tous se jetèrent bravement à l'eau ; Macdonald put, avec la plupart de ses hommes, atteindre la rive opposée ; mais c'était miracle, car l'Elster, qui a,

là, sa plus grande largeur, était gonflée par les pluies récentes ; Poniatowski, nommé la veille maréchal d'Empire pour la valeur surhumaine que, depuis quatre jours, il n'avait cessé de déployer, entendit, lui aussi, s'engager à cheval dans les flots pressés de la rivière ; frappé de congestion, et d'ailleurs blessé, il ne put atteindre la rive gauche. et roula dans les flots. Reynier et Lauriston qui arrivaient les derniers avec leurs troupes, serrés de près par l'ennemi, ne tentèrent même pas la traversée ; ils durent renoncer et remettre leur épée : 12.000 à 15.000 hommes restaient, de ce fait, prisonniers, grossissant considérablement le chiffre des pertes françaises et les trophées de l'ennemi. C'était le lamentable épilogue de cette effroyable bataille de quatre jours, de cette *Bataille des Nations* où dix peuples, en effet, s'étaient affrontés sous les yeux de quatre souverains, où la valeur de nos soldats s'était, en vain, exaltée jusqu'au sublime, comme d'ailleurs, la furieuse frénésie de la plupart des soldats alliés — et où venait de sombrer la fortune de Napoléon.

***

A cette heure, aux acclamations de la population sortie des caves, l'état-major allié faisait son entrée dans Leipzig. Au milieu de plus de deux cents officiers à cheval, on se montrait les trois souverains vainqueurs cheminant de front. Bernadotte ne les rejoignit qu'au centre de la ville. Pour en imposer à tous et se donner figure de prince, le Béarnais apparut dans un appareil plus royal que guerrier, « son cheval drapé de velours violet et chamarré d'or, empanaché aux couleurs suédoises, un sceptre de parade à la main » (il était loin du simple bâton bleu aux aigles impériales) et avec toute la superbe du grand chef qui a décidé de la victoire. Le Tsar — en dépit des soupçons, justifiés, auxquels, de si longues semaines et jusqu'à la veille, le prince royal de Suède avait prêté — l'accueillit cordialement. Les deux autres se montrèrent plus froids. S'attribuant cependant, à lui seul, la gloire d'avoir fait pencher la balance, Bernadotte entrait plus fièrement que les souverains mêmes dans la ville conquise. Son orgueil n'aurait plus, comme après Iéna, comme après Wagram, à essuyer les rabrouements de Napoléon dont il s'était enfin vengé — jusqu'à faire de sa trahison la génératrice de bien d'autres ; car, derrière lui, entraient dans Leipzig, avec l'armée du Nord, les Saxons de Paunsdorf, eux aussi, d'ailleurs, acclamés par tous.

***

Ce pendant, l'armée française sauvée par l'héroïque résistance des camarades et rejointe par une trop petite partie d'entre eux, cheminait, en assez mauvais arroi, à travers le dédale des ponts, puis sur la chaussée, vers Lindenau, en direction d'Erfurt, et, lointainement de Mayence. Le dernier coup du sort qui, après tant de pertes essuyées au cours de la bataille, venait, par la catastrophe du pont de l'Elster, de le priver de 12.000 à 15.000 hommes de plus, interdisait, en effet, à Napoléon toute idée de réaction immédiate, toute tentative même pour disputer à ses vainqueurs l'Allemagne, de la Saale au Main. Il s'estimerait heureux si de nouvelles trahisons, créant de nouveaux dangers, ne l'empêchaient pas de ramener sur le Rhin les 110.000 soldats échappés de Leipzig. Mais il fallait se hâter ; l'Empereur savait que, pour se faire pardonner sa fidélité, devenue cependant bien incertaine, le roi de Bavière avait jeté vers le Nord-Ouest son armée, qui, grossie de 30.000 Autrichiens, s'avançait, à marches forcées, pour couper la retraite à l'armée française. Celle-ci était, d'autre part, talonnée par les avant-gardes des vainqueurs de Leipzig. Il fallut qu'ayant franchi la Saale à Weissenfels, le 21, elle passât l'Unstrutt presque sous le feu des poursuivants. Bertrand ayant dû rejeter les Autrichiens de Giulay des gorges de la Saale pour forcer le passage, Oudinot se battit, un jour entier, pour se frayer la voie.

Ces échecs infligés aux Alliés ayant paru calmer, pour quelques jours, l'ardeur des poursuivants, et les armées alliées, fortement éprouvées, ayant à se réorganiser avant de tenter une nouvelle entreprise, Napoléon put, enfin, parvenir sans trop d'encombre aux environs d'Erfurt, y donner trois jours de repos à ses troupes et les reformer. Il envoyait, d'autre part, estafette sur estafette vers la France : il avisait les ministres de la perte de la bataille, et ordonnait les mesures qui en devaient résulter ; il entendait qu'en dehors des 280.000 conscrits attendus de lui et en voie, espérait-il, de gagner les dépôts, on recourût à une nouvelle levée, celle-là amenant dans les camps non plus des jeunes gens de dix-neuf et dix-huit ans, mais des hommes faits, tous pris sur les conscriptions précédentes. « Je ne puis pas défendre la France, écrivait-il, *avec des enfants*. Rien n'égale la bravoure de notre jeunesse, mais, au premier événement douteux, elle montre le

caractère de son âge. » Il voyait, en effet, au cours de la retraite, de jeunes soldats — qui, la veille, s'étaient conduits en héros — sangloter de misère et de peur sous l'œil apitoyé des vieux soldats, sombres, mais résolus. Tout était à craindre s'il ne pouvait — rentré en France — trouver, pour faire face à une terrible situation, des hommes plus forts que « ces enfants ».

Il vivait des heures douloureuses : une des plus tristes fut celle où Murat vint prendre congé de lui. Le roi de Naples était assailli des plus fâcheuses pensées. Il savait Bernadotte entouré d'hommages, assuré du trône, adopté par l'Europe, et son seul regret était sans doute — lui qui venait de se montrer derechef, pendant deux mois, soldat sans peur de la France et lieutenant sans reproche du Maître — de n'avoir pas plus tôt déserté leur cause, de ne s'être pas, dès le début de 1813, fait, suivant le souhait de Bentinck « le Bernadotte de l'Italie ». Il entendait regagner Naples avec le dessein arrêté de tout faire pour sauver sa fortune et peut-être même la faire sortir grandie de la ruine de l'Empire. L'Empereur devinait son envie ; Murat pouvait, d'ailleurs, à peine la celer ; mais ni l'un ni l'autre ne se souciaient d'une explication ; Napoléon affecta de donner de bonnes raisons au nouveau congé que sollicitait son inconstant beau-frère ; l'homme venait de se conduire en vaillant soldat, en bon chef de guerre ; il lui pardonnait le passé en faveur du présent, et presque l'avenir ; il lui dit qu'il était expédient, en effet, qu'il allât en Italie se concerter avec Eugène sur les moyens de défendre la Péninsule ; mais un pressentiment lui disait que Murat allait, décidément, le trahir et d'ailleurs se perdre, et qu'il ne le reverrait jamais. Ils s'accolèrent à plusieurs reprises avec émotion, puis Napoléon laissa s'éloigner le malheureux : il montrait quelque tristesse, se devinant déjà trahi en pensée par celui qui venait de l'embrasser.

HANAU ET MAYENCE

Il fallait cependant quitter Erfurt et, cette fois, sans un arrêt, gagner Mayence : Napoléon venait en effet d'apprendre que la route allait lui être barrée par les Bavarois, ses alliés de la veille ; car l'ère des trahisons était bien ouverte.

Ces Bavarois étaient commandés par un des Allemands que Napoléon avait le plus comblés, le général Charles-Philippe de Wrède, un des rares étrangers qu'il eût faits comtes de l'Empire

français et traités comme ses généraux les plus favorisés. Depuis 1805, Wrède s'était constamment battu aux côtés des chefs français, ou sous leurs ordres. C'était pourtant lui qui, plus qu'aucun autre, avait poussé son roi à abandonner la France et il aura, sous peu, à s'en féliciter, puisque, malgré la défaite humiliante qu'il aura essuyée, il sortira des événements prince et maréchal de Bavière. En quelques jours, il était devenu un âpre ennemi de l'Empereur et de la France. C'est que, disait-il, « le sang allemand criait en lui » ; il ne « criait », à la vérité, qu'après bien des années d'un complet silence, et depuis que Napoléon, jusque-là exalté par lui, était menacé de ruine. Le ministre Monglas plaidant, lui, près de Maximilien, pour que l'on restât fidèle, ou, tout au moins, neutre ; c'était Wrède qui avait conseillé la trahison après la désertion. Brusquement, le Roi, délivré de la surveillance d'Augereau (appelé à Leipzig), avait signé, le 8 octobre, le traité qui le faisait membre de la Coalition, sans même estimer convenable d'avertir l'empereur des Français, lié à lui par une amitié qui, pour Maximilien, avait été constamment lucrative. C'était donc sans déclaration de guerre — Metternich avait mis plus de « correction » dans la volte-face — que ce Wittelsbach avait jeté son armée sur l'allié de la veille, dans l'espoir de consommer, d'un coup, sa perte et de se faire bien payer cette volte-face, le jour de la liquidation de l'Europe ; 60.000 Austro-Bavarois gagnaient donc, à marches forcées, la région de Francfort afin de barrer la route du retour aux vaincus de Leipzig.

L'Empereur ne s'en montra pas très ému ; il connaissait son Wrède, bon sous-ordre, mais, à son sens, incapable d'ordonner une bataille, et, s'il ne méprisait nullement la valeur des Bavarois, il les tenait pour soldats bien inférieurs à ses Français. En tout cas avait-il mis quelque dédain dans la magnanimité avec laquelle il avait pardonné à Maximilien. Le général autrichien Grueber — alors en Bavière — citera ce trait qu'ayant été instruit avant Leipzig de la défection du Roi, Napoléon lui avait aussitôt renvoyé les 4.000 Bavarois de Roglovitch restés à la Grande Armée et qu'il eût pu retenir en otages. Encore fallait-il se hâter d'aller passer sur le corps de ces Bavarois si l'on ne voulait être pris entre deux feux.

L'armée — réorganisée et refaite à Erfurt — se remit en mouvement ; en tête, les cavaliers de Sébastiani et de Lefebvre-Desnouettes — 2e corps de cavalerie et cavalerie légère de la Garde —,

puis Victor et Macdonald avec les débris de leurs corps, Marmont groupant ceux des trois autres, Durutte et Semellé avec leurs divisions, seuls restes des 7e et 16e corps ; au centre de l'armée, l'Empereur cheminait avec la Vieille Garde et le 1er corps de cavalerie, prêt à se porter en avant dès qu'il en serait besoin ; Oudinot et Mortier suivaient avec les quatre divisions de Jeune Garde ; Bertrand, avec les survivants du 4e corps et du 4e corps de cavalerie, fermait la marche et la couvrait, prêt à repousser les poursuivants trop hardis.

***

Les Alliés, ce pendant, s'étaient, à Leipzig, assez rapidement concertés sur le plan qui, peut-être, assurerait un prompt lendemain à leur victoire. Klenau ayant été envoyé en arrière sur Dresde pour y assiéger Gouvion-Saint-Cyr, Tauenzien et Benningsen jetés dans la vallée de l'Elbe pour y assurer la reddition des places encore occupées, de Torgau à Hambourg, les trois armées avaient, gardant leurs noms et leurs hauts chefs, reçu ou assumé les missions qui convenaient. L'*Armée du Nord*, sous Bernadotte, s'acheminant sur Cassel pour aller consommer la ruine du royaume de Westphalie, puis se porter sur la Hollande, Blücher devait, avec l'*Armée de Silésie*, suivre d'abord la marche de Napoléon, en se portant sur la droite de la retraite : s'il n'avait pu l'étrangler au défilé d'Eisenach, dans les monts de Thuringe, il chercherait à le déborder plus loin et, obliquant vers le Nord-Est, gagnerait la route de Wetzlar au Rhin ; ainsi l'interdirait-il à Napoléon si, pour éviter les Austro-Bavarois sur le chemin de Mayence, celui-ci tentait de se jeter vers Coblence. L'énorme *Armée de Bohême*, enfin, laissée à Schwarzenberg, marcherait partie par Eisenach, Fulda, Francfort, sur Mayence, partie par Gotha, Smalkalde et Schweinfurt, sur Wurtzbourg et Mannheim. Si on pouvait gagner de vitesse l'Empereur à sa droite et à sa gauche, on l'enfermerait, grâce aux braves Bavarois, dans un cercle de fer où il serait pris avec son armée.

Mais l'armée française, remise d'aplomb, marchait d'un pas presque accéléré. Grâce à la rapidité de cette marche, elle arrivait, dès le 26, dans les défilés périlleux de la Thuringe et les franchissait ; Oudinot et Mortier seuls étaient attaqués par les avant-gardes de Blücher, mais, repoussant ces attaques, passaient outre.

Blücher, ayant ainsi manqué son premier coup, prit la route prescrite, et l'on se trouva dégagé, à droite, ainsi qu'à gauche, Schwarzenberg ayant, selon le plan arrêté, appuyé vers le Sud. Mais le 27, l'Empereur, arrivant à Schlüchtern, apprit que l'armée austro-bavaroise, déjà parvenue à Wurtzbourg, était décidément en position de s'opposer au passage. Le 29, Wrède était à Hanau et coupait carrément à l'armée la route de Mayence.

***

L'Empereur arriva lui-même en vue de Hanau, le 30 au matin, au moment où tombait une neige prématurée. Il ne pouvait plus compter que sur 40.000 à 45.000 hommes capables de combattre et n'en avait guère, dans l'instant, que 10.000 à 15.000 sous la main pour la nouvelle bataille qui maintenant s'imposait. Mais il avait la Garde, et cela suffisait, à son sens, pour ouvrir le chemin à travers les 52.000 ennemis : le reste des corps attardés à un ou deux jours derrière lui, passerait dans la trouée. « Les troupes, écrira un soldat, étaient *électrisées, et s'apprêtaient à tenter ce dernier effort.* »

Il fallait traverser la forêt de Lamberg en avant de Hanau puis, jusqu'à la ville, la plaine coupée par la Kintzig. Or la lisière Est de la forêt était déjà occupée par Wrède ; il y avait disposé 60 bouches à feu que soutiendraient des milliers de tirailleurs, embusqués sous le couvert des bois. Le reste de son armée était rangé en bataille en avant de la Kintzig, sa droite au pont de Lamberg, sa gauche en avant de Hanau. 10.000 cavaliers couvraient cette armée austro-bavaroise.

Napoléon disposa sa petite armée : à droite, l'infanterie de Macdonald, à gauche celle de Victor : au centre, la cavalerie, sur la route. Il attendit la Garde avant que d'attaquer ; mais, déjà, il jetait lui aussi ses tirailleurs des deux côtés de la forêt d'où ils devaient, les ayant débordés, expulser ceux de l'ennemi. Drouot était arrivé avec l'artillerie de la Garde, et l'on était à une de ces heures où ce « sage » Drouot savait faire rendre à une canonnade le *maximum* de violence ; en serrant les pièces — comme à Wagram — on obtiendrait un effet de rafale bientôt irrésistible. Quelques minutes après, les rafales, déchaînées, avaient, en effet, démonté l'artillerie bavaroise ; par ailleurs, celle-ci avait perdu ses soutiens, car les tirailleurs ennemis, inquiets de sentir sur

leurs flancs progresser ceux de Victor et de Macdonald, se repliaient à travers les bois vers la plaine. L'artillerie bavaroise, à moitié démolie, les y rejoignit. En une heure, on avait déjà pris l'avantage le plus marqué et, traversant la forêt abandonnée par l'ennemi, on débouchait en face des 60.000 hommes de Wrède rangés le dos à la Kintzig.

L'Empereur jugea d'un coup d'œil la faute de l'adversaire : on ne s'adosse à une rivière que lorsqu'on est bien sûr de vaincre ; Napoléon était, lui, assuré de jeter ces gens-là dans la Kintzig en un *tournemain*. Il eut un sourire de mépris : « Pauvre Wrède, dit-il, j'ai pu en faire un comte, mais je n'ai pu en faire un général ! »

Drouot avait avancé ses canons à la lisière Ouest de la forêt ; il les remit derechef en batterie serrée. Les grenadiers de Friant se déployèrent à gauche, tendant à déborder la droite bavaroise ; tout ce qu'on avait de cavalerie était à droite, prête à bousculer la gauche ennemie. L'artillerie de la Garde se remit à cracher sur le centre ennemi qui, bientôt, parut en désarroi. Wrède essaya d'enlever les batteries, jetant sur elles sa cavalerie ; elle put aborder les pièces, non sans de graves pertes, mais elle fut reçue à coups de carabine par les artilleurs mêmes et dut se replier en désordre ; aussitôt les canonniers reprirent leur tir nourri et, en quelques minutes, les cavaliers bavarois jonchaient la plaine. Cependant, la cavalerie, jetée sur l'aile gauche ennemie, la culbutait, suivant l'attente de l'Empereur, dans la rivière, tandis que la droite ennemie, lâchant pied, se réfugiait précipitamment sous les murs de Hanau. Wrède, qui avait franchi le pont, ramenait sous Hanau ce qui s'était tiré de cette courte bataille.

C'étaient encore 40.000 hommes qui pouvaient s'opposer, un peu plus en arrière, à la marche de l'Empereur. Celui-ci s'en souciait peu ; le 31, il jetait Marmont sur Hanau qui, incontinent, était emporté. Le général bavarois, blessé grièvement, abandonnait le commandement ; ses troupes furent ramenées la baïonnette dans les reins, tandis que notre artillerie achevait de nettoyer le chemin. Le général Grueber, qui accompagnait Wrède, témoigne que l'on se retirait « en pleine déroute ». Les Bavarois retraitèrent en désordre, ayant perdu près de la moitié de leur effectif.

La marche fut, la trouée faite, reprise sur Mayence. Le 4 novembre l'armée, après ces quinze jours d'une retraite si laborieuse, mais si glorieuse, était presque tout entière dans la grande ville. 60.000 hommes — les restes de la Grande Armée de 400.000

hommes amenés ou trouvés par Napoléon en Allemagne au printemps de 1813, semblaient en sûreté derrière le fleuve et il paraissait que, même à ce point réduites, ces forces pussent tenir longtemps l'ennemi en respect, appuyées sur les places rhénanes.

***

Malheureusement, ces places étaient assez mal armées. C'était la conséquence de l'excessive confiance que, depuis le début de l'année, Napoléon avait mise dans la fortune de ses armes. Assuré de vaincre, il n'avait jamais, avant septembre, envisagé qu'il pût être réellement ramené sur le Rhin, et son unique pensée avait été de conserver à tout prix l'Allemagne, de retrouver, au lendemain d'une grande victoire, les places fortes que de Danzig à Hambourg, et de Torgau à Breslau, il y occupait, solidement gardées, et pour ce, de les réapprovisionner sans cesse. Ainsi dix places d'Allemagne retenant loin de France 190.000 hommes, maintenant bloqués, avaient-elles par ailleurs absorbé presque tout ce que l'Empereur avait, depuis 1813, réuni de ressources en armes, munitions et vivres ; mais les places du Rhin, de Strasbourg à Wesel, en étaient beaucoup moins munies. Mayence seule offrait tous les moyens nécessaires à une longue résistance ; seulement la grande place rhénane exigeait, pour sa défense, toute une petite armée ; or, jusqu'à l'arrivée des nouveaux conscrits qui, à peine, avaient gagné leurs dépôts, on était réduit aux 60.000 hommes ramenés sur le Rhin, fatigués à l'excès par les combats de Leipzig et par la retraite qui avait suivi ; à peine pouvait-on compter sur 40.000 combattants valides.

Napoléon estimait cependant que, couverte par le Rhin, cette petite armée suffirait à contenir l'invasion, les trois ou quatre mois nécessaires pour qu'il pût, avec une nouvelle armée de 400.000 hommes, reparaître sur le grand fleuve. Aussitôt arrivé à Mayence, et avant d'aller forger, de Paris, cette nouvelle armée, il réorganisa celle qu'il venait de ramener, et la répartit le long du Rhin. L'armée, réduite à trois corps, était confiée aux maréchaux Victor, Marmont et Macdonald : le premier aurait la défense du Rhin, de Strasbourg, où il se porterait incontinent, à Landau ; le second, restant à Mayence, de Landau à Coblence ; le troisième, envoyé à Cologne, de Coblence à Wesel. Mais on laisserait à Mayence le gros des troupes, tandis que la Garde se reformerait, en arrière

de la ville, sous le commandement de Mortier. L'armée, recueillant la masse des traînards qui avaient passé à travers la trouée si prestement faite à Hanau, s'en grossissait peu à peu.

Peut-être eût-elle été suffisante pour la garde du Rhin pendant les cinq mois à venir, mais, avant même qu'il quittât Mayence, Napoléon pouvait voir se déchaîner soudain, sur ces malheureux soldats, un fléau plus meurtrier que la bataille elle-même : le typhus s'était déclaré dans leurs rangs ; ces hommes débilités par trop de surhumains efforts et épuisés par trop de cruelles privations, s'offraient au mal comme une proie assurée ; les ravages de la maladie allaient être tels que le tiers des hommes, exactement, y resterait.

***

L'Empereur gardait néanmoins une dernière espérance : ces 190.000 hommes qui, laissés dans les places d'Allemagne, n'avaient, eux, essuyé aucune perte ni connu aucune fatigue sérieuse, soldats, ceux-là, valides et frais ; devait-on renoncer à l'espoir de les voir revenir — fût-ce au prix de combats difficiles — sur les bords du Rhin ? Rapp était à Dantzig, Davout à Hambourg, deux rudes soldats dont on pouvait attendre plus que de tous autres et qu'il serait précieux de récupérer personnellement. Que le commandant d'une des places pût en rompre le blocus, sortir avec ses troupes, venir débloquer une autre place voisine, puis une autre encore, et que, sans cesse grossies, ces forces fussent ainsi en mesure de tendre la main aux garnisons les plus lointaines, et c'était une magnifique armée encore qu'un Davout, avec un Rapp, ramènerait sur le Rhin avant un mois ou deux.

A la vérité Rapp ne pouvait-il donner le branle : tout à fait isolé au Nord-Est de l'Allemagne, dans les murs de Dantzig, il ne lui était même pas permis de proposer aux assiégeants une capitulation qui le laisserait libre de regagner la France ; il avait ordre de ne rendre la place, à quelque prix que ce fût, sans un ordre formel de l'Empereur ; il se conformerait jusqu'au bout aux instructions primitivement reçues, et l'ordre qui l'eût autorisé à sortir ne devait, à notre connaissance, jamais lui parvenir. En réalité, l'initiative ne pouvait-elle venir que de Davout à Hambourg, ou de Gouvion-Saint-Cyr, à Dresde ; car, seuls, ils disposaient de troupes assez considérables pour forcer le blocus et aller recueillir — Dieu sait avec quels risques ! — à travers l'Allemagne occupée

par 600.000 Alliés, les garnisons de l'Oder et de l'Elbe. Mais Davout, lui aussi, ne pensait qu'à garder ce Hambourg dont il savait que Napoléon faisait un gage précieux pour le jour où l'on négocierait sérieusement de la paix ; il était résolu à défendre sa place jusqu'à toute extrémité et allait, avec une ténacité héroïque, se tenir parole. D'ailleurs, il ne paraît pas qu'à lui non plus soit jamais parvenu l'ordre de Napoléon qui devait entraîner le mouvement général.

A la vérité, Gouvion-Saint-Cyr avait-il, lui, été atteint par l'ordre formel de quitter Dresde — d'une façon ou d'une autre — et d'aller recueillir les garnisons de l'Elbe pour les mener à Davout qui, par le Nord de l'Allemagne, rentrerait en France. Gouvion avait 30.000 hommes, et le blocus de Dresde était, le lendemain de Leipzig, à peine organisé par Klenau. Le maréchal tenta d'exécuter l'ordre, mais avec des hésitations funestes ; il essaya de percer vers Torgau, mais sans cette énergie désespérée, cette farouche résolution qui, seule, eût pu sans doute faire réussir cette entreprise, à la vérité difficile. Il se fit ramener vers Dresde d'où il offrit une capitulation qui lui permettrait de rentrer en France avec ses armes. Klenau y consentit ; Gouvion sortit donc de la place avec ses forces ; mais les souverains alliés, refusant de ratifier la capitulation, déclarèrent, fort indûment, prisonniers les 30.000 Français qui, se fiant à la parole donnée, s'apprêtaient à regagner le Rhin.

Les commandants des autres places s'enfermèrent, avec une belle résolution, dans leurs murs ; ils allaient, pendant six mois, comme Rapp à Dantzig, comme Davout à Hambourg, donner l'exemple d'une résistance admirable dont rien ne triompherait et à laquelle mettrait seul fin l'effondrement de l'Empire.

Ainsi pendant six mois, sur sept villes allemandes, îlots battus par les flots d'un océan déchaîné, le drapeau tricolore flotterait-il encore ; mais c'étaient 190.000 Français qui ne sauveraient que l'honneur, sans réel profit, tandis que la France envahie appelait à sa défense ses plus jeunes fils. C'est avec « ces enfants » — comme avait écrit Napoléon, — que celui-ci allait, pendant ces mois, disputer à l'envahisseur le sol de la Patrie ; comment douter que, renforcée de près de 200.000 soldats solides, entraînés, aguerris, cette défense n'eût été victorieuse ? On se sent mal au cœur à cette pensée.

***

Napoléon comptait-il vraiment qu'ils arriveraient à le rejoindre ? Deux ans plus tôt, il n'eût pas hésité à y compter, ayant encore, à cette époque, en ses lieutenants — soldats alors sans aucune timidité — une confiance entière. Après les expériences qu'il avait faites en 1813, le doute devait lui venir qu'ils retrouvassent, pour entreprendre et réussir une si audacieuse tentative, leurs « bottes de 1793 ». Il ne fallait pas, en tout cas, faire fond sur un événement qui eût eu, reconnaissons-le, quelque chose de miraculeux, et Napoléon le pensait assurément. Il fallait, pour l'heure, qu'il courût à Paris remonter les courages qu'il savait complètement abattus, organiser la défense du territoire que ses maréchaux couvriraient sur le Rhin pendant les quatre mois nécessaires, faire surgir une armée que, avant ces quatre mois, il reporterait sur le fleuve. Et il gardait l'espoir que, fort de l'énergie de la Nation qu'il aurait su réveiller et des nouvelles ressources qu'elle lui fournirait, il en imposerait peut-être assez à l'Europe pour lui arracher, non plus évidemment la paix qu'il repoussait à l'été de 1813, mais, tout au moins, la reconnaissance des frontières conquises par la Révolution.

***

Le 7 novembre, il quitta le palais de Mayence, jetant sans doute un regard au magnifique fleuve qui, sous le pont de Castel, passe au pied de ce palais, ce Rhin que, quatre fois avant lui, les troupes de la Nation avaient franchi et que, quatre fois encore, il avait lui-même passé à la tête de ses armées. Les troupes de la Nation allaient en être sous peu éloignées ; elles ne franchiraient de nouveau que cent cinq ans après le pont de Castel sous le drapeau tricolore et aux accents de la *Marseillaise* réveillant tous les glorieux souvenirs, et nous aurons la joie de les voir, de nos yeux, reprendre un instant, de Cologne à Landau, la place des volontaires de Hoche et des soldats de Napoléon. Mais, quant à l'Empereur, le regard qu'il jetait sur le Rhin était bien le dernier.

Il était fort loin de le penser, car cet homme étonnant avait foi que, appuyé sur une nation comme la France, il était encore, en dépit des revers récents, en mesure, grâce à un génie sans fatigue, d'arracher à la Fortune ce que, depuis deux ans, elle semblait décidée à lui refuser.

LOUIS MADELIN.

LA VIE SOCIALE EN FRANCE DE 1900 A 1950

I

L'histoire d'un peuple ne suit pas une ligne droite. La France plus que tout autre est un pays où s'entrecroisent des courants divergents. Son histoire ressemble à un réseau fluvial dont les fleuves s'élancent vers des directions opposées, mais où les rivières relient entre elles les régions. D'où des contrastes, des contradictions qui donnent son accent personnel à la société française.

Une société complexe, mobile et si singulière qu'elle déroute les sympathisants étrangers lorsqu'ils viennent pour la première fois. Elle continue à les désorienter lorsqu'ils n'ont pas la chance de rencontrer une famille où vivre dans l'intimité ; seule la vie privée des Français peut leur apprendre quelles erreurs ils ont pu commettre en regardant les scénarios de sa vie publique. Il faut bien reconnaître en effet que la confrontation de celle-ci et de celle-là a de quoi déconcerter ; si l'étranger ami cherchait le mot de l'énigme, il ne le trouverait que dans l'évolution de la création littéraire et artistique française qui reçoit son équilibre, non de sa modération, mais de l'opposition même de ses excès.

C'est surtout dans la vie politique de la France que ces excès apparaissent nettement. Ils sont dus à un vice du tempérament français : l'esprit de parti, la place accordée à la politique s'étendant bien au-delà de son domaine propre et envahissant technique, administration, voire même œuvres d'initiative privée qui devraient lui échapper. Le fanatisme et la hargne politique prennent parfois les allures des factions dans une guerre de religion. Cette intran-

sigeance n'a d'égale que l'intelligence et la souplesse compréhensive des individus lorsqu'ils en sont détachés, soit par leur volonté parce qu'ils pensent cette intolérance aussi ridicule qu'odieuse, soit que les circonstances les mettent hors d'un milieu destructeur qui agit à la façon d'une machine pneumatique.

Les passions partisanes sont la source des ruptures qui viennent, à certaines heures, déchirer en France la trame de la communauté. Sans doute faut-il ajouter, aussi, que lorsque ces divisions ont pour objet des questions aussi graves et aussi élevées que celles que peut faire naître une injustice, c'est là un signe, non de faiblesse, mais d'énergie spirituelle.

Pendant tout le XIX^e^ siècle, la France a connu la présence de contrepoids qui ont permis le retour à un équilibre, non pas statique, mais dynamique. Le facteur essentiel est l'existence de ce que j'appellerai *le pluralisme français ;* la diversité a été le don le plus précieux de ce peuple parce qu'elle s'accompagne de vertus-forces : la conscience du métier, le sentiment de la famille dans tous les milieux et un esprit frondeur, un instinct « cabochard », attaché le plus souvent à l'indépendance de la personnalité et au sens de la responsabilité.

Au XX^e^ siècle, les données statistiques de 1901 indiquaient que la population active totale était de 19.715.075 personnes ; 8.176.569 étaient occupées dans l'agriculture et il y avait environ un million d'artisans. Les statistiques à cette date ne comprenaient pas le dénombrement des spécialisations d'ouvriers, comme elles le feront en 1946. Aussi peut-on dire que la population de la France comprenait deux masses importantes, une masse rurale et une masse artisanale. Les constatations dégagées par Georges Duveau, dans *la Vie Ouvrière sous le Second Empire*, restaient encore valables. Les origines de souche paysanne d'un grand nombre d'ouvriers d'usines avaient laissé des traces dans leur comportement ; les ouvriers qui avaient résisté à l'Empire, qui formaient les cadres des sociétés ouvrières et qui devaient participer aux manifestations et aux grèves de 1867 à 1870 étaient neuf fois sur dix « des ouvriers enracinés dans la terre, ou du moins tout imprégnés de tradition paysanne, un homme qui appartenait à la grande famille de Jacques Bonhomme. » Il en était de même, dans une large mesure, trente ans après.

***

La seconde révolution industrielle qui est celle de l'électricité et de la production en série a ses débuts en Amérique aux environs de 1880. Elle n'a gagné que peu à peu l'Europe, et en France, en 1900, elle commence seulement à faire sentir ses effets. Sans doute le Comptoir de vente de Longwy est de 1876, mais le Comité des Houillères s'est constitué en 1886 et le tournant décisif date de 1900 ; l'étroite union de la banque et de l'industrie conduit à des unions personnelles dans les conseils d'administration et l'Union des Industries Métallurgiques et Minières est de 1901 ; c'est après, seulement, que se créent les Fédérations patronales d'industrie de la mécanique, de la construction du matériel des chemins de fer, de la construction électrique, du textile, de l'automobile et parallèlement les Fédérations ouvrières : la Fédération des cuirs et peaux, la Fédération du Bâtiment, et la Fédération des Métaux, résultant d'une fusion des Fédérations du Cuivre, de la Métallurgie, et des syndicats des mouleurs et des mécaniciens. Le mouvement de la production en série ne s'étend en France que vers les années 1910-1911, et c'est en 1913 que, dans son ouvrage sur *la Métallurgie*, Merrheim écrit à propos des ouvriers de la grande usine : « Le machinisme restreint le champ d'initiative du producteur, diminue sa valeur professionnelle et parvient à rendre minimes le rôle et le mérite individuels dans la fabrication. Cet amoindrissement de la personnalité de l'individu s'accomplit le plus souvent sans que les travailleurs eux-mêmes en aient conscience... Le travail n'étant plus qu'un geste constamment, automatiquement répété, ils l'acceptent comme la condition la plus pénible que leur impose le destin ». N'est-il pas significatif que justement celui qui était le plus attristé par la tendance à l'automatisme du travail ait donné cet adage résumant l'une des forces essentielles de la France au commencement du XX^e^ siècle : « Tout se fonde et se développe par le travail, rien ne s'obtient sans effort, sans travail ». (Discours de Corbeil, 1919). Ce qui fait l'intérêt de la figure de Merrheim, c'est sa grandeur à la fois représentative et symbolique.

Seulement, le domaine de la grande usine est très restreint en France, l'évolution du capitalisme a bien conduit à des situations de monopoles, crées par des unions personnelles entre administrateurs et hommes de finance, mais non à des concentrations ouvrières encore très limitées, et sur 1.098.035 entreprises, 961.310 ont moins de cinq salariés ; la petite et les moyennes entreprises resteront longtemps prédominantes.

Le retard et la lenteur avec lesquels se produisaient en France les applications de la seconde révolution industrielle avaient eu pour conséquence que, dans les premières années du siècle, les militants des *minorités agissantes* syndicales comprenaient moins de prolétaires industriels du type de l'ouvrier en cuivre Merrheim, que de travailleurs du type artisanal, tel que Victor Griffuelhes, qui venait d'être choisi pour le Secrétariat général de la C. G. T. Et, bien que Fernand Pelloutier ait disparu en mars 1901, son idéal est encore vivant au cœur de plus d'un des militants restés attachés à l'œuvre d'éducation morale, administrative, technique, « nécessaire, selon Pelloutier, pour rendre viable une société d'hommes fiers et libres. » Tel était l'état d'esprit de ceux qu'on appelait anarcho-syndicalistes, et il est notable que Victor Griffuelhes ait été choisi non seulement pour les preuves qu'il avait données par son activité syndicale, mais pour ses qualités professionnellles : il était un spécialiste de la fabrication des chaussures de luxe.

Ces minorités agissantes suivent la tradition de Pelloutier, c'est-à-dire qu'elles s'efforcent sur un double plan à cette transformation qui doit par *la lutte* faire naître une société nouvelle fondée sur le travail et, comme Pelloutier avait cherché à le faire dans les Bourses du Travail, former par l'éducation les hommes nouveaux, ces militants *fiers et libres* qui pensent créer une Cité fraternelle.

Charles Andler définit ainsi le socialisme : « Etre socialiste, c'est avoir passé par une régénération de tout l'être et par une reconstruction intérieure de tout l'esprit. » Charles Andler était professeur en Sorbonne, il portait une cravate rouge, les étudiants ne voyaient là aucun signe d'ostentation, mais le courage de ne rien masquer de ses sentiments à une époque où, dans les chaires des Facultés, il était un des rares à donner à son enseignement une pleine valeur humaine Les universitaires s'occupaient alors fort peu de l'histoire sociale. Un maître, d'une grande vigueur intellectuelle, Durkheim, exposait l'objet et la technique de la sociologie mais, si son disciple le plus original, François Simiand, publie en 1907 une étude importante sur *le Salaire des ouvriers des mines de charbon en France*, le sous-titre, *Théorie économique du Salaire*, met en lumière le fait que dans ses travaux la préoccupation de François Simiand est plus économique que sociale.

A la Faculté de Droit, deux hommes, Charles Gide et Raoul Jay, occupent les chaires d'Economie sociale comparée et de

Législation Industrielle. L'un était protestant, l'autre catholique, mais la foi de l'un et l'autre était désireuse d'atténuer les injustices sociales. Aussi, leur enseignement, auprès d'un certains nombre d'étudiants, était-il accueilli avec enthousiasme pour sa résonance. Fondateur de l'Association pour la protection légale des travailleurs, Raoul Jay s'efforçait d'intéresser à cette entreprise les esprits qu'elle pouvait toucher. De son côté, Charles Gide, apôtre de la coopération, a exercé son influence sur des générations de militants coopérateurs ; mais cette influence se faisait sentir d'une façon plus particulière sur les âmes que la sécheresse des théories classiques et la dureté des relations industrielles éloignaient de la science économique.

Charles Gide est une figure qui restera inoubliable pour ceux qui s'attachaient à lui en ne se laissant pas décourager par un abord d'une raideur un peu calviniste. A travers la volontaire réserve de ses paroles apparaissait soudain, comme un perce-neige, le signe d'une délicate sensibilité. Il s'en défendait toujours en s'enveloppant de froideur ; son ironie déconcertait ceux qui ne savaient pas attendre le jour où forcer sa confiance. La forme de ses écrits séduisait ceux qui préfèrent la grâce à la pesanteur ou encore les étudiants qui avaient eu la chance de l'entendre parler à un auditoire ouvrier : tout différent du professeur mélancolique et pessimiste, Charles Gide, toute indulgence à la nature humaine, animé d'une foi qui éveillait l'espérance, séduisait par le charme de sa parole.

***

Par suite du grand brassage qu'elle avait déterminé dans l'opinion publique et par la part qu'y avaient prise certains personnages spectaculaires, l'affaire Dreyfus avait suscité un vif intérêt pour tous les problèmes sociaux dans les jeunesses universitaires. Les ardents et les passionnés, parmi les étudiants, allaient s'entretenir avec Charles Andler ou avec le bibliothécaire de l'Ecole Normale, Lucien Herr. Celui-ci, jamais lassé de leurs visites, recevait leurs confidences, et les accueillait comme le ferait aujourd'hui un père Dominicain pour de jeunes jocistes.

Mais les étudiants avaient aussi des sources vivantes d'information auprès de deux hommes, Charles Péguy et Hubert Lagar-

delle qui avaient fondé en janvier 1899 *Les Cahiers de la Quinzaine* et *le Mouvement Socialiste.* Seulement, il faut ajouter que l'influence de Charles Péguy avait commencé avant les *Cahiers*, elle datait de l'Ecole Normale, du rêve de la Cité Harmonieuse et du projet d'un *Journal Socialiste.*

Ce projet, Romain Rolland, y voit le portrait d'une génération, celle sur laquelle Charles Péguy exerça le plus d'influence : « Ces jeunes gens ignoraient à peu près tout des hommes, qui se mêlaient de politique. Ils se faisaient une image heureuse et optimiste du monde socialiste français... Il paraissait tout simple de commencer par vivre en socialistes, de commencer la révolution du monde par la révolution de soi-même, de commencer par socialiser sa vie. »

Commencer la révolution du monde par la révolution de soi-même... Quelle belle expression et qui rejoint la citation de Charles Andler donnée un peu plus haut ! Pendant les années qui vont de 1897 à 1902, un commun état d'esprit rapprochait la jeune génération de certains de leurs aînés, dans ce rêve qu'ils avaient d'établir la République universelle. C'est en juin 1897 que Marcel et Pierre Baudoin achevaient la rédaction de la première *Jeanne d'Arc*, signe de l'état d'esprit de ces jeunes hommes qui étaient venus au socialisme par une révolution intérieure profonde.

Sur l'influence de Péguy, citons le témoignage de deux écrivains d'un tempérament très différent. D'abord Romain Rolland qui écrira dans son *Journal*, au commencement de 1912 : « Je ne puis plus rien lire après Péguy. Il est la force la plus véridique et la plus géniale de la *Littérature Européenne.* D'ailleurs, purement et strictement français. » Et Maurice Reclus, qui n'a jamais manqué d'être présent aux déjeuners du jeudi, chez Geneviève Favre, où avaient lieu des discussions épiques... Comme récemment, je l'interrogeais sur ce qu'il pensait de Charles Péguy, il m'a répondu : « Péguy est un type formidable. On lui a fait une gloire de vitrail ; mais il pourrait en avoir vingt autres différentes. Il est œcuménique, universel. Il est de loin, de très loin, le type le plus épatant que j'ai connu. »

Les Cahiers de la Quinzaine restent un document essentiel de l'histoire de la jeunesse et de la pensée de 1899 à 1914. Dans le troisième cahier de la septième série, cahier paru le 22 octobre 1905, *Notre Patrie*, Charles Péguy a incarné un moment de la conscience

française : « Ce n'était pas une nouvelle qui se communiquât de bouche en bouche comme les nouvelles ordinaires, ce que les gens se communiquaient, ce n'était que la confirmation pour chacun d'eux d'une nouvelle venue de l'intérieur... en réalité, c'était en lui-même que chacun de nous trouvait, recevait, retrouvait la connaissance totale, immédiate, prête, sourde, immobile et toute faite de la menace qui était présente... » Cette menace, c'était l'événement de mars 1905, *Tanger*.

Dans son bouleversement, en présence de cette menace, Charles Péguy rejoint Charles Andler, dont E. Vermeil écrit : « Par une flamme nourrie non seulement de philosophie vigoureuse, mais de lyrisme et d'art, en même temps que d'action humaine et de fraternité généreuse, Charles Andler représente le Français qui plus jalousement que personne a su veiller sur l'héritage que la pensée occidentale se doit à elle-même de sauver et de maintenir : un humanisme fortement intellectuel et capable en même temps de s'épanouir en exigence impérieuse de justice sociale et de solidarité créatrice dans le travail commun. »

Une semblable définition convient également à Charles Péguy, comme elle convient à Jaurès. Et puisqu'aussi bien il est impossible de parler de Charles Péguy sans évoquer Jean Jaurès et les jugements que son intransigeance a arrachés à Péguy, cabré contre tout glissement de la morale en politique. La violence de Péguy naissait de ce que Jaurès lui avait donné tant d'espérances et une si cruelle déception par son soutien comme *ministre de la Parole* de M. Combes, que Péguy haïssait comme un grand diviseur de la France.

Pourtant les deux hommes avaient un même idéal et la même fierté française, tous deux de souche paysanne « ils avaient la joie de s'enfoncer dans le silence et dans l'ombre, dans la même nuit chaude et profonde de la race du peuple anonyme... »

Le 8 août 1904 à Amsterdam, puis en avril 1905, au Congrès du Globe, Jean Jaurès s'était employé à réaliser, parmi les socialistes, l'unité internationale, puis nationale ; il mettait son espoir de paix européenne dans l'action des partis socialistes, et, jusqu'au dernier moment, il luttera pour que la Social-Démocratie allemande jette dans la balance le poids de son million d'adhérents.

Bien qu'opposés par leurs tempéraments et par leurs méthodes, Péguy et Jaurès appartiennent à ces familles spirituelles dont le pluralisme est une des richesses de la France, à une condition,

c'est que ces personnalités complémentaires ne s'entredéchirent pas, comme dans les guerres de religion.

L'année 1905 s'achève par le vote de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat, promulguée le 9 décembre. Depuis le 19 janvier 1905, le ministère Combes a été remplacé par un ministère Rouvier. Durant son ministère, l'anticléricalisme de M. Combes s'était exprimé dans ses discours et dans une application de la loi du 1er juillet 1905, selon une interprétation très différente de celle que Waldeck-Rousseau avait donnée du texte dont il était l'auteur ; toutes les autorisations sollicitées par les congrégations avaient été refusées ; et la loi du 7 juillet 1903, en supprimant l'enseignement congréganiste, avait provoqué des manifestations violentes. Mais après un certain temps, la loi de séparation devait être acceptée par les catholiques eux-mêmes (1). Seulement M. Combes n'avait pas la manière ni l'envergure d'un Waldeck-Rousseau ; son intolérance verbale a semé des éléments de discorde qui ont rendu plus difficile l'effort commun et l'œuvre de législation amorcée au Congrès de Zurich (1897) par l'entente entre les socialistes et les catholiques sociaux. Grâce à son scepticisme et à sa souplesse, Aristide Briand devait éviter les écueils au projet de séparation pendant la discussion du 21 mars au 9 septembre 1905.

II

DE 1906 A 1908

Pourquoi des dates ? Des dates ne sont pas de simples bornes kilométriques. Elles ne sont pas seulement symboliques, elles sont comme des signaux lumineux qui éclairent l'évolution.

Notre Patrie avait été inspirée à Péguy par la menace de la guerre du 31 mars 1905. Pendant l'année 1905, *le Mouvement socialiste* avait poursuivi parmi les militants syndicalistes une enquête sur l'idée de Patrie et la classe ouvrière. Victor Griffuelhes, en août 1905, avait répondu ainsi : « Il faut, dit-on, défendre le sol de la Patrie ; je n'y vois pas d'inconvénient. Mais à une condition, que les défenseurs soient propriétaires de ce sol : or, c'est le prolétaire qui, comme toujours, est appelé à défendre le sol,

(1) Paul Bureau, *Quinze années de séparation*, 1921.

malgré qu'il n'en possède aucune parcelle... *Le lieu où l'ouvrier travaille, là est sa patrie...* »

Mais le 19 décembre 1905, le gouvernement allemand rappelle son ambassadeur à Paris. Nouvelle alerte. Chacun s'attend à un conflit. Et le 16 janvier 1906, Victor Griffuelhes part pour Berlin afin de conclure avec les organisations ouvrières allemandes une entente qui permette contre la guerre des manifestations simultanées en Allemagne et en France. Il se heurte à un double refus ; et il décrit dans la *Voix du Peuple* ses impressions de Berlin et sa déception : « Je garde de mon voyage à Berlin un souvenir plutôt mauvais. »

En septembre 1904, le Congrès de la C. G. T. à Bourges avait décidé un mouvement en faveur de la journée de huit heures, dont la date avait été fixée par le Comité confédéral au 1er mai. Pendant deux ans, Victor Griffuelhes et Emile Puget, directeur de *la Voix du Peuple*, avaient fait appel à tous les moyens de propagande, afin d'attirer l'attention des masses et d'émouvoir l'opinion publique. La loi du 29 juin 1905 sur *la durée du travail dans les mines* avait, pour la première fois, consacré le principe de la journée de huit heures. Un autre résultat certes avait été obtenu : la loi du 13 juillet 1906 généralise l'obligation du repos hebdomadaire. Il n'en fut pas de même pour les huit heures. L'approche du 1er mai 1906 provoque à Paris une panique, une fuite de capitaux émigrant à l'étranger, l'entassement des provisions dans les caves. Par mesure préventive le secrétaire de la C. G. T. est arrêté ; et la journée du 1er mai est une journée de grèves, chez les mineurs, chez les métallurgistes et dans la Fédération du Livre. L'état d'esprit, crée par l'agitation des huit heures, rend nécessaire en octobre 1906, au Congrès d'Amiens, une discussion sur les relations des syndicats et des partis politiques ; et, le 13 octobre 1906 est votée la *Charte d'Amiens* qui formule le caractère apolitique du syndicalisme et l'autonomie du mouvement ouvrier. Le Congrès d'Amiens pose pour la première fois la question du syndicalisme des fonctionnaires. Un syndicat de facteurs et un syndicat d'instituteurs étaient créés, et les années suivantes, Georges Clemenceau, puis Aristide Briand vont mener la lutte contre les syndicats des P. T. T., des instituteurs et des cheminots.

Les partis qui avaient participé à l'affaire Dreyfus avaient suscité un mouvement des masses populaires afin de vaincre les forces conservatrices. Les hommes politiques comprenaient qu'il ne

suffisait pas de remercier ces masses en les complimentant de leur bon esprit républicain dans des discours platoniques. Le groupe radical se voit obligé à devenir radical-socialiste. Les élections du 6 mai 1906 consacrent la victoire des radicaux-socialistes qui, voulant avoir l'appui du groupe socialiste, songent à un programme de réformes sociales. Cet appui est d'autant plus nécessaire qu'à la rentrée des Chambres, en juin 1906, le nouveau gouvernement Sarrien est interpellé, en particulier sur l'action exercée par Clemenceau, ministre de l'Intérieur, contre la classe ouvrière, pendant les grèves des mineurs du Pas-de-Calais, à la suite de la catastrophe de Courrières et pendant les événements de Liévin. Le 25 octobre 1906, Clemenceau prend la présidence du Conseil et garde l'Intérieur. Le nouveau Cabinet comprend Viviani, pour lequel vient d'être créé un nouveau ministère ; il est en effet le premier titulaire du Travail et de la Prévoyance Sociale ; cette création est un des gages que les partis au pouvoir veulent donner à la classe ouvrière, avec un programme de réformes, notamment les Assurances sociales. La loi sur les Retraites ouvrières et paysannes est du 5 avril 1910.

Le 28 novembre 1906, une discussion a lieu au Parlement au sujet des crédits nécessaires à la création du nouveau ministère du Travail. Viviani prononce le discours que Maurice Barrès appelle dans ses Cahiers *le discours des Etoiles*, et dont voici un passage : « La Révolution Française a déchaîné dans l'homme toutes les audaces de la conscience et toutes les ambitions de la pensée... Nous avons arraché les consciences humaines à la Croyance. Lorsqu'un misérable, fatigué du poids des jours, ployait les genoux, nous l'avons relevé, nous lui avons dit que derrière les nuages, il n'y avait que des chimères. Ensemble, et d'un geste magnifique, nous avons éteint dans le ciel des lumières qu'on ne rallumera plus. » « Viviani, dit Barrès, son clavier n'est pas large, il n'a qu'une note. »

Durant cette fin de session de 1906 et dans la nouvelle session parlementaire de 1907, sur toutes les questions et notamment sur la question religieuse, des voix aux registres contrastés s'affrontent et élèvent le débat à hauteur d'homme. A propos du Congrès des Instituteurs réuni à Nantes en mars 1907 et des incidents que soulèvent pendant l'année les grèves, des discussions parlementaires ont lieu que Barrès appelle les *journées de l'Ilote dégrisé* et elles suscitent de grands discours de Briand, de Clemenceau et de Jaurès. Ces discussions parlementaires de 1906 et 1907

ont donné à Barrès l'occasion de brosser le portrait de Jaurès. Celui-ci emportait *les Classiques Grecs* avec lui dans ses promenades et en savait, par cœur de grands passages, ignorant absolument la valeur de l'argent, mais il adorait le jeu des idées et se chantait à lui-même ce qu'il devait dire aux autres. La part de l'improvisation devait être à peu près nulle. On a dit que le sentiment religieux jaillit chez Jaurès de deux sources, dont l'une est l'amour de la nature et l'autre du besoin profond de la Justice. La foi, en un ordre social harmonieux est d'essence religieuse. Voici le portrait que Barrès trace de lui dans ses Cahiers : « Jaurès, puissante encolure, teint rouge, bas sur pattes. Formidable taureau de la petite espèce... Il ne vous enlève pas, nulle allégresse légère. Son discours, c'est une locomotive puissante qui passe, emportant un chauffeur, deux si voulez, en sueur... »

Cela est une impression de Barrès, en voici une autre : Quand Albert de Mun a quitté la tribune, il redevient souriant, gracieux... J'aime mieux le monstre Jaurès qui, de retour à sa place, fume encore.... »

Et une troisième (Discours du 14 juin 1907) : « Quel repos de l'entendre si articulé, si d'ensemble ! De ma place qui est mauvaise, je ne perds pas une intonation. »

* * *

L'accent a été déjà mis sur le fait qu'en France, à quelque couche de la population qu'ils appartiennent, le peuple anonyme des obscurs est une des sources d'énergie spirituelle. Aussi, dans les transformations qui se produisent chez le peuple français, le mouvement ouvrier et le mouvement socialiste sont-ils l'expression la plus passionnée et la plus humaine ; ils interviennent comme des moteurs créateurs d'événements et d'influences. Seulement, l'histoire de la société française est liée à une autre source d'influences : ce sont celles qui naissent de l'art, de la philosophie et de la littérature. Il est des hommes et il est des œuvres qui possèdent, tantôt plus tôt, tantôt plus tard, un rayonnement dont l'action peut s'exercer bien au delà des limites de la communauté nationale. Ce rayonnement extérieur a été justement une des richesses certaines de la France. Ce sont également les moins contestées. La France peut continuer à jouer, par là, une action plus nécessaire que jamais.

Ce rôle des lettres et des arts est un rôle d'incarnation. A ce point de vue, ils font partie intégrante de l'histoire sociale et ne sauraient être oubliés sans qu'elle soit privée d'un de ses éléments essentiels : ce sont des sources de courants et d'atmosphères.

Sans doute, selon les époques, la littérature est semblable à un miroir fidèle ou déformant. Par exemple, pendant les années de 1875 à 1900, dans leurs romans, Paul Bourget et Emile Zola avaient prétendu retracer l'image des pôles opposés de la société française : milieux mondains de la haute et moyenne bourgeoisie, classes moyennes et classes populaires. On ne peut nier la vigueur des fresques brossées par Emile Zola ; mais ce n'était pas la peinture, mais plutôt des charges de la société française.

Les plus subtils des auteurs dramatiques, un Becque, un Porto-Riche, un Courteline n'étaient arrivés qu'à dessiner avec finesse ou avec force des personnages légendaires, mais non à donner une peinture de la société française. Pendant la seconde décade du XX^e^ siècle, Marcel Proust allait publier *A la recherche du temps perdu*, une œuvre devenue presqu'aussitôt classique. Or, on n'y retrouve pas l'évolution de la société, mais seulement la survivance d'un monde qui allait rapidement vers sa disparition. Ce qui demeure de l'œuvre de Marcel Proust, c'est sa singulière personnalité, sa méditation ardente et inquiète qui pousse sa curiosité jusqu'aux plus extrêmes frontières du mal : un spectacle qu'il décrit avec horreur, une vision d'enfer.

En revanche, entre 1898 et 1904, Charles-Louis Philippe écrit *la Bonne Madeleine et la Pauvre Marie*, *la Mère et l'Enfant* (1900) ; *Bubu de Montparnasse* (1901) ; *Le Père Perdrix* (1902) ; *Marie Donadieu* (1904). Et Emile Guillaumin : *Dialogues Bourbonnais* (1899) ; *Tableaux champêtres* (1901) ; *En Bourbonnais* (1902) ; *La Vie d'un Simple* (1904). Ces romans de Charles-Louis Philippe et d'Emile Guillaumin apportaient un accent neuf. A partir du commencement du siècle, une rénovation se produit dans la facture comme dans l'objet du roman. Une description nous est offerte de la société française : celle de la condition humaine, chez les paysans, artisans, employés, travailleurs de différents métiers. Les caractéristiques dans cette peinture des obscurs sont un art simple et touchant par son inspiration, une sympathie qui ne s'abandonne à aucune outrance larmoyante et qui donne le sentiment d'une vérité dépouillée de tout artifice. Emile Guillaumin et Charles

Louis Philippe ont l'un et l'autre une originalité littéraire qui leur est propre. Le sillon qu'ils ont tracé dans le champ de la littérature française ne s'est pas effacé, justement parce qu'ils n'ont jamais songé à faire école. On retrouve une même pureté dans le réalisme de l'inspiration chez l'auteur de *la Maison natale* et des Contes, Marcel Arland, un des écrivains les plus personnels d'à présent.

L'année 1907 a été l'année où parait *l'Evolution Créatrice* d'Henri Bergson. Etudiant les écrivains philosophes et politiques qui ont exercé leur action sur la pensée contemporaine française, Henri Clouard appelle Henri Bergson le « libérateur », le premier parmi ceux qui se rencontrent au carrefour des influences qui s'exercent pendant cette époque, celles de Barrès, Romain Rolland, Georges Sorel, Charles Maurras et Péguy : « *Henri Bergson*, dit Clouard, *a rendu à l'âme le droit de Cité.* »

Cette image permet de se rendre compte de l'influence d'Henri Bergson sur les générations de 1890, de 1898 et de 1909. Pendant toutes les années qui vont de l'affaire Dreyfus à la guerre de 1914, Henri Bergson s'est tenu volontairement à l'écart, *gardant ses distances sur le terrain de la guerre intérieure.* Il interdisait même à ses jeunes amis toute polémique contre les piqûres de guêpe de *la Philosophie Pathétique*, car sa pensée ne se laissait toucher par l'ombre même d'une passion partisane ; et sa volonté de sérénité ne fût jamais troublée jusqu'à 1932, peu avant l'apparition des *Deux Sources.* Aussi est-il permis d'écrire ces lignes : « Au cours des années qui précèdent la guerre extérieure, Henri Bergson était devenu le grand vivant de notre philosophie et de notre littérature. »

Rappelant les événements d'un demi-siècle de vie française, le philosophe Gilson disait : « Pour la première fois, depuis Descartes, la France a retrouvé, grâce à Bergson, une audience mondiale dans la philosophie : Henri Bergson a été, depuis Descartes, le philosophe d'importance planétaire. »

Sur un autre plan, Romain Rolland était, lui aussi soucieux de ne pas voir la France s'abandonner aux passions partisanes : « Sauver la lumière de l'intelligence, c'est notre rôle à nous, nous ne devons pas la troubler dans nos luttes aveugles. »

Tout en demeurant lui-même, Romain Rolland a su dans son œuvre maintenir la présence de Michelet, restant fidèle à son amour pour le peuple, pour l'humanité et pour la Justice ; ce sont

de tels sentiments qui rendent son *Péguy* si attachant. Peut-être de tous les livres qui ont essayé de le faire revivre, celui de Romain Rolland est-il le plus proche de sa réalité humaine.

L'influence de Charles Maurras, pendant les années de l'avant-guerre n'est pas non plus contestable ; mais on peut dire que celle de Romain Rolland s'exerça surtout sur des individualités, et celle de Maurras sur de petits groupes.

En revanche Georges Sorel demeure toujours discuté, et, si l'on se demande pourquoi, sa forte personnalité en est la raison, parce qu'elle a bousculé, en son temps, la routine et la nonchalance des pensées paresseuses. Aussi faut-il réparer l'injustice dont on a usé à l'égard de Georges Sorel. Les *Réflexions sur la Violence* ont paru depuis le 15 janvier 1906 dans *le Mouvement socialiste ;* suivis du reste à partir du numéro d'août-septembre par les *Illusions du Progrès.* Huit années avant la guerre de 1914, Georges Sorel a su voir que l'Europe et le monde entraient dans une ère de violence ; mais, si son livre a éveillé la curiosité, il a été plutôt l'objet d'une mode que d'une méditation sérieuse ; la controverse s'en est emparé pour l'interpréter de façon inexacte, en faisant une apologie de ce qui était une étonnante prévision. Dans les *Illusions du Progrès*, le tour paradoxal donné à sa polémique a masqué tout ce qu'avait de pénétrant l'analyse du danger des mots magiques. L'avant-propos des *Illusions du Progrès* commençait ainsi : « On a dit bien des fois que les peuples sont plutôt gouvernés par le pouvoir magique de certains mots à la mode que par des idées, par des préjugés que par des raisons, par des dogmes dont nul ne se soucie de rechercher l'origine que par des doctrines fondées sur l'observation des faits. » Georges Sorel considérait l'effort désintéressé et l'esprit d'héroïsme comme les vertus secrètes de la civilisation. D'où la nécessité de l'éducation et du progrès moral du prolétariat, plus importants à ses yeux que les progrès techniques de l'outillage.

Parmi les mythes sociaux capables de contribuer au dynamisme du mouvement ouvrier, Georges Sorel plaçait le mythe de la Grève générale. Ce mythe allait justement être mis à l'épreuve par les événements.

III

DE 1908 A 1914

Au cours de 1907 s'était formée une *Confédération générale des Vignerons* qui avait donné lieu à des manifestations dont l'une, celle de Narbonne, entraîna les soldats du 17e d'infanterie. Clemenceau avait entrepris la lutte contre les syndicats de fonctionnaires groupés en une Fédération générale affiliée à la C. G. T. En 1909, en mars d'abord, puis en mai s'était produite une grande grève des P. T. T. Victor Griffuelhes, dans l'*Action Syndicaliste*, avait pu dire que cette période des années 1906 à 1910 avait été marquée par la *réaction des syndicats contre les gouvernements radicaux et jacobins.*

Cette définition ne s'applique qu'à un aspect du syndicalisme. Celui-ci est dominé déjà, dès 1908 et jusqu'au 2 août 1914, par la menace de la guerre. Ses efforts tentent à écarter cette menace grâce à la mise en mouvement de l'Internationale ou plutôt des deux Internationales syndicale et socialiste. Si ces six années qui précèdent le conflit ont un caractère dramatique, c'est parce que les Français qui appartenaient à de certains milieux se posent avec angoisse cette question : les liens qui se sont créés entre les peuples seront-ils assez puissants pour résister à la pression des intérêts et des passions qui semblent conduire de façon inéluctable à la guerre ; car les solidarités qui ont servi de fondements à une économie Internationale n'ont pas créé une structure assez forte empêchant que les fissures ne s'y soient déjà produites, sous la pesée notamment des métallurgies nationales.

Contre ces antagonismes d'intérêts qui préparent une guerre d'affaires, certains hommes se sont dressés et, jusqu'au bout se sont consacrés à un suprême effort pour *éviter la guerre et ne pas permettre le massacre des peuples.*

Ce sont les propres paroles de Merrheim ; et, à côté de lui, parmi d'autres, Jaurès. L'un et l'autre ont mis leur espoir dans une Internationale. Merrheim, les 9 et 10 octobre 1908, fait voter une résolution déclarant « qu'en cas de guerre entre les puissances européennes les travailleurs répondront à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire ». A cette date sur 900.000 syndiqués, les syndicats affiliés à la C. G. T. en comprennent 400.000. Le 5 janvier 1911, Merrheim écrit dans *la*

Vie Ouvrière : « Nous nous trouvons à la veille d'un gigantesque conflit européen... Les nations s'y préparent fièvreusement... »

Au lendemain d'Agadir, le 28 juillet, 45 délégués de la C. G. T. vont à Berlin assister à un meeting de protestation contre la guerre. En 1912, trois Congrès extraordinaires sont spécialement réunis, encouragés peut-être par les quatre millions de suffrages donnés à la Social-Démocratie aux élections de janvier 1912. Quelle serait l'attitude des masses ouvrières et des socialistes au cas où la guerre viendrait à être déclarée ? Le 21 novembre le Congrès national du parti socialiste, dans sa résolution, admet le recours aux moyens révolutionnaires, grève générale et insurrection, afin de prévenir ou d'arrêter le conflit.

Le Congrès de la C. G. T., les 24 et 25 novembre, à Paris, confirme, au cas de déclaration de guerre, la résolution de Marseille en faveur d'une grève générale révolutionnaire. Enfin, le Congrès de Bâle, les 25 et 26 novembre, vote une résolution qui est lue et commentée aux congressistes par Keir Hardie, par Adler et par Jaurès. Jaurès devait jusqu'au bout poursuivre son rêve ; selon ses paroles, le crime ne serait pas consommé tant que pourrait être jetée dans la balance de l'événement, cette grande force de volonté et d'espérance qu'incarnait pour lui « la continuité de l'action, le perpétuel éveil de la pensée et de la conscience ouvrière. »

Il y a le rêve de Jaurès. Mais il y a la réalité. Ces trois manifestations n'étaient que le cri d'angoisse d'une Europe qui se sentait sombrer. Et, lorsqu'on relit la résolution du Congrès de Bâle, on est étonné de voir qu'elle ne contient qu'une phraséologie qui est sans contact, sinon avec les sentiments, du moins avec les possibilités d'action. Les congressistes de Paris et de Bâle n'avouent pas encore que l'Internationale est une faillite. Un des seuls, Charles Andler ne veut pas s'abandonner à une illusion et il se sépare du parti socialiste : sa claivoyance est égale à sa ferveur.

La loi militaire du 30 juin 1913 porte à 876.000 hommes les effectifs de l'armée allemande. Et le comportement de la Social-Démocratie n'était pas plus encourageant de l'aveu même de Karl Kautsky qui reconnaissait que certains démocrates socialistes étaient de *pensée nationaliste* et non simplement nationale. A cet état d'esprit répondent la loi de trois ans et l'élection de Raymond Poincaré à la Présidence de la République.

Autour du pouvoir se disputent *les enfants de la Louve*, car c'est

ainsi que Maurice Barrès nomme Briand, Caillaux et Barthou que l'affaire Rochette et la mise en cause du procureur Fabre amènent à s'affronter autour de la Commission d'enquête parlementaire nommée à la suite de l'assassinat de Gaston Calmette, le 16 mars 1914. « On s'explique la tristesse de ce procureur général qui est venu d'Aix-en-Provence, où il collectionnait les œuvres de Mistral pour vivre cette vie infernale entre ces politiciens qui aiguisent sur son crâne leurs couteaux. »

***

Au vrai pendant ces années-là, les hommes sentent peser sur leur tête l'approche d'un cyclone dont ils ne mesurent ni l'étendue ni la durée. Déjà, par anticipation, une atmosphère trouble, faite d'incertitude et d'insécurité, sans qu'ils en aient peut-être conscience donne aux hommes la sensation que ce sont les dernières journées de douceur et de liberté. Ils s'abandonnent, ils s'oublient dans l'instant. On observe un affaiblissement des énergies, une détente de l'effort. Invisible, mais présente, la guerre est déjà là qui les écrase, dissolvant les volontés, rompant l'élan.

Pourtant lorsqu'arrive le jour de la mobilisation, en allant dire adieu à Mme Favre, Péguy exprime le sentiment de certains : « Nous sommes partis, soldats de la République, pour le désarmement général et la dernière des guerres... Trente ans de vie ne vaudraient pas ce que nous allons faire en quelques semaines. » Et, avec le même espoir, il va rejoindre Jaurès dans une suprême réconciliation.

IV

DE 1914 A 1931

Georges Duhamel, dans la *Pesée des âmes*, résume exactement ce que fut la première guerre mondiale : « Les jeunes hommes et même ceux qui ont pris part à la seconde guerre mondiale ne peuvent pas imaginer ce que fût le prodigieux massacre de 1914-1918 et quel effort de courage fut demandé pendant ces quatre années à la foule des combattants. »

En France la paysannerie fut durement éprouvée et l'on se demandait si « ces jeunes vies, et si cette innocente acceptation

de la douleur et de la mort serviraient à alléger le douleur du monde » Et, comme devait l'écrire Louis Guilloux, on pouvait penser que « l'humanité n'avait pas dit son dernier mot, qu'elle balbutiait à peine. A travers tant d'horreurs initiales, elle finirait par découvrir le prix infini de la vie, le respect de la vie, l'amour véritable et fraternel ».

Justement, l'année 1917 avait été marquée en son printemps par deux appels au Monde, par les messages de Wilson et, en son automne, par les journées d'octobre, dont Brice Parain a écrit qu'elles avaient été « la proclamation véhémente d'un espoir gigantesque ». L'un et l'autre appel avaient posé le problème de la mobilité du monde et celui des métamorphoses : la guerre et la Révolution permettaient-elles la naissance *d'un homme tout neuf ?*

Mais bientôt, on s'aperçoit que les réalistes ne laissent qu'une place fort étroite aux mystiques. Jusqu'à son arrivée en France, les classes populaires ont considéré le Président Wilson comme un sauveur capable de réconcilier le monde. Courte illusion. En fait, Woodrow Wilson a été le grand vaincu de la Conférence de la Paix. Au point de vue social, la réalisation essentielle de la Conférence est la Création du Bureau International du Travail.

En France deux lois importantes sont votées par les Chambres, celle du 25 mars 1919 sur les Conventions collectives de Travail, et celle du 23 avril sur la journée de huit heures. Le 25 juillet, la loi Astier organise l'enseignement technique, industriel et commercial.

L'application des huit heures donne lieu à une grève générale et, le 24 mai, une Convention collective est signée entre les syndicats patronaux et la Fédération des métaux.

La Confédération du Travail, dont les effectifs se sont brusquement gonflés, se trouve en présence d'une grande difficulté : l'insuffisance des cadres et le nombre limité des militants responsables. La question vitale va être le problème militants-masse qui jusque là, dans l'histoire ouvrière, avait trouvé son équilibre grâce aux liens personnels qui existaient entre les deux éléments. Merrheim est le premier à mesurer son importance, et, cela dès janvier 1919, lors de sa tournée de conférence à travers les centres ouvriers. Aussi met-il en garde les travailleurs contre « la conception simpliste d'une révolution idéaliste en théorie, mais en fait préoccupée de satisfaire des appétits personnels ». Et il ajoute

que les militants doivent avoir « ce simple courage de ne pas se laisser dompter par la masse inorganisée. Les militants doivent la vérité, toute la vérité à la masse, même si cette vérité doit leur valoir des calomnies. Ils doivent, insensibles aux huées et aux calomnies, dire aux foules que ceux qui prétendent qu'on peut consommer beaucoup et peu produire trompent les masses ouvrières et leur préparent des lendemains de privations et de souffrances indicibles. » Et Merrheim ne craint pas de stigmatiser l'égoïsme profond et un affaiblissement général du sens moral qui envahissent toutes les classes de la société.

En septembre, la C. G. T. tient son Congrès à Lyon et après avoir demandé le contrôle collectif de la production par un grand Conseil Economique tripartite (ouvriers, patrons et techniciens) la C. G. T. organise un Conseil économique qui se réunira le 8 janvier 1920, comme une première étape vers les nationalisations avec gestion par la collectivité.

L'année 1920 voit se développer un mouvement de grève dont la plus importante est celle des cheminots (26 février-2 mars, puis 28 et 30 avril). La C. G. T. fait appel à des Fédérations pour soutenir les cheminots ; mais elle décide le 22 mai la reprise du travail.

La mystique de la Révolution russe avait touché un certain nombre de militants : à la veille du 1er mai 1919 ils estimaient *la révolution possible, proche, inévitable, fatale.* Au Congrès d'Orléans, l'année suivante, les minoritaires demandent l'adhésion de la C. G. T. à l'Internationale communiste de Moscou. Du 25 au 31 juillet 1921, au Congrès de Lille, majoritaires et minoritaires se comptent avec un écart de voix qui est de 1948 mandats contre 1.556 mandats sur une résolution qui confirme l'adhésion de la C. G. T. à la Fédération syndicale internationale. Le 24 décembre 1921, c'est la rupture, puis la fondation d'une Confédération générale du travail unitaire, qui, elle-même, ne va pas pouvoir conserver son unité. Les mêmes divisions ont produit les mêmes conséquences parmi les socialistes au Congrès de Tours, réuni du 20 au 26 décembre 1920. Le Comité exécutif de l'Internationale communiste a adressé aux membres du parti socialiste français vingt et une conditions, et le message a suscité deux résolutions mises aux voix : la motion Renoult obtient 3.247 mandats contre 1.938 à la motion Mistral. Et c'est la scission qui est suivie d'une relative passivité entre 1921 et 1929 de la classe ouvrière morcelée en plusieurs tronçons.

Du côté de la classe bourgeoise, deux tendances se manifestent, celle qui peut s'incarner dans l'action puissante de Robert Pinot qui a marqué de son caractère la forte impulsion qu'il a voulu donner à la production française en luttant contre un individualisme excessif, grâce à une organisation qu'il entendait compléter par des œuvres sociales.

L'autre tendance est celle de la technocratie à la mode américaine. Le mythe d'après guerre pour la classe capitaliste a été le mythe de la rationalisation. Elle a lu *Ma vie et mon œuvre*, *Aujourd'hui et Demain*, *Le Progrès* et *mon Ami Edison*. Et elle s'est inspiré de l'hymne à la production et de ses adages : « Il ne s'agit pas de chercher le profit, mais de songer à l'utilité générale... » « La demande ne crée pas, c'est elle qui est créée ». Et d'Henry Ford encore : « Si nous commençons par une large production de marchandises et payons des salaires assez élevés, un pouvoir d'achat considérable sera répandu dans le pays, qui absorbera les marchandises pourvu qu'elles soient bien faites et vendues à juste prix... *La vague des échanges, sang de la société, coulera à nouveau.* »

La nécessité de réduire au minimum les prix de revient sur les marchés âprement disputés avait créé autour de la rationalisation une atmosphère accueillante. Entre 1925 et 1930, l'indice général de la production en France s'est élevé de 85 à 110,2. Dans son livre : *La Crise du Progrès*, Georges Friedmann a montré comment la bourgeoisie capitaliste a pu croire un moment qu'une époque nouvelle allait pouvoir être créée par la rencontre des exigences économiques et de l'idée de *service social*. Et, il a analysé avec art, sous cette nouvelle forme, une des métamorphoses de l'idée que Georges Sorel aurait appelée une des illusions du progrès. Cette nouvelle idéologie avait été favorisée par une conjoncture de prospérité. La fin de celle-ci fait disparaître le mythe aussi rapidement qu'il était apparu.

Le krach de Wall-Street a rendu célèbre la journée du 29 octobre 1929 ; ses conséquences sociales avaient provoqué chez les artistes et écrivains américains une révolte contre la civilisation mécanicienne. La crise économique en France ne date que de 1931, et déjà, en 1930, dans les scènes de *la Vie Future*, Georges Duhamel critique un américanisme caractérisé par la tyrannie de la machine et par une standardisation qui nivelle la variété et l'individualité. Mais les réactions françaises qui se produisirent vinrent non de littérateurs, mais plutôt de moralistes et

de philosophes politiques, de Jacques Duboin, de Robert Aron et du groupe de l'Ordre Nouveau. Joseph Caillaux s'élève contre les utopies techniciennes en s'écriant : « Maîtrisez la science ; protégez nous des techniques ; enchaînez le nouveau Prométhée. »

Les mythes de la technocratie étaient bien minces pour être pris comme thèmes littéraires dans une époque moderne importante. Sans parler d'André Gide, de Jean Schlumberger et de Paul Claudel, qui depuis déjà longtemps sont devenus des classiques, on doit citer pendant cette période de 1910 à 1939, Charles du Bos, essayiste et moraliste, et l'écrivain qui représentera l'époque : Jean Giraudoux. Sans doute, dès 1909, il avait publié *Provinciales*, mais son œuvre de grand style par sa composition singulière et par son adorable fantaisie poétique commence en 1918 avec *Simon le Pathétique*. Dix ans après, c'est au théâtre que Jean Giraudoux apporte une contribution aussi personnelle que solide. Jean Giraudoux nous fait comprendre cette appréhension de Jean Schlumberger que la prose française étant « proprement œuvre d'art imposée au pays par une aristocratie intellectuelle, on pourrait craindre pour son avenir, à mesure que l'influence des aristocraties décroit ».

Mais non, bien avant le paysan Emile Guillaumin et Charles-Louis Philippe, le fils du sabotier, les élites artistiques et littéraires sont sorties souvent des obscurs, de ce peuple anonyme dont parlait Péguy. Michelet n'était-il pas un « écrivain du peuple » par les sentiments et par la volonté plus encore que par l'origine ? Il y a plus d'un siècle qu'est née une littérature d'inspiration populaire, avec les *Conteurs ouvriers* de J. P. Gilland et les *Mémoires d'un Compagnon* d'Agricol Perdiguier, mais aussi avec Michelet et avec George Sand. La souffrance surtout leur a rappelé la vie des autres, car si elle ne constitue pas la qualité d'une œuvre d'art, elle en fait la profondeur et la signification humaine.

V

DE 1931 A 1938

Jusqu'à la guerre de 1914, la législation sociale en France ne s'était guère préoccupée des besoins de la famille. En 1890-1891, parait *l'Encyclique Rerum Novarum*, un mouvement se forme

pour préconiser l'idée du sur-salaire familial et, dans sa Corporation du Val au Bois, Léon Harmel introduit les allocations familiales. Le 27 novembre 1909 était votée une loi garantissant leur emploi aux femmes en couches et, le 10 juillet 1915, une loi instituait pour les ouvriers à domicile des industries du vêtement, sinon un minimum de salaire, du moins un salaire normal se rattachant à une idée introduite par les décrets Millerand du 10 août 1899 fixant les conditions d'exécution des marchés de travaux publics.

La loi du 10 juillet 1915 était un précédent qui allait inspirer les mesures édictées en 1917 par le ministre de l'Armement, Albert Thomas qui devait accomplir plus tard une œuvre importante au Bureau International du Travail.

En fait une profonde transformation s'accomplissait. Elle portait sur la notion de salaire telle que l'avait définie Turgot et la Révolution française : « Le salaire est le prix d'une marchandise fixé comme toute autre marchandise par la concurrence. » Sans doute cette conception avait été combattue par les écoles anarchistes et socialistes qui affirmaient le droit à la vie et par la tradition des Canonistes reprise par l'Encyclique de Léon XIII, et en France par Albert de Mun, le premier qui ait forgé l'expression de *salaire vital*.

La généralisation du sur-salaire familial aurait pu rester à l'état de réalisation fragmentaire : mesures d'Albert Thomas et mesures de patrons catholiques. Mais les initiatives prises pendant la guerre par certaines entreprises devaient aboutir à la création d'un mécanisme de compensation des allocations familiales. Il faut ajouter que des préoccupations démographiques se sont manifestées, même parmi ceux qui ne sont pas croyants. Par la loi du 11 mars 1932, la notion juridique du salaire a subi une si complète transformation que M. Grunebaum-Ballin considère qu'elle constitue, à elle seule, ce qu'il appelle une seconde révolution française, sans peut-être que ses auteurs en aient eu conscience. En transformant les versement patronaux, jusque là facultatifs, en prestations obligatoires, elle sous-entendait la notion du salaire vital. Elle a ébranlé, dans ses fondements mêmes, le régime juridique et social alors établi, altéré la notion jusque là admise du salariat. Le paiement du salaire cesse d'être la contrepartie du travail accompli. Le salaire devient l'acquittement d'une dette sociale. Son montant s'élève en raison du nombre des enfants à

la charge du salarié, c'est-à-dire des bouches à nourrir. La base même de l'ancien contrat de travail s'écroule, puisque le salaire n'est plus seulement la rémunération du travail, mais d'abord et avant tout, une dette sociale.

La loi du 11 mars a une portée dont ses auteurs n'aperçoivent pas les suites et qui dépasse même la généralisation des Assurances sociales par les lois de 1929 et de 1931. Il fallait les événements de janvier 1933 à mai 1936 pour dégager toutes les conséquences de cette conception.

***

Janvier 1933 : la prise du pouvoir par Hitler suscite la révolte et l'effroi. Le sentiment de la guerre inévitable renait. Les esprits les plus sensibles ne peuvent pas — c'est l'expression d'Henri Bergson — se détacher de cette douleur intellectuelle et s'isoler du danger qui menace la France. Le progrès se bornant à la création d'engins de mort, est-ce le mépris de toutes les étapes que l'humanité a lentement franchies ?

En décembre 1932, il y a en France 275.000 chômeurs et la misère se précise ; le chômage s'accroit pendant l'année 1933, les rapports du Conseil économique du Travail constatent, dans l'industrie à domicile, des journées de 16 à 18 heures pour des salaires anormalement bas.

En 1934, en France, une très vive réaction contre le fascisme se manifeste. Aux élections municipales des candidats groupent, sur leurs noms socialistes, communistes et radicaux. Et le 14 juillet, la manifestation du Front Populaire forme un immense cortège, dont la volonté est de défendre les libertés républicaines et de donner *du pain aux travailleurs, du travail aux jeunes et la Paix au monde.*

Un Congrès Confédéral pour l'Unité se tient à Toulouse, au commencement de mars 1936 et décide de donner la Charte d'Amiens pour préambule aux nouveaux statuts de la C. G. T.

Mai 1936 : la rencontre de la misère et de l'espérance avaient donné naissance à un mouvement irrésistible, parce que jailli d'une source profonde : le sentiment populaire qui se manifeste par des grèves, des cortèges, des occupations d'usines, dans des régions aussi différentes que la Gironde, l'Hérault, le Sud-Est ou la région parisienne.

Juin 1936 : par les accords Matignon, tout se règle dans la loi.

Ces accords conduisent à une législation comprenant la généralisation des Conventions collectives : substitution de la Convention institutionnelle à la Convention contractuelle, acceptation du libre exercice du droit syndical, engagement par les patrons de ne pas prendre en considération le fait d'appartenir à un syndicat pour arrêter leurs décisions. Cette législation de juin 1936 est complétée par une loi du 31 décembre instituant les procédures de conciliation et d'arbitrage, par une loi du 4 mars 1938, établissant une Cour supérieure d'arbitrage, et un décret-loi du 2 mai 1938 accentuant le caractère de droit public de la Convention, en ajoutant à la sanction civile une sanction pénale.

A ces différentes réformes, il faudra en ajouter deux autres : la loi de quarante heures et les congés payés. Dans les intentions des deux ministres associés à la réforme, Léo Lagrange et Jean Zay, un programme de culture populaire était le complément indispensable. L'organisation des congés payés et de la culture populaire a eu pour résultat de transformer la mentalité ouvrière par la perception d'une autre existence qu'ignoraient la plupart des travailleurs. Ce contact avec un monde extérieur, jusque là inconnu, a été une sorte d'accession à une vie plus humaine, un élargissement de leur horizon. Mais il n'en a été ainsi que dans la mesure où l'esprit de cette législation a été compris et où le bénéfice de ces réformes s'est traduit par une transformation intérieure.

VI

DE 1938 A 1945

Le Congrès de la C. G. T. à Nantes avait été surtout caractérisé par de vives discussions sur l'indépendance du mouvement syndical vis-à-vis des partis. Ces discussions étaient le symptôme de très violentes oppositions de tendances à l'intérieur de la C. G. T. Le quasi-échec de la journée de protestation contre les décrets-lois et de la grève générale du 30 novembre sont signes d'une certaine désaffection des syndiqués parmi lesquels la guerre allait encore accroître les divisions.

Mais il fallait remonter à plusieurs années en arrière pour comprendre qu'en dépit de la poussée des effectifs, aussitôt après mai 1936, le syndicalisme ouvrier souffrait d'une transformation

dans sa structure pour des raisons plus profondes que celles qui tenaient aux événements.

La structure de la C. G. T. s'était transformée par le fait de la composition de ses effectifs ; les fonctionnaires, qui n'étaient qu'une minorité en 1919, avaient pris une importance qui avait agi sur l'esprit même du syndicalisme. Leur influence ne se trouvait contrebalancée que par les effectifs de certaines fédérations ouvrières. Plusieurs métiers avaient été en un certain sens fonctionnarisés.

Ce renversement de la structure traditionnelle du syndicalisme avait eu une répercussion sur ses méthodes, son programme. Les fonctionnaires ont l'Etat pour patron. Leur attention est souvent dirigée du côté du pouvoir. Leur pression s'exerce sur les individus qui le détiennent et sur les institutions parlementaires. Et cette pression emprunte souvent la forme de démarches, d'entretiens, d'audiences, d'entrevues. Elle se traduit aussi par des suggestions pressantes auprès des collèges électoraux et des partis politiques. Voici l'engrenage de l'étatisme qui va saisir le syndicalisme comme le mort saisit le vif.

L'esprit du syndicalisme n'a pas échappé à cette crise qui n'est pas une crise de croissance. Le souci de la sécurité, le souci d'obtenir un statut du Travail, à la façon des fonctionnaires, l'emportent sur la volonté combattive et constructive de planter peu à peu au sein de la société actuelle des institutions ouvrières capables de devenir des organes compétents de remplacement.

La société dans laquelle vivent les syndiqués évolue dans un sens identique et voilà que, pendant les années 1920-1930, les organisations ouvrières se laissent inconsciemment influencer par l'exemple du régime de l'irresponsabilité, auquel avait conduit l'évolution du capitalisme. Les bureaucraties ouvrières ne font que se soumettre à la crise que traverse un univers à la dérive, à une crise où les uns s'abandonnent à une démence partisane excluant tout sens critique, les autres à la facilité de l'égoïsme dans un monde où chacun se croit des droits et les affirme, mais dans son for intérieur n'accepte aucune obligation.

L'écrasement de la défaite et de l'occupation crée d'abord un profond découragement contre lequel les premiers à réagir ont été les douze militants de la C. G. T. et de la C. F. T. C. qui ont signé l'appel du 15 novembre 1940.

Les essais de corporatisme qu'étaient la loi du 16 août 1940

et la Charte du Travail du 4 octobre 1941, l'interdiction des Confédérations et des Fédérations ouvrières et patronales suscitent la résistance des partisans d'un syndicalisme libre, du côté patronal comme du côté ouvrier, tandis que les partisans de la politique de présence cherchent à maintenir un semblant d'existence là où des manifestations pouvaient être organisées.

Le 17 avril 1943 étaient signés les accords du Perreux sur la reconstitution de l'Unité confédérale. Pendant les années précédentes, des brochures et journaux clandestins avaient cherché à entretenir un contact entre les militants.

Dans son roman, *Usines* 42, Mme Henriette Psichari a fort justement analysé la psychologie ouvrière et les raisons pour lesquelles, pendant cette années 1942, chez son héros, personnage type de l'histoire ouvrière, une évolution décisive s'est produite du militant socialiste qu'il a toujours été au résistant : « Dans l'ensemble, a écrit Henriette Pschari, une mystique de l'opposition était née (en 1942), religion nouvelle qui gagnait de proche en proche par une multitude d'exemples. »

Sans doute, en raison de la guerre et de l'occupation, les années 1939 à 1943 ont été affreuses à vivre ; mais on peut regretter que cette mystique ait animé surtout les âmes de ces militants fiers et libres dont la nature se rebelle contre toute espèce de servitude. Une atmosphère passionnelle a enveloppé des natures qui n'étaient pas forgées dans un aussi pur métal ; une atmosphère de fanatisme a dressé Français contre Français pour des raisons qui n'étaient pas toujours foncières, mais souvent artificielles. Des passions factices ont déchiré une France affaiblie. Et, pour employer une expression de Georges Duhamel, « les querelles de familles » ont empêché d'apercevoir et de méditer les transformations profondes introduites dans la société française. Dans quelle mesure celles-ci l'ont-elles bouleversée, et dans quelle mesure ont été maintenues certaines de ses assises ?

VII

DE 1945 A 1949

Le 22 février 1945, une ordonnance crée l'obligation d'une représentation collective des salariés, en ce qui concerne les ques-

tions économiques et sur le lieu de l'entreprise. Les Comités d'entreprise sont-ils l'aboutissement de la revendication présentée le 25 décembre 1920 par la Fédération des Métaux au Comité des Forges ? Le contrôle ouvrier, de 1925 à 1933, était devenu l'idée force grâce à laquelle les militants fidèles à la tradition du syndicalisme français avaient cherché à arracher la masse des syndiqués à la préoccupation exclusive des intérêts corporatifs et particularistes. Mais la réglementation des Comités d'entreprise et l'indifférence des Centrales semble avoir rendu cette réforme inefficiente ; dans la pratique l'élite ouvrière n'a pas paru préoccupée de rendre vivante cette institution si imparfaite qu'elle fût. Il y aurait probablement fallu un effort d'ensemble qui n'a pas été possible.

Pourtant, le 8 avril 1946, lorsque s'ouvre le Congrès confédéral de la C. G. T., il groupe les représentants *de cinq millions cinq cent mille syndiqués*, répartis en quinze mille syndicats et trente-neuf fédérations nationales alors qu'en novembre 1938, le Congrès de Nantes en groupait un demi-million en moins. Il semblait que la Confédération eût reconstitué et même augmenté ses effectifs. Et le journal de la C. G. T., *le Peuple*, le 28 septembre 1945, avait paru donner à cette masse confédérale une direction qui s'exprimait dans cette épigraphe empruntée à Victor Griffuelhes : « Le syndicalisme est aujourd'hui le grand instrument de combat, il sera demain le grand novateur. »

L'esprit du syndicalisme français était-il donc resté le même en dépit des transformations de structure dont il a été question plus haut ? Revendicatif, mais aussi avant tout constructeur, créateur d'une société dans laquelle chaque travailleur et chaque citoyen aurait des droits sans doute, mais également des obligations et des responsabilités.

Lorsque le 18 novembre 1940, les douze militants de la C. G. T. et de la C. F. T. C. avaient défini les principes d'un syndicalisme libre, ils avaient écrit : *le syndicalisme doit avoir sa place dans l'Etat, mais rien que sa place.* Un impérialisme syndicaliste serait aussi dangereux que n'importe quel autre impérialisme. Et ce sont des vérités de bon sens que de dire comme Laurat : « L'Etat est devenu omnivore, seule l'organisation autonome du monde du travail pourra s'opposer à cette menace de l'emprise étatique. »

Dès le lendemain du Congrès d'avril 1946, où la C. G. T. avait proclamé l'unité, des divisions de tendance se produisent qui vont morceler le syndicalisme. La première scission est celle de la Confé-

dération nationale du Travail, qui groupe 100.000 adhérents, surtout à Lyon et à Marseille. Au lendemain des grèves de novembre 1947 se constitue la Centrale F. O. (Forces ouvrières) (avril 1948). Une Fédération des syndicats autonomes existe qui comprend le syndicat national des instituteurs. Il existe une Confédération générale des Cadres, la C. G. C. Une Confédération des syndicats indépendants s'est formée en novembre 1949. Et la Confédération française des travailleurs chrétiens (C. F. T. C.) est, de toutes les Centrales, celle qui paraît grouper, à côté de la C. G. T., le plus grand nombre de syndiqués.

Ce morcellement est le signe que les milieux ouvriers sont désorientés, et, parmi bien des lettres que j'ai reçues en voici une qui émane d'un des militants les plus probes et les plus dévoués que je connaisse : « Quant à l'action ouvrière, elle est toujours aussi difficile. Nous vivons dans un monde de désespérés et les travailleurs ont perdu la foi en tout jusque dans leur propre mouvement ouvrier. » Si ce désarroi paraît plus profond que celui qui existe dans d'autres milieux français, c'est parce que pendant longtemps les mystiques de l'espérance s'étaient tournées vers le syndicalisme comme vers une des réserves d'énergie spirituelle, une possible source de régénération. Rendons cet hommage à Pierre Monatte, un des hommes fidèles à eux-mêmes et sachons lui gré de n'avoir pas renoncé à l'espoir et, à cette date critique, d'avoir dit à de jeunes militants : « Vous êtes de jeunes hérétiques. Vous vous croyez seuls, vous ne l'êtes pas. Désespérés ? Pourquoi ? vous avez la chance de vivre une grande période du mouvement... »

***

La France connaît à présent le drame qui se déroule dans toutes les parties du monde et que André Chamson à tenté d'exprimer dans *l'Homme qui marchait devant moi*. Ce drame qui atteint personnellement les individus ne fait qu'accentuer les difficultés dont elle souffre plus généralement. Plutôt que chercher à énumérer ces difficultés, tentons, entreprise aventureuse, une analyse des lignes de force et des lignes de faiblesse.

Une bonne contre-épreuve, qui permet de vérifier les observations personnelles, ce sont les premières impressions d'amis étrangers qui n'étaient pas venus depuis longtemps en France. Par eux je m'efforce de mieux connaître mon pays et j'essaie de le leur

faire mieux comprendre. Ils disent d'abord leur plaisir de retrouver en France la liberté d'allure et le charme des entretiens, qui reste pour eux une des séductions de la société française. Le dialogue entre des esprits divers est un trait bien français et il me semble qu'il demeure dans nos relations avec nos amis étrangers. L'impression que ceux-ci reçoivent de leur contact avec la France est celle d'une transformation visible particulièrement dans nos villages où on peut constater une amélioration matérielle et un changement du genre de vie. Parmi les signes qui la manifestent, l'un des plus heureux est l'allure et l'habillement des enfants dont les apparences physiques frappent surtout ceux qui ont l'expérience de certains quartiers ouvriers des grandes villes, où s'offre un spectacle d'autant plus pénible que les lois de la Sécurité sociale donnent aux nombreuses familles des facilités dont ne profitent pas toujours les enfants.

Si nos amis étrangers prolongent leur séjour, et bien qu'ils reconnaissent que la France a gardé un singulier ressort, après avoir été écrasée par deux guerres, ils aperçoivent un signe d'une grande faiblesse : l'esprit partisan et le désir d'avoir publiquement raison de son adversaire idéologique ou politique, même lorsque dans leur for intérieur ou dans l'intimité, les Français possèdent une intelligence assez souple, assez sensible, pour accomplir la moitié du chemin qui leur permettrait de se rapprocher de leurs contradicteurs. Le pire malheur de la France est que les dissensions les plus impardonnables soient d'ordre spirituel. On transige sur les intérêts, jamais sur les passions. Et l'individu le plus équitable est prêt à tout acte d'injustice qu'il croit légitimé par un mobile désintéressé.

Une autre impression est celle de l'existence de deux nouveaux prolétariats et d'une nouvelle féodalité. L'un des deux prolétariats est celui des pensionnés et des petits rentiers, l'autre celui des travailleurs intellectuels, sauf ceux qui ont la chance d'être pris dans les engrenages publicitaires. La féodalité est celle qui a poussé comme des champignons après l'orage. Elle est celle des moyens, petits et grands seigneurs du marché noir et de la spéculation. Un peu gravures d'Epinal ces images, qui résument des impressions spontanées, comprennent pourtant des parcelles assez lourdes de vérité.

***

En face de ces impressions, on peut demander aux statistiques la silhouette chiffrée de la structure de la France. La première source est le recensement de 1946. Il donne comme population active . 20. 520. 466, soit un million de moins qu'en 1931 ; mais les chiffres des deux années coïncident presque pour la population active de l'agriculture : 1931 : 7.637.433 ; 1946 7.480.309.

Revenons en arrière, au commencement du siècle. Rappelons que sur 1.098.000 entreprises, 961.310 ont moins de cinq salariés, tandis qu'en 1947, le supplément au Bulletin de la Statistique générale donne comme effectif employé dans les entreprises de moins de cinq salariés : 797.000, sur un effectif de 6.796.800 travailleurs. C'est l'indication d'une tendance à la concentration, les moyennes entreprises restant pourtant dominantes.

Pendant le XIX^e^ siècle, quelle avait été l'évolution suivi par l'artisanat en France ? Le spécialiste de la question est M. Gelly, chef du service de l'Artisanat, un des animateurs du Comité international de l'artisanat qui vient d'être créé. M. Gelly a bien voulu me communiquer les conclusions qu'il a dégagées de ses sondages personnels, notamment à travers les archives. Au commencement du XX^e^ siècle les artisans étaient un million ; ce chiffre a un peu fléchi après la guerre de 1914-1918 en raison des sacrifices de la population paysanne. Par suite du morcellement et de la division des grandes propriétés, il se relève de un million 12 à 1.300.000 artisans. Par contre la loi des quarante heures appelle un certain nombre de paysans et d'artisans ruraux vers la ville. Cet exode rural date de 1938. Les chiffres actuels sont de un million d'artisans, 500.000 compagnons et 250.000 apprentis ; soit, avec leurs familles, une masse de quatre millions sur quarante millions d'habitants, un dizième de la population française.

Ainsi nous retrouvons en France les deux masses qui existaient déjà au début du siècle, celle des 8.176.569 pour l'agriculture, est diminuée de près de 700.000. La masse des artisans, en revanche, se trouve proportionnellement la même qu'en 1901. Nous avons dit que c'étaient là deux éléments de force, nous en découvrons un troisième, si nous examinons comment se décompose le chiffre de 6.796.800 travailleurs qui avait été impossible dans les enquêtes antérieures manœuvres ordinaires, 666.800 ; manœuvres spécialisés, 863.500 ; employés et cadres, 1.877.700 ; ouvriers spécialisés, 1.575.000 ; ouvriers qualifiés, 1.281.200 ; ouvriers hautement qualifiés, 341.000

La spécialisation progressive qui ressort de ces chiffres, dans quelle atmosphère s'accomplit-elle ? Elle est à la fois une nécessité technique, conséquence de la seconde révolution industrielle, et l'effet d'une volonté d'organiser l'atelier, même la grande usine, en tenant compte des répercussions physiques, psychiques et morales des progrès techniques. Dans son livre, *Les Problèmes humains du machinisme*, Georges Friedmann a résumé les conclusions de son apprentissage personnel sur les machines-outils et les témoignages directs et vécus, recueillis par lui, d'ouvriers, de contremaîtres et d'ingénieurs.

Les enquêtes des psychotechniciens spécialisés étudient les conditions dans lesquelles pourrait être sauvegardée la santé physique et psychique du travailleur, afin d'éviter sinon la peine du travail, du moins ses souffrances. Les expériences des psychotechniciens ont un grand intérêt ; mais si l'on veut transformer l'atmosphère des relations de l'ouvrier avec son labeur quotidien, l'éducation ouvrière peut contribuer encore davantage à cette transformation. Seulement son organisation est une tâche infiniment délicate pour diverses raisons.

Il est difficile de demander à l'ouvrier un effort intellectuel et un effort de réflexion après une journée d'un travail souvent épuisant. Et même aux Etats-Unis, qui sont à l'extrême pointe du progrès technique, où peuvent être tentées les expériences les plus diverses, on a constaté de nombreuses résistances individuelles et même des résistances de l'opinion publique en face du problème vital qui se pose : de quels sacrifices personnels l'individu paiera-t-il l'épanouissement du progrès technique et le bien-être matériel ?

Les travailleurs, hommes et femmes, ressentent durement la fatigue physique ou nerveuse de la journée à l'usine ou au bureau. Et ce n'est pas un médiocre effort de volonté que celui qui les amène à venir ensuite ajouter un autre travail à celui qu'ils ont déjà fourni.

La seconde raison qui rend difficile d'organiser l'éducation ouvrière, c'est la complexité de la tâche à imposer aux militants. Celle-ci, à son tour, rend singulièrement compliqués les objets et les programmes de cette éducation : « Ils auront à faire face aux employeurs et aux pouvoirs publics, à discuter des problèmes de la gestion des entreprises ou des nationalisations, à examiner des bilans, à répondre à des objections d'adversaires bien informés,

à interpréter la subtilité d'un texte juridique. Tout cela ne s'improvise pas, non plus que d'établir un prix de revient, d'examiner un programme de production, de fixer le développement des œuvres sociales d'une entreprise ou d'établir avec équité le taux du minimum vital. »

Georges Vidalenc, qui définit ainsi la complexité de la formation des militants ouvriers, est lui-même un de ces militants répondant par leur caractère à la pensée de Pelloutier et de Merrheim. Parmi les autres tâches de sa vie de militant, Georges Vidalenc s'est tout particulièrement consacré à l'éducation ouvrière. Il a été des organisateurs et des animateurs du Centre d'éducation ouvrière. Georges Vidalenc nous décrit le double enseignement donné par ce Centre : un enseignement de base et un enseignement de formation syndicale et sociale (1).

Cet enseignement de culture ouvrière est donné selon des méthodes diverses : cours par correspondance à l'usage de ceux que leur travail empêche de suivre les cours oraux, mais les méthodes récentes sont mieux adaptées aux possibilités et aux goûts actuels : organisation de périodes limitées de formation intensive, week-ends et décades d'études qui permettent de réunir quelques dizaines de syndiqués pour l'étude en commun des problèmes essentiels de leur action ; décades d'information ou de formation accélérée ; enfin, action internationale par les écoles d'été où les militants des divers pays étudient en commun les problèmes particuliers à leurs pays, écoles d'été franco-britanniques, par exemple, ou franco-belges.

Des hommes tels que Georges Vidalenc, par la probité de leur caractère et de leur intelligence, sont une sûre garantie que l'œuvre amorcée de l'éducation ouvrière ne servira pas à une entreprise de déformation des esprits à laquelle se heurtent les efforts de nos instituteurs. En vain cherche-t-on, grâce aux méthodes de la répétition, à installer des slogans dans des cerveaux vides et des âmes vacantes. Le souci des valeurs essentielles demeure le contre poids au malaxage des esprits auxquels on ne veut laisser aucune place pour la réflexion personnelle. On en rencontre les heureux efforts dans les sociétés d'entr'aide, associations, clubs de compréhension et de fraternité mutuelles. En présence de signes d'un abaissement de la moralité, son expérience apprend à chacun de nous autant de traits exquis d'humble dévouement et d'obscur

(1) Education ouvrière ; caractères et possibilités, *Revue socialiste*, 1950 ; numéro spécial sur les problèmes de l'enseignement. *L'Éducation ouvrière*, par Georges Vidalenc.

désintéressement, d'un héroïsme qui s'esquive dans sa pudeur à ne pas se faire valoir.

Dans l'ordre de l'enseignement, signalons l'effort quotidien accompli par les maîtres de l'école rurale, dans les conditions les plus difficiles, car à côté de quelques écoles modèles, on trouve des écoles délabrées, un matériel datant de Jules Ferry. Les maîtres de l'école rurale doivent contrebalancer les effets que peut avoir sur les enfants la faiblesse des parents ; car, au village, sans les connaître, on subit les effets lointains des recherches de la psychologie enfantine et si pendant longtemps on s'est peu soucié de cette psychologie, l'enfant est devenu la *grande découverte* du XX^e^ siècle. A une époque d'indifférence psychologique et d'ignorance ou de méconnaissance de l'enfant, ont succédé cette inquiétude hésitante et souvent cette anxiété en présence de cet être inconnu auquel on est prêt à tout céder. D'où un autre trait à noter, mais qui n'est pas propre à la France, les bouleversements introduits dans une institution, la famille qui, parce que fortement enracinée, conserve encore des traditions solides.

Au reste la permanence des masses paysannes maintient dans la structure de la France un puissant élément de stabilité : la variété des saisons et des tâches, les vicissitudes de l'atmosphère brisent le rythme et la monotonie du travail mécanisé. Gardant un contact personnel et quotidien avec le sol et les forces de la nature, le paysan, en dépit d'une certaine industrialisation, est mieux protégé contre les vagues de fond et les reflux qui peuvent entraîner les masses en dehors de leurs intérêts immédiats ou futurs... Les paysans ont en commun avec les artisans *l'amour des petites tâches sans lesquelles rien ne tient et tout s'écroule* (1).

Une autre force, restée intacte et qui a même accru son influence sur la famille et la société française : la femme. Les femmes françaises ont affronté avec courage et efficacité les années troubles et tragiques de 1938 à 1944. Leur endurance de chaque jour et souvent leur héroïsme ont donné aux Françaises des diverses générations une force de caractère viril. Et l'opinion publique a été unanime à reconnaître le droit de vote à des femmes sorties de l'épreuve avec un esprit de résolution plein de fierté.

En dehors des lignes de force dont il vient d'être question, il en est une sur laquelle il faut appeler l'attention, parce qu'elle est

(1) Brice Parain, *Essai sur la misère humaine*, Gallimard.

une réserve et un espoir. Ce sont les jeunes, et, parmi les élites ouvertes qui se créent parmi eux, ouvrières, paysannes et bourgeoises. En dépit d'une enfance et d'une adolescence incertaines et périlleuses où les tentations l'emportaient sur les exemples, ces élites ont résisté à une atmosphère démoralisante. C'est à elles qu'il appartient de débarrasser le climat de la France des ferments malsains. Les événements leur ont donné une vue réaliste de la société et du monde. Elles conservent une vision claire de la besogne assez lourde qui leur est imposée. L'aventure qui s'offre à elles n'a rien de romanesque : relever, parmi les gravats, la maison mutilée et faire revivre dans la Cité l'âme de la Justice, sans laquelle elle s'effondrerait dans les ténèbres.

Il faut d'abord défendre les qualités qui ont permis le rayonnement français : une clairvoyance, une éthique, une manière de vivre et le souci des valeurs durables. Marcel Arland a fort bien expliqué pourquoi l'indépendance, l'autonomie, la gratuité du génie français restent encore aujourd'hui les solides raisons du prestige de notre pays, et pourquoi l'image de la France s'est confondue et identifiée avec les œuvres de sa pensée et de son art.

La tâche qui s'offre aux jeunes doit les tenter parce qu'elle appelle des cœurs hardis et qui auront à lutter à la fois contre les incidences des répercussions mondiales et, dans sa versatilité et ses inquiétudes, contre le tempérament même du Français toujours « instable, insatisfait, renversant les dieux de la veille, pour les regretter le lendemain ».

Or l'homme français se trouve embarqué dans le drame d'un monde, alors qu'il est le moins propre à s'y adapter : « Les Français sont des individualistes. Quand ils travaillent dans le même sens tous, c'est une force irrésistible. *Plus on est d'amis, mieux ça marche*, dit un de nos mots populaires. Mais le plus souvent nous nous contrarions, nous nous déchirons (1). » La sagesse serait de substituer, aux partis, des équipes de travail ; mais sagesse est un mot qui irrite la nature des Français les plus actifs et les plus turbulents, car selon Jean Giraudoux, « nous voulons être des dieux, c'est ce qui nous empêche d'être des hommes ».

ÉDOUARD DOLLÉANS.

(1) Barrès, 12e cahier, Plon.

LE POLLEN NOIR

PREMIÈRE PARTIE

I

Quand elle eut pris place dans son coupé, Geneviève éprouva cette sensation de bien-être et d'équilibre mental qui donnait une saveur particulière à ses rentrées rue de Boulainvilliers, à ses petits déjeuners au lit, à ses lectures près de la salamandre. Au fond de cette voiture luxueuse où flottait une odeur de gant de Suède et un parfum d'iris il lui sembla retrouver la libre disposition de son esprit. Elle était déjà « chez elle » dans cette sorte de coffre suspendu sur des ressorts, elle était en sécurité au milieu d'un monde qui, depuis quelque temps, devenait hostile. Elle prit le cornet acoustique et dit au cocher :

— A la maison !

La sonorité impérieuse de sa propre voix la surprit. Pourquoi ce mouvement énergique ? Où menait la vie ? Jamais rien de noble et de grand, et même cet amour que lui avait inspiré Gilbert et pour lequel, au cours de ses premières années de jeunesse, elle avait tant combattu, n'était plus qu'une dérision. Pourtant, elle se sentait moins triste, moins malheureuse. « Que se passe-t-il donc dans mon cœur ? »

Elle se pencha vers la vitre emperlée d'eau pour essayer d'apercevoir les passants, les boutiques de l'avenue de Neuilly où mûrissaient des lumières. Mais tout cela était lointain, étranger aux pensées de Geneviève, enveloppé d'une lugubre vapeur.

Un cheval attelé à une grosse voiture de charbonnier ayant glissé sur le pavé gras, le coupé qui roulait tout à fait à droite dans l'avenue, attendit que fût rendu libre le passage. On entendait des cris et des jurons. Geneviève passa le bout de ses doigts gantés

sur la buée qui recouvrait la vitre et aussitôt dans la transparence étroite lui apparut ce monde qu'elle devait aimer comme elle-même et que pourtant elle ne pouvait s'empêcher de détester parce qu'il retardait le plaisir qu'elle se promettait d'un bain. « Il faut à tout prix que je retrouve l'équilibre de mes nerfs. Réfléchir. Thérèse... Mais non... Impossible... On a inventé ce lieutenant de dragons pour se servir de moi. »

De nombreux badauds s'étaient attroupés autour du cheval couché sur le flanc et dont Geneviève pouvait voir briller les grands yeux doux résignés. « Thérèse... Le lieutenant Valfort... Le cheval arabe ! Quelle coïncidence ! Et fallait-il voir là un signe ? »

L'accident avait eu lieu juste en face d'un minable bazar et Geneviève, un instant distraite de ses soucis, remarqua bientôt une jeune fille qui se tenait immobile devant l'entrée de cette boutique. Elle ne portait pas de chapeau et elle croisait ses mains fines sur un fichu de laine noire.

Jolie, elle l'était, mais l'ennui, le manque d'apprêt laissaient persister sur son visage une fadeur élémentaire. « C'est une vendeuse, se dit Geneviève. Pauvre fille, comme elle doit avoir froid ! Comme elle doit trouver le temps long ! » Il lui plaisait de s'apitoyer sur cette inconnue. Il lui semblait se rapprocher ainsi de cette morale évangélique dont elle aimait à citer les exemples féconds.

L'éthique de Geneviève était une source qui ne baignait que les terres de sa vie privée. Mais, ce jour-là, il lui semblait avoir perçu dans les assises du temple un tremblement annonciateur. « Thérèse ! l'implacable et révolutionnaire Thérèse aurait un amant, elle qui parlait toujours de revendications sociales, de justice ! » Elle n'était donc pas une sorte d'amazone comme Geneviève, parfois, s'était complu à se la représenter. Elle était semblable à beaucoup d'autres femmes, celles qui écrivaient à Gilbert des lettres de petites bonnes !

Une remarque faite par son frère à propos de la beauté féminine lui revint en mémoire, et elle se dit que cette pauvre vendeuse eût pu être vraiment jolie si le fard, une toilette seyante et d'agréables ornements lui avaient permis de se différencier de la foule.

Cependant le charbonnier hurlait, crachait des injures et ne parvenait pas à faire se relever la bête. A la fin, ivre de colère, il se mit à lui donner des coups de pieds dans le ventre et Geneviève sentit dans sa propre chair un douloureux élancement.

Elle avait peur des regards de certains badauds. Il lui semblait qu'on la détestait parce qu'elle était riche, parce qu'elle était à l'abri de la pluie dans un coupé.

Il y eut bientôt des murmures. Mais ni les ménagères qui se trouvaient là, ni les commerçants n'osaient empêcher le grand charbonnier de se livrer à ses brutalités. On l'entourait. On ne bougeait pas. Le respect lâche de ce groupe de gens fut pour Geneviève une découverte dont tout à coup furent éclairées ses pensées. « Je serai bonne, mais forte, redoutable, se dit-elle. Je serai bonne pour assurer plus de justice. Mais je serai sans reproche, moi ! Je ne serai pas comme Thérèse... Mon Dieu ! Thérèse... est-ce possible ? Et pourtant, c'est vrai... elle est devenue jolie... C'est peut-être le bonheur. Ignoble bonheur, sans Dieu ! Oui, la crainte ! Il faut inspirer la crainte. C'est le devoir de ceux qui sont bons. Ces gens-là, ces craintifs... Sommes-nous vraiment tous cousus ensemble, comme le dit l'abbé Déogat ? Et pourtant, l'abbé Déogat est l'homme le plus intelligent, le plus subtil. C'est le plus bel écrivain que j'aie jamais lu et le fameux Tolstoï de Thérèse a l'air d'un barbare à côté de lui. »

Elle regarda la vendeuse et ce fut sur elle, au même moment, comme la caresse réchauffante, exaltante d'un rayon.

L'âme émue par le sentiment de la pitié au milieu de son ennui et de la contrainte physique fleurissait sur le visage de cette pauvre vendeuse et lui donnait une beauté qu'il n'eût pu emprunter à d'artificielles couleurs. Par la représentation en elle d'une souffrance qui n'était plus la sienne, elle quittait le sombre univers de ses rêves, de ses pensées, de ses désirs. Elle émigrait dans la chair de cette bête impuissante, souffrait, vivait de cette peine, et parce qu'elle souffrait, parce qu'elle n'était plus pendant quelques instants une femme qui s'ennuie, qui doit attendre l'heure de la fermeture du magasin, ses yeux bleus clair étaient soudain tout animés, embellis d'une sève de sentiment.

Un agent de police arrivait. Aussitôt, le charbonnier se fixa dans une immobilité hypocrite. La jeune femme s'élança :

— Arrêtez-le, monsieur l'agent ! s'écria-t-elle. Il a donné des coups de pieds dans le ventre de son cheval !

On la regardait. Quelques ménagères prirent le parti de la soutenir. Mais l'unique souci de l'agent de police était le rétablissement de la libre circulation. Il fit s'écarter les badauds. Geneviève n'entendit pas les paroles qu'il leur adressait. Il lui

sembla qu'elles étaient violentes. Il fallut défaire le harnachement de la bête. « Ainsi aurait fait Thérèse avec le lieutenant Valfort ! se dit Geneviève. Comme c'est étrange ! Après ce que m'a raconté Mme Carino...; mon professeur de chant, cette scène dans la rue ! Dieu peut-être me fait comprendre par cette coïncidence que Mme Carino a dit la vérité Ma belle-sœur Thérèse aime le lieutenant Valfort ! »

Intéressé par ce travail, la vendeuse déjà se penchait, lorsque le propriétaire du magasin sortit. C'était un homme court, vêtu de noir, rond comme un encrier et son calot figurait le couvercle. Il courut vers son employée, la tira par la manche, lui fit reprendre sa place entre les grappes de galoches et de bottines. Geneviève rapidement abaissa la vitre de son coupé. Ces paroles volèrent vers elle :

— Je ne vous paye pas pour aller secourir les chevaux tombés ! Admettez qu'un client survienne pendant que vous êtes au milieu de la rue, ou qu'on me chipe une paire de bottines !

Geneviève saisit le cornet acoustique.

— Nicolas ! Prenez cette rue à droite. Nous n'allons pas rester...

Elle s'interrompit soudain. Une idée lui était venue, qui lui semblait poétique, en accord avec l'esprit de religion. Elle se pencha à la portière :

— Mademoiselle !

La vendeuse et le boutiquier eurent un même mouvement de tête, mais la lueur qui s'alluma dans les yeux bleus de la jeune fille, lueur de curiosité, de plaisir, d'émotion, et comme nuancée par le peintre le plus sensible s'apparentait plutôt au règne floral. Celle qui venait d'apparaître dans les yeux du commerçant était provoquée par la vue du coupé, du cocher à cocarde noire, du cheval isabelle : « Se pourrait-il que cette dame veuille m'acheter une paire de bottines ? » Il marcha rapidement vers la voiture.

— Non ! Pas vous ! dit Geneviève avec une vivacité hostile. Cette jeune fille.

Piqué, surpris, conservant néanmoins encore un peu d'espoir, le boutiquier fit un geste autoritaire à l'adresse de sa vendeuse. Celle-ci s'approcha du coupé avec lenteur, avec crainte. Ses yeux avaient un brillant de myosotis à l'aube. Geneviève lui tendit une des roses que lui avait données son frère.

— Mais, Madame...

— C'est pour vous... Je vous en prie. Cela vous portera bonheur.

Geneviève pensait que cela lui porterait aussi bonheur à elle. « Tant de menaces... Le mal... Thérèse ? L'horizon devenait si noir ! »

Elle souriait, sentait qu'elle entrait en communication délicate et en quelque sorte divine avec cette employée, victime de la tyrannie égoïste et bête du gros homme.

La jeune fille prit la rose, dit à voix basse : « Merci » et Geneviève, émue, les yeux mouillés, contente d'avoir cédé à un mouvement du cœur, donna l'ordre au cocher de partir.

Il y avait encore de l'encombrement. Un taximètre (en cette année 1905 des autos munies d'un compteur, qu'on n'appelait pas encore des « taxis », circulaient depuis quelques mois) était arrêté juste devant la voiture de Geneviève et celle-ci entendit le cocher s'écrier :

— Faut que j'fasse ma journée ! J'ai payé dix-sept francs, moi, c'matin, à ma compagnie.

Cette partie de l'avenue n'arrivait pas à se libérer. Un charreton avait voulu se glisser entre le taximètre et le coupé. « Mon Dieu, que c'est agaçant ! » Geneviève eut l'idée de regarder par l'œil arrière de sa voiture. Aussitôt elle se sentit plus calme, elle eut des idées pour l'avenir. Même si Gilbert ne l'aimait plus, elle pourrait encore avoir du bonheur. Par ses enfants, d'abord, mais aussi par les êtres, par tous les êtres créés à l'image de Dieu !

Telle une statue dans son alvéole, la vendeuse avait repris sa place sur le seuil de la boutique. Mais ce n'était plus tout à fait la même femme. Elle était en quelque sorte isolée de l'avenue luisante comme un fleuve, elle était située en marge du flot, rendue à la grâce originelle de sa nature faite pour le plein air, pour les arbres, les fleurs, comme celle de tous les passants mais qui ne le savaient plus parce que la grisaille de l'automne et les soucis de la vie quotidienne, déjà, les investissaient. Avec cette rose entre les doigts la vendeuse menue et pauvre était pareille à un mot tiré de l'innombrable communauté des mots par un poète.

La voiture eut une moelleuse et légère secousse.

— Non ! s'écria tout à coup Geneviève.

Elle saisit le cornet acoustique.

— Attendez... Nicolas ! attendez !

Elle venait d'apercevoir son frère, Vincent, là-bas, de l'autre côté de l'avenue.

Il marchait vite, sous les arbres d'où tombaient des feuilles et semblait être dans un état d'agitation qu'il ne pouvait plus contrôler. Les pans de son pardessus ouvert battaient à ses côtés, comme deux ailes et l'imagination exaspérée de Geneviève fut frappée par la ressemblance qu'il offrait à ce moment avec un oiseau de nuit, oiseau blessé qui ne pouvait plus s'envoler et qui marchait en traînant la patte.

« Où allait-il ? » Geneviève haletante, le cœur en déroute, ne le quittait pas des yeux, et elle croyait qu'il voulait aller jusqu'au bout de l'avenue de Neuilly. Elle sentit que son esprit de nouveau se troublait. Son devoir eût été d'appeler son frère, de le reconduire chez lui. Mais elle avait peur des questions qu'il lui poserait, elle avait peur des yeux qu'elle lui avait vus au début de l'après-midi et qui lui rappelaient — elle découvrait cela dans un mouvement d'angoisse — tout à fait ceux de son père.

Vincent ne semblait rien voir. Il tenait une canne derrière son dos, et par moments, il la brandissait comme pour appuyer d'un geste de violence les pensées qui le tourmentaient.

« Il est hors du monde et du temps, se dit Geneviève. Qui est-il ? Que se passe-t-il ? Mon Dieu, qui sommes-nous ? Peut-être une pensée transmise. Oui... c'est cela... Nous sommes pris dans un invisible voile de pensées... »

La silhouette de Vincent s'estompait de plus en plus, et Geneviève éprouva une sorte de satisfaction lâche à la pensée que bientôt elle le perdrait de vue, qu'il ne lui donnerait plus le spectacle de cette dangereuse démence. Mais comme il arrivait devant la rue où se trouvait l'entrée de l'hôtel Carino, Vincent ne continua pas sa route, comme Geneviève l'avait espéré.

Il s'arrêta, se pencha, tourna la tête à droite, cherchant à voir ce qui se passait dans la rue.

« Mon Dieu ! il est venu attendre sa femme ! se dit Geneviève. Pourvu qu'elle ne lui mente pas ce soir, qu'elle ne lui dise pas qu'elle est partie très tard de chez Carino ! Ainsi, il se doutait ! Ainsi Mme Carino n'avait pas menti ! »

Elle se renversa au fond de la voiture, fit une courte prière : « Mon Dieu, empêchez qu'il ne la tue. J'ai vu dans ses yeux, tout à l'heure, qu'il était capable... »

Et soudain, elle eut envie de serrer ses enfants dans ses bras,

elle eut envie de poser ses lèvres sur des visages que le mensonge n'avaient pas encore envenimés.

Elle donna l'ordre à Nicolas de rentrer vite, et par le plus court.

II

Les domestiques de Thérèse Jobourg n'avaient pas reçu d'ordres nouveaux pour le dîner. Ils étaient partis vers six heures après avoir tout préparé. « On ne mangeait guère le soir, dans c'te sale bouète, quand il y avait personne. »

Ils voulaient aller passer la soirée et la nuit dans la maison qu'ils avaient achetée tout récemment à Asnières, sans le dire à Mme Jobourg. Ils étaient normands et pensaient qu'on les aurait accusés d'avoir fait sauter l'anse du panier pour faire cette acquisition, ce qui était vrai, mais pour une faible part, Thérèse surveillant de près son monde. « Ils allaient donc chez des amis. »

Dès qu'elle fut seule dans l'appartement, Léontine retrouva son bonheur. Mais c'était un bonheur qu'elle n'aurait pu définir et qui n'allait pas sans une étrange angoisse. Elle se demandait pourquoi son maître était parti si vite et comme à la poursuite de quelqu'un. Le jupon était repassé, le couvert mis, tout parfaitement en ordre. « Ah ! enfin du silence, de la tranquillité. Six heures et quart... Monsieur avait dit qu'il allait faire un tour, attendre Madame... Où ? Il ne l'avait pas dit... Comme cela, toute seule... je suis bien... Où est-elle, Madame ? »

Elle entra dans la chambre et, au même moment, elle se dit : « De toutes façons, elle a oublié son trousseau de clés... Il est là, dans ma poche... Elle oublie tout, depuis qu'elle est revenue de vacances. Elle sera obligée de sonner... J'aurai le temps... Si c'est monsieur qui entre, lui, il a les clés, ça ne fait rien... Il est bon avec moi... C'est un ami... Monsieur... qui était si joli, si délicat, si amusant avec toutes ses idées qui ne ressemblaient pas du tout aux images, aux choses, aux couleurs qu'on apercevait dans les paroles des autres personnes. Ce lit, c'était là que Monsieur dormait, à côté de Madame... si belle ! »

Elle ôta le couvre-pied de satin, s'étendit sur le lit, appuya sa joue sur l'un des oreillers, celui de droite. « Monsieur dort là... » Les bruits de la rue montaient, entraient dans la chambre

et Léontine entendit même dans un moment où la circulation s'était ralentie, la voix fuyante d'un vendeur de journaux.

Elle rêvait. Sa respiration était un peu oppressée et elle se demandait pourquoi elle éprouvait cette sensation à la fois délicieuse et angoissante. Elle alluma la lampe de chevet, plongea la main dans son corsage, en tira une image aux tendres couleurs qui représentait la Vierge aux sept épées convergeant vers le cœur et que lui avait donnée la Supérieure de son couvent. Elle porta l'image à ses lèvres, aspira profondément l'air mouillé, murmura les premières paroles : *Je vous salue Marie...*

Et ce fut juste à ce moment que la sonnette se fit entendre. Léontine fut saisie d'épouvante. Elle se leva d'un bond, remit tout en ordre avec une rapidité dont elle eût semblé tout à fait incapable une minute auparavant et se retrouva devant la porte d'entrée à l'instant où Thérèse allait sonner pour la seconde fois. Elle avait seulement oublié qu'elle tenait encore l'image pieuse entre ses lèvres. Elle l'avait mise là pour avoir les mains libres et faire son rapide rangement.

En apercevant sa maîtresse, Léontine fut prise d'un tremblement qui se communiqua à l'image.

— Qu'est-ce que tu as là ?

Thérèse cueillit l'image, la regarda, haussa les épaules et la roula en boule, ce qui produisit aussi sur le visage de Léontine une sorte de déchirement.

— Tu es donc incorrigible ! s'écria Thérèse. Je ne veux pas que tu aies de telles superstitions. Tu m'entends... Je ne veux pas. Ta vie sera ce que tu la feras par ton travail et par tes qualités. Il n'y a pas de Dieu, petite imbécile. Il n'y a que des corps et des cerveaux.

Puis, sans transition :

— Où est Monsieur ?

Léontine regardait fixement le visage de sa maîtresse et ne comprenait pas. Depuis trois semaines déjà, elle avait remarqué sur ce visage, le soir, un doux amollissement, une pâleur qui lui avaient semblé être le signe d'un merveilleux changement dans la vie de Mme Jobourg. Elle se sentait attirée par ce visage comme elle l'aurait pu l'être, la nuit, dans un bois, par une lumière lointaine encore, mais autour de laquelle on imagine du bonheur.

— Monsieur est parti.

Profitant de l'effet de surprise qu'elle venait de provoquer,

Léontine ramassa prestement la boulette. Elle suivit sa maîtresse. « Pourquoi ne parle-t-elle pas ? Comme elle va vite ! »

Thérèse, debout dans le bureau, regardait le sous-main de cuir, puis le gramophone posé sur un guéridon. Ce vide, cette absence de Vincent pesaient sur elle comme si l'air était devenu tout à coup irrespirable.

Elle se dit, et ce fut là pour elle un premier éclairement : « N'ai-je pas voulu épouser un Jobourg parce qu'Elisabeth Durban, aussi, en avait épousé un ? » Le feu de la colère se ralluma. Ainsi, Vincent n'était pas malade, ou du moins, pas très malade. Il lui avait joué une espèce de comédie au téléphone. « Eh bien ! qu'il aille où il voudra. Je me moque de lui et de ses lubies. »

Elle alla dans la chambre de son fils, et là, pour un moment, éprouva le bienfait d'un peu de détente. Michel, assis devant son pupitre, étudiait sa leçon, mais dès qu'il eut vu entrer sa mère, il ne sembla plus capable d'attacher son esprit au texte qu'elle lisait avec lui, qu'elle commentait avec une sorte de véhémence. Il s'agissait de la Révolution française et elle parlait avec une excitation presque maladive de Danton, de Robespierre et de Sieyès. C'était surtout ce dernier qu'elle semblait le plus admirer.

— Plus tard, tu verras, les nationalistes s'efforceront de te démontrer que la Révolution française n'a été qu'une sottise, une explosion de bestialité, une longue suite d'assassinats. Elle a été cela, en effet, mais elle a été aussi une admirable libération de l'homme. Son souvenir est en train d'ouvrir les yeux du peuple russe qui, un jour, s'apercevra de l'immense et honteuse duperie du tsarisme.

Elle trouvait dans cette occupation un divertissement à ses soucis, à ses angoisses, et elle ne remarquait pas la mystérieuse fixité du regard de son fils. Mais Léontine, qui s'était approchée pour écouter sa maîtresse, la remarquait fort bien et elle se demandait quelles pouvaient être les pensées de l'enfant silencieux. « Comme ses yeux brillent ! Pourquoi regarde-t-il ainsi Madame ? C'est comme s'il la surveillait au coin d'une rue ! »

Même le dimanche, Léontine ne sortait pas, et Thérèse bien souvent, lui en avait fait le reproche. Durant toutes ses années d'enfance, le jour dominical n'avait eu pour la fille que l'odeur de la cire chaude et de l'encens, il n'avait été que recueillement

et douce musique. Elle ne comprenait plus le sens de ce dimanche que Mme Jobourg lui proposait : marcher, le grand air, laisser vivre son corps. Au couvent, l'on avait dit à Léontine que son corps serait toujours son ennemi.

Ni Thérèse, ni Vincent ne soupçonnèrent jamais que la nature avait fait ce jour-là une première évolution en Léontine, Thérèse surtout, que la familiarité des relations quotidiennes, détournait d'une observation plus approfondie. Pour Thérèse et pour Vincent, Léontine était un être qu'ils ne pouvaient séparer, isoler un instant du décor de leur vie en commun. Ils ne lui croyaient aucun esprit. Elle n'en avait pas, d'ailleurs. Mais son âme détournée de la religion par Thérèse, croissait, poussait des ramifications dans une terre inconnue d'elle-même et dont ils allaient bientôt sentir la présence frémissante.

Cela commença le soir même et sitôt après qu'elle eût servi le dîner à Michel. On attendait Monsieur. Il était maintenant près de sept heures et Monsieur ne venait pas. Toute seule dans la cuisine, se regardant parfois dans une casserole de cuivre qui lui renvoyait l'image déformée de ses traits, Léontine vaquait d'une manière distraite aux préparatifs du dîner. Elle ne savait pas du tout ce qu'elle éprouvait. De la curiosité ? De l'angoisse ? Il lui semblait parfois qu'elle était tenue prisonnière, comme au couvent. Mais pourquoi éprouvait-elle cette sensation, justement, ce soir-là ? Elle regarda l'heure au réveil rouge posé sur une étagère, et elle comprit. Sept heures et demie ! Monsieur n'était toujours pas rentré ! Elle souffrait, parce que son ami étrange n'était pas rentré. Peut-être même était-il mort ?

En somme, ce fut là le véritable commencement du drame et en même temps le premier signe du diable auquel allait correspondre un signe de Dieu. Il semblait que les divers courants qui devaient emporter les trois fils et les deux filles de Maximilien Jobourg, eussent un moment d'arrêt avant de les saisir, et que cette enfant trouvée dont les uns ignoraient l'existence, dont les autres ne soupçonnait pas les humbles et merveilleuses pensées eût été choisie par Dieu pour les mener au bout de leur destin, pour les faire devenir ce qu'ils étaient vraiment.

La première manifestation de cette force fut la curiosité, mais non pas cette curiosité qui pousse au mal, à l'indiscrétion, aux ténèbres où va puiser la médisance, reine de la terre. C'était l'amour qui donnait cette légèreté silencieuse au corps de Léontine,

l'amour qu'elle ne connaissait que par les représentations fantasmagoriques dont son maître était l'acteur.

Mais il y avait en elle deux attirances contradictoires. L'une qui la portait sentimentalement vers le malade si seul, si malheureux, l'autre dont le foyer était le mystère de la vie de Thérèse, la personne physique, éblouissante et incompréhensible de Thérèse.

— Madame n'aime plus Monsieur !

Ainsi Léontine résumait-elle naïvement, enfantinement l'atmosphère nouvelle et irrespirable où elle vivait depuis un mois.

Elle voulait une explication. Elle voulait savoir. Ses sens, comme de fines racines, puisaient l'aliment dans cet espace où vivaient les deux seuls êtres qui eussent la possibilité de répondre par leurs gestes, par leurs paroles, par leurs regards à la terrible et lancinante question qu'elle se posait chaque jour : « Puisque Madame qui sait tout, dit qu'il n'y a pas de Dieu, alors, à quoi ça sert de vivre ? Toutes ces robes à coudre, et ce linge, et le ménage, et tout ! Huit heures moins le quart ! Madame est en train de pleurer. »

Elle frappa doucement à la porte de la chambre. Pas de réponse. Elle entra.

Elle avait dû frapper trop doucement pour que Thérèse pût l'entendre, car celle-ci qui se trouvait debout devant la cheminée, présentant à la caresse du feu la pointe de son pied nu, demeura immobile et ne leva même pas les yeux. Léontine, comme tout être vivant éprouvait un obscur désir de bonheur, et ce bonheur, elle l'avait éprouvé, petite fille, humblement, docilement dans la prière ! Mais depuis qu'elle était au service de Thérèse, elle avait perdu peu à peu l'habitude d'entrer en communication avec Dieu, avec ce qu'elle sentait être Dieu, par les simples et délicieuses paroles, toujours les mêmes, si mystérieusement délicieuses et pourtant toujours les mêmes. Les deux enthymènes qui résument l'élan de l'âme vers Dieu : *L'homme a l'idée de l'être parfait, donc cet être existe, et l'homme existe, donc il y a un être nécessaire*, Léontine était incapable de les concevoir et de les formuler. Mais elle se laissait guider par son instinct, et il lui semblait que, pour donner plus d'agrément à la vie, il fallait aimer un être qui fût parfait.

Cet être parfait, pour elle, c'était Thérèse. Ainsi, quand elle aperçut sa maîtresse, elle demeura saisie d'émerveillement.

Thérèse, en chemisette et en jupon, avait dénoué ses cheveux.

Une jolie femme, si par bonheur elle a de l'esprit, goûte plus particulièrement l'admiration des êtres naïfs. Il lui semble que c'est un chant par lequel la glorifie la nature. Thérèse, qui se trouvait à ce moment serrée dans l'angoisse, dans le regret, dans la rencune, dans la colère, sentit derrière elle cette présence, leva lentement les paupières et vit, dans la glace, deux yeux. Tout d'abord, elle ne reconnut pas les yeux de Léontine parce qu'ils étaient plus grands, épanouis dans le fluide même du bonheur et montraient l'âme à leur surface émaillée. Mais dès qu'elle les eut identifiés, elle ressentit un apaisement, elle eut soudain sur son avenir une vue plus nette. Elle sentit quels fils délicats et secrets pourraient lui attacher cette orpheline si elle réussissait à en faire « quelqu'un ».

Elle rejeta la tête en arrière, et, Léontine, durant quelques secondes, crut vraiment que cette femme qu'elle n'avait encore jamais vue les cheveux dénoués, était une nymphe. M. Jobourg lui avait expliqué, un soir du dernier hiver, ce qu'était une nymphe et maintenant, elle voyait, elle savait.

— Oh ! Madame..., je peux ?

Thérèse ignorait ce que la fille voulait faire, mais elle n'osait pas parler, elle n'osait pas bouger. Elle aurait voulu que ce moment d'admiration non déguisée durât, durât. Elle vit la main forte de Léontine s'avancer, et elle sentit à la pointe de ses longs cheveux un contact qui n'aurait peut-être pas été perceptible si elle n'avait pas vu la main et qui, tel quel, était aussi délicat et doux que celui d'une aile d'ange.

— Mes cheveux te plaisent ? demanda-t-elle.

— O... Oh ! Ou...i.

— Va me chercher une brosse. Là-bas, la grosse en ivoire, sur la commode.

Léontine alla chercher la brosse, mais comme elle revenait vers sa maîtresse, on sonna à la porte d'entrée.

— Mon... Mon... sieur ! dit-elle.

Et elle fit cette remarque : le visage de Mme Jobourg ne laissait voir aucune joie, même pas une simple expression de contentement.

— Va.

Thérèse, un instant, goûta le plaisir de faire faire à ce jeune être ignorant tout ce qu'elle voulait.

Ce n'était pas Vincent. C'était le courrier du soir. Thérèse eut un mouvement d'avidité qui surprit Léontine. « Blanche... Le Comité... Valentini... Comment ai-je pu croire que Frédéric...

Je lui ai défendu de m'écrire ici... Et d'ailleurs, je n'aurais pu recevoir de lui qu'un pneumatique. » Elle éprouva du dégoût à la pensée qu'il lui faudrait lire ces trois lettres.

— C'est merveilleux ! dit Léontine.

Thérèse n'entendit pas. Elle revoyait Valfort debout devant elle, secret, changé en ennemi. Léontine répéta le mot.

— Qu'est-ce qui est merveilleux, pauvre sotte ?

— Les lettres... Il n'y a que... vous, Madame, qui recevez ici des lettres.

Mais dans le même temps où elle achevait cette remarque destinée à magnifier plus encore la personne morale de sa maîtresse à laquelle tout le monde écrivait, sans doute parce qu'elle était beaucoup plus intelligente que son mari, Léontine sentit son visage devenir tout rouge. Elle se souvenait de la lettre du Canada que son maître avait lue au commencement de l'après-midi et elle se trouvait dans l'impossibilité de parler de cette lettre. « Oh ! Monsieur ne serait certainement pas content si j'en parlais ! » Ainsi, il y avait entre son maître et sa maîtresse un fleuve de silence et de secrets ! L'un, sur une rive opposée regardait l'autre. Est-ce que c'était cela le mal ? Est-ce que c'était cela le mensonge ? Elle voulait parler de la lettre du Canada et cela lui était impossible. On venait de lui poser un bâillon ! Qui ? M. Jobourg. Mais n'aurait-il pas dû tout dire à sa femme ?

Elle tenait la brosse d'ivoire au-dessus des cheveux ondés et bouffants.

— Madame ne sort donc pas... qu'elle veut que je la brosse ?

— Pour aller où ?

Léontine commença de brosser les cheveux qui paraissaient flamber près de l'âtre et Thérèse ouvrit une lettre au hasard. C'était celle que lui écrivait Blanche Peige, sa belle-sœur. Elle ne l'aimait pas, et d'ailleurs, à l'exception de Benoît Jobourg, frère de Geneviève, Thérèse n'aimait personne de cette famille, ni aucune famille en général, ni même peut-être la sienne pourtant si réduite. « Que me veut cette « dondon » ?

Elle ouvrit la lettre et dès les premières lignes, oublia ses soucis, Léontine et Valfort :

« Vraiment, ma chère Thérèse, cela ne peut plus durer. Je m'ennuie, moi qui ai tout ce qu'une femme peut souhaiter. Je m'ennuie parce que j'ai épousé une espèce de moine. Mais oui ! Un moine, voilà une nouveauté, allez-vous dire ? Au Havre, à

Dunkerque, à Rouen, l'attitude de mon mari ne vous a sans doute jamais paru celle d'un dévôt, encore qu'il ne manquait jamais la messe le dimanche. Eh bien ! depuis que nous avons été nommés à Rouen, figurez-vous que nous vivons comme des religieux dans notre maison de la rue de la Cage. Nous ne sortons jamais, nous n'allons jamais au théâtre parce que c'est un lieu de perdition et les personnes que nous recevons ici... Ah ! Ma chère Thérèse, si vous voyiez cela, vous qui savez si bien, d'un trait, peindre quelqu'un ! De lugubres messieurs qui ne parlent que d'argent et des dames habillées de noir presque toujours et qui ne parlent que de l'église, du bon Dieu et de la loi de Séparation.

« Eh bien ! moi, je ne veux pas vieillir dans cette atmosphère ! Je veux m'en aller d'ici, car, après tout, c'est peut-être la ville aux cent clochers qui exerce sur Georges son influence débilitante. J'aime beaucoup Georges, vous le savez. Georges est un travailleur comme je n'en ai jamais vu. Mais il n'y a pas que la banque et la cathédrale. J'existe aussi, moi. Eh bien ! je vous le dis en confidence et parce que je sais me faire comprendre d'une femme aussi fine et intelligente que vous : il y a des moments où j'ai la sensation de ne plus compter du tout pour Georges. Que se passe-t-il ? Que dois-je croire ? Est-ce l'âge ? Mais Georges n'a que quarante-quatre ans et il est magnifique d'allure. Il a une santé d'homme des bois. Il fait tranquillement, régulièrement, sûrement fortune. C'est, ici, un des personnages les plus en vue. Dans les milieux de banque et de drapiers, on admire son assiduité à l'église et ses incroyables facultés de travail. Il aurait tout pour être heureux. Et savez-vous, chère Thérèse : il est malheureux. Je ne sais pas pourquoi il est malheureux. Il ne veut rien me dire, et même si je lui pose une question discrète à ce propos, il ne paraît pas me comprendre. Il y a aussi quelque chose que je voudrais vous dire, à vous seule... Je n'ose pas. Mais il faut quand même que je vous le dise, car vous pourrez peut-être me donner une explication.

« C'était hier soir. Georges m'avait dit qu'il travaillerait longtemps après le dîner. Je me suis donc couchée et j'ai commencé de lire le nouveau roman d'Octave Mirbeau qui me plaît beaucoup. Mais il y a des choses, là-dedans, des choses !... Où les écrivains vont-ils chercher leurs idées ? Enfin, je me suis endormie, et... comment vous dire ? cette lecture avait dû me donner un certain trouble d'esprit. J'ai eu de mauvais rêves, et si je croyais aux rêves

comme y croyait Elisabeth ! A propos, savez-vous qu'elle doit épouser bientôt le comte de Kernoan, lieutenant de vaisseau futur amiral, que dites-vous de cela ? Mais il ne faut pas raconter les rêves. Il n'y a rien de plus ennuyeux. Me voilà donc éveillée A côté de moi, personne ! J'allume, je regarde l'heure. Deux heures du matin ! On n'a pas idée de travailler jusqu'à deux heures du matin quand on est le directeur d'une banque et qu'on a de bons collaborateurs pour faire le travail. »

Ici, Thérèse posa la lettre sur ses genoux et se laissa entraîner par une rêverie. Connaissait-elle vraiment Blanche ? N'avait-elle pas tort de la mépriser ? Ainsi, elle cédait à l'influence dangereuse du compliment et prenait une vue nouvelle du caractère de sa belle-sœur. Blanche n'était plus une gourmande, une grosse personne toute repliée sur les commodités de sa vie. Elle devenait tout à coup quelqu'un. Et aussi Léontine devenait quelqu'un, Léontine qui se déplaçait doucement en manœuvrant la brosse avec une satisfaction qui n'échappait pas à Thérèse. Mais la fille, si elle éprouvait du plaisir à faire jaillir la lumière des beaux et odorants cheveux roux, n'en lisait pas moins la lettre par-dessus l'épaule de sa maîtresse, et lorsqu'elle était arrivée au passage *Il y a aussi quelque chose que je voudrais vous dire, à vous seule... Je n'ose pas*, elle avait senti un frisson lui passer dans tout le corps.

« Je me lève, continuait Blanche. Je traverse le couloir sans faire le moindre bruit, et, c'est là que je vous pose encore une question, à vous, Thérèse, qui comprenez tout. Pourquoi n'ai-je pas voulu faire de bruit ? Avais-je donc l'intention de surprendre Georges ? Et si je voulais le surprendre, est-ce parce que je le soupçonne de mener une autre vie, une vie qui m'est étrangère ? Ah ! mais non, je ne veux pas ! Je suis sa femme. Il doit tout me dire. Eh bien ! allez m'expliquer cela ? J'ouvre doucement la porte du bureau et je vois, tout au fond, qui regardait la nuit par la fenêtre ouverte — au risque de prendre mal — Georges ! Il paraissait plus grand encore. Au bout d'un moment, je compris que ce n'était pas du tout la nuit que regardait Georges, mais quelqu'un qui devait se trouver du côté de l'habitation des domestiques. Il se penchait, il se penchait ! Et puis, tout à coup, il a refermé violemment la fenêtre. Aussi, je ne compris pas. S'il surveillait le valet qui court après la nouvelle femme de chambre, il n'aurait pas dû faire ce bruit. Une tentation ! Georges avait voulu échapper à une tentation. On ne m'ôtera pas cela de l'idée.

C'est tout de même étrange, Thérèse ! Un homme auquel on ne peut rien reprocher, même son assiduité aux pratiques de la religion, car je vous assure qu'il est très sincère. Ainsi, voilà ce qu'il a fait après avoir refermé la fenêtre. Il ne me voyait pas. Il a ouvert le tiroir de son bureau, et tout d'abord, j'ai cru qu'il en sortait une arme. Eh bien ! c'était un crucifix, celui que lui a donné maman ! Il le serrait ! Il le serrait ! Je voyais ses belles et fortes mains le serrer comme s'il avait voulu le broyer. J'ai dû pousser un léger cri. Il s'est retourné. Alors, j'ai vu ses yeux pleins de larmes.

« Eh bien ! moi, j'en ai assez de tout cela ! J'en viendrais presque à donner raison au gouvernement de M. Combes pour lequel Georges éprouve tant de haine. Je suis là ! Je sens ! Je veux vivre ! Et mes deux amours de fille aussi qui viennent d'avoir douze et onze ans. Que dois-je faire, Thérèse ? Dites-le moi, vous qui n'avez jamais laissé entrer Dieu dans votre maison ? »

Léontine ne lisait plus la lettre. Elle regardait les cheveux longs, si longs, si fins et qui, passant par-dessus les épaules un peu larges mais rondes, allaient retomber jusque sur le tapis. Elle aurait voulu les prendre à pleins bras, comme l'on prend une gerbe, et parfois, elle se penchait pour en respirer la délicate et sylvestre odeur. « Ce n'est pas comme les miens qui sont tout noirs et tout raides ! »

— Martine..., Martine..., dit à mi-voix Thérèse qui venait d'interrompre sa lecture.

Léontine se pencha plus encore, jusqu'à sentir sur sa joue la caresse des cheveux :

— Pour... Pourquoi, Madame dit-elle Martine ?

— Tu ne l'as pas connue. C'était une ravissante petite fille que j'avais.

— Et... où... est-elle ?

— Morte !

Thérèse, tout à coup, s'était dressée dans un mouvement de haine et de colère. La phrase naïve et complaisante de Blanche à propos de ses deux *amours de fille* avait rouvert la blessure.

— Comment ça..., morte, Madame ?

Léontine regardait les feuilles de papier bleu azur qui tremblait entre les mains de sa maîtresse et elle était surprise qu'une simple lettre pût faire changer à ce point l'expression du visage. Mais ce n'était pas seulement ce qu'elle venait de lire qui bouleversait

Thérèse tout à coup, c'était aussi ce qu'elle revoyait avec les yeux de l'esprit. Et maintenant, elle comprenait, elle sentait qui était Georges, son beau-frère ! Comment ne s'était-elle pas souvenue, le jour même de l'accident ? C'était bien avant qu'elle n'eût songé à quitter le Havre. Horreur des êtres ! Horreur du prochain que la religion voulait que l'on aimât ! Et pourtant Georges lui-même qui avait toujours été son ami, son allié contre la famille, n'avait certainement pas prévu une telle conséquence.

Ils étaient allés tous, un dimanche de juillet, au bois de Gérardville... « Un déjeuner sur l'herbe... Le cheval... Un joli cheval pommelé... Nous avions pris notre break... »

— L'imbécile ! s'écria Thérèse qui ne semblait plus pouvoir se contenir. Un imbécile orgueilleux et c'est pour cela que Martine est morte.

Elle baissa le ton. Ses yeux devinrent plus brillants encore et cette lumineuse toison, de chaque côté de sa tête, semblait tout animée par le vent.

— Mais je comprends tout ! Oui..., je viens de tout comprendre Ah ! c'est étrange... Le jour de l'accident, je ne me suis pas souvenue. C'est maintenant, maintenant... à cause de cette lettre... Et c'est vrai que j'ai toujours aimé les chevaux. Pourquoi ai-je parlé de chevaux, ce jour-là ? Pourquoi ? Pourquoi ? « Moi, j'aurais aimé conduire un cheval de course ! » Vincent avait dit cela, ce niais, ce maladroit. Comme s'il était capable de monter à cheval !

Elle eut un mauvais rire :

— ... Cet infirme !

Et c'est à ce moment que Georges Peige avait parlé. Il était assis sur l'herbe, à la plus mauvaise place, là où, dans un écartement des branches, perçait un soleil aveuglant. Mais on eût dit qu'il éprouvait une ironique satisfaction à ne jamais prendre une bonne place lorsqu'il se trouvait en famille. « Que suis-je à côté de vous tous, moi fils de paysans de l'Allier ? » Il était assis en tailleur, sa profuse barbe blonde illuminée par le soleil. Et Thérèse se souvenait. Elle le revoyait, elle revoyait les yeux clignotants qui laissaient filtrer parfois une lueur si étrange. Avec quelle inflexion de gentillesse et même, de pitié, il avait dit à Vincent :

— Un cheval de course... Oh ! non, vous ne pourriez pas... Cela doit pouvoir se conduire avec un fil et rien que par une pression des genoux.

Pour la première fois, Vincent qui haïssait son beau-frère

était demeuré sans réplique. Mais l'humiliation avait eu un éclat durable dans ses yeux. Après le déjeuner, il avait pris sa fille dans ses bras, et, lui donnant des baisers sur ses joues de transparente porcelaine, brillantes comme celles d'une poupée, il lui avait demandé si elle aimerait venir se promener avec lui.

Thérèse était absolument sans méfiance. Et pourtant, c'était ce jour-là que tout avait commencé, c'était ce jour-là que Vincent lui était apparu le plus redoutable des lunatiques. Mais elle ne s'était pas méfiée. Elle avait regardé Martine lui sourire par-dessus l'épaule de son père et s'enfoncer dans l'ombre du bois. Elle avait vu s'éteindre peu à peu les petites mains blanches.

— Madame ! Voilà Monsieur !

Tirée de sa rêverie douloureuse, Thérèse regarda Léontine et fut décontenancée de voir sur le visage qui tout à coup n'était plus laid cette expression de bonheur. Léontine semblait délivrée.

— Comment le sais-tu ?

— J'ai entendu les clés.

— Mon peignoir, là, sur le fauteuil. Vite !

Ce fut pour Léontine une nouvelle surprise. Elle ne comprenait pas pourquoi sa maîtresse couvrait ses épaules au moment où Monsieur arrivait.

— Prends mes affaires. Range-les dans la penderie. Va-t-en !

Les mains dans les poches de son peignoir de laine rouge, ayant lié rapidement ses cheveux d'un ruban blanc, Thérèse tournait le dos à la porte. Mais elle attendait, elle guettait, la rage au cœur. Elle savait comment elle pourrait, ce soir-là, se débarrasser du fou.

III

Il entra, doucement, et l'on aurait pu dire honteusement. Elle fit volte-face et lui cria :

— Souviens-toi de notre fille Martine ! C'est toi qui as tué Martine !

Et ce fut vraiment ce soir-là, son installation définitive dans l'ordre infernal. Elle avait aimé avec une passion jalouse et possessive sa petite fille et en évoquait le nom, le doux visage, les grands yeux couleur d'agate. Elle montrait à Vincent stupéfait ses yeux à elle noyés de larmes, et pourtant, ce n'était pas Martine, ce n'était pas le souvenir de la petite morte qui lui donnait cette

apparence du chagrin et du désespoir, c'était le souvenir de la scène, de la « première scène », que lui avait faite Frédéric Valfort. Cela, c'était le secret, le mouvement profond de l'âme dont elle niait l'existence. Mais ses paroles, ses gestes, c'était l'extérieur d'elle-même, l'agitation de la surface. Elle voulait attaquer, la première. Elle savait qu'en de pareilles circonstances, il faut toujours attaquer la première.

C'était la nuit, maintenant. Depuis qu'elle était la maîtresse de Frédéric Valfort, la nuit ressemblait à cette marée haute de sa jeunesse qui se peuplait de voiles, de trois-mâts, de cargos, de transatlantiques dans le mystérieux déroulement des brumes. Ainsi, la nuit emportait-elle tous les souvenirs de sa journée, ainsi emportait-elle Valfort qu'elle ne voyait plus, qu'elle ne pouvait plus appeler, qui devenait un autre homme avec peut-être des goûts et des habitudes qu'elle ne connaissait pas. Et, c'était étrange, la nuit qui la séparait de Valfort, rapprochait d'elle le lunatique. Et il le savait ! Thérèse sentait qu'il le savait.

Il était trempé. L'eau dégouttait du chapeau melon qu'il ne pensait même pas à retirer ; elle brillait par endroits sur le long pardessus ouvert et elle avait complètement froissé le bas du pantalon tout maculé de boue. Quant aux souliers, on eût dit que celui qui les portait venait de traverser un marécage.

Tremblante et pâle, plus encore sous l'effet de la haine que sous celui de la colère, Thérèse regardait fixement cette loque, ce malade, cet incapable, elle regardait ce misérable avenir. Elle ne laissa pas à son mari le temps de se reprendre. Elle lui rappela ce qu'il avait fait ce jour-là, au bois de Gérardville. Il avait pris le break avec Martine. Il était descendu à fond de train et la voiture, au bas de la côte, s'était renversée. Martine tuée net.

— Et toi, tu n'as rien eu ! On ose encore prononcer le mot de *Justice !* Tu n'as rien eu ! Et tu m'as rapporté notre fille !... Ah ! je te hais ! Je te hais !

— Thérèse ! Ma chérie !

Il s'élança vers elle, illuminé de joie, et elle demeura sans paroles. Avait-il définitivement perdu la raison ? Elle venait de lui dire qu'elle le haïssait, et il paraissait fou de bonheur, lui qui pouvait rester tout un jour, muet, hostile, ruminant sa rage si elle avait dit seulement : « Laisse-moi tranquille. Tu m'agaces ! »

— Thérèse, ma chérie ! Je comprends tout ! C'est parce que

tu penses depuis ce matin à notre pauvre Martine que tu m'as dit ces paroles méchantes après le déjeuner ! C'est pour cela que tu es partie si brusquement ! Dis-moi ! Dis-moi, c'est pour cela ?

Elle fut frappée de voir soudain, comme sous la mouvante illumination d'une torche, la beauté tragique elle-même. C'est que l'âme en lui était plus vigoureuse que l'intelligence, et dans ce moment d'espoir, de rassurante clarté, elle le soulevait pour ainsi dire au-dessus de ses pensées.

Il avait jeté loin son pardessus et son chapeau et maintenant, il était tout près d'elle, amoureux, bouleversé, ivre de joie, insupportable, dans un costume neuf qu'elle ne lui connaissait pas, qui lui allait fort bien d'ailleurs. Elle était surprise de lui voir pour la première fois cette élégance un peu excentrique. Elle ne savait donc pas tout de lui ? Il avait pu, sans le lui dire, se commander un costume chez Lavallette !

Elle le regardait soudain avec des yeux nouveaux. Il lui avait dit au téléphone qu'il ne sortirait pas, et il était là, dans la surprenante apparence d'un homme qui venait de faire une longue course sous la pluie et qui n'avait pas l'air bien malade. Mais c'était surtout cette expression de joie dans les beaux yeux comblés de lumière, où le reflet des flammes livrait un combat qui, dans l'esprit fatigué de Thérèse, provoquait une sorte de déroute.

Elle fut avertie. Elle huma le souffle du danger comme elle avait tant de fois humé l'odeur du vent au cours de sa jeunesse. Elle avait eu tort de le croire si naïf. Il se doutait peut-être ? Et même s'il ne pouvait pas se douter, associer ensemble des idées et le souvenir de certains faits ; il avait peut-être un pressentiment ?

— Oui, répondit-elle. C'est à cause de Martine. J'ai rêvé d'elle, cette nuit, et je me suis levée avec de la haine au cœur pour toi.

Elle lui aurait dit : « Je t'adore ! Je suis folle de toi ! Tu es nommé administrateur de la Société et nous héritons dix millions ! » il n'aurait pas laissé voir plus de fièvre enivrante.

Il était ainsi. L'aveu de certains sentiments hostiles mais forts et qui ne pouvaient lui faire soupçonner d'indifférence l'être qui les manifestait lui donnait de sombres délices.

Il se laissa tomber à genoux aux pieds de Thérèse. Il lui prit le bras, il appuya ses lèvres sur la peau douce, étoilée de son,

odorante. Elle sentit sur cette chair que n'avait pas embrassé Valfort ce jour-là, l'humidité des larmes du « boulet ».

— Que faut-il faire pour que tu oublies ? Que faut-il faire pour que tu me pardonnes ? Thérèse ! Thérèse ! Ah ! je me tuerai devant toi si cela peut te faire sentir combien je regrette, combien je suis malheureux de ce que j'ai fait.

« Je ne veux pas de la pitié ! songeait Thérèse. Je ne veux pas de la charité ! Je suis perdue, je perds Frédéric si je cède à la pitié ! »

Et elle reprit des forces. Elle se sentait protégée, sauvée par son mensonge, et, vraiment, c'était extraordinaire ce qui venait de se passer. Parce qu'elle avait reçu une lettre de Blanche, elle avait pensé à Georges, elle avait revu Georges dans le bois de Gérardville au moment où il avait dit qu'il ne croyait pas Vincent capable de monter un cheval de course. Parce qu'elle avait pensé à Georges, elle s'était souvenue de l'accident, avait jeté, comme une arme, le nom de Martine. Et l'adversaire, celui qui aurait pu devenir dangereux, qui pourrait encore le devenir — il ne faudrait jamais l'oublier — était à ses pieds, inoffensif !

IV

Geneviève sentait bien que Thérèse avait pris place dans l'ordre du mal au plus délicat moment d'éclosion d'un amour secret. « Moi-même, dans quel ordre suis-je donc, ainsi malheureuse et pourtant chrétienne, dévouée, sans reproche ? »

Toute la vie de Geneviève n'avait reçu que du bien son aimantation, et elle était punie ! « Thérèse adultère, Thérèse qui mord à pleines dents au fruit défendu, n'est pas punie, et non seulement elle n'est pas punie, mais elle nage en plein bonheur, elle donne libre cours à ses désirs, elle ment, elle aveugle son mari, et, pour comble, l'amour en fait une beauté ! Elle brûle de tous les feux de sa jeunesse, et moi, je suis punie ! »

Geneviève croyait mériter Dieu. Son destin après la mort, ne lui inspirait aucune crainte. Elle avait eu aussi l'amour, par Gilbert. Elle avait encore l'amour dans les transes de la jalousie et dans l'irritation de l'orgueil. Mais quel était donc ce sentiment nouveau qu'elle éprouvait et qui venait de loin, d'elle ne savait quelle âme de son âme ?

C'était un soir, vers six heures et il pleuvait. Gilbert n'était

pas rentré à la fin de la semaine comme il l'avait laissé prévoir. Geneviève avait reçu de lui, la veille, une lettre assez brève mais qui témoignait des sentiments les plus tendres : « Ah ! que vous me manquez dans ces circonstances délicates... Je me sens un peu perdu sans vous... Mes soirées sont bien tristes..., etc... » Geneviève avait senti tout à coup qu'elle le prenait en haine.

Ce fut pour elle une terrible découverte. Elle se croyait un cœur pur, ouvert à tout ce qui peut élever, fortifier, ennoblir, et il lui prenait envie de crier, d'insulter, de frapper. Une sève trop forte montait des profondeurs inconnues de son être. Elle se sentait devenir une nouvelle femme parce que Gilbert prolongeait son séjour à Lisieux.

Elle était seule. Thérèse avait invité à un goûter d'enfants Abel et Christine, son fils et sa fille, que la gouvernante avait reçu l'ordre d'aller chercher à sept heures. Et quelle ruse encore montrait là Thérèse que l'amour secret ne détournait pas de ses sentiments de famille ! Geneviève était seule, assise près de la cheminée dans une chauffeuse, le menton appuyé sur l'index et le médius. En vain, elle s'était obligée à lire une page de *l'Introduction à la vie dévote*, en vain elle s'était courbée sur son prie-Dieu, en vain elle s'était efforcée d'échapper à la vision de cette femme inconnue et de Gilbert : « Le rire des complices, les mains qui se nouent, les vêtements qui tombent ! »

Au bout d'un moment, elle renversa la tête et la lumière du lustre à pendeloques les baignant tout entier, ses grands yeux parurent la proie des flammes.

Elle resta ainsi quelques minutes immobile et vivante seulement par l'agitation angoissée de la poitrine : « Le temps m'emporte... Gilbert n'est plus à côté de moi dans le flot du temps ! »

Elle releva la tête. Son regard se fixa sur un petit cadre d'ébène qui se trouvait placé à gauche de la cheminée, et ce fut alors comme un arrêt du temps. Elle se leva, prit le cadre et l'appuya sur son sein.

La jalousie, la peur d'elle-même et du passé agitaient en Geneviève ce sentiment qu'elle eût sans cela peut-être toujours laissé en repos : le pitoyable regret d'un mort.

Serrant toujours le cadre sur sa poitrine, elle alla reprendre place dans la chauffeuse.

On n'entendait que le bruit de la pluie sur le toit, ce bruit pareil à celui d'innombrables oiseaux, et il semblait à Geneviève que les souvenirs lui marchaient sur l'âme avec un bruit de pattes.

Elle fondit, un instant elle fondit dans le chagrin, et son cœur noué trouva dans une autre sorte d'amour un nouvel et douloureux épanouissement. Deux grosses larmes coulèrent sur ses joues chaudes, amenèrent à ses lèvres un goût de sel, le goût même de la douleur. Elle regarda de nouveau cette photographie de son père.

Les parents morts sont toujours délicieux. Depuis l'année 1893 il était rarement arrivé à Geneviève d'évoquer le souvenir de celui qu'elle avait aimé, non pas comme elle l'aurait voulu, avec fougue, avec admiration, avec reconnaissance, mais comme on aime les vivants, avec toutes sortes d'agacements, de furtives chaleurs combattues par l'intérêt, des rancunes et des piques de vanité. Du moins, c'était ainsi que Geneviève avait aimé Maximilien Jobourg, et soudain, quelle sorte de mystère était-ce là? Cette douce pluie du regret rendait fertile un souvenir qui n'avait pu jamais multiplier ses ramifications dans l'âme de la fille heureuse, dans l'âme aride, aride parce qu'elle délaissait le mort.

Ce fut pour Geneviève humiliée et malheureuse enfin, l'éblouissement d'un flambeau à travers les larmes. Elle regarda la photographie. Elle regarda ce jeune homme si svelte dans sa redingote et qui penchait un peu la tête sur sa cravate à deux tours. Quelle finesse de traits ! Quels brillants désirs dans le regard où l'intelligence, on le devinait, s'opposait à la contradiction de la paresse et de la facilité. Ce n'était pas là encore le père de Geneviève. C'était le Maximilien Jobourg d'avant le mariage avec Marie-Jeanne Portalègre, un Maximilien confiant en l'avenir, amoureux peut-être à ce moment, un Maximilien d'avant la famille. « Ah ! père chéri, l'amour se voit dans tes yeux ! Mais qu'est-ce que l'amour ? Le sais-tu ? Est-ce un mot inventé ? Un jour de colère, tu nous a dit : « Quelqu'un de vous tuera ! » Est-ce Vincent ? Est-ce moi ? Je voudrais appuyer ma tête sur ton épaule et te demander conseil ! Ma mère ne sait pas ce que c'est que l'amour. Mais toi, sûrement, tu le savais. Avec ces yeux ! »

Elle pleurait, elle pleurait avec une joie qui la soulevait. Aimer, n'est-ce pas surtout se confier ? Parce qu'elle sentait qu'à lui seul, elle aurait pu se confier, Geneviève retrouvait pour son père mort un amour qu'elle ne lui avait pas donné lorsqu'il était vivant.

Mme Saint-Rémon durant toute la première quinzaine de novembre aurait pu, extérieurement, donner l'idée de son équilibre et de sa dignité. Elle fit dire à Notre-Dame d'Auteuil une messe

en mémoire de son père et n'y assista que dans la seule compagnie de son fils et de sa fille. Vincent, prié par elle d'assister à cette messe, avait répondu qu'il n'avait ni le loisir ni le goût d'assister à ces cérémonies. Il affirmait aussi que c'était là les propres sentiments de sa femme et que d'ailleurs il ne pouvait balancer à se ranger du côté de Thérèse :

— Elle se moquerait de moi ! Je lui fournis assez d'occasions !

L'influence de Thérèse sur Vincent bouleversa Geneviève, cette influence infernale qui se riait de tous les complots, qui triomphait de toutes les menaces. Car Geneviève avait vu ! Elle avait vu Vincent attendre ou plutôt guetter sa femme sur l'avenue de Neuilly. Mais Thérèse avait su le persuader. Thérèse, dans le mal, avait un pouvoir que n'avait pas Geneviève, et ainsi, apparaissait la faiblesse de ceux qui sont trompés. Mais était-il bien sûr que Thérèse serait la plus forte ? La force, en ce monde qui se voit, trouve toujours une force supérieure. « Seule, dans le monde que les yeux ne voient pas, règne une force qui ne cède qu'à l'amour. » Geneviève pria beaucoup pour Vincent.

Un soir, elle se sentit mal à l'aise et ne voulut pas sortir.

Elle ne croyait pas que cette affaire d'*Omnium Crédit* dont Gilbert lui parlait dans sa dernière lettre était la véritable cause de l'éloignement prolongé. Elle avait accordé l'après-midi à la femme de chambre, et cette mesure libérale lui avait donné l'impression vague, imitative, qu'elle aussi pouvait *aller de l'avant*. Mais le valet de chambre et la cuisinière avaient reçu l'ordre de ne pas s'absenter, ne fut-ce que pour quelques minutes. Geneviève ne pouvait se sentir seule, dans cette grande maison enveloppée d'ombre et de bruissements.

Or, vers cinq heures, le valet qui était le mari de la cuisinière et auquel Marinette, la femme de chambre, avait donné rendez-vous dans un petit café d'Auteuil, vint tout bouleversé, dire qu'il lui fallait absolument passer à la gendarmerie. « On se préparait. » Un épicier avait demandé au valet quelle était exactement sa situation militaire. « Je suis réformé », avait répondu le domestique de Geneviève qui reflétant peut-être le manque de chaleur patriotique de Saint-Rémon, avait l'armée en horreur. Un bon prétexte : « On ne parlait plus que de Guillaume et de l'Allemagne qui venaient de jeter le masque. » En réalité il comptait bien passer à la gendarmerie, car il ne savait pas du tout ce qu'il devait faire en cas de mobilisation. Mais cela ne lui prendrait pas beaucoup de

temps. Il pourrait aller rejoindre Marinette et dirait à sa femme qu'on l'avait fait attendre pendant des heures à la gendarmerie.

En entendant parler de ce « devoir de citoyen », Geneviève ne put refuser de laisser partir le valet. C'était le seul homme de la maison. Le jardinier ne venait que trois fois par semaine et ce jour-là n'était pas son jour.

Geneviève se trouvait alors dans le salon. Dès que le valet fut parti, elle alla se « réfugier » dans sa chambre. On entendait le vent d'ouest bondir sur le toit et fouailler les branches.

Que faire ? Lire ? Travailler ? Les enfants n'étaient pas encore revenus de l'école. Impossible. Elle avait peur. Pour la première fois, depuis le départ de Gilbert, elle avait peur. Il lui avait toujours semblé que, même de loin, Gilbert la protégeait ! Et, tout à coup, cette sensation de vide !

Elle eut un moment de lâcheté, pensa à la cuisinière. Mais si Geneviève allait la retrouver, celle-ci, qui ne pouvait d'ailleurs souffrir qu'on entrât dans sa cuisine, dirait à la femme de chambre et au valet que « Madame avait eu peur ». Donner un tour de clé à la serrure ? C'était la meilleure solution. Mais Geneviève, si elle se sentait gagnée par une angoisse née du sentiment de sa faiblesse physique, de sa faiblesse de femme, détestait cette angoisse et voulait se dompter, *comme une Thérèse qui n'avait peur de rien.* « J'écrirai ! Je vais mettre à jour mon courrier. Je vais écrire à Didier pour lui exprimer mon indignation de sa conduite envers son fils. Et je vais écrire aussi à Blanche pour l'inviter à venir passer huit jours ici. Elle est la gaieté même. Son rire me fera du bien. »

Elle commença par la lettre à Blanche qui ne devait pas être longue. Mais elle arrêtait maintes fois sa plume, écoutait le vent, se retournait sans cesse, redoutait qu'un homme chaussé d'espadrilles, comme son frère Benoît au temps de sa jeunesse, ne s'approchât sans bruit pour l'étrangler. « Pourquoi n'avons-nous pas aussi la force physique, nous les femmes ? Quelle humiliation ! De toutes les manières, je suis subordonnée à l'homme et cet homme, c'est Gilbert, c'est ce noceur, c'est ce traître ! »

Elle ne voulait pas penser à Gilbert, car, aussitôt, montait en elle cette force inconnue. Mais comme il lui fallait un timbre, elle ouvrit un des tiroirs de son bonheur-du-jour, y glissa la main et sentit la résistance d'un étui. Elle se souvenait : les timbres se trouvaient dans un des tiroirs de droite. Elle allait refermer

le tiroir où se trouvait l'étui, lorsque le souvenir de cette sensation de rigidité rencontrée par ses doigts accrut dans ses yeux une lumière qui ne lui appartenait plus vraiment, qui n'était plus celle de ses yeux de Geneviève, qui la haussait hors d'elle-même et qui semblait lui venir d'un autre monde, en tout cas, d'un lointain passé.

Elle ouvrit l'étui et reconnut le petit revolver nickelé que lui avait acheté son mari un an plus tôt : « On ne sait jamais... Ce quartier n'est pas sûr encore... Et si j'étais en voyage, comme cela doit m'arriver souvent..., les domestiques sont loin. » Elle entendait Gilbert prononcer la phrase préparatoire et perfide : « *Si j'étais en voyage comme cela doit m'arriver souvent.* » Il avait tout prévu, même la sécurité de Geneviève quand il serait loin, quand il rejoindrait cette femme. Sa main se crispa sur l'arme-bijou.

Elle éprouva dans le premier moment une impression douce et intime, semblable à celle que lui donnait le contact de son collier de perles et de ses diamants.

Et c'était aussi dans son âme fertilisée par le souvenir de son père une exaltation étrange, une sorte d'érosion des pensées et du désir qui l'avaient d'ailleurs portée, jeune fille, à des extrémités qu'elle s'était complu à blâmer quand elle était devenue heureuse, riche, indulgente, vraiment chrétienne. L'abbé Déogat lui eut-il fait observer que cette grâce de Dieu dont elle était si sûre était comme le grain tombé dans les épines, de la parabole selon saint Luc, les épines de sa richesse, de ses plaisirs, de ses passions cachées, Geneviève eût écarquillé les yeux : « Comment..., comment... les épines ? » Est-ce que sa vie n'était pas droite ? Elle ne pouvait pas prendre tout son argent et le donner aux pauvres parce qu'elle croyait en Dieu ! Saint François de Sales lui-même le dit : « Tout le monde ne peut pas avoir la même dévotion. » Dieu avait voulu qu'elle fût riche. Elle devait obéir.

Elle soupesa le revolver à crosse de nacre. Elle comprit que les sentiments de religion ne sont pas toujours sûrs et qu'ils peuvent s'évaporer de nous dans une chaleur subite du sang. « Mais quel est mon sang ? se demandait-elle. Un sang Jobourg ? Le sang de mon père ? Mon père abandonné dans la mort et qui crie vers moi, du fond de l'abîme. »

Elle n'avait pas vu son père mort. Il avait disparu, tombé à l'eau, emporté par les courants, mais elle imaginait ce corps balancé dans les mystérieuses lueurs abyssales. Elle eut un léger cri,

là, toute seule, un cri involontaire, comme si on l'avait touché au point le plus sensible. Elle voyait la surface de l'eau noire, elle voyait le corps emporté. Elle voyait les beaux yeux verts et qui s'éteignaient peu à peu. Elle ne les voyait plus. Ils s'étaient dissous dans la nuit liquide... Mais non ! Elle les revoyait. Ils étaient là, de nouveau, tout luisants d'une terrible lumière. Ils étaient encore plus larges et plus beaux. C'étaient les yeux de Vincent, les yeux attisés par la bourrasque, avenue de Neuilly, les yeux de l'homme capable de tout ! Car le père de Geneviève, aussi, avait été capable de tout. Elle avait toujours douté de l'accident. Il lui semblait que cette mort de Maximilien Jobourg avait été voulue. Et si le père avait été capable de se donner la mort, Vincent, jeté dans le tourbillon du doute et de l'orgueil irrité n'était-il pas capable... Il avait aussi le sang Jobourg, et pas seulement le sang Jobourg, mais aussi le sang du grand-père Portalègre « dont maman n'a jamais voulu me parler, pourquoi ? » *Le sang est l'âme même.* Il y a donc une part de nous-même qui nous est inconnue.

Comme, dans la main de Geneviève, cette arme était lourde !

On toqua à la porte. Un coup de bec d'oiseau, et Geneviève parut s'éveiller d'un songe. Elle cacha l'arme.

— Entrez !

Christine s'élança.

— Maman ! Maman ! Qu'avez-vous ?

Elle avait tout de suite aperçu la pâleur de ce visage admiré et sur lequel toujours elle se guidait comme sur un phare, dans les premières navigations de son esprit.

— Je rentrais de l'école... Je suis allée dans le salon... Il était vide..., je veux dire... vous n'y étiez pas, vous n'étiez pas assise près du feu comme d'habitude. Pourquoi, maman ? Oh ! ce fauteuil vide ! Et vous êtes toute pâle... Vos mains tremblent...

Christine embrassait les belles mains tutélaires. Elle avait couru, monté l'escalier quatre à quatre, elle qui ne se pressait jamais. Le rose de l'effort éclairait son beau visage presque toujours saisi dans le sérieux méditatif et cela lui donnait un charme tout vivant. Elle releva la tête. L'effroi brillait dans ses yeux noirs, longs et bridés.

Tirée du flot tumultueux de ses pensées, Geneviève eut une émotion nouvelle. Ce n'était plus le poids d'une arme qui lui donnait l'assurance, mais le sentiment qui prenait sa source au

point de l'être affectif où les lignes se croisent pour y rétablir l'équilibre. Un sentiment divin et dont elle était fière : celui de sa responsabilité.

Elle regarda le front sage de Christine, que délimitaient des tresses noires sous le béret écossais posé très en arrière. Elle regarda ce cou menu encore et ces lèvres douces relevées aux commissures. Elle regarda cette incarnation de l'amour humain et se sentit fondre quelque peu.

— Est-ce que vous êtes malade, maman ? Dites-moi tout de suite ce que vous avez, je vous en prie !

Un soleil intérieur dissipa les ombres et les pâleurs sur le visage de la mère. Elle redressa le buste et l'amour, la dignité, le désir de rassurer se disputèrent un instant la surface lumineuse des prunelles.

— Mais je n'ai rien, chérie. Comme tu es nerveuse ! Quelle imagination !

Elle attira, serra contre elle le jeune corps élancé, appuya sur la joue lisse comme un brugnon sa bouche desséchée :

— Tu étudies trop, la Supérieure de l'Institution Sainte-Cécile me l'a dit. Et je suis sûre que tu lis très tard dans ta chambre. Il faut que cela cesse, mon ange. Et vois-tu, je ne te surveille pas assez. Maintenant, c'est fini. Je ne te quitterai plus des yeux.

Elle serrait Christine, très fort.

— Oh ! maman, vous m'étouffez !

Un éclat de frayeur passa dans les yeux de Geneviève, et, aussitôt, digne, calmée, souriante, elle relâcha son étreinte.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

GUY MAZELINE

QUAND FINIRA LE PLAN MARSHALL

Nos amis américains, conscients de l'importance de l'effort que représente pour leur pays l'aide à l'Europe, s'étonnent parfois courtoisement que les opinions publiques, la nôtre en particulier, laissent paraître sur cet objet une grande déficience d'information, confinant à l'indifférence. Dans le cas du parti communiste, cette indifférence fait place à une hostilité passionnée, qui pourrait être du moins publicitaire. Mais à entendre incriminer la « marshallisation » de la France à propos de la moindre difficulté économique ou financière, qu'il s'agisse de la crise du logement, du prix des légumes, de la hausse du vin, des impôts ou de la défense nationale, l'auditeur moyen, dont le cerveau n'est pas encore totalement asservi, perçoit tout à la fois l'origine et la grossièreté de l'argument, passe outre et va son chemin. Cet homme, qui se flatte de « ne pas faire de politique », ne voit dans le plan Marshall qu'une affaire politique et ne s'y arrête point. Son voisin, mieux informé, mais cédant à ce sentiment à la fois confus et traditionnel que le monde entier se doit de s'intéresser à lui-même et à son pays, convaincu d'ailleurs qu'à ce faire les Etats-Unis trouvent leur avantage, n'éprouve nulle gêne à se sentir citoyen d'un pays assisté et ne doute pas que cette situation se doive prolonger indéfiniment en dépit de tous et de tout.

Ces divers personnages se préparent des réveils pénibles et prochains, à commencer par celui qui, dénonçant selon la « ligne du parti » la « marshallisation », n'aperçoit pas qu'il doit au moins pour une fraction au général Marshall que son usine puisse encore l'employer et que son niveau de vie ne se soit pas totalement effondré. C'est un vieil axiome qu'on ne mesure tout à

fait la valeur des biens qui nous sont enlevés qu'à partir du moment où on les a perdus. Or le plan Marshall prend statutairement fin le 30 juin 1952 : en fait, il peut finir plus tôt, car le Congrès des Etats-Unis doit voter chaque année pour l'exercice suivant (lequel commence outre-Atlantique le 1er juillet) les crédits inscrits au Plan et peut par conséquent refuser ce vote. Dans l'hypothèse optimum, l'aide américaine sera d'ici 1952 fortement dégressive. Il est essentiel que les Français mesurent sans plus tarder ce que signifient pour leur pays et pour chacun d'eux ces perspectives.

***

Elles signifient en premier lieu une augmentation massive des impôts que nous payons actuellement et dont tout le monde s'accorde à reconnaître que la masse est déjà insupportable. Par le mécanisme que nous avons plusieurs fois exposé à cette place, la contre-valeur en francs des produits que nous fournissent les Etats-Unis au titre du plan Marshall bénéficie à notre trésorerie : pour 1950, cet apport a été évalué au budget extraordinaire à 250 milliards de francs ; l'année dernière cette contribution a été de 300 milliards et lors du récent débat budgétaire, M. Petsche n'a fait aucun mystère de ce qu'à son défaut il n'eût pas fait ses fins de mois. Quand il n'y aura plus de plan Marshall, il faudra trouver l'équivalent en recettes fiscales ou se résoudre enfin à de sévères et effectives compressions de dépenses.

En second lieu, quand il n'y aura plus de plan Marshall nous devrons payer aux Etats-Unis ce qu'ils nous fournissent aujourd'hui gratuitement et que nous ne pouvons nous dispenser d'importer. On calcule qu'en 1948, directement ou indirectement, l'aide américaine nous a assuré gratuitement ou à crédit la moitié de l'ensemble de nos importations. En 1949, le montant de l'aide extérieure, dont nous avons bénéficié pour équilibrer la balance de nos paiements courants, paraît avoir été encore de l'ordre de un milliard de dollars.

La disparition de ce concours produira des effets beaucoup plus décisifs encore que l'indigence de la Trésorerie : si l'on ne tue pas le contribuable, on peut toujours le pressurer un peu plus ; on ne peut pas payer des importations en dollars, quand on n'a pas de dollars, quand on n'a pratiquement plus d'or et seulement

une réserve minime de devises. Il faut en ce cas cesser d'importer, et quand il s'agit de matières premières ou de produits de première nécessité, ce sont le chômage et l'abaissement du niveau de vie qui s'en suivent.

Le problème est posé en fort bons termes dans le rapport publié au milieu de janvier par M. Jean Monnet, commissaire général au Plan de modernisation et d'équipement.

« L'aide Marshall, écrit ce technicien éminent et peu suspect, va aller rapidement décroissant et doit en principe prendre fin au plus tard le 30 juin 1952... Au delà de 1952, et même en supposant que ce concours se prolonge sous d'autres formes, la France ne saurait conserver son indépendance et demeurer en position de participer à la conduite des affaires du monde qu'à la condition de s'être redonné une économie viable par elle-même. Il n'y a pour les peuples qu'une forme réelle d'indépendance : vivre du produit de son travail et de son épargne. Matériellement et moralement, le problème majeur pour notre pays est donc de se mettre en mesure d'assurer, d'ici moins de trois ans, la relève américaine par son propre effort de production, d'exportation et de financement. *Il s'expose autrement, quand arrivera cette échéance à un effondrement sans précédent de son niveau de vie et à une asphyxie progressive de son économie, avec tout ce que cela comporterait de chômage, de misère pour les classes laborieuses et de risques pour les libertés civiques* ».

Il est difficile d'être plus clair. Sans doute M. Jean Monnet, qui est orfèvre, nous assure aussitôt après que l'exécution du Plan dont il a la charge peut nous éviter l'extrémité qu'il vient de décrire. Cette affirmation qui, dans le principe, est valable, appelle toutefois un examen attentif, que nous entreprendrons ici quelque jour, mais qui dépasse notre propos d'aujourd'hui. Bornons-nous à noter que M. Jean Monnet, fort lucide et parfaitement logique, assigne au rendement de son Plan deux conditions, l'une purement technique, qui est l'accroissement de la productivité, l'autre, dont nous savons qu'elle est politique et qui est la limitation impérative du total des charges publiques. A leur taux actuel, observe le commissaire au Plan, ces charges excèdent si visiblement nos moyens propres que nous n'y subvenons que grâce au concours étranger. « Pour que l'effort nécessaire, à mesure que ce concours disparaîtra, soit contenu dans des limites supportables, il est évident que nous ne pouvons pas

faire tout ce que nous voudrions ni même tout ce que nous devrions faire », conclut M. Jean Monnet.

Ainsi nous en revenons toujours au même point, à celui que nous n'avons cessé ici de mettre en lumière : l'avertissement que donne aujourd'hui un expert particulièrement qualifié, *La Revue* l'a donné voici plus d'un an. Le temps travaille contre nous, et les occasions perdues ne se retrouvent pas de nous créer « une économie viable par elle-même », dont la première condition est de reconstituer d'abord des finances et un Etat qui n'écrasent pas l'économie. Cette tâche à laquelle nous sommes confrontés depuis cinq ans, nous avons commencé par la compliquer par diverses extravagances : quand d'aventure des gouvernements ont tenté de l'entreprendre, ils y ont promptement laissé leur vie. Si nous voulons éviter ce que M. Monnet appelle un « effondrement sans précédent », il nous reste deux ans pour accomplir ce que nous n'avons pu réaliser en cinq.

Deux ans et peut-être moins.

***

Les malheureux ou les cyniques, qui proclament l'empressement des Etats-Unis à nous « marshalliser », ignorent évidemment ou feignent d'ignorer les difficultés croissantes que rencontrent Outre-Atlantique, à tout le moins sous leur forme actuelle, les entreprises d'aide à l'Europe.

Ces difficultés sont de divers ordres : la moins élevée dans la hiérarchie des valeurs est d'ordre électoral, mais nous aurions tort de jeter sur ce point la pierre à quiconque. Le budget des Etats-Unis est fort lourd : tel que le président Truman vient de le présenter au Congrès pour l'exercice 1950-51, il laisse apparaître un déficit de 5.133 millions de dollars ; au chapitre des dépenses, l'aide à l'étranger figure pour 4.711 millions de dollars, dont 3.100 millions au titre du plan Marshall. 1950 étant une année électorale — ce qui est le cas chez nos amis d'une année sur deux — il est difficile que le rapprochement ne se fasse pas dans certains esprits, où l'isolationnisme demeure à l'état latent sinon virulent, entre le chiffre du déficit et celui de la contribution qu'impose au contribuable américain une politique « interventionniste ».

S'agissant plus particulièrement du plan Marshall, cette poli-

tique est soumise à un autre ordre de critiques. L'expérience faite, ou du moins commencée, conduit à contester son utilité. Le plan Marshall, dans la pensée de ceux qui l'ont conçu et de ceux qui l'ont, non parfois sans réticence, approuvé, était, si l'on peut dire, une opération en deux temps : il s'agissait, en premier lieu, d'éviter que les pays de l'Europe appauvrie fussent entraînés dans une catastrophe économique aux conséquences politico-sociales imprévisibles : à ces fins, il leur a été fourni des moyens de subsistance et de rééquipement. On considère généralement que, sur ce point, les résultats escomptés ont été acquis : toutefois on ajoute que le but final de l'entreprise est, non pas d'opérer des redressements individuels, mais de créer un ensemble européen viable, capable de tenir dans l'économie mondiale la place d'un partenaire assidu et efficace. Or, à cet égard, ajoute-t-on volontiers aux Etats-Unis, tout ou presque tout reste à faire. On tient pour assez dérisoires les discussions indéfinies autour de la « libéralisation » des échanges, de la convertibilité des monnaies et les résultats restreints auxquels elles aboutissent. Nous n'ignorons pas — et nous avons déjà dit pour notre part — ce que ce jugement a d'excessif, la part étant faite à une indéniable survivance des égoïsmes nationaux. Nos amis américains imaginent trop aisément que des Etats-Unis d'Europe se peuvent construire et peuvent prospérer aussi aisément que les Etats-Unis d'Amérique, alors qu'il s'agit de rapprocher des unités politiques et économiques dont l'autonomie et les rivalités sont séculaires. Ils négligent d'autre part le fait que le plan Marshall portait de quelque manière en lui les difficultés qu'il rencontre en sa phase finale : car, dans la mesure même où les pays « marshalliens » reconstituaient, grâce à l'aide américaine, leur capacité de production en conformité de programmes sinon égoïstes, du moins personnels et nullement articulés entre eux, ils se créaient des besoins et des aspirations dont la conciliation ne pouvait que devenir de plus en plus laborieuse.

Quoiqu'il en soit, l'état d'esprit que nous venons d'exposer existe : il se traduit à la fois par les manifestations de membres influents du Congrès qui demandent, sinon la suppression, du moins la réduction massive des dépenses d'aide à l'étranger (déjà réduite de 20 pour 100 dans le budget Truman) et par les adjurations adressées aux Européens par les animateurs du plan Marshall afin qu'ils manifestent, avec éclat et par des actes pro-

bants, leur volonté d'union dans le moindre délai, de telle sorte que le Congrès, qui se prononcera prochainement sur les crédits d'aide à l'Europe, ne les supprime pas ou ne les ampute pas à l'excès. Faut-il dire que si ces adjurations sont parfaitement compréhensibles et répondent à une nécessité tactique évidente, il est important qu'elles n'aboutissent pas à déclencher, pour « faire vite », des entreprises spectaculaires mais artificielles, qui retarderaient en définitive plus qu'elles ne hâteraient le résultat souhaité ?

Cependant parmi ceux que le plan Marshall a déçus ou n'a pas satisfaits pleinement, il en est beaucoup qui n'en concluent pas à l'opportunité de suspendre ou de réduire massivement l'aide à l'Europe. Ceux-là ont, ou bien le réflexe du financier qui ne renonce pas aisément à « courir après son argent » et à rendre productive une mise de fonds, même s'il faut encore y ajouter, ou bien un sens politique assez avisé pour comprendre que tout est loin d'être dit en Europe sur les chances qu'elle a d'être bolchevisée au cas où un nouvel effondrement économique favoriserait la contagion. De ce côté, on pense donc que l'aide Marshall doit être conduite à son terme et qu'il convient dès maintenant d'en prévoir la relève, l'accord paraissant fait sur ce qu'elle ne saurait être reconduite en sa forme actuelle. En 1952, comme avant le plan Marshall, l'élément le plus critique de la situation de l'Europe sera le manque de dollars, ce dont les exportations américaines souffriront en premier lieu. Ces dollars que le plan ne lui fournira plus, il faut que l'Europe puisse se les procurer par son commerce, ce qui implique en même temps que la libération déjà amorcée des échanges intereuropéens, une révision des tarifs douaniers américains, qui doivent permettre une importation accrue de marchandises européennes. Il est certain que cette dernière proposition, à laquelle M. Hoffman, administrateur du plan Marshall, discourant vers la mi-janvier dans le Massachusetts, a donné son adhésion avec un certain éclat, heurtera et heurte déjà les traditions sévèrement protectionnistes des Etats-Unis. Entre temps, on n'exclut pas, tout au contraire, parmi les partisans de la « relève », que l'aide à l'Europe se puisse poursuivre après 1952, mais sous la forme très différente de crédits normaux et d'investissements privés.

Il convient de mesurer, avant même d'aller plus loin, les conséquences d'ailleurs inévitables de cette « mutation ».

Le plan Marshall résulte d'un accord d'Etat à Etat et fonctionne dans le cadre de cet accord. Le traité qu'à cette occasion les Etats-Unis ont signé avec la France, comme avec les autres bénéficiaires du Plan, ne prévoit que des obligations simples destinées à assurer la bonne fin des prestations fournies, lesquelles sont pour la presque totalité gratuites, et c'est le même traité qui prévoit l'affectation au Trésor français de leur contre-valeur en francs. Plan et traité disparus, il va de soi que la gratuité cesse en même temps que les attributions corrélatives au Trésor. Il s'en suivrait donc, en premier lieu, que, si le plan Marshall était « relevé » par une politique de crédits commerciaux et d'investissements en Europe, l'effondrement irrémédiable de notre balance des comptes serait peut-être évité, mais le budget aurait à pourvoir à la disparition des 200 à 250 milliards jusque là procurés par le plan dans les conditions que nous avons dites.

Il est en outre inutile de dissimuler que le concours étranger privé ne se situe pas sur le même plan que le concours d'Etat. On ne peut pas attendre que le premier accepte de subordonner aussi complètement que le second, aux avantages moraux ou politiques de l'opération, les résultats et les garanties matériels. Et si un accord d'Etat à Etat peut réserver, ainsi que nous en faisons présentement l'expérience, la pleine indépendance de l'économie bénéficiaire, il n'est pas assuré que l'intervention de groupes privés, soucieux d'acquérir des positions préférentielles et durables et d'exercer les contrôles correspondants, ne pose pas de délicats problèmes dont la solution apparaîtra d'autant moins aisément qu'on aura feint au départ de les ignorer.

***

Cependant, au cours de la deuxième semaine de janvier, le président Truman, fidèle à un rituel qui s'est établi depuis quelques années, a inauguré l'année politique en présentant au Congrès, au cours de trois séances successives, trois messages : l'un sur l'état de l'Union, le second sur la situation économique du pays, le dernier sur le prochain budget.

Ces trois documents sont dominés par l'idée que la position prépondérante des Etats-Unis dans les affaires mondiales leur impose des obligations entièrement nouvelles. « Nous sommes passés, dit le Président, de la périphérie au centre des affaires. D'autres

nations attendent de nous que nous exercions avec sagesse notre force économique et militaire et que nous soutenions vigoureusement les idéaux du gouvernement représentatif et de la société libre. Nous ne les décevrons pas ».

Les moyens de cette politique, du point de vue qui nous occupe ici, ont été développés dans le message économique. Le Président a constaté avec juste satisfaction que les risques de crise intérieure qui avaient marqué l'année 1949 étaient maintenant conjurés et qu'il y avait lieu de prévoir dans les années à venir une expansion continue de l'économie américaine dont il a tracé le programme en douze points. Trois d'entre eux intéressent ce que le Président a appelé les « programmes économiques internationaux ».

« Nous nous trouvons, a-t-il dit au Congrès, dans un stade transitoire du développement de notre politique économique internationale. Nos programmes à court terme d'aide aux pays étrangers amis ont commencé à porter des fruits sous forme d'un accroissement de la production, d'une expansion du commerce et d'un relèvement du niveau de vie... Les progrès déjà réalisés en vue d'atteindre les objectifs du programme de relèvement européen et d'autres programmes d'aide à court terme devraient inciter à la continuation de ces programmes sur une base proportionnée aux besoins. Si on les amputait maintenant, on mettrait en péril les progrès passés et l'on risquerait de perdre les fonds déjà dépensés ».

L'idée très nette de M. Truman est donc qu'il faut relayer les « programmes à court terme », dont le plan Marshall est évidemment le prototype, par des programmes à long terme. Ceux-ci doivent tendre au développement du commerce international, afin, dit le Président, « d'augmenter les importations dans notre pays, ce qui aidera d'autres pays à gagner les dollars dont ils ont besoin ». Mais, poursuit M. Truman, le résultat de tels efforts ne sera pas immédiat : il faut en attendant alimenter en capitaux les pays « insuffisamment développés ». Les Etats-Unis disposent d'une force productive suffisante « pour fournir des capitaux pour les investissements dans les entreprises étrangères ». Et le Président de demander au Congrès, en même temps que divers moyens de stimuler ces investissements, l'octroi de garanties spéciales pour les fonds *privés* qui s'y consacreraient : les besoins s'annoncent au surplus tellement grands que des établissements

publics devront presque nécessairement épauler à nouveau le secteur privé.

***

Ce disant, le Président Truman reprenait, en s'y référant expressément d'ailleurs, un projet qui lui tient à cœur et qui est déjà ancien puisqu'il figurait au message de janvier 1949, dont il constituait le « point IV ». A l'origine, il s'agissait simplement dans le « point IV » de faire bénéficier les pays insuffisamment développés des progrès scientifiques et industriels des Etats-Unis. Puis, en prenant corps, l'idée s'est peu à peu « désétatisée » : elle s'est transformée en une véritable politique d'investissements extérieurs, dont on admet maintenant qu'en raison de son importance même les capitaux privés doivent assurer l'exécution pour la plus large part.

La première question qui vient dès lors à l'esprit porte sur la détermination des pays « insuffisamment développés ». Selon quels critères seront-ils reconnus aptes à bénéficier de la nouvelle aide américaine ? Nous ne sommes pas éclairés sur ce point, mais un tableau a été publié qui répartit 53 nations, représentant 85 pour 100 de la population du globe, en pays développés, partiellement développés et insuffisamment développés. A vrai dire, ce tableau réserve quelques surprises. Il classe la France dans les pays développés, mais met ensemble dans les pays partiellement développés, la Bulgarie, l'Espagne, l'Algérie, la Tunisie, le Portugal, d'autres encore et, pour finir, l'U. R. S. S. La liste plus longue des pays insuffisamment développés comprend à la fois l'Amérique centrale, l'Amérique du Sud, sauf le Chili et l'Argentine, la Chine, l'Egypte, l'Arabie Séoudite, le Japon, Israël, les Indes, l'Iran, la presque totalité des colonies françaises, plus les Iles Caraïbes et le Maroc, dont il n'apparaît cependant pas que leurs développements soient similaires.

Les « capitalistes » privés auxquels le point IV fait appel lui ont presqu'aussitôt donné leur adhésion, mais ils demandent des garanties et dans le courant de l'été dernier divers projets ont été déposés à cet égard au Parlement dont on a vu que dans son message le président Truman recommandait expressément l'adoption. Ces garanties consistent essentiellement dans la négociation d'accords qui assurent aux capitalistes et aux capitaux américains un « établissement équitable » ; dans la garantie per-

manente de la convertibilité en dollars des bénéfices réalisés en devises étrangères ; enfin dans une compensation éventuelle en dollars des pertes provenant d'expropriation, de confiscation ou de saisie par les autorités étrangères, formule qui vise évidemment une récidive de l'épidémie de nationalisations. C'est l'Export-Import Bank, organisme spécialisé dans les affaires de commerce extérieur, qui recevra mission de prendre en charge les garanties sus-dites, après avoir été nanti à cet effet d'une allocation budgétaire, dont le président a d'ores et déjà déclaré qu'elle devrait être augmentée. Enfin, les techniciens ont fait observer que le tout n'était pas de réunir des capitaux, mais de les bien utiliser : il faut pour cela que les bénéficiaires éventuels établissent un programme d'investissements de préférence avec le concours de missions d'études américaines.

Avant même que le système soit officiellement en place, des négociations ont été engagées ici et là en vue d'en préparer la mise en route : elles concernent l'Italie, l'Uruguay, le Pérou, la Colombie, Costa-Rica, le Chili, le Brésil ; avec l'Iran, le plan d'investissements est d'ores et déjà au point.

On aura sans doute observé que la plupart des actuels pays « marshalliens » ne figurent pas dans la liste des « insuffisamment développés ». A quoi l'on répond que la liste n'est pas limitative et qu'au surplus l'aide appliquée aux « insuffisamment développés » bénéficiera indirectement à tout le monde parce qu'elle contribuera à rétablir l'équilibre de la balance commerciale mondiale.

On ne manquera pas, en revanche, de noter que la presque totalité du ci-devant empire français est classée comme « insuffisamment développée ». Cette particularité a retenu tout récemment l'attention du Comité français de la Chambre de Commerce Internationale. Cet organisme a exprimé dans un document public la crainte que la division *a priori* du monde entier en catégories rigides cadre assez mal avec la réalité : il lui apparaît notamment que, quoiqu'en pensent les classificateurs du département d'Etat, l'Algérie est plus développée que les pays balkaniques. Le Comité estime en outre qu'une technique moderne ne saurait être plaquée sans précaution sur des civilisations primitives et y donner des résultats aussi heureux que dans les régions évoluées. Le comité pense enfin que si l'on veut, comme il se doit, associer les populations à l'œuvre entreprise, il est

nécessaire que le futur, qu'il s'agisse du social ou de l'économique, soit relié au passé et qu'au surplus cette association ne peut se réaliser que sous l'impulsion traditionnelle des métropoles dont ces populations connaissent les méthodes et auxquelles elles sont habituées.

***

Cette politique d'investissements à l'étranger n'est évidemment pas nouvelle pour les Etats-Unis, mais dans la mesure où elle prétend répondre à des nécessités politico-économiques définies, elle doit être largement développée. On estime qu'à l'heure actuelle les investissements américains privés à l'étranger sont de l'ordre de 15 milliards de dollars, soit 5.250 milliards de francs, 10 pour 100 de l'actif industriel des Etats-Unis... et trois fois l'actif industriel français. A titre de comparaison on notera qu'en 1929 ces mêmes investissements approchaient de 17 milliards de dollars, mais il est très caractéristique que ceux d'aujourd'hui aient changé de forme ; ils ne consistent plus en général en achats de valeurs mobilières étrangères mais en participations directes dans des entreprises.

Depuis qu'il est question du « point IV », les experts supputent les possibilités d'investissements qu'il sera capable de mettre en œuvre. Le chiffre assurément modeste de 2 milliards de dollars par an a été avancé par le secrétaire de l'Union Nationale des Industriels. Les statisticiens qui, avec une rare audace, évaluent le produit brut de l'économie américaine, en déduisent le montant consommé, et décortiquent de diverses manières le résidu, arrivent pour les années qui viennent au total de 5 milliards de dollars au minimum. Tout ce qu'on peut inférer de ces supputations, c'est que la demande de capitaux sera certainement supérieure à l'offre. Et surtout il va sans dire que, s'agissant de capitaux privés, le facteur psychologique et l'élément sécurité jouent et joueront un rôle prépondérant. Que les disponibilités d'investissement soient de 2, de 5 ou de 10 milliards de dollars, elles ne s'investiront pas n'importe quand et n'importe où. Même l'appât d'une forte rentabilité ne prime pas en pareil cas le souci de sécurité : depuis la guerre, on l'a parfaitement compris Outre-Atlantique et c'est pourquoi les actions nécessaires pour relever l'Europe en détresse ont été entreprises par la Banque de reconstruction et par l'aide Marshall, c'est-à-dire

avec des capitaux officiels ou officialisés. Pendant ce temps les capitaux privés se tenaient prudemment dans la zone d'immédiate protection américaine : en 1947, par exemple, sur 774 millions de dollars d'investissements étrangers, 408 allèrent en Amérique Latine, 108 au Moyen-Orient, 50 seulement en Europe.

A la fin du plan Marshall, l'Europe et les pays « insuffisamment développés » de sa mouvance apparaîtront-ils assez sûrs aux « capitalistes » américains pour qu'ils souhaitent y travailler avec quelque ampleur ? Il est assurément difficile de le prévoir. On imagine aisément que derrière le rideau de fer, le « Point IV » ne suscite pas moins d'antipathie que le plan Marshall : au Comité économique de l'O. N. U. le délégué russe, Arménien volcanique, a déjà déclaré en septembre dernier que le point IV était « un programme d'exploitation coloniale auquel Truman était contraint de recourir pour combattre le chômage et la surproduction aux Etats-Unis ». Nous pouvons nous attendre à ce qu'en 1952, l'augmentation des tarifs du Métropolitain soit attribuée le cas échéant au point IV comme il l'est aujourd'hui à la « marshallisation », et surtout, à ce que, comme nous le voyons déjà, soit entretenue à point nommé et aux points sensibles une agitation plus ou moins sporadique décourageante pour les apporteurs de capitaux, en dépit des garanties mentionnées plus haut et dont il est probable que le Congrès les pourvoira.

***

Des observations et hypothèses qui précèdent, il convient sans doute pour finir de dégager quelques certitudes touchant les impératifs présents.

Nous avons vu que si le plan Marshall prenait fin aujourd'hui, étant donné notre situation financière et l'état de notre balance des comptes cet événement aurait pour nous des conséquences catastrophiques. C'est dans l'hypothèse optimum ce qui se produira dans deux ans, si nous n'avons pas d'ici là redressé notre situation financière et amélioré considérablement notre balance des comptes, ceci ne se concevant d'ailleurs pas sans cela.

Telle est la première certitude qu'il faut faire pénétrer sans le moindre délai dans l'esprit de nos contemporains et surtout de ce qu'on est convenu d'appeler le pays légal. A diverses reprises, M. Paul Reynaud, en particulier, a fait entendre dans ce dessein, de

la tribune du Parlement, des avertissements formels et, semble-t-il, peu opérants. Il est significatif que le mois dernier, au Luxembourg, saisi par la Commission des Finances du Conseil de la République d'un programme d'assainissement en profondeur, M. Petsche ait pu seulement répondre que, pour le moment, le problème qu'il avait à résoudre n'était pas budgétaire mais politique et que les suggestions du Conseil pourraient être reprises en 1951. C'est la dernière fois qu'un tel propos aura pu être tenu : en 1952, il sera trop tard. La fin prochaine du plan Marshall, son amenuisement immédiat nous plâcent le dos au mur.

Sans doute, et nous nous en sommes assez longuement expliqué, il n'est pas probable que prennent fin, avec le plan Marshall, tous les concours extérieurs. Politiquement et économiquement les Etats-Unis ne peuvent pas laisser l'Europe à elle-même : disposant d'un important surplus exportable en marchandises et en capitaux, ils ont besoin de retrouver en face d'eux des partenaires sérieux et durables, que les pays neufs, spécialement visés par le point IV, ne constitueront pas avant longtemps. Mais ainsi que nous l'avons montré également, ces nouvelles formes de concours seront très différentes de celle d'aujourd'hui : elles ne seront pas couvertes par un engagement d'Etat mais resteront dépendantes des réactions particulières. Elles ne seront pas gratuites, elles ne seront pas désintéressées. Il n'est pas possible qu'elles ne limitent pas sur certains points notre indépendance économique : s'il advenait par exemple que faute d'une remise en ordre vainement attendue, nos industries de base nationalisées continuassent après 1952 à requérir le même apport de capitaux que leur assure aujourd'hui l'aide Marshall, pourrait-on envisager d'y substituer un apport de capitaux étrangers privés assorti des garanties et de l' « intéressement » que le plus normalement du monde les apporteurs exigeraient ? Sans doute nous énonçons ici une hypothèse-limite : du moins illustre-t-elle avec un faible grossissement la certitude que, s'il est parfaitement admissible et s'il sera certainement nécessaire que nous obtenions demain l'appui du capital étranger, notre économie et nos finances doivent être d'ici là devenues suffisamment viables pour que nous abordions effectivement ces relations nouvelles en partenaires, non en candidats résignés à la colonisation. Et aussi bien, s'il en était autrement, le problème ne se poserait sans doute pas, car sur le plan international également on ne

prête qu'aux riches ou à ceux que l'on voit capables de le devenir ou de le redevenir.

En tout état de cause, le plan Marshall demeurera une initiative sans précédent dans les relations internationales : il aura sauvé la France et l'Europe des pires accidents. Mais parce que ses initiateurs eux-mêmes l'ont proclamé avant nous, nous sommes autorisé à dire qu'un concours de cette ampleur et de cette gratuité dans tous les sens du mot ne peut être accepté qu'avec la détermination de le mettre à profit pour acquérir les moyens de s'en passer. Faute de quoi, il comporte nécessairement, et comporterait bien davantage encore sous les formes ultérieures que nous avons envisagées une éclipse de l'indépendance et de la souveraineté nationales précisément contraire à cet idéal des peuples libres, dont le monde civilisé restera reconnaissant aux Etats-Unis d'assurer puissamment et infatigablement la survie.

C.-J. GIGNOUX.

ITALIE RETROUVÉE

SICILE [1]

II

Je ne verrai pas Cefalù ; mais j'ai vu le cloître justement renommé (« le plus beau cloître du monde ») qui se déploie ici à l'ouest de la cathédrale et qui subsiste seul d'une abbaye de moines bénédictins.

Là réapparaît — pour agir irrésistiblement — le charme ambigu de l'architecture siculo-mauresque.

Soutenant aériennement un innombrable feston d'arceaux brisés (l'ogive arabe), plus de deux cents colonnettes accouplées rythment les quatre galeries de ce ravissant promenoir dont l'air de fête invite aux jouissances de la vie terrestre plus qu'aux renoncements et aux mortifications. Ces colonnes jumelles, aux chapiteaux tout historiés de sujets sacrés ou profanes, sont alternativement nues et sculptées ; les sculptures variant de couple en couple. Une discipline générale, inflexiblement imposée et docilement respectée tolère, sans en pâtir, toutes les fantaisies, toutes les divagations de l'inspiration, de la main et du ciseau. Sur les beaux membres si bien vêtus de ce grand personnage de pierre scintille discrètement une parure éparse faite de parcelles de verre doré et de fragments de marbres versicolores. Pas plus grosses et aussi légères que des mouches, des scarabées, ces incrustations sont les jouets tour à tour de la lumière et de l'ombre ; celle-là les flattant, celle-ci les faisant s'envoler.

Dans un coin de ce lieu enchanté la haute vasque liliale

(1) Voir *La Revue* du 15 février.

d'une fontaine — sœur des fontaines de l'Alcazar et de l'Alhambra andalous — est enfermée dans une élégante et gracieuse cage d'arcades ; mais, en regard de ce cloître monréalien, si beau de matière et d'un travail si soigné, les panneaux de plâtre et les carreaux de faïence des palais hispano-mauresques, pour peu que le souvenir les évoque, se vulgarisent, et (presque) s'avilissent. On pourrait plutôt songer, ici, à certains cloîtres du midi de la France ; à celui d'Arles, à celui de Moissac, à celui d'Elne. Mais, à quoi bon ?...

En l'affable société du professeur Lavagnini et de ses collaborateurs nous déjeunâmes dehors, sans manteaux (le 27 novembre !), à la terrasse d'une *locanda* très bien placée. Nous y dégustâmes des plats locaux ; notamment une mirobolante tourte faite de pâtes imbibées de *sugo* et dans les stratifications desquelles étaient incrustés — comme les petits cubes de mosaïque dans les colonnettes du cloître voisin — de savoureux fragments de foies de volaille et d'*animelle*. Le très chaleureux vin du pays avait la pourpre violacée et très probablement indélébile du sang des murexs... A notre droite, au-delà de la triple abside du *Duomo* (laquelle est une étrange et funèbre marqueterie de pierre livide et de lave noire), nous entr'apercevions une section de la *Conca d'oro* et l'altier monte Grifone mordant, de sa proue, la mer. Puis, libres de tous projets et devoirs « touristiques », nous allâmes flâner, paresser, bavarder, un *virginia scelto* au bec, dans l'ancien jardin des Bénédictins, à présent jardin public. C'est, à peu de chose près, une forêt d'arbres gigantesques, la plupart plusieurs fois centenaires et d'essences si insolites qu'on les dirait transplantés du Congo, de la Malaisie, de l'Insulinde.

L'invraisemblable jardin (je n'oublie pas ses fleurs) s'achevait en terrasse et presque en à-pic au-dessus de la large vallée où coule le petit fleuve Oreto. Ses ondes couleur d'aigue-marine nourrissent les innombrables, très ténues et très savantes rigoles d'irrigation creusées, voici dix ou douze siècles, par les Arabes. Ces canaux tramaient de fils d'argent vert et d'argent bleu le tissu smaragdin, touffu, serré, bouclé, frisé des vignes, des orangeaies, des cultures où le soleil d'été faisait briller une dissémination de petites « fabriques » aux toits de tuiles rondes, d'un rose hâlé. Des bruits montaient d'en-bas, tantôt vifs, tantôt indolents ; les bruits du dimanche, oisifs et gais : des appels, des

rires, des chansons, — et jusqu'à un beau petit air de flûte (je crois que c'était une flûte), qui venait certainement à nous de bien plus loin, sur l'aile du Temps, que du fond de cette vallée.

***

Notre hôtel est dans le côté moderne de Palerme, lequel — nous a-t-on dit — est, le soir, plus particulièrement animé : une animation, il faut l'avouer, sans flagrante originalité, et presque exclusivement masculine. Dans ces larges artères neuves et sur ces vastes places abondamment pourvues de cafés, de glaciers, de bars et de cinémas du tout dernier modèle, je n'ai point débusqué les belles Palermitaines (vantées par Paul de Musset dans sa délicieuse *Course en Voiturin*) « qui vont partout la tête découverte, parées seulement de leurs magnifiques cheveux et dont les yeux, d'une grandeur extraordinaire, ont une douceur particulière et un air de bienveillance qui trompe rarement... » Tant pis !...

Je me disposais à regagner mon gîte lorsque, parvenu à un carrefour inondé de lumière, je fus attiré et retenu par un rassemblement. Une trentaine de badauds (pas une badaude !) faisait cercle autour d'un petit *popolano* qui avait entrepris de décorer la chaussée d'une grande fresque. Un très charmant enfant d'une dizaine d'années. Accroupi sur le macadam, il y rampait agilement parmi les personnages qui naissaient comme par magie des craies de couleur que ses doigts maniaient avec une dextérité et une vélocité surprenantes. La « composition » qu'il avait entreprise s'étendait pour le moins sur une étendue de trois à quatre mètres carrés. Le gamin occupait cette ambitieuse surface comme un démiurge, si sereinement et infailliblement maître de ses créatures qu'il s'amusait (poussant parfois de brefs hennissements de joie) à ne les tirer du néant que morceau par morceau, membre à membre. Tantôt recroquevillé sur lui-même, tantôt presque à plat ventre, tantôt en équilibre sur l'une de ses jambes repliée (laissant l'autre allongée devant ou derrière lui en un mouvement d'abandon gracieusement naturel) le *piccolo* voletait au ras du sol, le parsemant comme au hasard, comme par caprice, ici d'un casque, là d'une main, là encore d'un visage, ou d'une robe à traîne, ou d'un yatagan. Après quoi, ces « pièces détachées » (toutes exécutées sans une seconde d'hésitation, sans repentirs

et sans la moindre esquisse préalable) il les reliait les unes aux autres, ravi de son jeu, indiquant tout d'un coup un corps tout entier par un linéament si juste, si précis et si prompt qu'on eût dit que ce corps était là, sur le sol, tracé d'avance, et visible pour ce seul enfant.

Autour du séduisant exhibitionniste, les badauds, captivés, prodiguaient leurs encouragements par des interpellations et des exclamations familièrement laudatives tout en constellant généreusement la chaussée enluminée de pièces de monnaie et de billets crasseux. Cependant, cette manne si bien méritée, le gamin ne se souciait point d'elle. Si une pièce ou un billet le gênait, il l'écartait d'une chiquenaude, poursuivant son œuvre sans s'accorder un instant de répit, sans même lever les yeux.

Peu à peu, la surface morose du macadam disparut sous la pellicule multicolore que les nappes de l'électricité faisait chatoyer comme un tapis d'escarboucles. Le sujet traité révélait maintenant ses formes et sa signification : devant une jeune et belle princesse aussi blonde que Mélisande, une sorte de mousquetaire de carnaval s'inclinait, lui baisant la main ; dans le dos du galant, un immense guerrier maure, casqué et empanaché, l'air terrible, brandissait un cimeterre, ayant, à ses pieds couché, un dragon du plus beau vert, tenu en laisse, et qui vomissait des flammes. Le tout en franches teintes plates, pures de tout mélange, sans une seule ombre portée, et dans un style naïvement archaïque, pas le moins du monde maladroit. Une excellente production somme toute, et qu'eussent enviée nos meilleurs « peintres du dimanche ».

En cette fin de l'année 1948, ce gentil gosse si bien doué travaillait exactement comme purent travailler ici même, du temps des rois normands, les artisans anonymes qui décoraient de scènes analogues des carrioles peu différentes de celles que nous croisions hier sur la route d'Alcamo. Et si ce petit ne devient pas, quand il sera grand, l'honneur et l'orgueil de Palerme — ce qui peut très bien arriver — sans doute continuera-t-il, dans l'atelier d'un obscur charron, une tradition séculaire.

Lorsqu'il estima son œuvre achevée, l'enfant se redressa d'un bond, toujours aussi gracieux, léger ; leste comme Ariel : un petit Ariel noir comme la nuit. Il laissa voir alors son joli visage, tout maculé de vert, de rouge, de bleu, mais singulièrement expressif et candidement joyeux.

Il laissa voir aussi le dédaigneux désintéressement des véritables artistes : les offrandes de monnaie qui jonchaient sa fresque, il ne se soucia point de les récolter lui-même ; il abandonna cette tâche subalterne à son *piccolissimo* frère cadet, jusque là modestement dissimulé dans les jambes du public.

Puis, quand la recette fut toute glanée et qu'il n'y eut plus, sur la chaussée, que la Princesse, le Guerrier et le Mousquetaire, le peintre en herbe enfouit les pièces dans sa poche, glissa les billets dans sa chemise, fit un grand salut, se signa trois fois, et, son moucheron de cadet à ses trousses, détala.

***

29 *Novembre.*

Depuis des semaines — depuis que je savais que Palerme figurait dans l'itinéraire de notre « tournée » — je me flattais du bonheur de connaître enfin, autrement que par des reproductions, « les métopes des temples de Sélinonte » d'une part, et, d'autre part, « les stucs de Serpotta. »

De Sélinonte (comme d'Agrigente) avant même d'être en Sicile, j'avais fait mon deuil ; mais du moins — me disais-je — les belles métopes du temple d'Héra (admirées de loin depuis toujours) m'attendaient-elles au Musée national de Palerme, en leur farouche et à demi barbare majesté : — la métope du débat de Zeus et d'Héra, celle du quadrige d'Œnomaüs, celle d'Actéon dévoré... J'allais enfin pouvoir me rendre compte *de visu* de l'effet produit par ces visages, ces bras et ces pieds féminins, audacieusement sculptés dans un marbre lisse et pâle, tandis que les hauts-reliefs où ces pièces de marbre sont encastrés sont taillés dans un tuf rugueux, grumeleux, sans doute merveilleusement doré — me disais-je encore — par des siècles de soleil...

Hélas ! le Musée national est parmi les édifices détruits de la ville : pour longtemps encore, ces métopes (sauvées) sont invisibles !

— Mais les stucs de Serpotta ? ai-je demandé au professeur Lavagnini, duquel, dès mon arrivée, j'avais appris la mauvaise nouvelle.

Au nom de Serpotta, le visage de ce Palermitain de bonne race s'éclaira d'un sourire content :

— Vous aimez, vous admirez notre Serpotta ?

— Je crois, ai-je répondu, que je vais l'aimer, que je vais l'admirer. Je ne puis pourtant pas dire que je le connais, bien que nos relations, toutes épisodiques, datent de loin : de mon premier séjour en Italie. J'ai « découvert » Serpotta, par hasard, à Florence, en 1905, au cours d'une de mes longues stations, en fin d'après-midi, chez le photographe Alinari, dans la vaste boutique de la via Tornabuoni. Il y avait là, sur une table, un peu à l'écart, quelques grands cartons sans couvercles où étaient entassées des photographies de rebut ; une « macédoine » d'épreuves défraîchies ou défectueuses que l'on soldait à des prix très avantageux. Je furetais beaucoup dans ces cartons ; et sans eux, qui sait ? je ne vous parlerais peut-être pas de Serpotta en ce moment... Malgré tout, on est si ignorant ; il y a tant de trous dans les meilleures éducations artistiques...

« L'une de ces *probe scarte* (immédiatement acquise par moi pour quelques sous) était la reproduction d'une sculpture de Serpotta : une longue, grande et souple jeune femme, irradiante d'élégante jeunesse, fraîche comme une fleur, précieuse comme un bijou, un peu berninesque, un peu tiepolesque, délicieusement bizarre et immédiatement séduisante.

« J'ai longtemps cru que cette ravissante *ignota* était une statue de marbre ; puis j'ai appris, je ne sais comment, qu'elle était en stuc, et que le stucateur Serpotta — « votre » Serpotta, mon cher Professeur — avait peuplé de ses œuvres les églises siciliennes. Ce n'est pourtant point par sa religiosité que me charmait cet art, mais par sa grâce profane, très mondaine. Dans ses longues et grandes jupes à falbalas autour desquelles voltigent des draperies et des écharpes maniérées, cette grande fille si bien mise, tout debout dans sa niche dorée, n'est qu'esprit, coquetterie, voluptueuse malice. On la dirait prête à entrer en scène pour danser un ballet, ou pour interpréter le premier rôle d'une comédie fiabesque. Elle est aussi onduleuse et ployante que les hautes plumes d'autruche qui l'empanachent et sous lesquelles brille un joli petit visage pointu, fûté, à l'expression moqueusement tendre... Voici vingt et un jours, en quittant Paris, j'ai pris rendez-vous ici avec elle. Ah ! ne me dites pas qu'elle est invisible ; ne me dites pas qu'elle est pulvérisée !... »

M'ayant écouté avec beaucoup d'indulgence, le professeur Lavagnini me rassura : les œuvres de Serpotta, — en effet innombrables à Palerme, — sont quasiment toutes intactes :

— Je vous ménagerai, après-demain, une « matinée Serpotta » et vous confierai à l'abbé Filippo Meli ; personne ici-bas ne connaît l'œuvre de Serpotta comme lui : vous ne sauriez avoir de meilleur guide.

Et j'ai eu ma « matinée Serpotta » aujourd'hui.

M. l'abbé Meli a bien voulu se déranger pour venir nous prendre, la charmante Mme Deleau et moi, à l'hôtel ; et jusqu'à midi, nous allâmes — certes, nous ne pouvions rêver meilleur guide ! — à travers le vieux Palerme, d'église en oratoire et en chapelle, toutes les portes s'ouvrant devant nous pour nous introduire dans un royaume de beauté et de poésie si fragile, si léger, si particulier, que me voici tant soit peu intimidé au moment d'essayer de donner avec des mots une idée de cette poésie, de cette beauté.

Le secret de la séduction qu'exerce l'art de Giacomo Serpotta tient d'abord (il me semble) à une alliance très piquante d'ingénuité et de raffinement ; alliance accusée et, aussi, préservée, perpétuée par la nature du matériau employé et par les procédés qu'exige la manipulation de ce matériau.

De quelque peu l'aîné de Giovanbattista Tiepolo — l'un est né en 1656, l'autre en 1693, — Giacomo Serpotta créa, à Palerme, avec du stuc, un monde plastique analogue à celui que Tiepolo, à Venise, exprimait, presque au même moment, par la fresque. Deux mondes entre ciel et terre, sans poids, sans densité, presque insubstantiels, et qu'on dirait devoir être sans durée.

Comme le fresquiste, le stucateur est contraint à une rapidité et à une sûreté d'exécution qui fait de son art un art d'illusionniste, de prestidigitateur... Je rappellerai que le stuc est un mélange de poudre de chaux et de poussière de marbre. Ce mélange, qui se solidifie très vite, doit être employé dans le moment fort court où il se trouve à l'état pâteux. Le stucateur enrobe de cette pâte extrêmement ductile des figures modelées dans un fin mortier de sable, lequel, pour que la pellicule de stuc y adhère également, doit être lui-même encore humide ; et ce sont de très légères carcasses faites de bois et de fil de fer qui soutiennent stuc et mortier. En somme, une statue de stuc comporte, comme le corps humain, un squelette, une chair et un épiderme. Peut-être est-ce pour cela que les figures de Serpotta donnent l'impression de n'être que temporairement vivantes. Devant elles, on ne se dit

pas qu'elles sont là pour toujours, comme on se le dit devant une statue de pierre ou de bronze.

La blancheur pulpeuse de ce stuc est celle du pétale du magnolia, celle de la neige intouchée, celle encore du plumage qui épouse le col du cygne et la gorge de la colombe, c'est-à-dire une blancheur organiquement menacée d'altération, de flétrissement. Or, ce stuc si blanc, cette matière si fragile et si pure, Serpotta ne l'a jamais employée que pour donner les apparences de la vie à des êtres jeunes, également fragiles et purs, en état de passage et en état de virginité : un peuple d'enfants et de jeunes filles. Il a exilé une fois pour toutes de sa troupe les femmes mûres. Pour la vieillesse, il l'ignore, il ne la soupçonne pas. Son art est essentiellement un art vernal ; à peine y discerne-t-on parfois les premières approches de l'été. Ni automne, ni hiver ; ni soir, ni nuit : un éternel matin.

Je suis loin d'avoir vu tous les édifices décorés à Palerme par Serpotta ; mais tous ceux où j'ai été très obligeamment conduit par M. l'abbé Filippo Meli sont des tabernacles du Printemps. De grands tabernacles d'argent où la lumière entre à flots par des fenêtres aux verrières incolores ; et, entre ces fenêtres, sur les surfaces des murs entièrement blancs, se tiennent, presque toujours toutes droites et pareilles à des lis, de blanches jeunes filles, des « jeunes filles en fleur » (...Cher lecteur, nous l'avons dit ensemble !...).

Ces belles créatures immaculées occupent des niches peu profondes, ou bien des consoles moulurées, ménagées à mi-hauteur. Jamais elles ne sont en contact immédiat ou direct avec le sol ; elles sont comme en ascension, comme en apparition. Elles s'éloignent ou elles se rapprochent : elles ne se mêlent point à nous. Parfois, l'une d'elles serre un enfant (un *bimbo*) dans ses bras ; ou bien un autre enfant, avec la confiance impulsive des chiots, se jette-t-il contre les jambes de sa grande sœur. Sur les murs, tout autour de ces jeunes demoiselles, d'autres enfants, par centaines, que dis-je ? par milliers, serpentent en guirlandes ou jaillissent en bouquets. Une écume, une ébullition, une irrépressible invasion d'enfants ! De vrais enfants, tous encore éloignés de l'âge de raison : l'enfant-animal, l'enfant des premiers pas et des premiers jeux. Serpotta, comme Rubens, comme Fragonard, les surprend dans l'instantanéité, l'élan, l'irresponsabilité de leurs gesticulations, de leurs attitudes. Ils sont accrochés aux

pilastres, en équilibre sur les corniches ; ils glissent sur les volutes culbutent sur les chapiteaux ; partout refusés au repos, au sommeil, à la sagesse. On croit les entendre bourdonner comme des abeilles : on croit les voir palpiter comme du frai. Mais la pellicule de stuc a joué ici le rôle magique que joue, dans les contes, la baguette des fées : l'immobilité à laquelle ces puérils bataillons sont contraints est tellement improbable qu'elle vous laisse incrédule. Si, brusquement, l'on frappait des mains, si l'on poussait un cri, tous ces enfants ne s'envoleraient-ils pas d'un seul coup, comme les pigeons de Venise, sur la place Saint-Marc, quand le canon tonne, à midi ?...

Ces délicieuses jeunes filles, resplendissantes et phosphorescentes de leur éphémère jeunesse, que font-elles ici ? Quel est leur rôle dans ces oratoires arrangés comme des boudoirs, comme des salons, comme des salles de bal, aux murs tantôt partiellement revêtus de soies bleu de ciel, tantôt discrètement ramagés d'arabesques d'or et que meublent de longues banquettes baroques aux dossiers chantournés, incrustés d'étoiles d'ivoire et de fleurs de nacre ? Eh bien ! (on ne peut pas le deviner tout seul) ce sont des Allégories ; ce sont des Vertus. Elles sont là pour illustrer, pour commenter symboliquement les quinze mystères — joyeux glorieux, douloureux - du Rosaire ; elles sont là pour accompagner les méditations des pieux Palermitains qui venaient — qui viennent toujours — faire ici leurs dévotions, le chapelet aux doigts.

Les deux plus beaux oratoires décorés à Palerme par Serpotta, le furent pour deux confréries du S. Smo. Rosario.

C'est dans l'Oratoire de la Confrérie du Très Saint Rosaire de Marie, qui dépend de l'église San Domenico, que je me suis trouvé en présence — non sans un battement de cœur — de la ravissante et romanesque créature dont j'avais déniché autrefois l'image parmi les « rebuts » d'Alinari. Elle occupe la deuxième niche en allant vers l'autel, sur le mur de droite. Une niche doucement incurvée et qu'orne dans sa partie supérieure une grande coquille. Une coquille identiquement pareille à celle qui porte Vénus naissante, dans le tableau de Botticelli. Mais celle-ci est toute dorée et se déploie comme une queue de paon derrière la tête emplumée de ma Vertu.

Quelle Vertu ? la *Fortezza*, la Force ! Une Force sûre de l'em-

porter sans avoir sérieusement à combattre, et qui, pour célébrer sa victoire, entonnera de sa belle et limpide voix de soprano un grand air de bravoure, écrit pour elle par Alessandro Scarlatti.

Le nom de Scarlatti n'est pas venu sous ma plume à l'improviste. Dans ces oratoires aimables et gracieux, où les sculptures si spontanément inventives de Serpotta sinuent avec tant de délicatesse qu'on les dirait prêtes à devenir translucides, à s'évaporer, à se dissoudre, il me semble impossible de ne pas accueillir des souvenirs de musique, de ne pas s'offrir un concert idéal. Or, les deux Scarlatti, le père et le fils, sont l'un et l'autre non seulement des contemporains, mais des compatriotes, des « pays » de Giacomo Serpotta. Les innombrables opéras d'Alessandro Scarlatti sont oubliés dans la poussière des bibliothèques. Quel dommage de n'être à Palerme qu'en passant, et de ne point pouvoir profiter de la présence de Damase pour aller les y désensevelir! Quant aux sonates et aux « exercices » de Domenico, Jean-Michel en sait par cœur une bonne douzaine. Il serait facile de faire porter dans l'un ou l'autre de ces oratoires serpottesques un piano ou un clavecin. Je suis bien sûr qu'en peu de temps, dès les premières notes, sculpture et musique, formes et sons se reconnaîtraient, se retrouveraient, comme des enfants jumeaux longtemps endormis dans le même berceau. Giacomo et Domenico s'y réveilleraient ensemble au même instant, riant de plaisir dans les bras l'un de l'autre, et ingénument persuadés de ne s'être jamais quittés.

***

Je ne connaîtrai de Palerme guère plus que ce que j'en ai vu sommairement, cavalièrement, au cours de ces deux promenades matinales, accomplies l'une en compagnie des rois normands, l'autre en compagnie de Serpotta. Hélas! la pauvre ville n'a pas été moins « sonnée » que Naples! Dans la Conca d'Oro, que de dégâts, que de décombres! A mesure que je pénètre plus avant dans les pays du Sud, le spectacle de tous ces grands cadavres innocents, sous la lumière d'Age d'Or qui les caresse et qui les baise, m'est de plus en plus intolérable. Leur vue fait mal physiquement... J'aurai la lâcheté de me taire.

Au moment où — dans quelques heures — je vais m'éloigner

d'elle, je le constate avec mélancolie : je ne suis pas vraiment entré en contact avec Palerme. Ces alliances que j'ai conclues ici-bas avec tant d'autres villes, où le corps participe autant que le cœur, que l'esprit et qui font que l'on se sépare d'une ville comme d'un être humain aimé et possédé, je n'en aurai pas conclu de telles avec Palerme. Je n'emporte d'elle que des bribes, des détails ; quelques « pièces détachées », analogues à celles que le petit dessinateur d'hier éparpillait sur le noir macadam du carrefour. Le linéament manque ; je n'ai pas su repérer, tracer la « ligne d'enveloppement ». Mais ces « pièces détachées » n'en constituent pas moins un inappréciable trésor. Je sais que leur souvenir va rester à jamais imprimé dans ma mémoire en sceaux profonds, impérissables. Pourtant, je m'en vais insatisfait, restant, comme on dit, « sur ma faim ». Oui, je m'en vais, et je le mérite, en étranger.

Dans quelques mois, quand, très loin d'elle (et probablement pour toujours) je penserai à Palerme, je prévois qu'elle m'apparaîtra comme si je n'y étais venu qu'en songe. La Palerme où je retournerai alors n'appartiendra plus à un certain moment de mon passé ; elle sera redevenue une Palerme promise et, dans une certaine mesure, une Palerme imaginaire. Je sais d'avance quels stratagèmes de cristallisation je mettrai en œuvre pour parvenir à me mentir à moi-même. J'ai en moi la semence de cette future auto-duperie. L'époque de la germination n'est pas encore proche. C'est pourquoi je n'ose rien dire de plus de Palerme ; ni de cette heure brillante et gaie passée dans l'incroyablement luxueuse « Villa Whitaker » où se fit notre conférence, en une société comme bruissante d'amabilité et d'animation, embellie par la présence d'élégantes jeunes femmes (l'élégance de la Mode : celle de Rome et de Paris...) indulgentes, intelligentes, toutes parlant délicieusement bien le français ; — ni de ce long, étroit, populeux Corso Vittorio Emmanuele (già Cassaro) au-delà de la place des Quattro Canti, follement strapassée, fanfreluchée, ruchée de sculptures. J'ai remonté ce Corso presque en courant jusqu'à la cathédrale, laquelle, par son étendue et sa complication, frappe les yeux moins comme un grand monument homogène que comme une petite cité lentement formée, siècle à siècle, par alluvions, stratifications, sécrétions. Je n'ai pu que l'effleurer, la frôler, mais la sensation que je garde d'elle est plus espagnole qu'italienne...

En somme, à la fin de ce troisième jour sicilien, me voici désorienté, presque perplexe. Où suis-je, au juste, dans cette île inconnue ? Je ne m'en rends pas encore beaucoup compte. Et lorsque, dans quelques jours, il me faudra « prendre congé », regagner le continent, m'en rendrai-je compte davantage ?

Etrange, énigmatique pays, où il m'arrive de ne pas me sentir en sécurité, à la merci de puissances invisibles ! Tout à l'heure, vers la fin de l'après-midi, la nature a été prise d'une espèce de crise d'épilepsie : en cinq minutes, le ciel est soudainement devenu d'un noir d'encre ; un ciel de plomb ou de basalte, prêt à vous tomber dessus ; et un orage féroce, furibond s'est déchaîné sur la ville : éclairs, tonnerre, tous les « carreaux » de Zeus. Quelles trombes d'eau ! Une flagellation de pluie ; une pluie homérique, biblique ; une pluie de fin du monde, de grand châtiment. Après quoi, en quelques instants — beaucoup plus vite que dans la *Symphonie Pastorale* — sans aucune transition, ce délire diluvien a cessé et le ciel a retrouvé sa paisible limpidité, une pureté hautaine, insensible de pierre précieuse. Ce n'était pas le libre, l'insondable éther, mais la massive, infranchissable voûte de saphir qui, selon la croyance antique, coiffait la Terre et que des milliers de clous d'or fixaient à l'Empyrée.

Bientôt, ces clous d'or, la nuit les a rendus visibles. Ils étaient si nombreux, si scintillants, que Palerme avait l'air surmontée d'une fabuleuse cloche de mosaïque. Dans cette incommensurable concavité, l'imagination hallucinée regardait se dérouler de larges bandes zodiacales, émaillées d'emblèmes monstrueux.

***

30 *Novembre*-1er *Décembre.*

Après-midi passée dans la « micheline » qui, en cinq heures, nous portera de Palerme à Catane ; c'est-à-dire de la mer Tyrrhénienne à la mer Ionienne, de la mer des Sirènes à la mer de Cypris. Nous ne connaîtrons de l'*hinterland* sicilien que ce que nous en apercevrons aujourd'hui par la fenêtre du wagon.

Tant que la voie suit le littoral, elle avance dans des terres prospères, prodigues. Un soleil de plein été vernit, huile de sa lumière feuillages, fleurs et fruits. De jolies maisons de plaisance parsèment les beaux vergers et les opulentes cultures. Au mi-

lieu de la Méditerranée, cette riviera palermitaine concilie les beautés des rivieras provençales et des rivieras africaines ; elle est là pour la liaison.

Bientôt, la voie quitte la côte. Nous ne sommes pas engagés depuis bien longtemps vers le Sud, dans une vallée fort déclive, que la nature s'appauvrit, subitement frappée de stérilité. Nous avons changé de monde. Le contraste est si brutal, si complet que le cœur se serre : quelle faute avons-nous commise, et comment n'avons-nous pas vu briller le glaive de l'archange qui nous a chassés du Paradis ? Nous voici perdus dans un paysage lunaire ; jetés dans un astre éteint, mort, où le sol a uniformément la couleur blême, pourrissante d'un abcès mûr. On peut songer aussi au teint des cancéreux. Le cancer qui ronge ici la Sicile, c'est le cancer du Soufre ; nous traversons la région des *solfare*. Nous ne la quitterons pas avant la nuit.

Cette terre inhumaine semble inhabitée. La voie serpente à travers de grands plissements squameux. Ils évoquent les membres démesurés des sauriens d'avant l'apparition de l'homme. Comme des parasites, comme des poux, nous gravissons des échines d'ichtyosaures, présentement endormis. Dans ce pays, on appelle éruptions, secousses sismiques les réveils, les colères de ces monstres lesquels sont d'autant plus saisissants, effrayants, qu'ils se vautrent sur des lits de fleurs, qu'ils écrasent des tapis d'orangers.

Le soleil est déjà bas. Il se couche derrière nous. Parfois, un long rayon horizontal se faufile dans une gorge et va hardiment planter sa flèche sur l'un de ces corps difformes, qu'elle ensanglante. Est-ce que je m'attendais à songer, dans cette « micheline », à Eugène Delacroix et au plafond du Louvre où Apollon combat le Serpent Python ? Le peintre a donné aux marécages où gîte le Serpent les couleurs saumâtres, vénéneuses de ces montagnes volcaniques ; — exactement les mêmes couleurs, il me semble.

De temps en temps, au loin, là-bas, là-haut, on devine, dans la pénombre de cendre gris-rose, un village, un gros bourg, planté sur un roc ; ou bien ce qui reste debout d'une très ancienne place-forte. De siècle en siècle, on s'est cruellement, sauvagement entre-tué par ici. Mon guide parle d'un émir vainqueur, appelé Abbas Ibn Fadhl, qui déporta « jusqu'à Bagdad » toutes les femmes de la région.

Les noms que portent les gares correspondent à des agglo-

mérations invisibles. Où est Vallelunga ? Où est Caltanissetta-Xirbi ? Je suis très disposé à admettre que l'un de ces nombreux tunnels va nous faire accéder à une cité souterraine. Ne sommes-nous pas ici au plus profond du cœur mythique de la Sicile ? N'allons-nous pas arriver à Enna ? C'est à Enna que, selon la Fable, Hadès surgit dans la fumée et dans les flammes du sol convulsé et ravit à Déméter sa fille Perséphone. Perséphone, sous son double aspect, hante l'île entière ; elle y règne dessus et dessous. En ce moment même, le train a les Enfers sous ses roues ; et, au premier tournant, le petit cours d'eau livide qui nous accompagne va disparaître, happé par le Styx ou par le Phlégéton.

A pied, Enna est à une heure et demie de sa gare, laquelle n'a rien de spécialement terrible. J'y ai vu quelques noirs wagons de marchandises, chargés de pains de soufre d'un jaune fiévreux : des pains de sucre pour damnés. — J'y ai vu aussi, tout d'un coup, au moment où le train partait, ma bonne, ma chère valise ! Toute seule, abandonnée sur le quai, elle se séparait de moi.

Hélas ! à Palerme, en entrant dans ce long wagon, j'avais étourdiment placé cette fidèle compagne près de l'une des deux seules portes d'accès, à côté d'autres bagages. Ceux-ci appartenaient à un militaire démobilisé qui regagnait Enna. Lorsqu'il quitta le train, un voyageur trop obligeant lui avait passé, par-dessus le marché, ma valise avec les siennes. Le chef de train, un petit homme rond et vif, au visage de bon génie, compatit incontinent à ma peine. Il s'excusa de ne pouvoir faire rebrousser chemin à son convoi, mais dès la gare suivante (la gare de Dittaino) il courut au téléphone, demanda, obtint Enna, et prolongea l'arrêt le temps qu'il fallait pour apprendre que la valise, retrouvée, allait être mise en sûreté. La joie de cet employé surpassait la mienne .Quelle bonne fortune : pouvoir aider, secourir un Français (il haïssait les *Tedeschi*, les *Fascisti*) ! Il me saisit dans ses bras pour m'annoncer la bonne nouvelle ; il me serra sur son cœur ; il me jura que ma valise serait le lendemain à Catane ; il en prit l'engagement solennel, et, jusqu'au terminus, cet homme affectueux, fraternel, lorsque, dans ses allées et venues professionnelles, il passait près de moi, ne manquait pas de me flatter tendrement l'épaule de la main avec un sourire si consolateur qu'il eût été bien peu gentil de ma part de conserver la moindre velléité d'inquiétude.

Comme il l'avait promis, ma valise, le lendemain, intouchée, me rejoignait à Catane. Toutefois, je dus me passer d'elle à Syracuse.

Cette petite mésaventure, parfaitement banale, et — je ne me le dissimule pas — sans le moindre intérêt, si je la consigne ici, cher lecteur, c'est pour gagner un peu de temps ; car j'ai peur ! — Peur de quoi ? Peur d'avoir à parler maintenant de Syracuse. Peur d'en mal parler, comme un amoureux a peur de mal parler (ou seulement, de parler) d'un nouvel amour : si nouveau qu'on voudrait encore le garder secret ; rien qu'à soi !

Le cœur de cet amour bat dans la toute petite île d'Ortygie, à laquelle on accède, comme on accède à Venise, par un pont. Syracuse et Venise, certes, ne se ressemblent point ; toutefois, le charme de l'une et l'autre villes tient à ce qu'on y éprouve, corps et âme, le sentiment d'être admis dans un asile, d'être accueilli dans un refuge. Mais le mot « asile », le mot « refuge » impliquent le sacrifice, le renoncement ; une paix faite de silence, de solitude, plus hospitalisante qu'hospitalière et qui invite à oublier le monde des vivants. Ortygie, au contraire, est la vie même !

Ainsi que les Vénitiens sur leur lagune, les Syracusains ont, sur leur rocher, la possibilité, le droit de mener une existence dont ils sont restés les maîtres. Sur cette mer qui entoure sans emprisonner, qui protège sans interdire. Syracuse se donne à l'espace, au ciel, à la lumière. Ce beau petit bouquet minéral s'épanouit dans la liberté, dans l'harmonie, dans la poésie. La ville qui, à son apogée, éclipsa Athènes et qui, à son déclin, était encore si grande et si belle que Marcellus pleura de l'avoir vaincue, pourrait être accablée par son immense passé, par le souvenir du rôle prépondérant qu'elle joua dans le développement de la civilisation méditerranéenne. Pas du tout ! Syracuse est aujourd'hui (dans Ortygie) la plus modeste, la plus gentille, et, dans un certain sens, la plus jeune des villes millénaires, des villes illustres. Sur ses quais, places, rampes, terrasses, dans le labyrinthe de ses petites rues toutes blanches, toutes propres, toutes dallées, les pas du promeneur ne soulèvent point la vaine poussière des siècles. Syracuse s'est défaite de sa gloire et de sa puissance sans amertume, sans mélancolie.

Dans le plus beau, peut-être, des sonnets des *Trophées*, Heredia dit que Syracuse :

Dort sous le bleu linceul de son ciel indulgent.

Ce sommeil n'a rien à voir avec le sommeil définitif du tombeau ; c'est un sommeil que peuplent des rêves exempts de cauchemars ; un sommeil léger, coupé de réveils souriants. Quant au mot « linceul », il ne faut point le prendre ici dans son acception funéraire, laquelle est d'ailleurs une acception relativement récente. Du temps de Clément Marot, du temps de La Fontaine, les linceuls étaient encore les draps du berceau, les draps du lit. Entre la mer et le ciel — qui lui tissent la plus belle et la plus neuve paire de draps d'azur et d'or — l'aimable Syracuse repose les yeux grands ouverts, fraîche comme un fruit, brillante comme un coquillage, jolie comme une fleur ; ni morte, ni prête à expirer ; toute respirante au contraire : elle donne aussi peu l'idée de la sénilité et de la décrépitude que la Vénus Callipyge de son musée, que le sang limpide de ses sources aux noms de nymphes, que les lestes dauphins qui gambadent pour l'éternité à l'avers de ses monnaies d'argent.

Sans le gigantesque Corso Matteoti, legs funeste de l'ère fasciste, qui balafre barbarement le corps et le visage de l'innocente petite ville, celle-ci n'aurait sans doute guère changé depuis le temps où elle accueillait l'abbé de Saint-Non et le comte de Forbin. Dans l'ensemble, elle paraît dater des XVII^e^ et XVIII^e^ siècles. Quelques beaux vestiges féodaux y subsistent, épars dans une prolifération de maisons peu élevées, soigneusement passées au lait de chaux, comme dans le proche-Orient. Presque toutes sont pourvues de balcons aux ferronneries délicatement ouvragées et diversement ornementées. Parfois surchargés de pots de fleurs et de plantes grimpantes, pour lesquelles il n'y a point d'hiver, ces balcons ventroient au-dessus des portes d'entrée, se faisant vis-à-vis dans des ruelles étroites, toutes en détours, sinuosités, décrochements et qui épousent docilement les déclivités du terrain.

Ces balcons baroques, venus d'Occident, sont, sur ces maisons venues d'Orient, des balcons espagnols, faits pour que monte vers eux le chant nocturne des sérénades, dans la ténèbre parfumée, ventilée d'air marin. On songe à des comédies galantes et roma-

nesques, coupées de farces et d'entrechats, riches d'intrigues, d'enlèvements, de travestissements. Voici la ville de *l'Amour peintre* de Molière, du *Beau Léandre de* Banville, hantée de jeunes esclaves levantines, de valets promis aux galères, de pupilles émancipées, de barbons bernés, de matamores et de spadassins... Quel bonheur ! Quelle liberté ! Rien ici n'est artificiel, n'est truqué, et, cependant, comme on se sent loin de la réalité de tous les jours, de sa platitude, de ses chaînes, de sa monotonie ! Pour un homme du nord, une promenade dans Ortygie est une rêverie faite les yeux ouverts. Je suis à la fois dans une miniature d'île grecque et dans une miniature d'île ibérique. Je puis me croire aussi bien dans les Cyclades que dans les Baléares ; à Syra ou à Majorque ; à Mykonos ou à Ibiza : — dépaysé ! évadé ! où il me plaira !...

Sur cet îlot où elle survit, Syracuse ne s'offre pas comme une « ville d'art », comme une « ville-musée » ; à aucun moment son pittoresque n'est conscient, organisé. L'on y va de découvertes en surprises, flânant parmi des indigènes qui « se laissent vivre » sans harceler — du moins en cette morte-saison — l'étranger. Et cet étranger, pourquoi chercherait-il, demanderait-il son chemin ? Ortygie est si petite ! A-t-elle, de l'est à l'ouest, beaucoup plus de six cents mètres, dans sa plus grande largeur ? Quelle que soit la direction où vous portez vos pas, vous êtes sûr de ne point vous perdre ; vous êtes sûr que ces pas vous conduiront fatalement à l'un de ces quais, plus ou moins au-dessus du niveau de la mer, ou qui s'accrochent en encorbellement, dans les escarpements élevés du rivage. Parfois, cette ceinture continue s'élargit, se distend ; les quais, alors, se font terrasses, belvédères, tribunes ; ils s'étagent, se superposent en *passeggiate*, en jardins publics. Les plus vastes sont du côté du port, dominés par de hautes demeures bourgeoises ou seigneuriales, merveilleusement bien placées devant une baie hellénienne, au-delà de laquelle le soleil se couche derrière les monts Hybla.

C'est ici que se trouve l'Auberge des Etrangers, laquelle ne fait pas vaniteusement semblant de jouer au « palace » : elle avoue son âge, sa classe, par cette alliance de pompe et de familiarité qui confère à tant de ses sœurs, du nord au sud de la Botte, leur brevet d'italianité.

Sortant de cet hôtel, il suffit de faire quelques pas à gauche

et de remonter, à gauche encore, la courte pente de la via Maniace, pour gagner en un instant la place du Dôme, laquelle est un paisible promenoir de forme irrégulièrement ovale.

Là s'élève, comme au guet, un monument unique au monde ; un monument « hors série ».

Pourquoi la cathédrale de Syracuse n'est-elle pas plus célèbre ? Sans doute parce qu'on ne peut pas la donner en exemple ; parce qu'elle se refuse au catalogue, à la classification. Il s'agit, en effet, d'une sorte de monstre, aussi rétif aux règles, aux conventions de l'art que sont rétifs aux lois de la nature Pégase, Hermaphrodite, ou Chimère.

Sur cette place que décorent de beaux édifices baroques (un couvent grillagé à l'espagnole, deux ou trois palais à la fois solennels et joyeux), cette cathédrale ne prétend pas se singulariser ; elle cache sournoisement son jeu. Vous ne voyez d'elle, d'abord, dressée sur un ample perron, que sa grande façade jésuite, tout en courbes et ondulations, convexités et concavités ; un feu d'artifice de colonnes corinthiennes, de frontons brisés, d'accolades, de paraphes, de statues dansantes et gesticulantes, prêtes à s'envoler : — l'excellent ouvrage d'un disciple du Bernin ou du Borromini. Vous vous attendez donc, l'emphatique portail franchi, à vous trouver dans quelque Gesù ou dans quelque Saint-Ignace de province, coruscant de marbres, de stucs et de dorures ; — aussi, quelle n'est pas votre stupeur : la façade jésuite n'était qu'un masque, qu'un déguisement ! — Vous vous trouvez dans un temple grec ; non pas une copie, une imitation, mais un *vrai* temple grec, un temple du plus beau style dorique, datant du VI^e^ siècle avant notre ère. Il était là, au sommet de l'île, comme sur une acropole, survivant à la cité antique ; et, de païen qu'il fut, le voici chrétien, le voici catholique ; aménagé, adapté, mais non défiguré.

Consacré jadis à Pallas-Athéna, la déesse-vierge, fille de Zeus, il l'est à présent à la Vierge Marie, Mère de Jésus.

De la stupeur vous passez à l'émotion, à l'admiration ; une émotion non point inquiète, une admiration non point hésitante, mais qui demandent quand même l'adhésion graduelle de l'œil et de l'esprit. Cette adhésion obtenue, vous vous laissez aller à un plaisir qui monte à la tête, comme les vapeurs du vin : un plaisir enivrant !

Peu à peu, les éléments de ce temple métamorphosé, vous les

reconnaissez, les rassemblez. Ces architectes généralement méprisés du *Seicento* (l'état actuel du monument date de 1693), comme ils furent, ici, adroits, malins, intelligents ! Comme ils étaient doués ! La *cella* est devenue la nef centrale ; les deux péristyles latéraux sont devenus les bas-côtés. Toutes les colonnes sont là, prises désormais dans la maçonnerie des murailles ; prises, mais non noyées : parfaitement visibles et participant à la décoration de l'édifice par leurs hautes fusées aux souples, pures, vivantes cannelures, par leurs sobres, probes et pacifiques chapiteaux. Ces colonnes ne sont pas taillées dans le tuf, comme celles du temple de Ségeste, mais dans une pierre plus fine, une pierre pâle, imperceptiblement nuancée de rose et d'or, non tout à fait indigne d'évoquer le souvenir du pentélique des Propylées.

Dehors, l'impression produite par ce *tempio-duomo* est peut-être plus saisissante encore. Sur le côté gauche de Santa Maria delle Colonne, tout le mur est rythmé par les colonnes dont, à l'intérieur, on voyait l'autre face. Intactes, elles sont au nombre de huit, portant l'architrave non moins intacte. Au-dessus de celle-ci, ce qui reste des triglyphes se découpe en étranges, insolites (un peu arabes) créneaux.

Une place longue et étroite se détache de la place du Dôme et longe ce mur ; c'est la piazza Minerva. Il y a, à Rome, une église que l'on nomme *Santa Maria sopra Minerva*. Est-ce que la cathédrale de Syracuse ne mériterait pas de s'appeler *Santa Maria in Minerva;* et même *Santa-Maria-Minerva*, tout court ; mais avec traits d'union ? Car c'est d'union qu'il s'agit ici : l'union tacite, implicite de deux grandes religions. Tout semble s'être produit, à Ortygie, dans cette circonstance particulière (il n'y a pas trois siècles de cela), sans violence, sans attentat, sans aucun fanatisme. Pallas a cédé de bonne grâce la place à Marie. On ne la chassait pas ; elle ne se sentait pas chassée. Cette « translation de pouvoir » aurait-elle pu avoir lieu de cette manière ailleurs qu'en Sicile, d'où les dieux antiques n'ont pas été bannis ? L'île entière est encore leur sanctuaire. Invisibles, ils continuent d'y régner par les forces qu'ils personnifiaient, qu'ils symbolisaient, et qui, bienfaisantes ou redoutables, n'ont pas cessé d'agir.

Depuis que je suis en Sicile, les grandes légendes de la mythologie grecque ne sont plus seulement pour moi de beaux thèmes, de beaux « sujets », destinés à mettre en branle l'inspiration des poètes, l'imagination des peintres. Je comprends que les habitants

de cette île aient pu croire en ces « idoles », et qu'elles aient pu leur apparaître. Pour les faire naître, pour les voir, pour les adorer — et pour les craindre — il suffisait d'avoir la foi.

Une autre foi assemble désormais dans le même temple d'autres fidèles. Ils implorent une autre divinité ; mais le lieu est resté le lieu de la prière ; il vit toujours de la vie des âmes, de leurs aspirations, de leurs espérances. Quelles étaient les offrandes qu'apportaient ici, il y a des milliers d'années, les Syracusaines à leur vierge païenne ?... Ce matin, j'ai vu une toute jeune femme passer aux pieds de ces colonnes ; elle est allée s'agenouiller devant l'autel de Marie, tenant, comme la Vierge-Mère, un enfant dans ses bras.

Lorsque je songe à l'avenir de cet édifice, ce n'est pas l'Eglise que je crains : elle l'a fait sien. Je crains qu'il ne tente un jour les restaurateurs, les archéologues. Songez donc, voici un temple dorique du tout premier rang ; un temple « hexastyle-périptère » ; ses colonnes, debout, sont encore là, et qui sait ce que cachent les murs, ce que cache la façade baroque, toute « cette déplorable, grotesque architecture de décadence, sans art et sans goût, dont l'inconvenant voisinage outrage ici un chef-d'œuvre de l'esprit humain ?... » Non, je ne m'alarme pas sans raison : en 1910, des fouilles furent entreprises dans la cathédrale de Syracuse ; timidement, il est vrai : l'on se borna à « dégager les fondements qui se trouvent dans le chœur ». Mais, écoutez Renan : En 1875, participant à un congrès de savants, il vint en Sicile, où, au cours d'une tournée de vingt jours, il visita Syracuse. Il a écrit la relation de cette tournée ; voici ce qu'il dit de Santa Maria-Minerva : « ... Quel temple restauré vaut cette cathédrale bâtie dans un temple dorique des plus nobles proportions ?... J'ai vu peu d'effets d'un pittoresque plus complet. Cette fois encore, je me suis trouvé en désaccord avec de zélés archéologues, dont l'admiration pour l'antiquité est parfaitement éclairée, mais peut-être un peu exclusive. Faire voter des fonds pour bâtir à l'évêque une nouvelle cathédrale et dégager le temple antique était le vœu que j'entendais former autour de moi. Je ne pus le partager entièrement. Le temple se voit bien tel qu'il est, et le vide même de la cathédrale avec ses trois nefs fait ressortir la grandeur de l'édifice antique... »

On tremble en se représentant ce qui aurait pu se produire

si l'idée était venue ou avait été soufflée au Duce de faire sien le projet que caressaient les éminents collègues d'Ernest Renan...

***

Sur cette même place du Dôme se trouve le musée où loge une statue d'Aphrodite dont Renan ne dit rien mais vers laquelle Guy de Maupassant, dans une page célèbre, fait fumer un gros encens naturaliste.

Devant cette Vénus, Maupassant éprouva tout de go un très vif transport physique ; il y céda sans retenue. Il ne demanda à ce beau corps que des tentations d'étreintes, que des illusions de volupté. Pour lui, la salle de Musée se fit alcôve, et dans cette alcôve, le marbre se fit chair....

Qu'il émane de cette splendide « nudité », palpitante de vie, une irradiation sensuelle, cela n'est pas niable ; et si l'on ne connaît cette statue que par les photographies qui la reproduisent de face ou de dos, dans son intimité secrète, on est prédisposé à ne voir en elle qu'une femme dévêtue, très belle et très désirable.

A Syracuse, la divinité se réincarne dans la pierre. Le lieu, pour les yeux et pour l'imagination, possède un pouvoir d'évocation, d'idéalisation. Il ne s'agit plus de beauté, mais de vénusté. Des voiles que le vent gonfle en forme de conque autour des jeunes jambes, le corps immaculé jaillit comme d'un berceau de vagues, comme d'un calice d'écume. Il vient à l'instant d'éclore. Il appartient toujours à l'élément qui l'a miraculeusement enfanté. Il n'invite pas à la concupiscence, mais à la contemplation.

Ailleurs, cette « œuvre d'art » ne serait très probablement que ce qu'elle est ; c'est-à-dire une bonne réplique, peut-être romaine, d'un original hellénistique, un excellent travail d'atelier. Ici, elle est transfigurée, sans artifices de présentation, sans ruses d'éclairage : — une seule fenêtre, ouverte vis-à-vis d'elle, la sauve de l'exil, de la claustration.

Cette statue, on dirait que le musée de Syracuse a été construit seulement pour l'accueillir. L'une de ses façades est orientée, au point le plus élevé de l'île d'Ortygie, vers la mer ; et c'est la mer d'abord qui apparaît au visiteur lorsqu'il pénètre dans la petite salle où Cypris réside. Toute la fenêtre, devant vous, est un grand cadre d'eau, de lumière et de ciel. Aujourd'hui, à midi, un soleil très pur faisait briller jusqu'à l'horizon l'étendue azurée,

qui, comme au temps d'Homère, resplendissait de son innombrable sourire.

Bon gré, mal gré, vous avez ce spectacle dans les yeux lorsque, tournant la tête, vous apercevez, juste en face de la fenêtre, la statue elle-même.

Vous n'en doutez pas un seul instant : la Déesse vous a été annoncée, promise par le paysage. C'est elle, déjà, que vous avez vue, sans le savoir, au-delà des vitres, comme dans un miroir ensorcelé. Ou plutôt, cette mer et cette déesse communient ; elles ne font qu'un. Quant aux murs de la salle, ils peuvent disparaître ; ils ont disparu ; ils n'ont jamais existé.

Voici donc enfin, dans un musée, une statue antique qui est toujours libre, qui est toujours heureuse ! Les marbres grecs, dans la plupart des glyptothèques, font si triste mine ! Songez aux sublimes morceaux du Parthénon, déportés à Londres, sous de sinistres vitrages ; songez à la Vénus de Milo, au Louvre, dans son cul-de-sac de velours rouge ; songez à cet « univers concentrationnaire » qu'est le Musée des Antiques du Vatican. Et, à Athènes même, dans le maussade petit bâtiment qui se dissimule, comme par honte, en contre-bas, dans un coin de l'Acropole, revoyez les Korés, ces princesses d'Ionie, reléguées en troupeau, dans leur Morgue...

Mais sur sa belle petite île rocheuse, devant la mer qui l'a mise au monde, l'Aphrodite de Syracuse continue de régner, continue de vivre. Elle est immortelle.

(A suivre.)

JEAN-LOUIS VAUDOYER.

L'ALLEMAGNE PARTAGÉE

Le 20 septembre de l'année dernière, le chancelier Adenauer, ignorant les travaux du parlement fédéral d'Allemagne occidentale, annonçait dans un langage dont la clarté ne laissait rien à désirer que l'Allemagne de Bonn faisait partie désormais de « l'Ouest européen » et observerait une politique conforme à cette situation.

Quelques semaines plus tard, le même homme d'Etat donnait à la revue hebdomadaire *Die Zeit*, qui paraît à Hambourg, des précisions sur la politique occidentale et notamment sur les rapports avec la France. Il reconnaissait à ce pays le droit de se sentir menacé par l'Allemagne et de réclamer des assurances. Personnellement, il ferait tout pour dissiper les épais nuages qui empêchent encore les deux peuples voisins de fraterniser. Il y avait dans ces déclarations à la presse comme dans le discours inaugural du 20 septembre un indéniable accent occidental, très nouveau dans la bouche d'un dirigeant allemand.

Mais voici la contre-partie. Le 7 octobre de la même année 1949, la Russie soviétique créait une Allemagne de l'Ouest. Un gouvernement désigné par le conseil du peuple — alors que le gouvernement de Bonn devait le jour à des élections populaires — mettait à la tête de l'Etat le chef communiste Wilhem Pieck. Quelques jours plus tard, le 20 octobre, ce dernier prononçait un discours inaugural, non moins catégorique que celui de M. Adenauer, mais en tous points contradictoire. Alors que M. Adenauer avait dit : « Nous allons marcher la main dans la main avec les Occidentaux », M. Wilhelm Pieck déclarait : « Nous allons faire corps avec les Orientaux. » Grande nouveauté dans un sens comme dans l'autre. Jamais encore les chefs de l'Allemagne n'avaient eu l'occasion de

prononcer sur un sujet si grave, du moins dans les temps modernes, des propos si peu nuancés. Les rapports de l'Allemagne avec l'Occident, c'est-à-dire avec la France, se sont essentiellement bornés à travers les siècles à un commerce de mauvais voisinage. Il y avait jusqu'à la dernière guerre plus d'animosité encore dans les rapports de l'Est allemand — y compris l'Autriche — avec ses voisins slaves. La guerre de 1914 et celle de 1939 ont eu pour cause immédiate les ambitions du pangermanisme sur ses frontières orientales. Et voici : M. Pieck proclamait dans son allocution du 20 octobre que ces disputes appartenaient au passé et ne renaîtraient pas : « L'Allemagne agressive d'autrefois, a dit textuellement M. Pieck, a cessé d'exister, la notion même du *Drang nach Osten* (la fameuse poussée vers l'Est) a disparu de la pensée allemande. » N'est-ce point là un pendant oriental des plus suggestifs au discours occidental de M. Adenauer ?

Depuis les quelques mois où ces paroles ont été prononcées, les gouvernements des deux Allemagnes n'ont pas modifié, officiellement du moins, leur position. Il en sera sans doute ainsi tant qu'on évitera un nouveau remue-ménage de grande dimension dans l'ordre international et tant que restera proprement impossible la restauration de l'unité allemande ; mais combien l'on aurait tort de croire au partage définitif du Reich et à la résignation durable de son peuple à son sort actuel ! Les propos franchement séparatistes de M. Adenauer et de M. Pieck n'ont qu'une valeur toute relative. Une rupture aussi violente avec le passé ne s'accomplit pas en un tournemain. Non vraiment, une déclaration même solennelle dans la bouche d'un ministre éphémère ne suffit pas à effacer un ordre ou un désordre de choses vieux de tant de siècles. Il y a les paroles que des ministres prononcent dans les parlements sous la pression de la nécessité, pour les besoins immédiats d'une cause en souffrance, et il y a le passé — la mort qui parle — un passé séculaire qui se rappellera constamment aux peuples des deux zones et pèsera sur leurs destins. Les hommes politiques s'en vont, les nations restent avec leurs « complexes », comme on dit aujourd'hui.

Il convient de ne point perdre cela de vue, surtout quand il s'agit de cette Allemagne où toujours sommeillèrent tant d'énergies latentes, aux imprévisibles effets.

Qu'on me permette à ce propos un souvenir personnel. Au début de 1920, soit au lendemain des traités qui avaient restauré la Pologne, créé la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie, je parcourais ce dernier pays et séjournais à Prague en vue d'articles à écrire. M. Thomas Masaryk, récemment porté à la présidence, voulut bien me recevoir et m'entretenir. Philosophe et historien, habitué à considérer de haut et, comme dit Spinoza, *sub specie aeternitatis*, les grands problèmes, M. Masaryk ne se montrait qu'à demi-rassuré sur l'avenir de son pays. Il ne méconnaissait pas le danger pour l'Europe nouvelle que constituait la Russie révolutionnaire, encore hésitante en 1920, mais il voyait dans l'Allemagne insuffisamment défaite le danger principal pour notre continent. Soudain il se leva et s'en fut chercher dans un tiroir une carte de l'expansion allemande. Le *Drang*, tant vers l'Ouest que vers l'Est, s'exprimait là en menues taches de couleur rouge : « Voyez, me dit M. Masaryk, combien nos pays slaves d'Europe centrale et orientale sont plus menacés par les ambitions territoriales allemandes que les pays d'Europe occidentale. » Et de fait les taches rouges foisonnaient sur les frontières occidentales du slavisme alors qu'elles éclaboussaient certainement avec une insolence moindre les marches orientales de la latinité.

Voyant l'intérêt que je prenais à cette comparaison, le président Masaryk me fit don de la carte étalée sous mes yeux. Je l'ai depuis lors souvent consultée, mais il m'apparut à la réflexion que M. Masaryk tendait à s'exagérer l'importance de la pénétration allemande dans l'Est aux dépens de cette même pénétration dans l'Ouest. Elle s'est peut-être exercée sur une plus vaste échelle dans l'Est où la poussée proprement allemande se doublait de la poussée autrichienne, si vigoureuse encore à l'aurore de ce siècle dans les Balkans, lors de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine par le gouvernement de Vienne, mais elle ne visait pas moins la France et la Belgique. Anvers n'était-il pas devenu à la veille de 1914 un port à moitié allemand ? Et les grands métallurgistes allemands, chez eux en Lorraine, n'avaient-ils pas sur la Champagne et le Calvados des visées inquiétantes ? On s'édifie pleinement à cet égard en relisant les auteurs pangermanistes de cette époque.

M. Masaryk n'envisageait peut-être pas dans toute son ampleur le phénomène de l'expansion allemande, mais il ne se faisait aucune illusion, par exemple, sur l'importance de ce problème et le rôle qu'il devait jouer encore. Combien les événements ne lui ont-ils

pas donné raison ! L'Autriche, à partir de 1918, n'a plus d'ambitions dans les Balkans, mais l'Allemagne, à peine devenue hitlérienne, annonce qu'elle va reprendre, dans l'Est tout d'abord, sa politique traditionnelle. Pénétré de cette idée qu'il faut sérier les questions, le Führer décide aussi bien de s'en prendre tout d'abord à la Russie. Convaincu bien à tort de l'état de faiblesse où la Révolution bolcheviste aurait plongé ce pays et de son impuissance en matière internationale, il rêve de se faire la main sur des États slaves : la Tchécoslovaquie et la Pologne en premier lieu.

Dès son entrée dans la vie publique, il a rêvé de cette expansion dans l'Est : « Nous arrêtons, écrivait-il déjà dans *Mein Kampf*, l'éternelle marche des Germains vers le Sud et l'Ouest de l'Europe et nous jetons les regards vers l'Est. » Il ajoutait quelques lignes plus loin : « L'Etat gigantesque de l'Est est mûr pour la ruine. Nous avons été élus par le destin pour assister à la catastrophe. » Impossible de se tromper plus totalement, plus totalitairement. Et voilà M. Pieck, chef de l'Etat d'Allemagne orientale, contraint à faire amende honorable et à renverser la vapeur : « Nous renonçons à jamais au *Drang nach Osten.* » Faut-il en accepter l'augure ?

***

Il ne saurait être question de retracer ici, même en raccourci, l'histoire des rapports de l'Allemagne avec la Russie. La renonciation au *Drang nach Osten* formulée par M. Wilhelm Pieck emprunte d'autre part son importance exceptionnelle au fait qu'elle renie et enterre tout le passé germano-russe et même germano-slave. Force est donc de rappeler à tout le moins, à grands traits, le caractère agité de cette longue période d'histoire qui censément prend fin. Les agresseurs, à vrai dire, furent le plus souvent et de beaucoup les Germains. Dès la première moitié du XII^e^ siècle on voit les chevaliers teutoniques appliqués à coloniser Polonais, Lituaniens et Russes et porter la guerre jusque sur les rives de la mer Baltique. Le nom de Porusses ou Borusses d'où dériva le nom de Prusse est dans l'origine celui d'une tribu lituanienne. La bataille de Grünwald en 1410, grande victoire polonaise, marqua un coup d'arrêt dans les conquêtes des Teutoniques, mais ce n'était qu'un répit et la ruée allemande au détriment des Slaves caractérise dans les temps modernes les rapports des deux races, sinon de tous leurs souverains.

L'Allemagne semble à certains moments, par une sorte de compensation, prendre en charge la Russie. Dès Pierre le Grand, l'Allemagne de l'Est fournit aux « Moscovites » des hauts fonctionnaires, des généraux, des diplomates. Dans ce mouvement les provinces baltiques germanisées jouent un rôle particulièrement actif. De bonne heure l'usage s'établit parmi les Tsars de prendre dans les cours allemandes leurs épouses. Et l'on voit alors une tsarine née princesse d'Anhalt-Zerbst régner sur toutes les Russies. La grande Catherine veut être Russe et par badinage prie le médecin qui la saigne « de la débarrasser de tout ce qui lui reste de sang allemand », mais tous les Allemands venus en Russie avec elle et tous ceux qui vinrent ensuite faire dans cet immense pays une fortune commode n'ont point partagé les scrupules de celle que Voltaire appelait la Sémiramis du Nord. Et il faut bien convenir que les Tsars ont été souvent trahis par leurs serviteurs allemands.

La Révolution française et l'expansion de ses doctrines, les guerres contre Napoléon qui s'ensuivirent avaient rendu plus étroits encore les rapports entre cours allemandes et souverains russes. L'injuste partage de la Pologne démembrée et la nécessité de parer à ses sursauts par une politique harmonisée favorisèrent le rapprochement. Dans une Europe promise à la démocratie les cours de Berlin et de Saint-Pétersbourg représentaient alors la contre-révolution et tout naturellement tentaient d'amortir les grands mouvements populaires qui, dans les régions-frontières, dressaient Germains et Slaves les uns contre les autres. Bismarck qui avait été sollicité par Alexandre II, au commencement de sa carrière, d'entrer au service de la Russie orientait dans le sens russophile sa politique générale. L'alliance franco-russe amorcée par Alexandre III sous la pression des panslavistes et qu'avaient rendue absolument inévitable les erreurs de la politique autrichienne dans les Balkans ne réussit pas à briser les liens séculaires qui unissaient les dynasties. On se rappelle la fameuse entrevue de Bjoerkœ en 1905 et les sentiments qu'elle révéla chez Nicolas II et Guillaume II. Nicolas II avait épousé une princesse allemande très hostile à la France ; Guillaume II, de son côté, dans les lettres si cordiales qu'il adressait à son « cher Nicky », ne cessait de le mettre en garde contre les Français, « ce peuple de régicides ». Ce qui ne l'empêcha pas, d'ailleurs, quand l'Autriche annexa la Bosnie-Herzégovine en 1908, d'appuyer la politique viennoise. Fait capital, fait déterminant d'où sortit six ans plus tard la première guerre

mondiale où s'affrontèrent l'Allemagne et la Russie. L'antagonisme naturel du pangermanisme et du panslavisme l'emportait sur la politique d'amitié des dynasties.

La paix de Brest-Litovsk, hâtivement conclue en mars 1918, montra la brutalité des Allemands quand ils se croyaient vainqueurs et leur éternelle animosité envers l'Est de l'Europe, soit toute l'Europe slave, du moment où le maître couronné n'était plus de taille à modérer les ardeurs nationales. La Russie, devenue république soviétique, ne devait pas tarder d'ailleurs à prendre sur sa défaite de Brest-Litovsk une éclatante revanche. La folle ambition d'Adolf Hitler de s'agrandir immensément aux frais de l'Ukraine fut durement châtiée par le retour victorieux de l'armée rouge et son entrée à Berlin en 1945. Alors l'Allemagne paya cher les méfaits du *Drang nach Osten*. Elle a reperdu et au-delà tout le territoire compris depuis le Moyen âge. On est même autorisé à penser que le maréchal Staline eut la main lourde en « récupérant » la Prusse orientale, en donnant Breslau-Waclaw à la Pologne, en installant le soviétisme russe sur la ligne Oder-Neisse.

M. Wilhelm Pieck, cependant, ne s'en montre pas autrement indigné. Sur tous ces accaparements il passe une éponge humblement communiste : « Oublions le passé et marchons désormais la main dans la main. »

On serait curieux toutefois de connaître ce que pensent de cette politique les quelque dix-huit millions d'individus qu'embrasse l'Allemagne orientale. Cette masse électorale n'a pas encore été appelée à s'exprimer par le suffrage universel. Il y a tout lieu de croire qu'un scrutin sincère attesterait dans ce territoire la même absence d'unanimité que dans les autres états satellites. On n'y oublie pas les excès de l'armée rouge en 1945, mais le peuple n'a pour l'instant aucun moyen de s'exprimer. M. Pieck parle et les masses se taisent. L'afflux en zone occidentale des Allemands fuyant la zone orientale en dit long, toutefois, sur le sentiment populaire. On estime le nombre de ces fuyards à plus de dix millions, répartis dans toute l'Allemagne non soviétique. Peut-être M. Pieck les a-t-il vus partir sans regret. Leur départ lui facilite la tâche. A noter, d'ailleurs, en contre-partie, l'adhésion d'un maréchal von Paulus et d'un général von Seydlitz au système russe. Ces Allemands de l'Est, militaires typiques, renouent d'un cœur léger avec la tradition réactionnaire d'amitié dynastique. Que sortira-t-il de ce choc d'élans contradictoires ?

Et voici encore un fait capital : il semble que l'Allemagne de l'Est aspire plus ardemment que celle de l'Ouest — où le particularisme fut toujours plus marqué — à rejoindre l'autre. Ici et là, au demeurant, on ne désespère pas de l'unité. Elle a valu naguère à l'ensemble des Allemands de trop précieux avantages pour qu'ils en aient perdu le goût. M. Wilhelm Pieck peut décréter officiellement la fin du *Drang nach Osten*, il garde certainement, au fond de son cœur d'Allemand révolutionnaire, une pensée pour le vieux *Drang* unitaire et national, grâce à quoi se ressoudraient les deux Allemagnes.

***

Et je serais bien surpris que l'adhésion à l'Ouest formulée par M. Adenauer, en contraste si éclatant avec l'adhésion à l'Est proclamée par M. Pieck, ne cachât point des espérances et des arrière-pensées pareilles.

De par sa situation au milieu de l'Europe, l'Allemagne avait été en quelque sorte désignée par la nature pour servir de pont entre l'Ouest et l'Est. Elle a trop souvent manqué à sa vocation de médiatrice. Qu'est-ce que l'histoire de la civilisation en Allemagne sinon un éternel balancement, et souvent une âpre lutte, entre ces deux points cardinaux ? La Renaissance allemande, l'humanisme allemand sont mouvements occidentaux, mais la Réforme luthérienne arracha violemment la Germanie aux influences occidentales. Retour irrité aux instincts primitifs : *Los von Rom !*

Frédéric II dit le Grand penchait vers l'Occident, mais ses sympathies étaient purement intellectuelles. Il laissait à l'avenir le soin de décider sur le fond. Et quand l'Occident prit figure de Révolution française d'abord, de guerres napoléoniennes ensuite, l'Allemagne, où la Prusse commençait son travail de concentration, se détacha plus que jamais de l'Occident, à quelques exceptions près : Goethe, par exemple, et Heine. La nature foncièrement esthétique de Goethe l'inclinait vers l'Occident par goût de ce qu'il appelait la civilisation, et, quant à Heine, son occidentalisme était chez lui un fait de race : il avait été ébloui dans sa jeunesse par Napoléon apportant dans les plis du drapeau tricolore la liberté civile, la sacro-sainte égalité, la tolérance religieuse. Le XIX^e^ siècle allemand, dans son ensemble, est beaucoup plus orienté vers l'Est que vers l'Ouest. Les guerres napoléoniennes, les querelles politico-

littéraires au sujet du Rhin, les pamphlets de E. M. Arndt, le chant furieux de Becker ont créé un fossé béant. En sautant par-dessus à pieds joints, M. Adenauer accomplit un geste historique d'une portée considérable : « La bonne entente entre les deux peuples français et allemand, a-t-il dit, sera le pivot de ma politique. » Ni plus ni moins ; mais à quel prix cette bonne entente est-elle possible ?

L'Allemagne de Stresemann s'était rapprochée de l'Europe occidentale et avait adhéré à la Société des nations pour obtenir d'elles le droit de redevenir une grande puissance, une grande puissance armée. M. Stresemann s'en alla parce qu'elles tardaient à le satisfaire. Plus avisé, plus subtil, plus souple, M. Adenauer déclare ne point envisager, même au ralenti, le réarmement de l'Allemagne. Il laisse aux puissances occupantes la charge de protéger celle-ci. L'Allemagne occidentale n'aura pas de longtemps un budget militaire. Quel avantage dans l'ordre économique ! Et combien la concurrence allemande dans la production et la vente des marchandises n'en sera-t-elle pas à bref délai favorisée ! C'est tout au plus si le gouvernement de Bonn envisage à longue échéance, et si le danger s'aggravait, la formation de contingents allemands occidentaux insérés dans les troupes alliées. Très différente, assurément, l'attitude du gouvernement de Moscou, tout puissant en zone orientale, à l'égard du problème de réarmement dans l'Allemagne de l'Est.

Des bruits alarmants ont circulé à ce propos. La « police populaire » aurait déjà reçu de l'armée rouge des chars dernier modèle. Les ports de Stralsund, Rostock et l'île de Ruegen seraient devenus des bases navales russes. Ces nouvelles ont été démenties, mais il n'y a pas de fumée sans feu. Les Soviets, d'autre part, sont gourmands mais prudents. Ils n'ont pas intérêt à provoquer les puissances de ce côté-ci du rideau de fer, mais ils n'hésiteraient pas non plus, si les choses devaient se gâter, à armer jusqu'aux dents le dernier-né de leurs Etats satellites et à le lancer, comme les autres, contre l'avant-garde ennemie, soit en l'espèce l'Allemagne occupée d'Occident, ralliée au « capitalisme ». Alors les alliés occidentaux seraient bien forcés d'agir à leur tour. Qu'en adviendrait-il et quelle serait la conduite des Allemands de l'Ouest ? Le précédent de la bataille de Leipzig, s'il n'autorise pas un pronostic, permet du moins une hypothèse : les Allemands, ceux de l'Ouest et ceux de l'Est, feraient cause commune avec le vainqueur, avec

celui des deux antagonistes qui promettrait de rendre à l'Allemagne son unité et sa place d'autrefois dans le monde.

En attendant cette mêlée générale, qui n'est pas, grâce au ciel, imminente, mais qui reste possible et dont le risque, en tout cas, contribuera puissamment à déterminer dans les temps qui viennent les destins de l'Europe, on doit faire des vœux pour que la politique occidentale de l'Allemagne de Bonn se précise et se développe dans le sens officiellement marqué par ses dirigeants actuels.

Hélas ! Il faut bien convenir que les aigres propos tenus par certains collaborateurs de M. Adenauer, sinon par ce ministre lui-même, au sujet du problème sarrois s'accordent assez mal avec l'annonce de l'adhésion de l'Allemagne de Bonn à une politique occidentale. M. Adenauer est sans doute sincère quand il préconise cette politique, mais ses adversaires au parlement et dans la presse ont beau jeu à l'attaquer sur ce terrain censément « patriotique ». M. Adenauer, c'est clair, n'est pas complètement maître de ses mouvements. On voit renaître, dans l'Allemagne de 1950, le même état d'esprit qui caractérisait déjà l'Allemagne de Weimar à la veille du triomphe de la Croix gammée, soit la formation d'une opinion populaire sensiblement plus chauvine et plus intransigeante que les pouvoirs publics eux-mêmes. Soutenu par les puissances occupantes, M. Adenauer saura-t-il faire prédominer sa politique personnelle au profit certain de l'Europe et de l'Allemagne elle-même ? (1).

On doit l'espérer, on peut l'espérer, mais il y aura des alertes, des frictions, des crises avant le traité de paix comme après. Et c'est pourquoi, tout bien pesé, l'on ne peut accepter que sous bénéfice d'inventaire la promesse de ralliement à l'Ouest formulée au nom du gouvernement de Bonn par son chef.

MAURICE MURET.

(1) Lors des négociations de 1911, au lendemain de ce qu'on appelait le coup d'Agadir, M. de Kiderlen-Waechter négociait avec M. Jules Cambon la compensation réclamée par l'Allemagne. Il faisait dire en sous-main à la presse chauvine : « Attaquez-moi à fond de train, allez-y gaiement ! » Il déclarait ensuite à M. Cambon : « Voyez l'état de notre opinion publique, voyez comme on m'attaque parce que je suis trop coulant avec vous. » Il n'est pas impossible que ce manège se reproduise.

L'ABBÉ MUGNIER

Je l'ai vu pendant longtemps en maintes circonstances et il me faisait, je puis dire, le très vif plaisir de venir déjeuner quai Malaquais et, plus tard, rue de Lille.

Au quai, il s'enthousiasmait à évoquer George Sand. Elle avait habité, sous le toit, un appartement bas de plafond où elle souffrait de la chaleur. Alors, elle descendait écrire, au rez-de-chaussée, sur les trois marches du jardin. Il le savait !... Aussi, vers ce jardin, le mien, l'abbé s'élançait, comme s'il voulût y saisir la vaine apparence d'une main qui, sous ces mêmes vieux arbres, s'était tendue vers celles de Chopin et de Delacroix.

C'étaient de belles ombres, sévères et musicales, pour notre respectable et vieil ami qui recherchait, non seulement les traces de leur passé, mais possédait l'art et le don inné de les en arracher fugitivement. Et, alors, sans littérature, avec de petits mots simples, des exclamations d'enfant, nous les sortions toutes vives du néant, pour les rendre à la lumière, l'espace d'un instant.

— Mme Sand ! Ah ! Mme Sand ! disait-il. Elle s'est assise sur ces marches !...

Et il se penchait et tendait vers la pierre grise une main respectueuse et tendre.

A cause de cette juvénilité qu'il garda, si pure, je crains, pour son souvenir, les feuilletonistes d'outre-tombe. Il n'est que d'entendre parler de lui, des gens qui ne firent que l'apercevoir ou saisir au vol, à dîner, des réparties, déjà travesties par de précédents narrateurs. S'ils le virent, ils n'aperçurent que cette petite flamme symbolique, faite de cheveux soulevés sur le crâne et qui ne grisonnait pas. Elle brûlait, au-dessus de sa tête, comme celle qui surmonte à l'état de veille, les volcans. Et, les sots voyaient Riquet-à-la-Houppe dans ce petit neveu du *Povero*.

Povero ! diront les ironistes. *Povero !* ce déjeuneur et dîneur en ville, qui portait, alors, derrière la soutane une manière de simulacre de petit manteau, qu'il semblait tenir d'un abbé du XVIIIe siècle, je ne parle pas de ceux des estampes, mais de ces abbés Galiani qui se mesuraient aux Encyclopédistes, ce Galiani dont Grimm écrivait : « C'est Platon avec la verve et les gestes d'Arlequin », à quoi Marmontel ajoutait : « Sur les épaules de cet Arlequin était la tête de Machiavel. »

***

... Je le revois, en Bretagne, à Beauregard, chez Léon Bailby, dans le jardin d'août rempli de fleurs et d'abeilles, à l'horizon du Mont Saint-Michel. Il parlait aux abeilles dont le vol, dominé par lui, l'escortait, tandis qu'il remplissait ses poches, et son livre de prières même, de ce qu'il saisissait à pleines mains et respirait, des fleurs, en se faisant répéter plusieurs fois leurs noms qui l'enchantaient. C'est là que je le comparais à François d'Assise. Il n'en avait pas, dira-t-on, la grandeur totale ; mais il n'était point né au flanc de l'Apennin et le XIIe siècle n'est plus le nôtre... Et puis, les Saints sont ce qu'ils sont, tels que Dieu les exige et les vêt, selon les temps où Il nous les envoie et, pour combattre, Il leur remet les armes qui conviennent à ces temps-là.

Le *povero* s'avançait à travers les campagnes, parlant aux oiseaux. Je le vis, un jour où nous déjeunions à Combourg chez Mme de Durfort, née Chateaubriand. Nous étions montés en haut d'une des vieilles tours, pour pénétrer dans la chambre où René vécut. A l'instant même, au rebord de la fenêtre, une hirondelle s'envolait.

— *Il* l'a vue ! s'écria l'abbé frémissant.

De même, à Beauregard, devant la baie du Mont Saint-Michel où son hôtesse de Combourg l'avait amené chez Léon Bailby, je le vis parler aux abeilles et dire, devant les ruches, d'une voix balbutiante, dans l'enivrement où le plongeait, parmi tant de fleurs, ce jour d'été radieux, des phrases qui s'envolaient comme des cantiques dans lesquels Desbordes-Valmore rejoignait Fénelon. Et puis, ressaisi, soudain par l'ombre de Chateaubriand :

— Ah ! *s'il* était là ! s'écria-t-il.

L'abbé Mugnier s'est longtemps promené, mais en apparence seulement, parmi les Parisiens et dans le seul espoir, toujours,

de les convertir, en souriant d'abord avec eux, et leur montrant, par un trait brillant et naturel, qu'il pouvait leur ressembler par la vivacité de l'esprit et demeurer pourtant, le *grand* chrétien, l'homme détaché de tous biens terrestres, le prêtre strict, généreux, ardent, le pauvre missionnaire qu'il était.

Afin d'éviter, dans une bien petite mesure, hélas ! ne nous illusionnons pas, que les gazetiers — on dit aujourd'hui *échotiers* — ne s'adressent à des sources moins sûres, je voudrais tenter de créer, de lui, une image, la plus véridique possible, qui offrirait assez de documentation pour ne point permettre d'introduire dans cette existence d'enfant du Bon Dieu et d'émissaire évangélique, des historiettes, croustillantes peut-être, mais qui retireraient à cette existence, exceptionnelle par certains côtés, toute signification, et sa véritable personnalité, qui était grande.

***

En le rencontrant chez Mme Alphonse Daudet, pour la première fois, j'avais été frappé à quel point ce petit homme simple montrait le masque de la vie même, cette face expressive, mais sans vulgarité que l'on rencontre dans le peuple de France et qui en porte la belle estampille, ce sceau d'une suite de terriens et de travailleurs, d'ouvriers et de petits employés. Dans quelque poste qu'on les place, ils vont surprendre par l'intelligence dont ils témoignent et qui profite pareillement à ceux qui les emploient comme à ceux qui les approchent. L'abbé n'était, à le voir, positivement ni du Nord ni du Midi, ni Breton ni Bourguignon. Il se rapprochait, à vrai dire, de certain air *parisien*, pour ce que nos compatriotes offrent de sourires à l'adversité, comme aussi de larmes légères, toujours prêtes à glisser des cils pour des bagatelles. Je voudrais, sans hérisser personne, écrire : *parigot !*

Mais, entendons-nous : comme on dirait d'un plat qu'il est à *l'ail* parce qu'on en aurait mis, en l'accommodant avec adresse, une « pointe », dont on serait bien en peine de trouver trace dans l'assiette.

Ce masque, il me semblait y retrouver ce qui fait aimer le buste de Barnave ou le portrait de Stendhal, cet autre dauphinois. Et, j'ajoute une ressemblance encore, contemporaine celle-là, un masque aussi dessiné, mais que peut-être ceux qui connaissent l'homme que je vais citer, n'eussent pas trouvée : Forain. On ne saurait

contredire qu'il n'offrît avec ce dernier une similitude indiscutable, dans la précision de la répartie foudroyante, devant qui et où qu'il se trouvât.

Ainsi, celle qu'il fit, devant moi, à déjeuner (je l'avais notée sur mes carnets et je puis en donner la date : 13 février 1915). Mme la comtesse Potocka, née Pignatelli, s'était écriée, et sans doute avec le diabolisme qui formait alors, la beauté s'épaississant, la marque distinctive de sa personne :

— Ma pauvre mère m'a laissé une petite statuette de Jeanne d'Arc tout en bois qui me fiche une guigne !...

Alors, sans sourciller, l'abbé lançait du tac au tac, mais sur le ton d'une condamnation qui livrait aux flammes éternelles la malheureuse impie :

— Rebrûlez-la ! madame la comtesse... Rebrûlez-la !

***

Chez une dame israélite de grande intelligence et de cœur généreux, à la table de laquelle nous déjeunâmes quelquefois, j'ai entendu l'abbé traiter Forain, qui faisait des citations augustes, de *Père de l'Eglise* et Forain riposter par un : *parpaillot* qui prenait sur la courbe de ses lèvres minces une signification qu'on aurait pu véritablement appliquer à Saint-Augustin. Et, ces deux grands croyants se tenant tête, brillamment, c'était un beau spectacle, une joute saisissante, de voir aux prises le saint homme qui n'avait jamais péché et ce maître de l'apostrophe, longtemps nourri de vache enragée, ayant lutté avec une énergie qu'on ne pouvait cesser de lui lire aux yeux ni de surprendre dans les interjections spontanées.

Et sans doute, existait-il entre ces deux faiseurs de raccourcis saisissants plus de parenté encore que nous ne pûmes le soupçonner, car *l'abbé*, comme nous le désignions, aurait pu, bien souvent, trouver pour Forain des « légendes » à placer sous quelques-uns de ses dessins, mais il les ravalait, si je puis dire, pour leur donner à l'instant la forme qui lui était permise.

En tenant compte de la Grâce qui ne cessait d'accompagner ce prêtre si chrétien, je me souviens dans mes promenades d'adolescent, au musée du Louvre, en admirant Ingres, dans le portrait de *Madame Rivière*, au shall jaune à palmettes, que nous allions regarder, de m'être arrêté non loin, attiré, derrière le front penché

de Chérubini, par cette Euterpe tenant une lyre et qui, peinte sans doute après coup par Ingres, sur un fond dont le bitume n'avait pas séché suffisamment, nous apparaissait toute craquelée dans sa blanche tunique ? Ainsi, derrière l'abbé Mugnier, je ne cessais d'entrevoir la Grâce, lorsqu'il s'abandonnait à la table de Mme Alphonse Daudet au délire de Chateaubriand et de Lamartine, dont il citait de belles phrases musicales et des vers harmonieux, entrecoupés de : « Ah ! chère madame Daudet ! » prononcés d'une voix dont la jeunesse d'intonation ne semblait si surprenante que pour proclamer et enraciner, en nous, l'innocence de cette âme à son insu.

***

J'avais pris véritablement conscience de ce que l'abbé pouvait offrir de sérénité dans la diversion et la liberté des réparties, où il excellait, lorsqu'il avait enfin remis les pieds à Paris, après le voyage en Terre Sainte, retour qui ressemblait, bien véritablement, à celui d'un exil. C'était en 19...

J'avais été ramené à dîner, à l'improviste par un ami, alors cruellement frappé par le sort, après qu'il eût été apparemment comblé de tout ce qu'un homme de sa qualité pouvait souhaiter ici-bas. Il était venu vivre, chez ses parents, devant les Invalides, dans un petit hôtel, à l'extrémité de la rue de Constantine.

Dans le salon occupant le rez-de-chaussée sur l'Esplanade, parmi les portraits des Castellane, des Juigné et des Talleyrand, la maîtresse de maison offrait l'image d'un temps qui, alors, n'était ou ne semblait plus être, déjà. La grâce incomparable faite de la longue pratique du monde et de la charité ennoblissait encore quelques dames d'une société ayant traversé bien des épreuves et fait bien des concessions, et aussi beaucoup perdu à des échanges, qui n'étaient qu'en apparence, avantageux. Cette grâce que donne une jeunesse pure à une maturité consentie, trouvait dans la personne de Mme de Castellane, née Juigné, une représentation si parfaite que ni M. Paul Bourget, son voisin, qui venait souvent lui rendre visite, après déjeuner, ni M. Aimery de la Rochefoucauld, censeur assidu, n'eussent trouvé à y retrancher ou ajouter le trait le plus fin, le plus insaisissable.

— Vous allez dîner avec l'abbé Mugnier. Il vient enfin de rentrer à Paris, pauvre cher homme ! me dit Mme de Castellane, à l'instant où son mari paraissait dans le salon, soutenu par son

valet de chambre. Il avait revêtu un smoking, comme chaque soir, pour dîner. Ainsi, souvent, tête à tête, ce couple prenait le repas du soir, elle qui ne descendait point sans être gantée haut, ni vêtue d'une robe au corsage échancré, montrant un collier de perles, lointainement admirables, mais dont le temps avait usé l'orient pendant bien des règnes, au col de bien des jeunes femmes, auxquelles on le transmettait chez les Juigné, de mère en fille ; il portait la désignation de *collier de la marquise de Ganges*, une aïeule du XVIIIe siècle, dont la mort fut tragique.

Parut l'abbé. Il souriait et entrait en se précipitant : le rythme même auquel battait son cœur.

— Chère madame la marquise ! s'écria-t-il avec l'expression de la joie la plus sincère.

Mme de Castellane l'avait fait asseoir près de la grande table ronde à laquelle elle s'accoudait et dont le tapis de velours était recouvert de livres pieux bien reliés, de volumes récents, qui n'étaient vêtus que de leur robe jaune, près de miniatures charmantes, d'image familières, dans des cadres disparates, de coupe-papier, de crayons et, parfois, près du bras posé sur le velours, on apercevait les perles d'onyx d'un rosaire.

Le maître d'hôtel vint annoncer le dîner. C'était l'instant où celui que Paris n'appelait que *Boni*, sans rien de plus, redescendait de la petite chambre où il vivait, depuis que les grilles dorées du palais de marbre rose de l'avenue Malakoff lui avaient été fermées au nez. Les ameutements, les rigueurs d'une existence nouvelle n'avaient, certes, rien effacé ni abattu de cette apparence de maîtrise de soi et de plaisir à vivre qu'on lui connaissait.

L'abbé fut assailli d'interrogations sur Jérusalem. Elles semblèrent le piquer comme des abeilles ; car, les lèvres brûlées par le potage, sur lequel il n'avait pas eu le temps de souffler dans la cuillère ou qu'il n'apercevait peut-être même pas dans son assiette, la tête tournée à droite et à gauche, voulant répondre à tout, et dîner, il ne s'exprimait que par monosyllabes.

Et c'est parce que j'ai retenu deux de ces répliques et qu'elles peignent l'homme, que je décris ce retour. Boni demandait :

— Mais, monsieur l'abbé... le Saint-Sépulcre ?

L'abbé, soulevant de son assiette un front sur lequel se dressait déjà la houppe, comme une flamme au-dessus d'un bol de punch :

— Le Saint-Sépulcre ?... Un cloaque !

— Et le Mont des Oliviers ?

— Un coupe-gorge !

A ces mots, Boni remplissait la salle blanche des éclats de son rire, tandis que Mme de Castellane regardait son hôte, interdite.

Et cette évocation me ramène à Forain que, je ne saurais dire combien de fois, j'entendis ramasser dans le pareil raccourci d'un seul mot portant en soi une si frappante image, ce que d'autres n'eussent fait entendre qu'après maintes explications.

L'abbé pourtant s'expliqua. Il avait été plongé dans une amère stupéfaction de voir les Lieux Saints envahis par la foule des métèques s'accrochant aux pèlerins pour leur vendre de pieux souvenirs et des reliques expédiées de Marseille, sur des cargos.

...Mais, je dois dire encore qu'après le repas, alors que M. de Castellane eût été conduit à son fauteuil dans un angle du salon, tandis que Mme de Castellane nous avait rapprochés de son fauteuil, son fils et moi, j'aperçus l'abbé, portant une chaise basse près du malade.

Appuyé au bras du fauteuil, celui-ci avait joint les mains. Et, le prêtre, un air de gravité soudaine s'immobilisant sur son visage incliné, comme plongé dans le silence des limbes, écoutait la confession que lui faisait dans la pénombre à mots tremblants le pénitent qui le retrouvait après une longue absence et auquel, bientôt, avant de nous rejoindre, et le visage pareil à celui des saints, tels qu'on les représente guérissant les aveugles et les paralytiques, il donna l'absolution.

Nous ne semblions avoir aperçu ni même soupçonné la scène qui se jouait, à moins de dix pas de nous et, cependant, nous baissions le ton, en parlant.

Un certain temps passa, pendant lequel, traversant nos silences, nous devinions la voix du prêtre. Elle semblait nouvelle à mon oreille, pressée, précise ; chaque mot frappait droit, non comme des balles de tir, certes, mais comme, sous leur gaine de feutre, les marteaux d'un piano.

Le comte de Castellane, lui, ne savait guère observer le silence. Le voisinage de ceux pour lesquels il avait de l'amitié le poussait aux récits dont le moindre prenait, d'ailleurs, un relief inattendu. Lorsque M. l'abbé Mugnier nous rejoignit, après qu'il fût demeuré quelques instants muet, il prit sa part de l'amusant tableau que faisait Boni, d'un récent dîner chez Mme Edouard André, dans son musée du boulevard Haussmann, auquel étaient conviés les *Princes*. Après le repas, la maîtresse de maison, envoûtée par

un complet oubli de ces augustes présences et assise à l'écart, sur un pouf, se heurtait d'un doigt le genou, en faisant : Ploum ! ploum !... comme si elle eût joué de la harpe !

— Préférons Sainte Cécile ! Préférons Sainte Cécile ! s'écria l'abbé.

***

Ce « dîneur en ville » remplissait une mission, pour laquelle on ne lui voit point de successeur. Trop de qualités, sans doute, y étaient nécessaires ; la Foi la plus pure, d'abord et le désintéressement comme un tour d'esprit incomparable, mais non préparé, qui avait la légèreté du papillon et qui sait choisir ses fleurs.

Choisir, à Paris et dans le monde, tout est là. Et l'abbé, qui semblait précisément ne pas vouloir faire de choix, était celui qui sut triompher comme personne dans ce rôle, pour lequel il demeure irremplaçable, parce qu'il en avait fait — avec le petit nez busqué des contradicteurs et des yeux d'apôtre — une mission.

... Et, d'abord, il *dînait avec ses oreilles*, non avec les dents. Car il se servait à peine et mal, bousculant tout dans son assiette, afin de suivre la conversation et n'en perdre mot. Et se saisir de ceux qui lui passaient devant la face, pour rétorquer une erreur, aussitôt, ou lancer une de ces répliques s'envolant au-dessus des nappes, comme des colombes.

Et nous avions depuis longtemps compris qu'elles transformaient toujours les brins d'estragon en rameaux d'olivier, par exemple, aux premiers mois de la guerre, en 1914, dans cette exclamation que je lui entendis jaillir des lèvres, parlant de la confusion qui existait dans le départ de certains trains vers l'est et du nombre de jeunes soldats venus spontanément se confesser à lui et demander l'absolution :

— Alors, maintenant, je fais les gares !

ALBERT FLAMENT.

POÈMES

I

L'ÉPITAPHE SANS NOM

Quand les pouvoirs d'Orphée envahiraient la main
Qui frappe à cette porte et me cherche et me touche,
Bien que je ne sois plus qu'un fantôme farouche,
Je ne rentrerais pas dans le cortège humain.

Non que j'aie oublié la saison du jasmin,
Ni qu'un rêve exaucé m'attache à cette couche...
Mais le doigt de la Mort arrête ici ma bouche
Et je me borne à dire aux couples du chemin :

— Portez ailleurs vos pas, vos bouquets et vos plaintes ;
Plutôt que de pleurer sur quelques nuits éteintes,
Apprenez, enviez, divulguez mon bonheur :

Ombre toujours brûlante et toujours poursuivie,
Sur la terre élevée où s'est ouvert mon cœur,
J'habite un souvenir plus parfait que la vie.

II

LES CRÉTOISES

Dans le dernier rayon de l'heure
Qui devient chair sur l'archipel,
Leur groupe fléchit à l'appel
Des marches que la mer affleure.

Toutes pâles au feu de l'eau
Où la fin du jour s'évapore,
Elles touchent le madrépore
Avec la pointe du roseau.

Et jusqu'aux flûtes, jusqu'aux sistres,
Qu'elles réveillent en marchant,
Aux poulpes rouges du couchant
Ramènent leurs regards sinistres.

L'une voit dans le soir désert
Toute une flotte en feu qui sombre ;
Et dans la puberté de l'ombre
L'autre écoute affluer la mer...

III

DAPHNÉ

Quitte ces lieux. Aborde une terre étrangère,
Ou cherche dans la mort des chemins inconnus :
Même Smyrne saline où jouaient tes pieds nus
Ne peut plus arrêter la semence d'Homère.

Pour soumettre à tes vœux l'une et l'autre étendue,
Du champ de l'oiseleur au passage des eaux,
Il ne faut ni carquois, ni rames, ni réseaux,
Mais Daphné fugitive en laurier suspendue.

IV

STÈLE MARINE

Où faut-il t'invoquer ? Les rochers dangereux
Connaissent aujourd'hui les phares et la sonde ;
Mais les oiseaux plaintifs se demandent entre eux
Quel attrait s'est rompu sur la face du monde.

En quels champs, sous quels cieux revivent les esprits ?
Mènes-tu boire aux flots les brûlants attelages ?
Ou, couché nuit et jour sur de calmes débris,
Vois-tu s'ouvrir sans fin l'iris des coquillages ?

Jeune mâne, voici pour consoler ta chair
Les filles que Cypris roule sur un lit d'algues
Et dont les beaux genoux soustraits à l'ample mer
Prolongent dans l'amour l'impulsion des vagues.

PAUL LORENZ.

PIERRE CAMO

L'amitié profonde et sans nuages qui me lie à Pierre Camo remonte à l'année 1915. J'avais alors dix-sept ans et je venais de fonder au Lycée de La Rochelle, dont j'étais élève, une petite revue : *l'Effort des Jeunes* où je tentais, avec des camarades de mon âge dispersés aux quatre coins de la France, de montrer la vitalité littéraire d'une génération pleine d'espoir et de confiance dans le destin même de notre poésie. Le second numéro de cette revue contenait une étude de moi sur le poète du *Jardin de la Sagesse* et des *Beaux Jours*. J'eus l'occasion de la lui faire parvenir par l'intermédiaire d'un ami commun et il voulut bien m'écrire de son île lointaine une de ces longues et charmantes lettres dont il garde le secret. Dès lors nous correspondîmes souvent. Mais il me fallut attendre 1919 pour rencontrer Camo à Troyes où j'étais deuxième canonnier servant. Puis ce furent, au hasard de quelques permissions, de nouvelles rencontres à Paris, d'abord aux Deux-Magots où nous retrouvions Pierre Benoit, Robert de La Vaissière et Charles Derennes, et ensuite, dans ce café des Tourelles, à Passy, où Joachim Gasquet, entouré d'artistes, se révélait un animateur vraiment incomparable. Ces belles heures, certes, ont fui trop vite ; mais nous savions déjà tous deux que notre amitié commencée devant les Muses serait de celles que le temps ne peut qu'affermir.

***

Camo est né le 16 décembre 1877, à Céret, la ville des musiciens, des peintres et des poètes, ombragée de platanes et parée de fontaines, en plein cœur de ce Vallespir qui l'a inspiré maintes fois et qui, avec ses oliviers, ses bois de chênes-lièges, le murmure de ses eaux douces, ses vergers ensoleillés, son beau ciel si pur et le décor de ses proches montagnes s'offre à nos yeux éblouis comme une

merveille entre les merveilles de la plus colorée de nos provinces. Notre ami a surtout exalté son Roussillon natal dans les poèmes du *Jardin de la Sagesse* où il dédie à sa jeune sœur des vers attachants sur les loisirs et les travaux de la campagne et où il rêve d'habiter dans une maison blanche, près des Albènes et des flots sillonnés de voiles, à côté d'une enfant de race sarrasine au corps souple et brûlant comme les feux rouges de l'été. Mais il a chanté aussi la Catalogne dans certains des admirables sonnets du *Livre des Regrets* et dans l'ode vive et légère qu'il a écrite pour cet Aristide Maillol dont le génie méditerranéen unit le sentiment de la forme à celui de la vie et nous propose constamment un grand exemple d'harmonie.

Le Roussillon touche à l'Espagne et fit partie autrefois du royaume de Majorque. Les pensées de Camo sont allées souvent vers cette île enchantée que Santiago Rusiñol a nommé l'île du calme, et lors d'un passage, hélas ! trop rapide à Palma il a rythmé pour notre secret plaisir des stances mélodieuses sur les indolentes Majorquines. Il a dit également la beauté d'Allegria qui occupe son temps à peindre son visage dans une cour emplie d'oiseaux et celle de Béatrice de Manissès dont les bras sont deux ruisseaux de lait et dont le corps est un bouquet de roses du Bengale. Mais son plus émouvant poème inspiré par l'Espagne à la fois mystique et sensuelle est la *Mort de Lola* aux strophes débordantes d'attraits, de flamme et de passion. On doit placer auprès d'elle les six *Goyescas*, composées de décasyllabes, qui vont très loin, aussi bien dans l'acuité que dans le rêve, et dont voici la première :

Les œillets noirs du pays du soleil
Ont parfumé d'une odeur de muscade
Sa belle gorge, et la fleur de grenade
A teint sa lèvre avec son fard vermeil,

Ses lourds bijoux, sa parure bizarre
Ont je ne sais quel charme singulier,
Et sa voix donne un tour particulier
Aux vers qu'on chante au son de la guitare.

Sa chevelure est une belle nuit
Des chauds étés aux jardins de Valence
Et tout son corps, formé de nonchalance,
A l'apparence agréable d'un fruit.

Son souvenir, plus frais qu'une fontaine,
Pour elle avive encor mon goût secret
Et son image, ainsi qu'un sombre œillet,
Pare mon cœur et parfume ma peine.

Cependant, plus que du Roussillon et de l'Espagne, Camo restera

le poète de Madagascar, la grande île australe où il a vécu en exerçant les fonctions de magistrat pendant vingt-cinq ans. Là, dans le parfum des lilas de Perse et des roses de Chine, il nous a dépeint le charme sombre et voluptueux des filles de couleur qu'il a fait ainsi magnifiquement entrer dans la poésie française ; et, après avoir médité avec un adolescent de race royale, il a célébré une mystérieuse Imérinienne en des vers tout ensemble nostalgiques et puissants où revit le souvenir de Ronsard et de Joachim du Bellay. Un jour, enfin, l'inspiration de Camo le conduisit plus loin encore, en Océanie, vers le tombeau de Gauguin dont une récente exposition à l'Orangerie nous a fait mieux saisir les dons géniaux de coloriste. Et ce furent des strophes où la simplicité s'accorde avec la magie et le meilleur hommage que l'on ait jusqu'ici rendu au grand solitaire de Tahiti.

***

Le goût qu'il a pour la peinture et les couleurs tient une place importante dans la poésie de Camo ; mais il est en outre un exceptionnel manieur de rythmes et un musicien du vers comme il y en a très peu. Authentique héritier des poètes de la Pléiade, de Tristan l'Hermite et d'André Chénier, l'auteur des *Roses d'Emyrne* se rapprocha vers 1924 de l'éblouissant et ténébreux Gérard de Nerval et des maîtres de la poésie pure : : Stéphane Mallarmé et Paul Valéry. Cela nous valut quelques réussites délicates, hermétiques et pleines de subtiles correspondances. Puis il aborda le vers libre et nous donna en 1932 un *Heptaméron Poétique*, d'une fraîche élégance et d'un charme spontané, qui tout en demeurant très original s'apparente aux chansons de Louis Codet ou de Tristan Klingsor.

L'édition collective des poésies de Camo parut en 1936, l'année même où il reçut le Grand Prix de Littérature de l'Académie française. Cet ouvrage lui permit de toucher pour la première fois de nombreux lecteurs que depuis longtemps il méritait d'atteindre.

L'années suivante, Camo publia sous le titre modeste de *Livret de Poésie* une mince plaquette qui ne fut pas assez remarquée, car elle contient plusieurs sonnets sur l'amour et la mort d'un sombre accent où l'on peut écouter les battements de son cœur fier et pudique. Voici l'un de ces émouvants sonnets :

J'ai choisi pour symbole entre toutes les fleurs
Cette anémone de sombre rouge empourprée,
Qui du sang d'Adonis fut jadis colorée
Et que Vénus, peut-être, arrosa de ses pleurs.

Le destin qui lui fit sa tragique couleur
Est celui des belles choses désespérées,
Grâces, forces, tendresse et jeunesse sombrées
Dans la nuit de la mort et le vent du malheur.

Il n'est pas jusqu'au grain de cette poudre noire
Dont son cœur est marqué, qui ne me laisse croire
A quelque pollen pris aux cendres de l'Enfer ;

Et ce vide absolu de senteurs exhalées
M'est comme l'avant-goût affreusement amer
De l'air que l'on respire aux funèbres vallées.

On lit aussi dans ce recueil une *Ode en forme d'Allégorie* dédiée à Raoul Dufy qui montre bien les rapports que le poète du *Livre des Regrets* n'a cessé d'entretenir avec les plus audacieux artistes de son époque et une baudelairienne *Improvisation sur le Voyage* où l'on rencontre des vers étonnamment évocateurs.

Pierre Camo s'est tu pendant douze ans, et ce n'est qu'aujourd'hui qu'il vient de nous offrir sa dernière œuvre poétique : *Suite galante* pour laquelle André Dunoyer de Segonzac a gravé une admirable eau-forte. Ce livre qui fait honneur à l'édition française par sa belle présentation comprend une trentaine de pièces d'une grande diversité dont le *Prélude sur la Rose et l'Absence* n'est pas la moins attrayante ni la moins riche en mystérieux prolongements. Les sonnets comptent parmi les plus accomplis que l'auteur du *Jardin de la Sagesse* ait à ce jour composés. Ils sont chargés d'une musique en quelque sorte nouvelle et pourtant assez proche de celle que nous firent entendre certains poètes précieux de la fin du XVI^e^ et des premières années du XVII^e^, et ils nous retiennent par leur vif raffinement et par les charmes qui semblent émaner d'eux ainsi que de secrets parfums. Quatre romances les accompagnent et témoignent d'une fraîcheur et d'une aisance toutes naturelles et par cela même très rares dans la production contemporaine. Il faut toutefois leur préférer la *Plainte inutile* aux alexandrins harmonieux, désenchantés et profonds, et les deux poèmes en prose sur lesquels s'achève cette *Suite galante* et qui mêlent en eux la plus forte rigueur au lyrisme le plus élevé.

PHILIPPE CHABANEIX.

FERNAND MAILLAUD

Parmi les artistes contemporains, Fernand Maillaud (1) est sans doute l'un de ceux que j'ai le mieux connus, non que nos rencontres aient été fréquentes, mais chacune d'elles, si éloignées qu'elles fussent, nous « raccordaient » l'un à l'autre. Nous nous retrouvions comme si nous nous étions quittés la veille et néanmoins des semaines, des mois avaient passé. Maillaud voyageait beaucoup, allait à l'étranger, séjournait longtemps en Provence ou dans son cher Berry et ne faisait en somme que de rares apparitions à Paris, dans son atelier de la rue de l'Estrapade, dont les fenêtres donnent sur un fouillis de verdure d'où émergent la tour Clovis, le dôme du Panthéon et le clocher de Saint-Etienne-du-Mont.

Le printemps y fleurissait quand je m'y rendais au mois d'avril 1946 ; ce devait être notre avant-dernière entrevue. Je surprenais le maître en robe de chambre brune et n'était le petit nœud noir qui dépassait sur le col de la chemise, la moustache taillée court, j'aurais cru me trouver en face d'un moine. Il était rentré depuis trois jours du fond de la Provence qu'il n'avait pas quittée depuis la guerre et je craignais qu'il n'eût abandonné sa facture, son goût du mystère qui perce dans ses paysages berrichons.

Ses yeux clairs qui reflètent à certains moments une candeur d'enfant, filtrent une joie malicieuse. Et le voici étalant sous mes yeux peintures, dessins, aquarelles, tout ce qui se trouve, je crois, dans son atelier. Tel est l'homme dans sa simplicité cordiale, qui vous ouvre ses cartons comme il vous ouvre son cœur. Il a eu raison de la lumière de Provence et du Maroc et ses dernières toiles témoignent de son penchant pour les tonalités estompées, les sujets demeurés à l'état d'esquisses, les brumes enveloppantes sur lesquelles se détachent personnages, animaux, paysages.

Derrière l'artiste, on reconnait l'homme du terroir : en vrai berrichon, il ne se laisse pas éblouir. Il devait partout rechercher

(1) Une exposition de son œuvre va s'ouvrir ce mois-ci à la Galerie Durand-Ruel.

les clairs-obscurs, l'heure du repos cependant que les ombres s'étirent, les chemins creux où le rêve se prolonge...

On comprend par là que Maillaud ne se soit jamais imposé, au sens brutal donné à ce terme par des marchands affairistes : il n'appartient pas à l'instant, il n'est l'homme d'aucune coterie et la publicité tapageuse lui est en horreur. Sa sensibilité est bien trop grande, bien trop forte pour se plier à aucun compromis. Ce qu'il peint, il le sent, il l'aime.

Deux choses essentielles en peinture : le charme — grande évocation de la nature. Au-dessous l'âme de l'homme, intime et profond. Peindre — pas seulement sous l'angle visuel — mais ce qui vient de l'intérieur.

J'ai saisi ces paroles au vol, mais elles demandent une explication pour celui que n'est pas familier avec nos contrées. L'expression de « charme » ne saurait signifier, dans la bouche de mon vieil ami, quelque chose d'enjolivé, voire d'un peu superficiel ou d'efféminé. Ce mot doit s'entendre plutôt au sens de *délicat*. On dira d'une jeune fille qu'elle a du charme, pour attester de sa grâce, de son affabilité, mais aussi de sa beauté et de sa délicatesse de sentiments. C'est ainsi qu'on parle communément du charme de la nature, soulignant ainsi la grâce sensible d'un vallon ou la nonchalance d'une rivière.

Fernand Maillaud — je l'ai déjà dit et on ne saurait trop le répéter — est resté un homme de terroir, et ce n'est pas en vain qu'il a passé sept années auprès de Maurice Rollinat, à Fresselines, au confluent des deux Creuses — l'un des sites les plus pittoresques du centre de la France — et sept années encore dans la compagnie du poète Gabriel Nigond, à Verneuil-sur-Igneray, dans la petite maison des Epingués où tour à tour le peintre et le poète ont fourni le thème initial aux couplets de l'un, aux images de l'autre.

Il n'y a rien là qui puisse surprendre chez deux êtres aussi apparentés par la tournure d'esprit, aussi proches des paysans au milieu desquels ils se plaisent à vivre, dont ils savent les gestes et leur signification. Cela valait néanmoins la peine d'être souligné, vu que l'humilité n'est pas la vertu ordinaire des artistes non plus que des écrivains, et que ces échanges de tous les soirs à la veillée, cette communion fraternelle où chacun puisait à son gré exigeaient autant d'abnégation que d'amitié fervente. Mais, en retour, quelle émulation ! Il serait facile de rapprocher certaines toiles et tels poèmes où se retrouvent les mêmes sujets, ici « un gros chien

roux qu'a nom Flamberge, vif comme un rat, sec comme un clou », et dont le nez a été endommagé par les dents d'un loup ; ailleurs le forgeron, « un vieux fou, sage à sa façon, qu'a la mauvais'tête et l'cœur tendre », ou la femme qui les servait, surnommée la Médite, combien d'autres encore...

De cette collaboration étroite, on trouve le plus bel exemple dans l'illustration des *Contes de la Limousine*, le meilleur recueil de vers en patois berrichon, langage substantiel bourré d'archaïsmes, mais si riche de vieux mots français, même déformés par l'usage. Après la mort de son ami, Maillaud évoquait leur intimité dans le numéro du « Gargaillou » consacré à la mémoire du poète Berriaud : « Verneuil, les Epingués, la bonne vie d'autrefois. L'affection, le travail, la paix des champs : les silences et les causeries, les mêmes enthousiasmes, la même ferveur, le même amour pour tout ce qui est simple, humble, et fervent ! pour notre Vallée noire pleine de songes, de légendes ! et le souvenir de notre amie qui repose près de l'aïeule de génie qui a révélé à la terre entière l'âme de ce Berry silencieux, modeste et grave. »

Comme cela est joliment traduit, en quelques phrases dépouillées de littérature ! Maillaud eût pu écrire lui aussi ; sa correspondance, qu'on publiera sans doute un jour, atteste suffisamment de qualités de style et d'imagination. S'il a choisi une autre voie où exprimer ce qu'il ressent intensément, il y apporte le même élan, j'allais dire la même furie. Et cela de tout temps. Rien de guindé chez lui, tout est spontané. Une vision se précise, c'est comme une musique qui chante en lui et il lui faut aussitôt noter ce qu'il entend. Point de croquis sur le carnet, il saisit son pinceau et attaque directement la toile. De là parfois un défaut de composition qu'il corrigera plus tard. Mais il ne faut pas laisser passer l'inspiration. Elle est à la source de tout ce qu'il a peint.

Quand on regarde une de ses toiles, on découvre, au-delà du paysage, le sens caché des choses. Cela ne s'apprend pas dans les manuels, non plus que dans la copie plus ou moins habile des maîtres. « Copier les maîtres dans les musées ne signifie rien, répétait-il souvent ; c'est au dehors qu'il faut s'en souvenir quand on s'est pénétré de leur sentiment. » Aussi peut-on dire que Maillaud n'est l'élève de personne. Ce qu'il est, il ne le doit qu'à soi-même, à sa vision des grandes étendues, des larges horizons, à sa fine observation du rythme des êtres et des choses.

Maintes fois on l'a comparé à Millet. Mais il y a chez Maillaud

une plus grande sensibilité, plus frémissante. Sa toile n'est pas limitée, elle déborde le cadre et l'on se laisse entraîner à sa suite dans des sentiers ravinés ou sur le versant des montagnes violettes de la Creuse. On respire un air pur sous un ciel tendre, on escorte les lourds chariots qui rentrent la fenaison au pas majestueux des grands bœufs roux, on s'arrête pour écouter les caquets des laveuses penchées sur la rivière ou les discussions sur la place du marché. Et partout, et toujours devant chacun de ses tableaux, on éprouve la même joie tranquille, la même gaîté sereine. Cette gaîté, cette joie sont l'apanage d'un cœur simple. Ce petit homme, toujours rasé de frais, vêtu comme un bourgeois correct, a gardé l'âme d'un paysan. Ni les séjours à l'étranger où on le fête, ni la renommée et les honneurs ne sauraient le détourner des simples, ses véritables amis ; il demeure comme eux sans ambition et sans besoins. Comme eux, il reste attaché à son sol, à cette petite patrie où se sont éveillés ses premiers rêves d'enfant, et où il vient se retremper, au terme de ses lointains voyages, comme à la source de toute poésie. Petit-fils de terriens, Fernand Maillaud vit en communion étroite avec la nature qui n'a plus de secrets pour lui. Il connaît toutes les « traînes » et les chemins creux de son pays, ses collines bleuissantes aux approches de la nuit et ses étangs couverts de brumes ; il connaît surtout ses habitants, bêtes et gens, leur gestes lents et graves à la mesure de leurs travaux.

Placé devant ses tableaux, on comprend mieux dès lors ce frémissement de la nature, cette palpitation des arbres et des nuages, ce chant qui monte de la terre et des prairies, cette douceur virgilienne qui baigne les harmonies du soir. Ayant longtemps médité sur « le caractère permanent des choses », Maillaud en a fixé la pérennité. Mais il l'a fixé d'une manière impérissable.

Une toile de Maillaud parle à l'oreille autant qu'à l'œil. Si je pose la plume et que je lève les yeux, je trouve au premier plan une rivière qui déborde et dans laquelle miroitent les arbres dépouillés par l'automne finissant. Les ajoncs brûlés forment une plaque roussâtre qui s'étend jusqu'à la prairie d'où s'élève une buée légère ; des nuages courent au ciel encore lourd de pluie, mais qui laisse apercevoir une écharpe bleue. Au travers des arbres, on entrevoit des collines d'une teinte indécise, entre gris et violet, coupées par les toits rouges de quelque ferme. Il n'y a rien dans ce tableau, mais il me suffit de le regarder pour me sentir heureux.

Ainsi le sortilège entre en moi et m'arrache à moi-même, me

fait vibrer à l'unisson du peintre. Je vois ce qu'il a vu, je respire le même air que lui, j'éprouve les mêmes sensations. Je me penche au-dessus de l'eau qui doit refléter mon visage et je cherche comment rejoindre la ligne des grands arbres qui s'éloignent vers l'horizon. Pas un être humain à qui m'adresser, pas un oiseau qui cherche sa pâture. Je suis seul et ma solitude, loin de m'effrayer, m'est un enchantement. Je me reconnais, sans jamais avoir parcouru cette contrée ; je la sens mienne et plus je contemple, plus je me retrouve en étroite communauté avec la nature.

C'est peut-être là le secret de Maillaud, de vous amener lentement, par le cheminement de la pensée, à partager avec lui cette effusion des âmes et des choses.

Cette nudité dans ses paysages, elle s'explique à présent. Reportons-nous aux paroles prononcées dans son atelier : « Peindre — pas seulement sous l'angle visuel — mais ce qui vient de l'intérieur. » Ce qui a fait dire à Camille Mauclair : « Il traite le paysage comme un portrait, et pour lui nous pouvons reprendre la naïve expression des vieux peintres qui faisaient des « portraits de sites ». Il regarde un coin de nature comme un visage (comme un visage aimé, ajoutons), il l'apprend par cœur, il va au profond... »

Je le revois ce matin printanier où j'étais chez lui, m'entretenant de ses préoccupations, de Solange qui était sa consolation et son Antigone, de son neveu Pierre Bourdan qui représentait à ses yeux le monde politique dont il vivait si éloigné. Sa conversation était empreinte d'une affabilité et d'une gentillesse dénuées d'amertume. Il se confiait, interrogeait, s'inquiétait de l'avenir du pays — comme il l'aimait ! Et tout à coup le poêle à pétrole s'était mis à fumer affreusement et nous voilà tous deux accroupis, multipliant nos efforts pour l'éteindre.

Quelques jours plus tard, ils venaient chez moi regarder quelques toiles qui étaient de son pinceau, et dont il ne se souvenait plus. Je ne devais pas le revoir. Les circonstances m'empêchèrent de me rendre en Berry, quand on associa l'an dernier son nom à ceux de Gabriel Nigond et d'Hector de Corlay dans une même commémoration, mais j'ai vu par l'image les trois effigies de bronze que le sculpteur Nivet avait inscrites dans la pierre du souvenir ; j'ai su quelle manifestation d'amitié avait entouré mon cher Maillaud, heureux de se mêler aux humbles artisans, les potiers, qui ont fait la renommée de Verneuil.

HENRY HUGAULT.

REVUE SCIENTIFIQUE

LA BOMBE H

Les populations médiévales ont cru pendant de longues années que l'an mille marquerait l'avènement de l'Antéchrist, la fin du monde et le Jugement dernier. Le monde était triste alors, nous dit Michelet, et sa fin était à la fois « l'espoir et l'effroi du Moyen âge ». Notre monde d'aujourd'hui n'est guère plus gai que celui des Capétiens, bien qu'il soit moins ignorant et misérable, et s'il la redoute plus qu'il ne l'espère, il croit à la fin du monde tout de même. L'Antéchrist, il lui donne un nom : c'est la science ou plutôt c'est l'esprit d'ambition temporelle servi par une science indifféremment sublime ou démoniaque. Elle a déjà produit la bombe U ; voilà qu'elle nous apporte la bombe H cent ou mille fois plus destructive. Ce n'en est pas moins une conquête magnifique de l'intelligence.

La bombe H, qu'on appelle aussi bombe à hydrogène ou bombe à hélium, n'a rien de commun avec la bombe U. Son principe est plus ancien que celui de sa devancière, car il procède de la découverte de l'hydrogène lourd, qui date de 1931, tandis que la fission de l'uranium a été constatée huit ans plus tard. Les deux principes se complètent d'ailleurs en ce qu'ils expriment les deux façons opposées d'extraire l'énergie atomique, par les éléments les plus lourds et par les plus légers.

L'hydrogène lourd ou « deutérium » est un isotope de l'hydrogène ordinaire, c'est-à-dire qu'il a absolument les mêmes propriétés mais pèse deux fois plus. Aussitôt qu'il fut découvert par Urey dans l'eau commune, on chercha s'il n'y aurait pas un autre isotope de masse triple. Par une méthode très subtile, Bleakney, aidé de Taylor, trouva en 1934 que cet isotope 3 existait dans l'eau lourde en la proportion d'un dix-millième, et par

conséquent dans l'eau ordinaire en la proportion d'un milliardième. Ensuite Oliphant et Harteck, à Cambridge, obtinrent l'hydrogène 3 ou tritérium (on l'appelle aussi tritium) par transmutation directe, en bombardant une préparation de deutérium par des « deutons », qui sont précisément les noyaux de ce même corps. Deux ans avant la guerre Rutherford expliquait que, dans ces expériences, il y avait aussi formation d'un autre noyau de masse 3, isotope du noyau d'hélium de masse 4. Et il montrait que, si un faisceau mixte de ces nouvelles particules était accéléré et dirigé sur un composé de deutérium, il en résultait de l'hélium ordinaire avec émission de protons et de neutrons, mais surtout avec un dégagement d'énergie considérable, 20 millions d'électron-volts. Entre ces deux corps stables que sont l'hydrogène et l'hélium, on apercevait donc déjà la possibilité d'obtenir de l'énergie atomique par fusion et non plus par désintégration nucléaire. Telle est la première phase de la bombe H.

Mais à ce moment le phénomène de la fission de l'uranium occupait tous les atomistes et l'on sait l'usage que les Américains firent de leurs travaux. La bombe atomique inventée, les piles uraniques mises en service, les laboratoires américains reprirent l'étude de l'autre phénomène, celui qu'offraient les isotopes 3 de l'hydrogène et de l'hélium pour libérer de l'énergie en quantités encore plus grandes. On sait que la fission de l'uranium dégage environ 200 millions d'électron-volts ; la conversion du tritérium en hélium 4 en dégage dix fois moins en apparence, mais l'atome pesant 80 fois moins que celui de l'uranium, il contient 80 fois plus d'atomes explosifs à poids égal. Bref un kilo d'uranium 235 libère en se désintégrant près de 24 millions de kilowatt-heures tandis que l'hydrogène 3 ou l'hélium 3 en libère 192 en passant à l'état d'hélium ; et cette libération est instantanée.

Le rendement théorique s'accroît encore si l'on songe que l'uranium est un métal assez rare, tandis que les dérivés lourds de l'hydrogène peuvent être fabriqués en quantités pour ainsi dire illimitées, bien que les procédés doivent être longs, pénibles et coûteux. Une simple bombe H de 10 kilos donnerait près de cent fois plus de puissance qu'une bombe U d'un kilo, et cela suffit peut-être, — pour l'instant, — aux ambitions militaires. De même qu'il y a plusieurs façons d'extraire l'uranium 235 de l'uranium naturel, de même il doit y avoir plusieurs façons de faire détoner le tritérium : c'est le grand secret des Américains.

Nous croyons savoir qu'à l'Institut de physique atomique de Lyon, M. Jean Thibaud a trouvé, lui aussi, une méthode pour transmuer le tritérium mais les expériences qu'il poursuit sont orientées vers l'utilisation pacifique.

Au point de vue philosophique il sied de remarquer que cette libération nouvelle de l'énergie atomique emprunte un procédé vraiment cosmique. La matière primordiale de l'univers c'est l'hydrogène. On peut imaginer, comme Bethe l'a fait, que de la masse d'hydrogène ionisé, du nuage de protons constitué par une étoile primitive, les forces de choc mutuel et l'échauffement dû à l'attraction centrale provoquent peu à peu la fusion des noyaux. Il en résulte une nouvelle émission d'énergie qui rayonne dans l'espace rendant l'étoile plus chaude et plus brillante. Il se produit ainsi une série de transmutations stellaires commençant à la production d'hydrogène 2, puis d'hydrogène et d'hélium 3, puis d'hélium 4, etc., jusqu'aux corps les plus lourds. Or c'est la transmutation du tritérium par les protons qui est la plus énergétique.

Mais pour que le cycle de Bethe puisse s'amorcer spontanément, il faut que la température de l'étoile naissante soit à 400.000°. Peut-être obtiendrait-on cette température au laboratoire, mais comment l'obtenir dans les conditions imposées par le transport d'un explosif ? On a dû certainement penser à la fission. L'activation de la bombe H peut se faire à l'aide d'une bombe U de calibre minimum qui ajoute ses effets destructeurs à ceux de la première. En l'absence de tous renseignements officiels ou même officieux, d'après les seules notions qu'on trouve dans les livres de chimie nucléaire, tels sont donc les mécanismes possibles de la superbombe. Si une menace terrifiante n'était pas suspendue sur notre tête, nous pourrions en toute sérénité admirer le génie qui a arraché aux étoiles un secret auprès duquel celui de Prométhée est dérisoire.

L'ORIGINE DES RAYONS COSMIQUES

On est fixé aujourd'hui sur la nature des rayons cosmiques. Faut-il rappeler la stupéfaction que suscitèrent les recherches de Millikan, de 1925 à 1927, lorsqu'en immergeant des électroscopes dans les lacs californiens il montra que ces rayons pouvaient

traverser 63 mètres d'eau ou 5 mètres de plomb ? On pensait à cette époque qu'ils étaient constitués par des ondes, des sortes de rayons *gamma* considérablement plus pénétrants. A présent l'énigme est en grande partie résolue. Les « rayons » que nous recueillons dans notre atmosphère sont surtout des corpuscules analogues à ceux qu'on produit dans les laboratoires nucléaires : des électrons, des protons et ces curieux électrons lourds qu'on appelle des mésons ; mais s'ils sont de même nature ils sont doués de vitesses effarantes. C'est par milliards d'électron-volts qu'il faut compter l'énergie des rayons cosmiques au niveau de la mer, et par millions de milliards si on les recueille aux limites de l'atmosphère.

Le fait que plus on s'élève et plus leur intensité augmente a posé le problème de leur identité aux différentes altitudes. Il était très probable que les projectiles qui parviennent à notre niveau de tous les points de l'espace ne fussent pas les rayons originaux mais un mélange des produits de désintégration des atomes atmosphériques qu'ils avaient heurtés au passage. C'est pour s'en assurer qu'on a installé des laboratoires sur les hautes montagnes, comme à la Jungfrau et à Chamonix. Mais il fallait aller plus haut et déjà de belles recherches avaient été faites par Regener au moyen de petits ballons enregistreurs. L'idéal était d'aller chercher les rayons primaires en avion, afin de disposer d'un laboratoire pourvu d'un matériel lourd, notamment d'électro-aimants capables de créer de forts champs magnétiques. Or les avions stratosphériques ne montent pas assez haut ; il faut pouvoir plafonner à une vingtaine de kilomètres.

Le problème eût été insoluble si une nouvelle et précieuse méthode ne s'était introduite en physique atomique : celle des plaques photographiques. On expose au rayonnement des émulsions spéciales, épaisses et de grain très fin, c'est-à-dire qu'on laisse tout bonnement les plaques dans leur boîte sur une étagère, et on développe au bout d'un certain temps, quelques heures ou quelques semaines. On a parfois d'assez jolies surprises. Un projectile cosmique a rencontré un des atomes de la couche sensible et l'a fait éclater, ce qui laisse des étoiles dont les rayons sont des traînées plus ou moins rectilignes et plus ou moins marquées. Ordinairement les traces sont d'autant plus épaisses que le projectile est massif et lent. Les spécialistes savent très bien les interpréter. Elles n'ont pas plus d'un dixième de millimètre

de longueur mais on les photographie à un fort agrandissement et on les étudie avec des instruments de précision.

Ainsi armés les physiciens cosmiques peuvent s'épargner de monter eux-mêmes dans la stratosphère comme l'avaient fait Piccard et Cosyns ; ils n'ont qu'à y envoyer deux douzaines de plaques dans un de ces ingénieux petits ballons qu'emploie la météorologie pour ses sondages et qui sont capables de renseigner par ondes métriques de radio sur la pression et la température. L'opération est délicate car il faut accrocher le ballon porteur des plaques à un train de ballonnets sustentateurs, reliés par une corde en nylon, qui se détachent automatiquement quand leur rôle est terminé. L'ascension et la descente constituent une vraie aventure. On suit le ballon à la lunette et on va le quérir en automobile, ce qui n'est pas sans des péripéties que notre grand expert en rayons cosmiques, M. Leprince-Ringuet, a racontées dans une récente conférence à la Société astronomique de France. Le ballon tombe parfois en mer mais il y a toujours quelque bateau pour le rapporter avec son léger chargement.

M. Leprince-Ringuet a communiqué, le 16 janvier dernier à l'Académie des Sciences, le résultat d'une de ces explorations stratosphériques, à 22 kilomètres d'altitude, tel qu'il fut analysé dans son laboratoire de l'École polytechnique par M. Hoang-Tchang-Fong. La grande découverte de ces temps derniers, faite presque simultanément aux États-Unis et en France, est la présence dans la stratosphère, outre les corpuscules légers habituels qu'on s'attendait à y trouver, de noyaux lourds, très abondants de l'oxygène au magnésium et qui atteignent parfois le poids atomique de 75 c'est-à-dire celui de l'arsenic. Ces noyaux sont aisément reconnaissables grâce aux traces très larges hérissées d'aspérités d'ionisation qu'ils laissent dans le gélatino-bromure.

L'existence dans la haute atmosphère de projectiles nucléaires de cette nature apporte un élément d'importance au problème encore si mystérieux de l'origine des rayons cosmiques. On sait que certains physiciens, entre autres M. Dauvillier, supposent qu'ils nous viennent du soleil. Cette théorie n'avait pas trouvé grand écho. M. Leprince-Ringuet avait remarqué que les corpuscules solaires, orientés par le champ magnétique de l'astre, ne peuvent tomber uniformément sur la terre : il y aurait une direction privilégiée qui varierait avec l'heure. Or le rayonnement tombe de toutes les directions et, à quelques millièmes près, est le

même nuit et jour. Le soleil est certes pour quelque chose dans ces fluctuations mais l'émission ne vient pas de lui. Il faut admettre qu'elle émane d'espaces célestes très lointains où les conditions électriques et magnétiques sont telles que les corpuscules présents sont accélérés. Aucune création ou annihilation de matière ne peut leur fournir autrement ces énergies formidables.

Fermi avait proposé, au Congrès de Côme, une théorie qui s'accordait jusqu'ici avec les faits. Mais la découverte récente vient tout bouleverser. Comment ces noyaux lourds de fer et d'arsenic se promènent-ils ainsi dans la haute atmosphère terrestre ? Ne suggèrent-ils pas qu'ils ont été expulsés d'une étoile évoluée ? Alors on cherche dans les spectres stellaires si différents ceux qui pourraient se rapprocher de la série stratosphérique. Il semble qu'on ait déjà des résultats. Il faut attendre des expériences nouvelles et aucune recherche n'est plus palpitante à l'heure actuelle.

DE LA FOURMI A L'HOMME

Au début du siècle l'entomologiste Louis Bouvier, professeur au Muséum, avait parlé des « sociétés communistes d'insectes », guêpes, abeilles, fourmis, termites. Le beau livre qu'il écrivit plus tard sous ce titre avait en 1926 plus de raison de faire sensation. Après avoir décrit les mœurs sociales de ces insectes, Bouvier analysait les ressemblances et les différences de leurs sociétés avec la société humaine. D'une part les insectes savent utiliser les ressources de la nature organique ou inorganique ; ils font de l'architecture, de la couture, de l'élevage ; ils montrent des joies, des colères et des détresses collectives ; ils ont des jeux ; ils s'entr'aident et on a parlé même de la « pitié » des fourmis ; enfin on leur connait des vices.

En revanche la part de l'intelligence est extrêmement réduite par rapport à celle de l'instinct chez les insectes sociaux. Tandis que l'homme, le dernier venu sur cette planète, en est devenu le maître incontesté, eux n'accusent aucun progrès depuis l'époque secondaire. Mais ce fossé devient un abîme, pour Bouvier, si l'on compare la forme même des sociétés. Les sociétés humaines sont des agglomérations de familles et d'individus associés par consentement mutuel et non par une nécessité biologique inéluctable.

L'homme est un animal social, comme Aristote l'avait reconnu, mais il n'est pas strictement asservi à la société, et il tâche de construire des collectivités où l'individu soit de plus en plus libre tout en respectant les liens sociaux.

Les insectes au contraire subissent des lois d'airain presque analogues à celles du monde physique. La division du travail leur est imposée par la nature, puisqu'il y a une caste qui engendre et une caste neutre qui travaille. Ils ne possèdent pas de gouvernement, ou plutôt ce gouvernement est occulte : c'est l'esprit de la ruche, ou de la fourmilière, ou de la termitière. Ils n'ont pas à réprimer les excès d'individualisme. Dans ces parallèles sérieux qu'on tente parfois, avec moins d'excuses que les fabulistes, on oublie que les hyménoptères sociaux sont tous frères, étant issus d'une ou de quelques mères. Avec Mæterlinck on peut dire, sans parler par figure, que ces sociétés aux dizaines de milliers de membres ne sont qu'un être unique qui s'est divisé en êtres d'apparence individuelle, ce qui explique d'ailleurs la coordination miraculeuse de leurs activités.

Finalement Bouvier ne nous proposait pas d'imiter l'organisation de la fourmilière mais d'introduire dans nos sociétés, consciemment, un peu de leur harmonie préétablie par la nature. Mais on comprend que les promoteurs des sociétés totalitaires, qui professent que l'État est tout et l'individu rien, se plaisent à invoquer l' « exemple » des insectes. Il est même certains biologistes pour mettre l'accent exclusivement sur les ressemblances en négligeant les différences beaucoup plus profondes. Il a paru avant la guerre aux États-Unis un livre de P. Haskins qui s'attarde peut-être un peu trop à comparer l'homme à la fourmi, ce qui a provoqué une rectification récente d'un myrmécologue luxembourgeois très connu, M. Robert Stumper. Dans une brochure qu'il intitule *Liberté et servitude chez les fourmis* (1), il nous met en garde contre des rapprochements téméraires. Il résume tout ce qu'on sait de science certaine sur les bestioles que Réaumur, Pierre Huber, Forel, Emery, Wasmann, Cornetz, Wheeler et tant d'autres ont étudiées depuis deux cents ans. Le lien social entre elles, qu'on appelle « interattraction », est de nature olfactive. Les 6.000 espèces de fourmis ont des odeurs différentes et même l'odeur varie selon les colonies. Quand deux fourmis se

(1) *Synthèses*, Snœck-Ducaju, Gand.

rencontrent leur premier geste est de se palper avec leurs antennes et de se communiquer ainsi leur odeur. Si c'est l'odeur sociale elles poursuivent paisiblement leur chemin.

De nombreuses observations ont été réunies sur les formes de l'entr'aide chez les fourmis et bien des illusions ont été dénoncées. L'échange de nourriture par dégorgement du jabot est un fait, non seulement entre les ouvrières et la mère ou les larves mais entre les ouvrières elles-mêmes. Il suffit que l'une d'elles demande à manger en caressant une congénère bien pourvue pour que celle-ci lui entonne la miellée. Mais cet acte est, paraît-il, moins altruiste qu'il ne paraît, parce que la fourmi éprouve une sorte de plaisir sensuel à donner et qu'au fond, pour M. Stumper, son acte est égoïste ; c'est une douceur qu'elle se paie sans que la charité sociale y soit pour rien. Le léchage réciproque est de la même nature, il dépasse les besoins de la propreté.

Autre illusion de l'entr'aide : le portage collectif des matériaux et des butins. Là encore Cornetz a démontré que le secours reçu par la première fourmi qui a découvert l'objet n'a rien d'efficace. Les autres fourmis tirent de travers et entravent la progression si bien que l'objet reste souvent en place. De même les prétendus soins donnés aux malades sont une erreur anthropocentrique, dit M. Stumper. Comme faits sociaux il ne reste que les soins donnés à la couvée, la construction des nids et les expéditions guerrières. Quant à la forme politique des fourmilières, ajoute notre auteur, « aucun schéma humain, qu'il soit monarchiste, aristocratique, fasciste ou communiste ne leur est applicable intégralement ». Chacun interprète selon ses goûts. Mais ce que l'observation enseigne c'est que « leur tant vantée subordination de l'individu au bien de l'ensemble n'est qu'un leurre ». Forel avait vu juste en dénonçant leur « socialisme anarchique ». Encore n'est-ce là qu'une image sans grande valeur scientifique. Quant à parler de leur « civilisation », seul un poète comme Mæterlinck pouvait se le permettre.

RENÉ SUDRE.

REVUE DRAMATIQUE

COMÉDIE-FRANÇAISE : *Othello*, tragédie en cinq actes de Shakespeare, texte français de Georges Neveux. — THÉATRE DE L'ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET : *Le Tartuffe ou l'Imposteur*, comédie en cinq actes de Molière. — GYMNASE : *L'Honorable Catherine*, pièce en trois actes de Solange Térac. — THÉATRE GRAMONT : *Mon ami le Cambrioleur*, comédie en deux actes et quatre tableaux d'André Haguet. — THÉATRE DU VIEUX-COLOMBIER : *A chacun selon sa faim*, pièce en deux parties de Jean Mogin.

La Comédie-Française a repris *Othello*. Ce drame, qui succède à *Hamlet* dans l'œuvre de Shakespeare, est le chef-d'œuvre du poète dans l'ordre de la composition, comme de la clarté scénique. Des brumes nordiques, il nous ramène à la chaleur, à la sensualité méditerranéennes. La ligne en est simple et l'affabulation, par moments, annonce déjà la comédie de Molière. Iago est un compatriote de Scapin que la fourberie conduit jusqu'au crime. Impossible d'avoir l'âme plus basse que cet homme. Mais sa haine contre Othello est celle d'un mari trompé. L'affaire, qui pourrait évoluer vers la bouffonnerie, se dénoue dans le sang. N'empêche qu'on trouve dans l'exécution des procédés qu'exploitera la *commedia dell'arte* quand ce ne serait que la scène où Othello, sur le conseil de Iago, se cache pour surprendre la conversation de celui-ci avec Cassio et croit que la femme dont parle si lestement le jeune capitaine est Desdémone alors qu'il s'agit de la courtisane Bianca.

M. Aimé Clariond joue Othello. Peut-être manque-t-il de rudesse au début. Lorsque, devant le Conseil du Doge, il proclame l'amour que lui porte Desdémone, on aimerait entendre ce More parler d'un ton plus ferme. Tout en le méprisant pour la noirceur de sa peau, Brabantio, père de Desdémone, doit tenir compte, comme le Doge lui-même, du prestige de ce chef de guerre, sans qui la République de Venise eût été vaincue par les Turcs. Othello est l'homme indispensable, le rempart de la cité. Ce qui fait que Brabantio s'incline à contre-cœur, sur l'injonction du Doge, et cesse

son opposition au mariage. Une telle situation a de quoi tourner la tête du More. M. Clariond, au cours de la scène, montre une fierté tempérée de quelque ironie, comme ferait un bâtard de bonne maison dans le même cas. Son Othello a du caractère mais on ne peut s'empêcher de le trouver par trop bien élevé. D'autant plus qu'au physique il a fort bien composé le personnage et que cette face noire sur laquelle pleut une chevelure d'ébène, cette barbe de corsaire, ce masque grimaçant, cette gesticulation simiesque sentent l'exotisme, la sauvagerie d'un être aux passions élémentaires.

Mais ce n'est là pour lui qu'une entrée. Les épreuves lui conviennent mieux que l'étalage du bonheur, on le voit dans la suite et particulièrement au cours de la scène où Iago commence d'éveiller le soupçon dans l'âme du malheureux. M. Clariond fait entendre là des accents déchirants. Il ne faut pas oublier que ce rude marin est avant tout un honnête homme, une nature droite, qui ne soupçonne pas la tromperie et prête à Iago les mêmes vertus. Touché par l'amour, il devient, comme tant d'autres, un enfant qu'on berne aisément. Une Desdémone, si elle était perfide, n'aurait pas de peine à faire de lui sa victime. Un Iago parviendra aisément à lui faire croire que Desdémone le trompe avec Cassio. M. Clariond montre là toute la véhémence d'un cœur torturé. Il est faible, comme doit l'être le redoutable Othello désarmé par la passion. Il erre, incertain parmi tant d'embûches, s'abandonne à des colères qui s'achèvent en accès de larmes, tombe au rôle de pantin et va où on veut le mener. Cette démission de la volonté, M. Clariond la traduit de façon magistrale, dans sa voix rauque, ses coups d'œil suppliants ou furieux, sa mimique d'un homme qui sent le sol manquer sous lui. En son personnage s'incarne une race aux élans redoutables, aux désespoirs aussi soudains que ceux d'un enfant. Il est le lion dont un ennemi invisible suce le sang.

M. Debucourt, qui joue Iago, figure ce moucheron. Ses qualités de grand comédien le servent dans les rôles les plus différents. Fait pour interpréter les personnages sympathiques, il réussit, là, à se rendre odieux. Sa finesse est extrême et c'est sur la pointe des pieds qu'il opère, furtif, insinuant, toujours efficace, jouant de sa légèreté apparente pour dissimuler un cœur féroce. Aucun trait avec lui n'est perdu de ce texte succulent, nourri d'images, d'évocations plaisantes ou atroces, de malices perfides que restitue si bien l'adaptation française de M. Georges Neveux. M. Paul-Emile Deiber est un Cassio fort dru et plein de couleur. Mlle Renée

Faure a mis toute sa grâce, sa science de la scène dans le rôle de Desdémone. Elle s'y montre lumineuse et pure. Mme Line Noro est toujours juste en Emilia. Les décors de M. A. M. Cassandre sont pleins de goût. Leurs éléments glissent, montent jusqu'aux cintres, disparaissent dans les dessous, se dispersent et s'assemblent sous les yeux du spectateur avec cette facilité qu'on éprouve dans les rêves. Cela aussi est bien shakespearien. Les costumes, du même artiste, composent un charmant ensemble de couleurs.

***

M. Lucien Guitry avait jadis joué Tartuffe avec un accent auvergnat mitigé de périgourdin. Comme disait alors le chansonnier Jean Bastia : *Ce n'est pas Tartuffe, c'est « Tartruffe »*. M. Louis Jouvet, dans l'interprétation du personnage, ne s'est livré à aucune fantaisie de ce genre. Mais son Tartuffe n'a pas été goûté de tous. On lui reproche de l'avoir assombri, de s'être plu à tourner vers le drame ce qui doit conserver un caractère de farce.

Ce faisant, il aurait donné raison, près de trois cents ans après, aux adversaires de Molière qui, au dire de l'auteur, dans son premier placet au roi, jugeaient cette comédie *diabolique* et due à *un démon vêtu de chair et habillé en homme, un libertin, un impie digne d'un supplice exemplaire*. A la vérité, il est difficile d'admettre qu'un comédien ait pu trahir Molière en représentant un Tartuffe différent de celui de 1667, tant le goût et les mœurs ont changé depuis. Boileau aurait voulu que la pièce s'achevât sur une bastonnade infligée au traître par ses victimes. Molière n'y consentit point, mais le fait que cette suggestion ait pu venir de l'auteur du *Lutrin* montre qu'elle était bien dans l'esprit du temps. Si elle avait été retenue, on trouverait aujourd'hui qu'elle affaiblit singulièrement la portée de la pièce.

Il faut songer aussi que cette comédie, interdite tout d'abord et qui ne fut représentée que par la volonté d'un prince encore jeune, aurait manqué d'une telle protection dix ans plus tard. On a peine à comprendre que Bourdaloue ait condamné le *Tartuffe* du haut de la chaire, que Bossuet, après la mort de Molière, se soit montré si sévère. Ces deux illustres prédicateurs n'étaient pourtant pas de ceux que pouvaient offusquer les attaques contre les faux dévôts. Non plus que le janséniste Baillet, lequel écrivit sur l'auteur

du Tartuffe : *Monsieur de Molière est l'un des plus dangereux ennemis que le siècle ou le monde ait suscités à l'église de Jésus-Christ.*

Après cela, il est peut-être permis d'imaginer que Molière n'a poussé le personnage au comique que par l'effet d'une sage prudence. Et que la noirceur de Tartuffe risquerait d'échapper au public de 1950 si l'homme gardait son aspect bouffon. Mais il y a une mesure à garder. M. Jouvet y est-il parvenu ?

Son personnage physique n'est pas celui du rôle, on l'a dit et c'est d'autant plus vrai qu'il n'a eu recours à aucun artifice pour le changer. Cet individu à la face couleur de cire, au cheveu triste, à l'aspect effacé n'a rien du Tartuffe *gros et gras, le teint frais et la lèvre vermeille*, que dépeint Dorine au premier acte. Quand il apparaît, on croit voir un défroqué, ou tout au moins quelque ancien séminariste qui s'est donné au Diable. Il n'était pas nécessaire d'aller si loin et les méchants peuvent conserver tous les dehors de la jovialité. On pense qu'Orgon est encore plus aveugle que ne l'a voulu Molière pour avoir introduit un homme d'aspect aussi suspect dans sa maison. Quelle singulière idée a eue M. Jouvet de se présenter ainsi ! Il faut l'entendre pour revenir de cette première impression. Dans ses deux scènes capitales avec Elmire, il se montre excellent. Sa déclaration sur *L'amour qui nous attache aux beautés éternelles* est dite avec une maîtrise constante. Sa progression cauteleuse tout d'abord, puis assurée jusqu'à en devenir brutale au cours du quatrième acte, témoigne d'un art parfait. Il est là dans le ton exact du personnage : humble, insinuant tant qu'il craint de se voir rappelé à l'ordre, exigeant, pressé, laissant voir ses appétits dès qu'il croit que ceux-ci seront satisfaits. C'est le courtaud de boutique qui pourchasse la servante à l'auberge.

On le louerait sans réserve s'il ne manquait la transformation suivante, celle qui doit faire de ce solliciteur un maître triomphant. Le fameux vers décoché à Orgon :

La maison m'appartient, je le ferai connaître.

devrait nous révéler un autre Tartuffe, celui qui, n'ayant plus aucun ménagement à garder, parle à son bienfaiteur sur un ton de grossière autorité, le bafoue cyniquement, exige qu'on lui fasse place nette puisqu'il est le propriétaire du logis. M. Jouvet, lui, n'élève pas la voix. On ne sent en lui aucun épanouissement, aucune de ces satisfactions que procure à un larron d'une telle espèce le sentiment d'avoir gagné la partie. C'est là qu'on mesure

l'erreur d'avoir ainsi façonné son Tartuffe. A le montrer trop sournois, trop tourmenté aussi de convoitises secrètes, il en a fait l'un de ces fripons de triste figure qui ne trouvent même plus de goût à chanter victoire. Même à l'heure où il pense avoir tout obtenu, ce Tartuffe-là n'est pas heureux. Il ne profitera ni de sa maison, ni de ses richesses. C'est un perpétuel insatisfait. A ce titre il est bien d'aujourd'hui, mais que reste-t-il en lui du profiteur créé par Molière, de l'homme qui n'a souci que de s'emplir la panse aux dépens de ses victimes et de faire son nid dans celui des autres ? Tartuffe, en cet instant décisif pour lui, jette le masque. Le Tartuffe de M. Jouvet ne peut pas. Ce masque colle à sa peau.

Dans cette interprétation, on le voit, l'éclosion fait défaut. Par là on voit que le XIX^e^ siècle a quelque peu dénaturé Molière en oubliant sa qualité d'auteur comique au profit de certaine tristesse sous-jacente. Le Tartuffe de M. Jouvet n'échappe pas à cette déformation romantique. C'est ce qui nous gêne un peu, en dépit des qualités du comédien.

M. Pierre Renoir, au contraire, nous montre un Orgon selon la tradition classique : honnête homme, naïf et d'un comique involontaire par la persistance qu'il met à défendre l'imposteur que tous attaquent. Dans ce rôle de dupe, il se montre, selon son habitude, plein de puissance et de vérité. Son Orgon n'a rien d'un fantoche et c'est peut-être le seul point par où il pèche. Mais l'autorité de M. Renoir est telle qu'il impose le personnage. Les autres rôles d'hommes sont moins bien tenus. M. Léo Laparra, en Cléante, n'est qu'un élégant apôtre du bon sens et M. Olaf, en Damis, semble peu à l'aise. On en dira autant de M. Jean Richard en Valère. M. Jouvet, à vrai dire, n'a point de troupe et cela se sent lorsqu'il monte un spectacle de cette sorte. Seuls un Copeau, un Dullin ont su s'en constituer une. On a une nouvelle preuve de cette déficience en constatant que c'est à Mme Gabrielle Dorziat qu'il a fallu faire appel pour jouer Dorine. Malgré tout son talent, elle transforme fâcheusement le personnage, y fait prédominer sa nature qui n'est pas celle d'une suivante. Cette Dorine, si alerte, un peu canaille, prend ainsi figure de grande dame descendue à l'emploi de gouvernante. La légèreté du personnage, sa vivacité disparaissent et c'est bien dommage. Mme Monique Mélinand, en Elmire, est pleine de grâce et de finesse, et c'est une bonne idée d'avoir donné le rôle de Mme Pernelle à M. Fernand René qui le joue dans une note très savoureuse. Mme Dominique Blanchar

semble une Marianne née quelque deux cents ans plus tard pour jouer du Musset. Sa coiffure, sa robe contribuent à donner cette impression. M. Georges Braque, à qui l'on doit les costumes, n'a pas été bien inspiré en la vêtant ainsi. Et le décor qu'il a conçu pour la pièce est d'une rigueur qui confine à la tristesse.

***

Jacques trompe son ami Pierre avec la femme de celui-ci, Gisèle. Les deux complices, sur le point d'être surpris, sont sauvés par l'apparition, chez Jacques, de Catherine, jeune femme dans la gêne, qui arrive pour proposer des aspirateurs. Pierre, qui fait irruption ensuite, trouvera la nouvelle venue avec Jacques et on espère qu'il abandonnera tout soupçon. Cela d'autant plus que Catherine a été mise au courant par Jacques, qu'elle se prête au jeu et que son pseudo-partenaire est déjà fort empressé auprès d'elle. Telle est l'exposition de *l'Honorable Catherine*.

Mais Pierre ne croit pas à ce faux-semblant. Cela ne l'empêche nullement de s'intéresser, lui aussi, à Catherine. Au second acte, il a même le dessein de divorcer pour l'épouser. Ce qui, bien entendu, ne fait pas l'affaire de Gisèle, jeune femme fort irascible et désireuse de garder à la fois son mari et son amant. Cependant que Jacques, peu enclin à se marier, voudrait Catherine pour maîtresse et accepterait fort bien de rendre Gisèle à Pierre. On assiste donc à une série de chassés-croisés. Catherine, sollicitée, à la fois, par Pierre et par Jacques, hésite entre les deux, se laisse étreindre par le premier mais revient ensuite au second vers qui l'attire un penchant de caractère plus profond. Comme il y a deux femmes et deux hommes, le spectateur, tout en imaginant bien que deux couples sortiront de l'aventure se demande à quoi tendent toutes ces allées et venues.

A ceci qui est de nous démontrer que Catherine aime en chacun ce qu'il peut lui donner. Pour elle, Pierre est le mari idéal et Jacques l'amant rêvé. Il y a en elle, nous apprend-on, dualité de nature et ce problème est jugé assez subtil pour occuper trois actes. A la chute du rideau l'affaire se dénoue de la façon prévue, c'est-à-dire que Catherine épouse Pierre et qu'elle laisse à Jacques l'espoir de former grâce à lui un ménage à trois.

On ne dira pas que le sujet brille par l'originalité. Il a inspiré un film. Etait-il nécessaire d'en tirer une pièce ? La démonstration

faite sur scène n'est pas probante. Les meilleurs passages du film sont, paraît-il, ceux qui donnent lieu à des bagarres entre les partenaires. Ils ont été utilisés, ce qui permet de voir Jacques et Gisèle engagés dans une partie de catch à laquelle met fin l'intervention de Pierre. Cela dure quelques minutes. Le reste ne va pas sans longueurs ni redites. Il n'est pas si facile qu'on le croirait de refaire *les Amants terribles* et Mme Solange Térac a moins de fantaisie que M. Noël Coward.

M. Daniel Clérice est gentil et amusant dans le rôle de Jacques. M. Gérard Landry joue Pierre avec une heureuse conviction. Mme Suzet Maïs est insupportable à souhait en Gisèle et Mme Jacqueline Porel met toute sa finesse habituelle dans le personnage de Catherine. Ce n'est pas la faute des acteurs si on se croit plus d'une fois dans un théâtre de province. Il est fort possible néanmoins, que la pièce ait du succès.

***

Mon ami le cambrioleur, de M. André Haguet, débute sur une tentative de suicide que l'auteur ne songe pas à nous faire prendre au sérieux. Patrick veut quitter la vie à cause de son amie, Nadia, dont il se voit délaissé. Il annonce son geste à la jeune femme et va même jusqu'à parier avec elle qu'il l'accomplira tant elle se refuse à y croire. Après qu'elle l'a quitté, il jette des comprimés de somnifère dans un verre d'eau, y ajoute un peu de wisky pour donner du goût, et se prépare à boire le mélange. A ce moment, pénètre un cambrioleur qui braque un pistolet automatique sur le désespéré.

On pense à *On demande un assassin*, film où M. Fernandel se trouve dans une situation analogue. La suite est différente. Patrick, entre l'arme à feu et le poison, révèle ses préférences pour la seconde solution, puis offre à son visiteur toutes les richesses en espèces et en objets de valeur qu'il possède à condition que l'autre se retire et le laisse mourir en paix. Mais Camille, le cambrioleur, pense à tout. Il ne faut pas qu'on trouve le lendemain un mort dans un appartement dévalisé car ce serait aggraver singulièrement l'affaire. Le trait, signalons-le, a sa valeur comique. Il est cause que Camille, devenu pour un temps, l'ange gardien de Patrick, lie connaissance avec lui et que les deux jeunes gens en arrivent vite à sympathiser.

Rosita, la petite amie de Camille, vient même le retrouver chez

Patrick. Elle est danseuse dans une boîte de nuit et ignore tout de l'existence clandestine de Camille. Au cours d'une conversation, elle apprend à Patrick qu'elle l'a remarqué, un soir dans l'établissement où elle travaille. Il était en compagnie de Nadia et celle-ci s'est montrée très sensible au charme d'un danseur dit espagnol. Elle est même revenue seule en cet endroit pour visiter ce José dans sa loge. Patrick, suffoqué, s'aperçoit qu'il a été un niais. Il ne songe plus à se tuer. Une autre idée lui vient, grâce à quoi il va punir la coupable. Avec l'aide de Camille, il s'introduira chez elle et y reprendra le manteau de vison ainsi que la dernière bague qu'il lui a donnés. La gentille Rosita en sera la bénéficiaire.

L'auteur ne manque pas de fantaisie et sa pièce est conçue selon les bonnes règles du rebondissement théâtral. On ne peut dire, à la vérité, que ces quatre tableaux débordent d'invention comique. Il arrive que l'action traîne tant la suite est prévue. Le dialogue, d'autre part, n'est pas assez vif pour soutenir le thème et Edouard Bourdet avait tiré un meilleur parti de ce genre de situations dans *Fric-Frac*. Mais le mouvement s'accélère vers la fin, ce qui n'est pas sans mérite. Après le cambriolage de Nadia, on apprend celui de Fabien, l'oncle de Patrick, vieux beau qui, abusé par Camille au moyen d'un quiproquo, le prend pour un médecin attaché à la police et le consulte sur le meilleur moyen de préserver une partie de son avoir dissimulé chez lui en une cachette qu'il lui indique. L'autre en profite, et dépouille le naïf Fabien en qui Nadia voyait déjà un protecteur possible pour succéder à Patrick. De sorte que l'oncle trop galant s'en va déconfit tandis que Patrick recueille Rosita et jette Nadia dans les bras de Camille.

On le voit, il ne s'agit pas de nous montrer des caractères comme chez Edouard Bourdet, mais, simplement, de faire évoluer des marionnettes. Leurs contorsions sont amusantes, les péripéties bien agencées et le spectateur, gagné, trouve son plaisir. Ajoutons que la pièce est jouée dans un rythme rapide et joyeux par des acteurs qui paraissent s'amuser autant que le public. M. Jacques-Henri Duval en Patrick se montre d'une bouffonnerie suggestive. M. André Versoni, en Camille, figure un cambrioleur du type « zazou » qui n'est pas sans surprendre tout d'abord, mais dont la cocasserie s'impose vite. M. Raymond Girard est un digne Fabien. Mme Gisèle Grandpré joue agréablement Nadia et Mlle Françoise Hornez est d'une fraîcheur et d'une gentillesse fort sympathiques dans le rôle de Rosita.

***

M. Raymond Hermantier, qui possède, avec la foi, un sens très sûr de la mise en scène et l'art d'animer les ensembles, n'est pas toujours heureux dans le choix de ses programmes. *A chacun selon sa faim*, qu'il représente au Vieux-Colombier, est une pièce pleine d'intentions ambitieuses et peu justifiées. L'action est placée au Portugal. La jeune fondatrice d'un ordre religieux, Maria, manifeste des goûts d'autorité en opposition avec les règles de l'Eglise. Elle renvoie le confesseur du couvent dont le ministère lui paraît inutile et la personne sans prestige. *Pourquoi tant d'hommes entre Dieu et moi ?* dirait-elle volontiers, à l'imitation de Rousseau. Mais Rousseau ne se mêlait pas de réformer les ordres religieux. Maria va plus loin que lui. Elle prend la place du confesseur, et même dit la messe. Ces innovations provoquent un scandale. Les gens du village voisin s'émeuvent et parlent de pratiques diaboliques. L'évêque, informé, charge son vicaire général de mener une enquête.

Celui-ci condamne Maria mais ne peut obtenir qu'elle se soumette. Les paysans, révoltés, vont mettre le feu au couvent. On a auparavant fait sortir les nonnes. Seule, Maria s'obstine à rester. Arrachée à l'édifice en flammes, elle expire après avoir tenu devant l'évêque et son vicaire général un discours plein d'exaltation. Tout cela est assez incohérent. Ce qui l'est davantage encore, c'est que l'évêque, touché par la passion dont témoigne l'abbesse en ses derniers instants, déclare qu'il a peut-être commis une erreur et laisse entendre que cette nouvelle religieuse portugaise sera sans doute tenue plus tard pour une sainte. Voilà un prélat qui sent terriblement le fagot. On ne s'attardera pas sur ces hérésies puériles auxquelles un style de qualité pourrait donner un intérêt esthétique à défaut d'autre mérite. Ce n'est pas le cas. Le texte est verbeux, les exposés font longueur et la forme ne sauve pas le fond.

Louons néanmoins M. Hermantier d'avoir donné le rôle de Maria à Mlle Muriel Chanay. Cette jeune artiste a de la grâce, de l'autorité et du frémissement. Il faudra la revoir en des occasions où elle aura mieux à dire. M. Hermantier interprète le personnage du vicaire général dans une note juste et discrète. M. Elan Lavigne a si peu l'air d'un évêque qu'on ne s'étonne pas trop de l'entendre proférer de telles énormités. Le reste de la troupe fait de son mieux.

ROBERT BOURGET-PAILLERON.

A TRAVERS LA PRESSE

M. CHURCHILL CONTRE LES TRAVAILLISTES

Les derniers jours de la campagne électorale en Angleterre ont été marqués par une offensive imprévue de M. Churchill. L'ancien Premier, faisant état de l'inquiétude qui pèse actuellement sur un monde menacé par la bombe à hydrogène, a demandé, au cours d'une réunion tenue à Edimbourg, qu'une nouvelle conférence des quatre grandes puissances soit tenue, en vue de trouver les moyens de préserver la paix. Les travaillistes, déconcertés par cette initiative qu'ils ont laissé prendre à l'adversaire, ont accusé le coup. M. Ernest Bevin, interrogé par l'un de ses auditeurs sur une telle proposition, a répondu en ces termes à Plumstead où il prenait, ce soir-là, la parole :

« Je ne crois pas que M. Churchill soit un plus grand homme que nous tous, président Truman compris.

« Le président Truman et moi-même, Dean Acheson et le gouvernement français, tous nous avons essayé de résoudre ce problème. Vous suggérez que, si l'on s'en remet à M. Churchill, c'est un plus grand homme que nous tous et qu'il sera capable de réussir. Je ne le crois pas. En tant que membre du cabinet, je prends la responsabilité des décisions adoptées.

« A Moscou, Téhéran et Yalta, pendant la guerre, on a pris un certain nombre de décisions que je n'aimerais pas être obligé de défendre aujourd'hui. Je pense que notre méthode consistant à utiliser le conseil des ministres des Affaires étrangères qui font rapport à leurs gouvernements est le moyen le plus sûr de maintenir la paix. »

Il s'agit là d'une simple appréciation dont les termes restent assez vagues. Un autre ministre travailliste, M. Noël Baker, s'est montré plus véhément en s'écriant :

« Qui a les plus grandes chances de convaincre l'U. R. S. S. qu'elle fait fausse route ? Les conservateurs qui ont humilié la Russie ou le gouvernement travailliste qui n'a cessé de travailler pour la sécurité collective, qui a conservé le contrôle de ses nerfs dans les situations les plus difficiles, qui s'est montré toujours en faveur de l'abolition des armes atomiques afin d'assurer dans le monde l'empire du Droit ? »

De tels arguments ne paraissent pas non plus très convaincants. Si les travaillistes sont mieux placés que d'autres pour persuader l'U. R. S. S. qu'elle a tort de poursuivre cette politique guerrière, on se demande pourquoi ils n'y sont pas parvenus plus tôt. Au reste, le succès de tels efforts de conviction est lié aux arguments employés. On ne croit pas que l'attitude des travaillistes en faveur de l'abolition des armes atomiques leur vaille un crédit suffisant auprès des Soviets, dans l'hypothèse d'une conférence tenue à une époque où Moscou se flatte de posséder la bombe meurtrière. *Combat* approuve pourtant ces propos et déclare :

« Il est à souhaiter que les électeurs britanniques entendent la voix de M. Noël Baker. Il est à souhaiter aussi qu'ils ne se laissent pas détourner de leur choix par le pétard tardif mais bruyant de M. Churchill. Nul ne se refuse à des contacts avec l'U. R. S. S. Pour le moment, il s'agit d'autre chose, il s'agit de savoir si le socialisme sera définitivement proscrit et condamné dans l'Europe occidentale. Avec les travaillistes au pouvoir, les compromis ne sont pas plus exclus qu'avec les conservateurs. Et au-dessus de ces contingences, il reste tout le progrès social à défendre et à préserver contre la réaction en marche. »

La survie, en Europe occidentale, du socialisme en dépit de la « réaction en marche » suffira-t-elle à garantir la paix? C'est peu probable. Les courbettes faites par les socialistes aux communistes n'ont pas empêché ces derniers de tenir les représentants de la Deuxième Internationale comme leurs ennemis principaux. On l'a bien vu dans tous les pays où le communisme s'est installé après la dernière guerre. Chaque fois les socialistes ont été les premières victimes du régime dont leur complaisance avait facilité le succès et ils sont tombés en nombre lors des purges pratiquées. Il paraît que cela ne leur retire rien de leurs illusions.

M. Paul du Bochet, lui, dans *La Tribune de Genève*, juge intéressante la suggestion de M. Churchill et s'applique à en préciser le sens :

« Sans doute le grand homme d'Etat britannique ne se fait-il aucune illusion sur les risques que comporte sa généreuse initiative. Sa réaction au lendemain des accords de Munich prouve qu'il n'est pas de ceux qui, selon la parole des Ecritures, « disent paix là où il n'y a pas de paix ». Mais, toute sa vie, il a fait sienne la devise du Taciturne : « Point n'est besoin d'espérer pour entreprendre ni de réussir pour persévérer. » Aujourd'hui encore, il reconnaît carrément que la meilleure garantie de sécurité, pour l'Occident, réside provisoirement dans l'existence de la bombe atomique. Cependant il est clair qu'un jour ou l'autre, l'U. R. S. S. aura rattrapé le retard qu'elle a dans ce domaine. Et si, d'ici là, la paix n'est pas faite, qui peut dire quelles nouvelles catastrophes guetteraient l'humanité tout entière ?

« On a crié à la manœuvre électorale. En prenant sur lui de tendre la main au directeur du Kremlin, M. Churchill n'aurait songé, disent ses adversaires, qu'à jouer un mauvais tour aux dirigeants travaillistes. N'empêche que sa suggestion a été accueillie avec un soupir de soulagement et d'espoir par tous ceux qui s'insurgent à l'idée de la fatalité de la guerre. Elle a eu notamment un grand retentissement aux Etats-Unis, où elle a la chaleureuse approbation de nombreux savants auxquels incombe la lourde responsabilité de mettre au point la super-bombe à l'hydrogène et dans les milieux de l'O. N. U., où l'on ne peut se résigner à considérer comme définitif l'échec des négociations concernant le contrôle de l'énergie atomique. »

On ne peut s'empêcher de marquer quelque scepticisme à l'égard des espoirs qu'entretiennent là-dessus les représentants de l'O. N. U. La bombe atomique sera peut-être mise un jour hors la loi. Mais, ce jour-là, une telle arme aura été rendue désuète par d'autres inventions encore plus meurtrières. Qui nous dit d'ailleurs qu'on aurait tant parlé de la bombe atomique si l'essai n'en avait été fait publiquement à Hiroshima ? Depuis, des progrès dans l'art d'exterminer ont été accomplis sur lesquels nous sommes peu renseignés. On ne condamne que le matériel de guerre dont l'existence est connue. Et le tapage fait autour des dernières affaires d'espionnage n'empêche pas de croire au maintien de certains secrets. La science travaille si vite de nos jours que l'interdiction éventuelle de la bombe atomique doit paraître aussi risible aux initiés que l'a été celle des gaz avant la guerre de 39.

Quoi qu'il en soit, les paroles de M. Churchill ont fait monter la température des milieux travaillistes en Angleterre et M. Stafford Cripps s'est montré d'une virulence particulière, ainsi que le note M. G. Masson de Fernig dans *la Nation belge.*

« Le chancelier de l'Echiquier a étonné tout le monde par la vulgarité et la violence de ses attaques contre M. Churchill qu'il accusa notamment de mener une « politique de voyou ». Sir Stafford Cripps, qui s'était composé avec tant de soin un personnage de pasteur puritain et dont l'austérité proverbiale avait fini par tromper le monde entier, a brusquement perdu son sang-froid pour se montrer sous son jour véritable. Cet homme qui s'est parjuré neuf fois avant la dévaluation de la livre qu'il osa présenter au public britannique comme un succès de sa politique financière, a jeté le masque de respectabilité pour se réfugier dans l'injure et dans les invectives grossières au point que de nombreux socialistes en sont, eux-mêmes, écœurés. »

Dieu soit loué ! Nous n'avons pas, en France, le privilège de tels écarts de langage. Et tout cela, ajoutons-le, paraît bien peu sérieux. On imagine l'accès de gaîté de Staline à la lecture de la presse anglaise. Celui que le président Roosevelt appelait « l'oncle Joë » doit évoquer la conférence de Yalta, la suspicion où M. Churchill était tenu par son allié américain. Il se réjouit aussi, sans nul doute, de voir que le temps écoulé n'a pas amené l'accord au sein des démocraties occidentales.

M. Attlee est intervenu dans le débat, comme il se le devait, pour assurer que le parti travailliste était disposé, tout autant que M. Churchill, à entamer des pourparlers avec les Soviets :

« Nous sommes disposés, a-t-il dit, à tout moment, à utiliser à plein le système des négociations des Nations unies. Nous ne demandons qu'à discuter avec la Russie, les Etats-Unis, le Canada et les autres nations des voies et des moyens de mettre fin à la menace d'une guerre atomique.

« La difficulté pour discuter de cette question suprême ne réside pas dans le choix des personnes, ce qui est nécessaire, c'est le désir de discuter et ce désir, nous l'avons aussi bien pour les questions atomiques que pour les autres problèmes. »

Il ne reste donc plus qu'à fixer la date de la prochaine conférence. Et à souhaiter que celle-ci nous assure des résultats tangibles.

L'AFFAIRE « DES GÉNÉRAUX »

Une affaire de caractère pénible occupe en ce moment l'attention. Les noms des généraux Revers et Mast y sont mêlés. Un rapport sur l'Indochine établi par le premier de ces deux chefs a été transmis à Ho Chi Minh. Une commission d'enquête composée de parlementaires a entendu plusieurs anciens ministres et recueilli la déposition du général Revers. Roger Peyré, ancien membre du P. P. F., passé à la Résistance, semble avoir joué dans ce détournement de pièce un rôle capital, car il possédait le rapport Revers qui lui aurait été confié par le Général Mast. Il est actuellement en Argentine où il a trouvé de singulières facilités pour se rendre.

Le général Revers était en correspondance régulière avec ce Peyré. Il s'est refusé, devant la commission d'enquête, à indiquer d'où venait la puissance de cet individu à qui d'autres militaires écrivaient pour le consulter ou solliciter un appui. Des noms ont été murmurés dans la coulisse mais aucun ne fut prononcé au grand jour. M. Michelet, président de la commission d'enquête, a adressé au général Revers une pathétique adjuration destinée à lui rappeler leurs souvenirs communs de résistance et aux termes de laquelle il l'invitait à ne rien cacher de ce qu'il savait. Le général s'est contenté d'annoncer l'envoi d'une lettre à

la commission. Cette lettre, parvenue deux jours plus tard, n'a pas apporté les clartés voulues. Il faut en retenir seulement que l'affaire se complique de dessous politiques assez ténébreux pour qu'on doute de voir la vérité apparaître entièrement. Dans *le Monde*, M. Jacques Fauvet se livre aux réflexions suivantes :

« Si l'affaire a pris par instants les apparences d'un combat singulier entre un ministre M. R. P. et un ministre S. F. I. O., M. Coste-Floret et M. Ramadier, il semble que l'équivoque soit aujourd'hui en grande partie dissipée. L'une et l'autre de ces personnalités ne passent d'ailleurs pas pour favorables à la séparation définitive des deux partis.

« Les socialistes soulignent cependant que la plupart des documents diffusés « ont pour but de mettre en cause des personnalités socialistes ». Il est vrai que si même l'intention n'a pas été celle-là l'effet des divulgations a été de jeter la suspicion sur plusieurs membres du parti socialiste. Mais le dossier lui-même, d'où sont extraites les pièces, ne venait-il pas du ministère de l'Intérieur ? L'impression fâcheuse que déplorent aujourd'hui les socialistes tient à la publication au jour le jour de documents partiels. Elle vient de la méthode suivie, un peu malgré elle, par la commission. A partir du moment où le secret n'était pas gardé, et le commissaire communiste avait prévenu dès les premières séances qu'il publierait tout ce qu'il jugerait bon de rendre public, il était fatal qu'avant même l'enquête les faits et les noms fussent livrés « en vrac » à la publicité. »

Ce commissaire communiste est le député Kriegel-Valrimont qui, dans *l'Humanité*, exploite chaque jour un scandale bien fait pour servir les intérêts de son parti. Quand la lettre du général Revers est parvenue à la commission d'enquête, le président, M. Michelet, était absent. Avant son départ, il avait convenu avec tous ses collègues, que ce texte serait déposé dans le coffre-fort de la commission d'où on ne l'extrairait qu'en sa présence. Cela n'a pas empêché M. Kriegel-Valrimont de se l'approprier au mépris de l'engagement pris. Dans une lettre écrite à tous les membres de la commission, M. Michelet a stigmatisé le procédé. Les communistes, ajoutons-le, ne bénéficient de la publicité donnée à une telle affaire que grâce à l'ignorance de leurs lecteurs. Un membre du parti y est en effet mêlé, c'est Tran Ngoc Danh dit Blokop, grâce à qui le rapport Revers est parvenu entre les mains de Ho Chi Minh. M. Frédéric Dupont, député P. R. L., dépeint cet individu dans la lettre suivante adressée à M. Michelet :

« Monsieur le Président,

« Il est maintenant établi que c'est Tran Ngoc Danh qui a transmis à Ho Chi Minh le rapport Revers.

« Je vous rappelle que j'ai eu l'occasion de dénoncer cinq fois à la tribune de l'Assemblée nationale l'activité de cet individu.

« La Commission d'enquête recherchera évidemment sous quelles protections cet agent de Ho Chi Minh a pu, depuis deux ans, à Paris, publier une revue Viet minh, donner des conférences de presse, présider des remises de drapeaux destinés aux troupes ennemies, organiser des manifestations et des banquets avec la participation des députés communistes et sous la présidence de députés de la majorité avant de transmettre à l'ennemi le rapport Revers.

« Je tiens à la disposition de la Commission d'enquête un dossier sur cette affaire. »

On sait maintenant qui est Tran Ngoc Danh, mais on voudrait savoir un peu mieux qui est Roger Peyré. Les Rochette, les Stavisky ont toujours existé. La différence est que leur clientèle était moins haut placée. Et leurs protecteurs aussi. Il manque un Barrès à la commission d'enquête.

MENUS-PROPOS

La Galerie Charpentier ne s'est pas trompée en pensant que la curiosité et la galanterie de Paris seraient également émues par l'exposition : *Cent portraits de femmes.* Il y a là les évocations les plus gracieuses de visages féminins du XV^e^ siècle à nos jours.

On pourrait rêver longtemps devant toutes ces images si l'on voulait rechercher ce qu'ont été tant de charmants modèles, comment ils ont vécu et pensé. Dans la préface du catalogue M. de Montherlant remarque que les visiteurs s'intéressent beaucoup plus à la peinture qu'aux êtres représentés et à l'humanité qui est contenue en eux. Cette observation est certainement juste dans son ensemble ; mais ne peut-on pas dire aussi que c'est du talent et du goût du peintre que dépendent nos impressions ? Quand l'artiste a été surtout séduit par la ligne d'une épaule, l'éclat d'un regard, la finesse d'un sourire aussi bien que par le chatoiement des bijoux et la somptuosité des toilettes, il est bien naturel que le spectateur fasse comme lui et se laisse entraîner par la vision. Mais si le peintre a été frappé par le caractère que révèle un visage, par ce qu'il exprime de sensibilité ou de volonté, en un mot quand le peintre a été curieux d'une âme, nous aussi nous songeons à ce qu'a été une créature vivante qui a aimé, qui a rêvé, qui a souffert.

L'exposition Charpentier est d'une grande variété et d'une grande richesse.

Ici l'on voit un beau portrait du XVI^e^ siècle, *Portrait d'Anne de Saxe,* exécuté par Lucas Cranach, et par ordre chronologique, sous la signature de Jean de ... : *Portrait d'une jeune musicienne ;* et compté également parmi les œuvres de l'école française du XVII^e^, le *Portrait présumé de Ninon de Lenclos.* Parmi les toiles du XVIII^e^ siècle, si réussies, si nombreuses, il est embarrassant de faire un choix, *la Marquise de Pompadour*, par François Boucher, retient l'attention au même degré que *la Marquise du Châtelet* sur laquelle Lépicié fit jouer les savants reflets d'un très bel éclairage, tandis que Jean-Marc Nattier exécutait le portrait de *Mme Adélaïde, fille aînée de Louis XV* avec des gris mauves pleins de délicatesse. D'Alexandre Roslin (1718-1793) nous admirons *la Vicomtesse Mathias de Nettine* et son regard malicieux. Et puisque nous parlons de regard pourquoi ne pas mentionner les beaux yeux noirs de la *Jeune Femme à la rose* de Goya, ainsi que le doux air de *Pauline de Laborde, baronne des Cars,* portrait peint par Jean-Baptiste Greuze.

Plus près de nous, voici de Berthe Morisot deux belles œuvres : *Mme Léouzon le Duc,* et *Jeune femme à l'éventail.* Un très beau Corot : *L'atelier* (1870) ; puis de sir Thomas Lawrence : *Mrs Robinson et son fils,* et une ravissante *Jeune fille à la rose,* de John Russell. Ce n'est pas sans acuité que Forain fit le portrait de la *Comtesse Mathieu de Noailles* et c'est avec une élégance certaine que John Sargent réalisa celui de Mme Edouard Pailleron.

Les Cent portraits réunis reçoivent beaucoup de visites et il n'est pas un visiteur qui ne rende hommage à nombre d'entre eux.

IL Y A CENT ANS

La proximité des élections, qui doivent avoir lieu le 10 mars, cause quelque agitation dans les partis, à l'Assemblée, et dans les comités provinciaux. Le fait le plus notable est le discours incisif et brillant prononcé par M. Thiers à l'Assemblée. L'orateur, parlant des journées de février, n'a pas hésité à les traiter de : journées funestes. Comme bien on pense cette déclaration n'a pas été du goût de l'extrême gauche qui a réagi à sa manière, c'est-à-dire par beaucoup de déclamation électorale. En réalité, malgré les manifestes de *La Voix du peuple*, malgré les apologies de la révolution romaine et l'assassinat de M. Rossi, l'anniversaire du 24 février s'est passé avec calme. Au fond, la nation est lasse des hésitations et pense qu'il vaudrait mieux travailler, produire, prospérer, que de passer le temps à faire des plans de la société future et à exciter les passions.

***

Grâce à la douceur de la température qui règne en cette fin de février, de grands travaux vont être entrepris par l'Etat pour l'amélioration de la Seine, en amont et en aval de Paris. Dans la haute Seine entre Nogent-sur-Seine et Montereau, des barrages mobiles accompagnés d'écluses régulariseront le cours du fleuve. Entre Montereau et Paris on réalisera un tirant d'eau suffisant pour la navigation ; on s'efforcera de mettre un terme aux corrosions des rives et à l'exaussement des graviers en protégeant les berges du fleuve par des revêtements défensifs. Entre Paris et Rouen cinq barrages mobiles accompagnés d'écluses seront établis. L'un de ces barrages est déjà terminé à Andrésy près de l'embouchure de l'Oise : il relève le plan d'eau dans l'Oise en même temps que dans la Seine.

***

On vient de trouver à la Bibliothèque nationale une lettre de Montaigne adressée au roi Henri IV en 1590. Cette découverte porte à quinze le nombre des lettres de Montaigne possédées par la Bibliothèque.

***

A la Guadeloupe, MM. Perrinon et Schœlcher ont été élus représentants du peuple à une majorité considérable. Leurs concurrents étaient M. l'abbé Charbonneau et M. Alexandre Dumas.

***

M. Jules Gérard, le « tueur de lions », vient d'adresser au directeur du *Journal des Chasseurs* la relation de ses derniers exploits. M. Jules Gérard, qui est aujourd'hui sous-lieutenant au 3e spahis, a appris que deux lions parcouraient la région de Constantine et se trouvaient le 29 janvier dans le pays des Séguia où il venait d'arriver lui-même. Pendant la nuit de son arrivée le douar qui l'avait reçu fut visité par les deux lions. Le lendemain de bonne heure, M. Jules Gérard se rendit sur les hauts plateaux du Zérazer et fit examiner les alentours par deux groupes de dix Arabes. L'un des groupes découvrit le repaire des lions où Jules Gérard se rendit vers deux heures de l'après-midi. Il s'installa sur un rocher qui dominait la position et vit venir à lui successivement les deux lions. Au moment où les lions sautaient sur les gradins inférieurs du rocher, Jules Gérard put tirer sur eux et les atteindre à l'épaule droite. Cette chasse mémorable porte à dix-sept le nombre des lions tués par M. Jules Gérard depuis qu'il est en Algérie.

***

On a abattu ces derniers jours le doyen des arbres de la vallée de Montmorency. C'était un noyer qui passait pour remonter à plusieurs siècles. Il mesurait à la naissance du tronc près de 5 mètres de circonférence ; le tour de son branchage avait 65 mètres. C'était un

véritable géant du règne végétal. De ses dépouilles on a tiré 16 solives propres à l'ébénisterie, 12 stères de rondins et 91 fagots. Il produisait annuellement trente-cinq mille noix ; et en 1811, année de la comète, il en avait produit quarante-trois mille.

***

Au Théâtre Français, le succès de *Mlle de Belle-Isle* et le succès de *Gabrielle* obligent à ajourner un peu les autres représentations. On annonce une tragédie nouvelle de M. Ponsard intitulée *Charlotte Corday*. Mlle Rachel doit jouer prochainement *Angelo* de M. Victor Hugo. On annonce également les représentations du *Chandelier*, des *Caprices de Marianne*, et aussi de la *Périchole*, tirée du Théâtre de *Clara Gazul*.

LES LIVRES

HISTOIRE DE L'INDOCHINE, par André Masson ; 1 vol. Collection « Que sais-je ? ». Presses Universitaires de France.

Au moment où la France vient de reconnaître l'indépendance du Vietnam, dans le cadre de l'Union française et sous le sceptre de l'empereur Bao Daï, M. André Masson, en un substantiel petit livre, initiè le grand public au passé et à la situation présente de l'Indochine dont le Vietnam (Cochinchine, Annam, Tonkin) n'est qu'une partie. Le Cambodge et le Laos y tiennent en effet leur place, et le peuplement, la civilisation, la langue, l'évolution de ces pays sont très différents de ceux du Vietnam. Dans l'ensemble de l'Indochine les races sont d'ailleurs assez mêlées. Si les Vietnamiens se rattachent à la race mongolique, on trouve aussi en Annam, au Cambodge, au Laos des peuplades qui s'apparentent aux Indonésiens. Au Cambodge et au Laos il y eut, d'autre part, une émigration indienne et l'Inde a influencé ces deux pays. La civilisation Khmère qui brilla particulièrement du IXe au XVIe siècle, créa les merveilles d'Angkor et fonda un grand empire qui couvrit la majeure partie de l'Indochine, est d'origine hindoue, comme celle des Chams qui se développa sur le rivage de la mer de Chine. De très intéressants chapitres retracent l'histoire des pays d'Annam depuis la conquête, un siècle environ avant J.-C., par les Chinois, jusqu'au début du XIXe siècle, alors que régnait le grand empereur Gia Long, et jusqu'à l'établissement des Français en Indochine qui commença en 1862. Les derniers chapitres sont consacrés à l'œuvre admirable réalisée par la France en Indochine et aux événements qui s'accomplirent pendant et depuis la deuxième guerre mondiale.

L'EGLISE DE FRANCE SOUS LA REVOLUTION, par Charles Ledré ; 1 vol. in-16 Jésus, Bibliothèque Chrétienne d'histoire. Robert Laffont.

M. Charles Ledré est professeur d'histoire moderne et contemporaine aux Facultés Catholiques de Lyon et il a particulièrement étudié l'histoire religieuse de la Révolution. C'est après avoir longuement exploré de nombreuses archives : Archives nationales de France, Archives Vaticanes, Archives départementales, diocésaines, etc. qu'il a écrit le présent ouvrage qui paraît dans la Bibliothèque Chrétienne d'histoire, dirigée par un comité à la tête duquel se trouvent le duc de la Force et le comte Robert d'Harcourt. Déjà ont paru dans cette Bibliothèque : **L'Eglise et les derniers Romains**, de Gustave Bardy ; les **Evangiles de la Vierge**, de Daniel-Rops ; **Thomas Becket : le Saint assassiné**, de Robert Speaight, etc. L'ouvrage de M. Ledré conduit le lecteur de la fin de l'ancien régime à la signature du Concordat. A côté du récit des événements, l'auteur s'est attaché à peindre la vie quotidienne du clergé durant la grande tourmente. Elle montre sous quelles formes diverses et par quels moyens le culte parvint à se maintenir et à préparer cette reconquête des âmes que couronne le Concordat.

LES LIVRES

CHATS DE COLETTE, Collection « Scènes de la vie des bêtes » dirigée par E.-J. Finbert ; 1 vol. in-16 avec 16 planches hors-texte en héliogravure. Albin Michel.

Mme Colette aime et connaît les chats. « Je n'ai guère cessé de chanter le chat. Mon los sans doute ne prendra fin qu'avec moi-même. » La douceur et les particularités de leur pelage n'ont pas de secrets pour elle ; elle est attirée par le mystère souvent inquiétant de leurs yeux, par la souplesse et la grâce de leurs mouvements silencieux, par leurs attitudes réservées, indifférentes, dédaigneuses, hautaines, par tout ce qu'il y a d'énigmatique en eux. Elle n'ignore ni les diversités de leurs races, ni les imprévus de leur psychologie, parfois étranges. Et elle a un beau, un magnifique talent pour peindre avec quelques mots tout ce qui existe sur terre. Les chats tiennent une grande place dans son œuvre : on tourne une page et l'on voit soudain quelque « persane » nonchalamment étendue ou le dos incurvé d'un « siamois » qui s'étire félinement. On a eu l'idée charmante de cueillir çà et là dans son œuvre les épisodes, les scènes consacrés aux chats et de les réunir dans ce petit volume. Cette anthologie faite d'extraits des **Claudine**, de **Sept dialogues de bêtes**, de **la Chatte**, de **la Naissance du jour**, de **la Paix chez les bêtes**, etc... où passent et repassent ces héros soyeux dont « la griffe courbe est empruntée au rosier », Blanchette, Péronelle, Kiki-la-Doucette, Saha et quelques autres, offre la plus délicieuse des lectures.

CHRONIQUE DE LA GUERRE FROIDE, par le comte Carton de Wiart ; 1 vol. in-8°. Ad. Goemare, Bruxelles.

Homme d'Etat et historien, observateur perspicace des faits politiques dont l'univers est le théâtre depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, le comte Carton de Wiart a donné chaque lundi, de 1947 à 1949, dans un journal de son pays, **la Libre Belgique**, un article où il commentait l'événement important de la semaine. C'est la majeure partie de ces articles qu'il réunit dans le présent volume en les ordonnant selon la nature des sujets traités. En 1947, en sortant d'une période chaotique qui avait suivi l'effondrement de l'Allemagne hitlérienne, on voyait plus clair au milieu des diverses tendances qui se heurtaient à travers le monde. Cette connaissance au surplus n'engendrait nullement l'optimisme. Une nécessité paraissait s'imposer : la liquidation de la guerre mondiale, mais elle restait à accomplir. « Après plus de trois ans, écrit l'auteur, cette liquidation demeure ouverte. » Le comte Carton de Wiart étudie les faits essentiels qui caractérisent l'époque contemporaine : l'agitation et les aspirations du Moyen Orient, l'indépendance des Etats Indiens, issus de l'empire britannique, les transformations de cet empire, la question chinoise, le problème de l'Allemagne ; mais ce qui domine tout autre courant d'événements qui n'apparaissent ainsi que secondaires, ce sont les ambitions de l'U. R. S. S. qui la mettent en opposition avec les Etats-Unis auxquels se rallient les nations dites de l'Europe occidentale, la « guerre froide » qui en résulte, enfin les perspectives alarmantes de vraie guerre. Tous ceux qui liront les divers articles dont se compose le livre apprécieront l'étendue et la précision des informations de l'auteur, la pénétration de ses vues, la profonde sagesse de ses conclusions.

THEATRE DE BEAUMARCHAIS, introduction de Gérard Bauër, de l'Académie Goncourt ; 1 vol. in-16 relié ; Collection du Flambeau. Hachette.

Un nouveau volume vient de paraître dans la Collection du Flambeau, le **Théâtre de Beaumarchais**, avec ces chefs-d'œuvre, **le Barbier de Séville** et **le Mariage de Figaro**, mais aussi une pièce moins connue, **la Mère coupable** qui est la suite du **Mariage de Figaro**. Dans l'introduction, M. Gérard Bauër retrace l'extraordinaire existence de Beaumarchais où se succèdent les aventures, les entreprises, les travaux littéraires, les épisodes de procédure, un emprisonnement, les missions secrètes et les succès de théâtre. Aux trois comédies indiquées plus haut, les éditeurs ont ajouté la **Lettre modérée**, écrite par Beaumarchais à propos du **Barbier de Séville**, la **Préface** du **Mariage de Figaro** et **Un mot sur la Mère coupable**. M. René Sers a rédigé des notices sur les trois pièces ainsi que les Notes. Comme pour les autres volumes de la collection la présentation est excellente.

LES LIVRES

HISTOIRE DE LA PREMIERE ARMEE FRANÇAISE RHIN-DANUBE, par le général de Lattre de Tassigny ; 1 vol. in-8°, illustré. Plon.

Le général de Lattre, qui commanda, du débarquement de Saint-Tropez à la capitulation de Berlin, la première armée française, a tenu à retracer l'histoire de cette glorieuse campagne. Son ouvrage clair et complet expose la troisième phase de la participation française à la lutte commune contre l'Allemagne. Elle exalte le rôle de ces jeunes Français qui, ayant quitté la France occupée pour rejoindre, non des bureaux à Alger, mais un régiment de l'Afrique du Nord, allaient en Tunisie, puis en Italie combattre splendidement avant de participer à l'épopée finale relatée ici par celui qui fut leur chef. Les lecteurs de **La Revue** ont eu la primeur du récit du général sur le débarquement en Provence et la prise de Toulon ; ils en ont apprécié la vigueur, le pittoresque et la véracité. Après ces pages, le général de Lattre retrace la prise de Marseille, la poursuite vers le Jura, les batailles de l'Est, la lutte pour Strasbourg, le passage du Rhin, la progression en Bavière et en Autriche, pour terminer par la relation de cette nuit à Berlin au cours de laquelle il fit signer au général Keitel la reddition sans condition de l'Allemagne. Si la première armée française n'était qu'une des armées des Alliés, sa présence à leurs côtés était pour la France une magnifique revanche des batailles perdues en 1940, des humiliations, des misères, des martyres de l'occupation. Ce livre, dédié aux combattants de la première armée, permet de mesurer l'énergie et la valeur de ces combattants d'Afrique ou de la Métropole qui furent employés « à fond » pour la cause commune. Accompagné de cartes et de nombreuses photographies, ce bel ouvrage doit prendre sa place dans toutes les bibliothèques publiques ou privées.

PRECIS D'HISTOIRE DE LA LANGUE ET DU VOCABULAIRE FRANÇAIS, par Albert Dauzat ; 1 vol. in-8°. Larousse.

M. Albert Dauzat est au premier rang des historiens de la langue française. A son œuvre, déjà très importante, vient de s'ajouter un **Précis d'histoire de la langue et du vocabulaire français** où se manifeste une fois de plus la profonde connaissance que l'auteur possède des questions linguistiques. M. Albert Dauzat commence par retracer les origines de la langue française, issue du latin populaire, et en suit le développement et les transformations à travers les siècles depuis l'époque carolingienne jusqu'aux temps actuels. Un chapitre spécial, des plus originaux, est consacré à la poésie et à son évolution. Le livre second s'attache à l'étude des dialectes du français : leur histoire, leur recul devant la langue de l'Ile-de-France, leurs particularités de prononciation, leur survivance actuelle, etc... Enfin une dernière partie est consacrée à « la vie des mots » : origine, transformations, changement de sens, etc... En 250 pages, M. Albert Dauzat expose de façon claire, très complète, sans appareil pédant et rebutant tout ce qu'il importe de connaître sur l'histoire de notre langue. Une bibliographie très bien conçue s'ajoute à l'ouvrage. La place d'un tel livre est dans toutes les bibliothèques.

LUX PERPETUA, par Franz Cumont, de l'Institut ; 1 vol. illustré in-8° de XXX-524 pages. Geuthner.

M. Franz Cumont est mort en Begique le 20 août 1947. Gentilhomme d'une exquise courtoisie, savant incomparable dont les travaux font autorité, il laisse un ouvrage posthume, **Lux Perpetua**, qui est un modèle d'érudition. Il y avait longtemps que le monde antique ne croyait plus à Charon et à sa barque. Des contes de nourrice, bons tout au plus pour des enfants ! Mais alors quelles croyances en un au-delà admettaient les anciens qui puissent les aider à supporter les misères d'ici-bas ? Comme tous les Indo-Européens, ils ont d'abord cru en une survie continuée dans le tombeau. Des philosophes, esprits forts, ont enseigné que l'homme n'était que matière et que tout finissait avec le dernier soupir, mais contre Epicure, les Platoniciens ont fini par imposer leurs conceptions de l'immortalité de l'âme. Une question se pose alors : Où vont les âmes ? Dans les sphères planétaires, dans la sphère du soleil, dans une huitième sphère, auprès d'un Jupiter « summus exsuperantissimus », et, finalement, avec les Néo-Platoniciens, l'âme du juste se perd dans une vision béatifique de la splendeur de Dieu. Seulement, dans la pensée antique, cette idée juste se mêle à des erreurs, des superstitions, des magies déformantes. Il a fallu l'Evangile pour clarifier et décanter tout cela et faire enfin comprendre que la **Lux Perpetua** ne peut être que la récompense des âmes justes.

LES LIVRES

L'ORIENT HELLENIQUE CONTEMPORAIN, par le général P.-E. Bordeaux ; 1 vol. in-16. Thonon-les-Bains.

Désigné en 1908 pour aller prendre le commandement du bataillon français du Corps international de Crète, l'auteur de ces Souvenirs devait, par la suite, remplir en Grèce et à plusieurs reprises d'importantes fonctions. En 1911, il fit partie de la Mission militaire demandée au gouvernement français par M. Venizelos avec l'approbation du roi Georges Ier. Il y resta jusqu'à la mobilisation de 1914. En décembre 1917, en pleine guerre, l'armée grecque devant être entièrement réorganisée, il fut désigné pour prendre le commandement d'une nouvelle mission plus importante et plus nombreuse que la première, et conserva ce commandement pendant six mois. C'est donc en pleine connaissance de cause et riche d'une longue expérience que le général P.-E. Bordeaux évoque aujourd'hui des souvenirs helléniques relatifs à plus de vingt années qui furent capitales dans l'histoire de la Grèce. Sur les rois Georges Ier, Constantin Ier, Alexandre Ier et Georges II, sur MM. l'amiral Coundouriotis, Venizelos, le général Pangalos, Alexandre Zaïmis et bien d'autres hommes politiques, diplomates et généraux grecs, il apporte son témoignage et trace d'eux des portraits qui fixent l'attention. Sur l'occupation de Crète, les guerres balkaniques, l'assassinat du roi Georges Ier, sur une mission à Athènes et à Salonique en 1915, sur la préparation de la dernière phase de la guerre de 1914-1918 en Orient, sur le voyage qu'il y fit encore en 1924, le général E.-P. Bordeaux donne ici une moisson d'impressions et de jugements qui constitue un appoint appréciable à l'histoire de la Grèce contemporaine.

LA CHAMBRE DE COMMERCE DE MARSEILLE (1599-1949), préface de M. André Cordesse, 1 vol. in-8°, illustré. Marseille.

La Chambre de Commerce de Marseille, qui est la plus ancienne de France et sans doute d'Europe, vient de célébrer le 350e anniversaire de sa fondation. A cette occasion les membres actuels de cette assemblée crée en 1599 sous le double patronage d'Henri IV et du Conseil de la Ville, viennent de faire paraître un bel ouvrage illustré que leur éminent président, M. André Cordesse, a tenu à présenter lui-même au public. « Sous l'ancien régime, écrit-il dans une brillante préface, la Chambre de Commerce fut, dès son origine et pendant près de deux siècles, le défenseur attitré des intérêts commerciaux de la France en Méditerranée. Négociant des traités, protégeant la navigation, rachetant des esclaves le plus souvent sur ses fonds propres, offrant à la Nation des navires de haut bord comme le Commerce de Marseille ou le Marseillais, son autorité et son crédit furent tels qu'elle intervint sans cesse comme le représentant tout puissant du Secrétariat des Affaires étrangères. Le centralisme révolutionnaire d'abord, napoléonien et républicain ensuite, modifièrent le cours de son activité. Poursuivant sans cesse l'équipement de son port, ouvrant à la navigation puis à l'industrie le providentiel étang de Berre, reliant Marseille au Rhône par le percement du tunnel de Rove, créant l'aéro-port de Marignane, le premier de France quant au trafic des marchandises, gérant et patronant la plupart des écoles techniques du département, la Chambre de Commerce de Marseille continue d'exercer une influence considérable, servant avec ferveur l'intérêt régional et national. » D'admirables reproductions en héliogravures représentant les installations portuaires les plus modernes alternent avec des photographies des sites les plus pittoresques de la côte, ses calanques et ses nobles constructions. Mêlant des gravures anciennes à des graphiques économiques d'actualité, ce beau livre fait bien valoir le passé, le présent et l'avenir de cette vivante et active cité qu'on a justement appelée la Porte de l'Orient.

LA VIE DE MARIE, MERE DE DIEU, par Vloberg ; 1 vol. in-8° carré, illustré de 250 héliogravures. Reliure éditeur, Bloud et Gay.

En une série de chapitres émouvants, l'auteur raconte l'histoire de la Vierge Marie en utilisant les travaux de ses prédécesseurs, mais en sachant aussi se montrer original. Le beau volume qu'il présente est très abondamment illustré par des reproductions de tableaux, sculptures, enluminures, œuvres d'art de tous les pays et de toutes les époques que les épisodes de la vie de la Vierge ont inspirés, et aussi par des photographies des villes, monuments, paysages de la Terre Sainte où se sont déroulés ces épisodes. Ainsi, à chaque page, en suivant le récit de M. Vloberg, le lecteur a sous les yeux le décor qui évoque tant de souvenirs pathétiques.

SUZANNE CHANTAL

LA CHAÎNE ET LA TRAME

Roman

Métier d'espions, jeux d'amants

in-8° soleil — 495 frs

HENRY BORDEAUX

de l'Académie française

IMAGES ROMAINES

De Pie IX à Pie XII

Souvenirs d'audiences pontificales

in-16 — 300 frs

YVES BOUTHILLIER

Ancien ministre des Finances

LE DRAME DE VICHY

FACE A L'ENNEMI - FACE A L'ALLIÉ

in-8° carré — 420 frs

COLLECTION " PRÉSENCES "

JEAN ROLIN

DROGUES DE POLICE

... quand l'enquête devient torture et la justice avilissement.

in-16 — 300 frs

En collaboration avec les éditions " VARIÉTÉS " à Montréal

JEAN BRUCHESI

de la Société Royale du Canada

CANADA

RÉALITÉS D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

Préface d'Étienne Gilson, de l'Académie française

in-16 — 480 frs

PLON

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
108, *Boulevard Saint-Germain - PARIS-VI*e

GANDHI

EXPÉRIENCES DE VÉRITÉ ou
AUTOBIOGRAPHIE

Un volume in-8° carré de 728 pages..... 1000 Fr.

SIGMUND FREUD
ABRÉGÉ DE PSYCHANALYSE

Un volume in-8° carré *(Bibl. de Psychanalyse)*..... 180 Fr.

JEAN LACROIX
MARXISME
EXISTENTIALISME - PERSONNALISME

Un volume in-8° carré..... 200 Fr.

O. BLOCH & W. v. WARTBURG
DICTIONNAIRE ÉTYMOLOGIQUE
DE LA LANGUE FRANÇAISE

Un volume in-8° raisin *Broché:* 1600 Fr. *Relié pl. toile:* 2000 Fr.

JEAN DELORME
CHRONOLOGIE
DES
CIVILISATIONS

Un volume in-4° tellière, *Broché:* 1000 Fr. *Relié pl. toile:* 1500 Fr.

Imprimé en France. — Imprimerie E. PIGELET, 189-191, boulevard Voltaire, PARIS (XIe)
Dépôt légal n° 345 — 1e trimestre 1950. — Editeur n° 1
Le Rédacteur en chef gérant : L.-J Arrigon.

LES MÉMOIRES DE WEYGAND

de l'Académie française

RAPPELÉ AU SERVICE

ont paru

Un volume, cartes, documents: 650 f

FLAMMARION

On peut s'abonner à

LA REVUE

LITTÉRATURE, HISTOIRE, ARTS ET SCIENCES

DES DEUX MONDES

chez tous les libraires, en particulier chez :

DÉPARTEMENTS ET UNION FRANÇAISE

Agen : FERRAN, GROS ; **Aix** : DE BACQUENCOURT, GOULARD ; **Alger** : LA MAISON DES LIVRES ; **Amiens** : BRANDICOURT, LÉVEILLARD ; **Angers** : MIRA ; **Auxerre** : BONNET ; **Avignon** : CHABAL ; **Béziers** : CLARETON, CANAC, FERLUS ; **Bordeaux** : FÉRET, MOLLAT ; **Boulogne-sur-Mer** : CHIRAUX, DELIGNY ; **Bourges** : AUXENFANS, DESQUAND ; **Brest** : DERRIEN, GABORIT ; **Caen** : BIGOT, MARIGNY ET JOLY ; **Cahors** : FRANCÈS ; **Calais** : DENQUIN ET Cie ; **Cannes** : DELANNOY, PERRIER ; **Carcassonne** : CROS-VITALIS, GALLY ; **Casablanca** : FARAIRRE ; **Chalon-sur-Saône** : VVE RIGOLLOT ; **Chambéry** : DARDEL ; **Chartres** : LESTER, RIGAL ; **Cherbourg** : LANIÈCE ; **Clermont-Ferrand** : DELAUNAY, SARRASSAT, LARÈNE, MARTEL ; **Coutances** : LECERF ; **Dakar** : MOREAU ; **Dieppe** : DUMORTIER ET VIAL ; **Dijon** : DAMIDOT, L. VENOT ; **Epinal** : HOMEYER ; **Grenoble** : ARTHAUD, DIDIER ET RICHARD ; **La Rochelle** : PIJOLLET, SAMSON ; **Laval** : BÉHIER, GAUTRON ; **Le Havre** : DOMBRE ; **Le Mans** : GRAFFIN, VADÉ ; **Lille** : DOURIEZ, GIARD, TALLANDIER ; **Limoges** : DUCOURTIEUX, DUVERGER ; **Lyon** : BARTHÉLEMY, DEMORTIÈRE, FLAMMARION, J. DESVIGNES, LINSOLAS, MASSON, VIRICEL ET VACHER, LARDANCHET ; **Marseille** : FERRAN, FUÉRI, FLAMMARION, LACOUSTÈNE, MAUPETIT ; **Metz** : EVEN, HOCQUARD ; **Montpellier** : COULET, DUBOIS ET POULAIN, JULIA ; **Mulhouse** : BARBE, BISEY, PFLIEGER ; **Nancy** : BERGER, DIDIER, DORY ; **Nantes** : BEAUFRETON, COIFFARD ; **Nice** : BARNOIN FRÈRES, VERDOLLIN ; **Nîmes** : BERTRAND ET BOURDY, BONIOL-BÉCHARD ; **Oran** : MANHÈS, TOUBOUL ; **Orléans** : LODDÉ, LUZERAY, PROUTIÈRE-HUGUET ; **Pau** : DUPONT ET BORDENAVE, GRENIER ; **Perpignan** : BRUN, MORAT ; **Poitiers** : BÉGNARD, LABOUYGUE ; **Rabat** : CÉRÉ ; **Reims** : MICHAUD ; **Rennes** : BEHON, LARCHER, PLIHON ; **Roanne** : LAUXEROIS ; **Roubaix** : BONNEHON ; **Rouen** : LEPOUZÉ, LESTRINGANT, VAN MOÉ ; **Saïgon** : PORTAIL ; **Saint-Denis (Réunion)** : LIBRAIRIE DE LA RÉUNION ; **Saint-Etienne** : DUBOUCHET, FONT, PLAINE, VERNAY ; **Saint-Quentin** : NOUGARÈDE ET LESTRAT ; **Strasbourg** : BERGER-LEVRAULT, LA MÉSANGE ; **Tananarive** : LIBRAIRIE DE MADAGASCAR ; **Toulon** : GUILLEMIN, REBUFA, MONTBARBON, TRINCHERO ; **Toulouse** : DIDIER, LABADIE, PRIVAT, RICHARD, SISTAC ; **Tours** : DEBIEN, MAILLOCHEAU, TRIDON ; **Tunis** : LIBRAIRIE « JEHANNE D'ARC », NAMURA, SALIBA ; **Valence-sur-Rhône** : REY ; **Versailles** : VASSEUR, NÉMITZ ; **Vichy** : LES BEAUX LIVRES.

ÉTRANGER

Amsterdam : SCHELTEMA ET HOLKEMA'S ; **Ankara** : LIBRAIRIE HACHETTE ; **Athènes** : KAUFFMANN ; **Bruxelles** : A. M. P., EDITIONS UNIVERSELLES, MASSARDO, OFFICE DE PUBLICITÉ ; **Bologne** : ZANICHELLI ; **Cap Haïtien** : L. Ed. MAGNY, Agent général pour Haïti ; **Genève** : NAVILLE, Agent général pour la Suisse ; **Istanbul** : LIBRAIRIE HACHETTE ; **Lausanne** : PAYOT, ROUGE ; **Le Caire** : JAMES CATTAN, Agent général pour l'Egypte, LIBRAIRIE DU PAPYRUS ; **Liège** : HENRY ; **Lima** : BRIGNONI-PICASSO ; **Montréal** : PONY, AGENCE LITTÉRAIRE ATLANTIQUE ; **Oxford** : B. H. BLACKEWELL ; **Padoue** : GIANOTTI ; **Québec** : ABONNEMENTS POUR TOUS, HENRI CHARLOTIN ; **Rio-de-Janeiro** : R. F. BESNARD ; **Rome** : BOCCA, SIGNORELLI, AGENCE DU LIVRE FRANÇAIS ; **Sao Paulo** : R. F. BESNARD ; **Turin** : LATTÈS ; **Utrecht** : VAN ROSSUM.

Imprimé en France — Imprimerie E. PIGELET, 189-191, bd Voltaire, PARIS (XIe)
Dépôt légal n° 345 - 1er trimestre 1950 - Éditeur n° 1

Le Rédacteur en chef gérant : L.-J. Arrigon